

Entre Téhéran Bagdad et Damas

C'est une partie serrée que M. Chirac a entreprise de jouer avec l'Iran dans l'espoir d'obtenir la libération des otages français détenus au Liban. Le départ « volontaire » de France de M. Radjavi, intervenu samedi dernier, en fait partie. Il donne satisfaction à Téhéran sur un point essentiel : voilà longtemps que le régime de l'imam Khomeiny reprochait vivement à Paris d'héberger l'un de ses plus virulents ennemis. Mais en demeurant à ces activités, qui de son propre aveu étaient contraires à la pratique du droit d'asile telle qu'on l'entend en France, M. Radjavi a préféré quitter son « repaire » d'Auvergne-sur-Orbie. Qu'il soit parti pour Bagdad et non pour Amman ou pour Vienne, comme on l'avait un moment imaginé, n'aura pas de conséquence, ainsi est confortée la thèse iranienne selon laquelle M. Radjavi n'est qu'un traître à sa patrie puisqu'il choisit aujourd'hui de s'allier ouvertement à l'Irak, qui finissait déjà, selon toute vraisemblance, la plupart de ses activités.

Le départ de M. Radjavi ne suffira pas malgré tout à permettre une normalisation des relations franco-iraniennes. D'autres obstacles demeurent, et ils sont de taille, à commencer par le contentieux financier qui oppose Paris et Téhéran à propos de la contribution de 1 milliard de dollars versée en 1974 par le régime du chah à Eurodif. Mais, là encore, une solution est possible, même si elle prend du temps. Il ne s'agit que d'argent, si l'on peut dire.

Il en va tout autrement de la troisième revendication formulée par l'Iran et qui concerne les lieux privilégiés existant entre Paris et Bagdad. C'est un sujet, a déjà dit M. Chirac, qui est « hors discussion », et c'est sans aucun doute ce que le premier ministre va répéter cette semaine à M. Turck Aziz, le vice-premier ministre iranien en visite en France. Il serait cependant étonnant que les dirigeants iraniens se contentent de la fin de non-recevoir française, même si elle pourrait s'accompagner, comme on le dit, de discrètes livraisons d'armes à Téhéran.

Car la tactique choisie par M. Chirac comporte un risque : celui de s'installer, dans un état permanent de négociation. Le danger, bien sûr, n'a pas échappé au premier ministre, qui déclarait dès le 22 mai dernier, devant l'Association de la presse diplomatique, que « le préalable à toute négociation est la respectabilité de l'Iran, qui ne peut être démontrée que par le fait que les autorités de ce pays fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour participer au règlement du problème des otages français ».

En dépit d'une construction grammaticale un peu lourde, la périphrase est claire. Reste à savoir si M. Chirac, pour éviter un enlisement dans des tractations interminables, a fixé un délai au-delà duquel Téhéran ne pourrait plus compter sur la bonne volonté française. L'Iran, ne l'oublions pas, n'a jamais ouvertement reconnu être maître du sort des otages, même si les groupes ayant revendiqué les enlèvements sont d'inspiration nettement khomeiniste.

Autre difficulté : Paris n'a pas à l'oublier qu'entre Téhéran et Bagdad mais doit aussi tenir grand compte de Damas, qui a les moyens, ne serait-ce que par sa présence militaire au Liban, de faire échouer un éventuel accord sur la libération des otages. Or, depuis plusieurs semaines, l'axe syro-iranien présente bien des signes, et une sourde rivalité oppose au Liban même les deux pays. Raison de plus pour se garder de tout optimisme prématuré.

(Lire nos informations page 2.)

MALGRÉ LES DÉCLARATIONS RASSURANTES SUR LA COHABITATION

L'élection présidentielle mobilise déjà adversaires et concurrents de M. Mitterrand

M. François Mitterrand et tous ses concurrents potentiels se sont exprimés, le samedi 7 juin. Ce tour de piste a eu ceci d'étrange qu'aucun d'entre eux — à l'exception de M. Léotard — n'a fait direc-

tement référence à la prochaine échéance présidentielle. Ils se contentent de tenir des propos allusifs, comme s'il était de mauvais goût de parler aux Français de la bataille de 1988... ou d'avant.

Y penser très fort, mais surtout ne pas trop en parler. Il serait mesquin et trivial de se préoccuper ouvertement de la prochaine élection présidentielle. Le président de la République en exercice, tous ses successeurs et concurrents possibles, ont effectué, ce week-end, un tour de piste. Mais nul, à l'exception de M. Léotard — la présidentielle, « oui, nous en parlons, oui, nous y travaillons, oui, nous y pensons », — n'a prononcé publiquement le mot tabou.

M. Rocard, dont les clubs convaincre s'activent justement à convaincre les citoyens qu'il est le meilleur, considère la France et le monde de si haut pour voir si loin que 1988 reste très en deçà de sa ligne d'horizon. Les chefs de file du courant dominant du Parti socialiste (MM. Jospin, Fabius, Joxe, Bérégovoy, Poperen) privilégient officiellement l'hypothèse d'une candidature Mitterrand, bien qu'ils n'aient sur ce point

aucune certitude, afin de dégager le terrain d'action du président, d'éviter le choc de leurs propres ambitions et d'anesthésier M. Rocard.

La palme de la clarté dans le non-dit revient à M. Chirac, qui se donne neuf ans pour redresser la France. Neuf, c'est-à-dire deux à Matignon et sept à l'Elysée. M. Chirac sera président, cela va de soi, bien que M. Balladur juge « prématuré » la seule annonce d'une candidature. M. Barre reste extrêmement compétitif dans l'énigme sans mystère. Il n'est pas un instant question de sa candidature éventuelle dans le portrait-robot en forme d'autoportrait du chef d'Etat idéal qu'il a dessiné, samedi à Metz, en hommage à Robert Schuman.

A chacun sa référence. M. Mitterrand, au même moment, parlait de Léon Blum, qui, « déjà sur l'autre versant de sa vie », avait eu « assez de fidélité à lui-même

et de ductilité de la pensée pour être au premier rang ».

Le paysage politique serait immensément triste si manquait M. Valéry Giscard d'Estaing. Hélas ! l'ancien président prend un malin plaisir à distiller l'angoisse d'une absence : « L'avenir et mes amis suffisent à remplir ma vie ».

Pourtant, M. Giscard d'Estaing n'a certainement pas renoncé. M. Léotard, dont les barrières soupçonnent qu'il roule pour M. Chirac, même ouvertement campagne. M. Rocard est prêt. M. Fabius aussi. M. Jospin pare à toute éventualité. M. Chirac et M. Mitterrand, sous les apparences d'une « cohabitation convenable », et parfaitement hypocrite, se tiennent sur le pied de guerre. Et tous se donnent l'égoïsme d'avoir le temps pour eux.

J.-Y. L.

(Lire nos informations pages 8 et 48.)

LES 40 MILLIARDS DE FRANCS D'ÉCONOMIES DE M. CHIRAC

Ne forçons pas notre talent...

par ALAIN VERNHOLES

Lorsqu'elle était dans l'opposition, la droite expliquait que la politique économique qu'elle proposait ne passerait réellement que si elle était acceptée par le peuple. Le temps de se préparer, en quelque sorte.

En deux mois, le gouvernement a annoncé le contraire, soit qu'il ait confirmé des promesses électorales communes aux RPR et à l'UDF, soit qu'il ait pris certaines décisions engageant l'avenir, comme la dévaluation du franc. La stratégie qui sera suivie apparaît donc maintenant assez nettement : rigueur salariale et effort de productivité dans le secteur public, afin de donner l'exemple au secteur privé et réussir l'opération de dévaluation qui vise à exporter davantage ; réduction des dépenses publiques pour alléger le déficit de l'Etat et rendre une plus grande part de l'épargne au secteur privé ; réduction du poids de l'Etat dans l'économie par l'allègement des impôts, cela pour donner aux firmes plus de dynamisme. Car c'est bien l'entreprise qu'il s'agit de favoriser dans le schéma officiel.

Ces trois axes de la politique économique passent par le budget de l'Etat. Mais plus la préparation de celui-ci pour 1987 s'avance et plus clairement apparaît l'impos-

sibilité de tout réaliser en même temps. Réduire le déficit des finances publiques — et indirectement empêcher que ne réapparaisse un trou dans les comptes de la Sécurité sociale — possible ou bien plus d'impôts, ou bien beaucoup moins de dépenses. La « première voie » étant bouchée par la stratégie qu'il s'agit de mener (alléger le poids de l'Etat dans l'économie), la seconde, seule, apparaît praticable. Les consignes données par M. Chirac à ses ministres montrent que le chef du gouvernement en attend beaucoup, appelant à « un effort sans précédent d'économies, de l'ordre de 40 milliards de francs ».

L'objectif serait, grosso modo, de ramener le déficit du budget de l'Etat de 140 milliards à 125 milliards de francs (1), de limiter à 5 milliards de francs les dépenses « nouvelles » l'année prochaine — ces dépenses qui représentent la capacité du gouvernement à prendre des initiatives — de ne pas accepter que 20 milliards de francs de réduction d'impôts (2), ce qui est très sensiblement moins que ne le prévoyait implicitement la plate-forme électorale UDF-RPR.

Reste à savoir si ce schéma est réaliste, si l'Etat peut brusquement supprimer — ce qu'il n'a jamais fait jusqu'à maintenant, il

faute de tout réaliser — quelque 4 % de ses dépenses après trois années durant lesquelles de sérieux efforts d'économies ont déjà été accomplis.

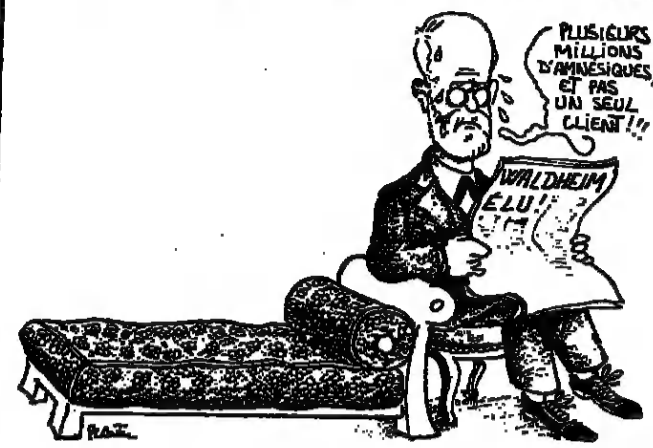
Cette année, les dépenses de l'Etat atteindront quelque 1 040 milliards de francs. Elles se répartissent en sept masses importantes et relativement homogènes : intérêts de la dette publique (un peu moins de 100 milliards de francs) ; rémunération de la fonction publique et pensions (290 milliards de francs, y compris les charges sociales qui y sont attachées) ; train de vie de l'Etat, c'est-à-dire équipement des bureaux, parc automobile, déplacements... (25 milliards de francs) ; subventions de fonctionnement aux établissements publics du genre INRA, CNRS, INSERM... (30 milliards de francs, dont 13 à la recherche) ; interventions économiques et sociales de l'Etat (320 milliards de francs) ; dépenses militaires (195 milliards de francs, comprenant 33 milliards pour les pensions) ; dépenses d'équipement publics (80 milliards de francs).

(Lire la suite page 43.)

(1) Nous soustrayons 140 milliards au chiffre de 1986 des dépenses fiscales qui sont bonnes.

(2) On retrouve bien le chiffre de 40 milliards d'économies avancé par M. Chirac : 15 (140-125) + 5 + 20.

M. Kurt Waldheim, président de la République d'Autriche



PAGE 4

Violentes manifestations antinucléaires en RFA

Plusieurs centaines de blessés au cours des affrontements du week-end.

PAGE 6

Carrefour du développement

Le prêt pour l'acquisition du château d'Ortie était garanti par l'Etat.

PAGE 48

Le Monde ÉCONOMIE

- Les concubins devant l'impôt.
- Nasser en Afrique.
- La chronique de Paul Fabre.

Pages 39 à 42

Etranger (2 à 6) • Politique (7 et 8) • Sports (10 et 11) • Société (12) • Culture (13 et 14) • Communication (14) • Économie (43 à 47).

Programmes des spectacles (15) • Radio-télévision (16) • Informations services : Météorologie, Mots croisés, Loterie nationale, Loto (16 et 17) • Carnet (17) • Annonces classées (18 à 38)

SPORTS

Mundial : cartons jaunes

Alors que le record des cartons jaunes est atteint sur les stades mexicains, l'Uruguay, championne du jeu dur, succombe. Cette rudesse générale incite à l'escapade dans le Mexique profond.

(Lire page 10 les reportages de nos envoyés spéciaux.)

Roland-Garros : permanence

Pas de tremblement de terre aux Internationaux de France : Mikael Pernfors n'a pas inquiété le champion du monde Ivan Lendl ; et Chris Evert-Lloyd a gagné le titre pour la septième fois.

(Lire page 11.)

LE PRINTEMPS MUSICAL DE PRAGUE

Soleil et brouillard

Plusieurs concerts par jour. Une avalanche d'interprètes prestigieux. Pendant trois semaines, Prague a vécu — comme tous les ans à la même époque — au rythme de la musique. Mais le fervor n'était pas au rendez-vous.

De notre envoyé spécial

De la terrasse du Palais de la culture, à Prague, on embrasse les horizons de la ville historique, le rocher sacré de Vysehrad, la cathédrale Saint-Guy, le château royal du Hradshchin, et tout près, dans le ravin, les trois couples de l'église Na Karlove construite, dit-on, par le diable, à côté de la brasserie où le brave soldat Chveik dispensait ses innombrables discours.

Ce soir, comme pour célébrer la conclusion du Printemps de Prague, après trois jours de pluie et de brouillard, le disque rouge du soleil descend lentement derrière la colline de Smichov et la Bertramka où Mozart achève *Don Giovanni*. Et cette vision se mêle dans nos esprits aux lumineuses fanfares de la *Sinfonietta* de Janacek qui, il y a un instant, semblaient annoncer au crépuscule le début d'une fête nocturne, ces jeux des Sokols de 1926 pour lesquels l'œuvre fut écrite.

Musique solennelle et familière, d'un optimisme transcendant, qui vibre, palpite et pétillonne, comme cette éternelle jeunesse à qui le compositeur de soixante-douze ans l'avait dédiée. Superbe porche pour la 9^e Symphonie de Beethoven qui termine traditionnellement le grand festival du Printemps.

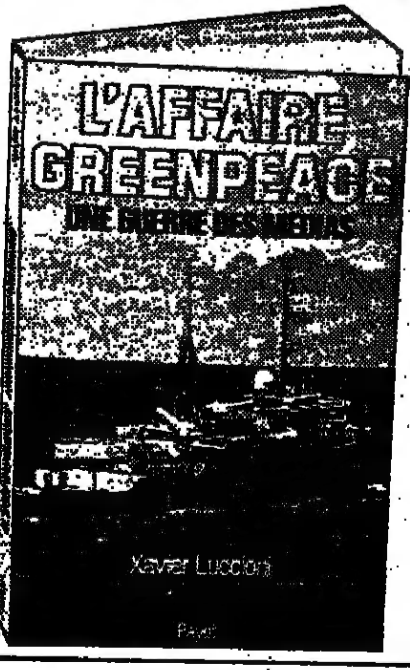
Dans l'énorme salle des congrès, de trois mille deux cents places aussi molles que celles d'un palais capitaliste, où les auditeurs du balcon paraissent voguer sur quelque spoutnik lointain de la Terre, la Philharmonie tchèque redonne à la musique de Beethoven sa fraîcheur première, son jaillissement prodigieux.

Des gestes simples, essentiels, fongueux et baignés d'émotion, un beau visage sous les cheveux blancs, comme ceux de Charles Munch, Vaclav Neumann tire la quintessence de son orchestre, l'égal des autres grandes philharmonies de Berlin et de Vienne, par l'intensité sonore et l'effervescence des instruments, la finesse du détail, la transparence, la plénitude du lyrisme.

JACQUES LONGCHAMPT.

(Lire la suite page 13.)

PROFESSION : REPORTERS



"L'affaire" de l'été 1985...

...où la réalité dépasse la fiction

Un volume de 312 pages, 99 F

PAYOT

étranger

LE DÉPART « VOLONTAIRE » DE FRANCE DU CHEF DES MOUDJAHIDINS D'IRAN

M. Radjavi a reçu à Bagdad un accueil digne d'un chef d'Etat

Le lendemain du départ de France pour l'Irak de M. Massoud Radjavi, chef de l'organisation des Moudjahidins du peuple d'Iran, M. Tarek Aziz, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères irakiennes, est arrivé dimanche 8 juin à Paris, venant de Bucarest. Reçu ce lundi par le ministre des affaires étrangères, M. Raimond, et le ministre des finances, M. Balladur, M. Aziz, rencontrera mardi le président Mitterrand, M. Jacques Chirac et le ministre de la défense, M. Giraud.

M. Radjavi, exilé en France depuis 1981, est arrivé à Bagdad samedi à minuit, venant de Paris. Il a quitté la France « volontairement », selon les autorités françaises, quelques heures après la vérification par la police des identités de toutes les personnes présentes à son domicile d'Auvers-sur-Oise.

Le dirigeant des Moudjahidins a bénéficié à Bagdad d'un accueil officiel digne d'un chef d'Etat. Le président irakien avait en effet désigné pour le recevoir une importante délégation, conduite par M. Taha Yassin Ramadan, numéro trois dans la hiérarchie irakienne et bras droit du chef de l'Etat au sein du gouvernement en sa qualité de premier vice-premier ministre. M. Ramadan était accompagné notamment du général Adnan Khairallah, adjoint du président Saddam Hussein à la tête des forces armées et ministre de la défense, ainsi que des ministres de l'Intérieur, du Commerce, de l'Information et de l'Éducation.

L'arrivée de M. Radjavi à Bagdad a été entourée toutefois de la plus grande discrétion. Les journalistes n'ont pas été autorisés à se rendre à l'aéroport, et l'annonce de l'arrivée n'a été faite qu'ultérieurement par l'agence irakienne de presse INA. La même discrétion a été observée sur les déplacements de M. Radjavi, premier opposant au régime irakien de cette importance à venir s'installer en Irak, « manifestement pour longtemps », selon des sources irakiennes. Les médias irakiens se bornent à rapporter l'accueil officiel réservé à M. Radjavi. On sait toutefois, de source bien informée, que le dirigeant irakien, accompagné de son épouse, M^{me} Maryam Radjavi, codirigeant de l'organisation des Moudjahidins du peuple, s'est rendu dans les villes saintes de Najaf et de Kérbela pour se recueillir sur les mausolées des guides historiques de l'islam et du chiisme.

Selon un communiqué du Conseil national de résistance, qui contrôle les Moudjahidins, la décision du départ de M. Radjavi vers l'Irak a été adoptée à l'unanimité au cours de la dernière session du CNR. Le communiqué ne précise ni la date ni le lieu de cette réunion, mais indique que, au cours des dernières semaines, un millier de Moudjahidins ont quitté Paris pour l'Irak afin de rejoindre « les partisans de M. Radjavi regroupés à la frontière iranienne ». L'Irak offre depuis plusieurs années la disposition d'une station de radio aux Moudjahidins du peuple, leur permettant de s'adresser à l'opinion irakienne, ainsi que quatre heures d'émission quotidiennes en persan à la télévision irakienne, captée dans les régions frontalières.

A Paris, on fait valoir au ministère de l'Intérieur que l'opération de police à Auvers-sur-Oise est conforme à la déclaration de M. Chirac le 22 mai dernier, devant la presse diplomatique française, dans laquelle le premier ministre

s'était engagé à restreindre les « excès » des opposants irakiens en France et à leur faire respecter la réserve qui va de pair avec le droit d'asile. En tout cas, cette opération est intervenue à la veille de l'arrivée à Paris du vice-premier ministre et chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz. Elle pourrait être interprétée comme un « geste » à l'égard de Téhéran, sans pour autant heurter Bagdad, qui pourrait recevoir, à l'occasion de la visite de M. Aziz, des assurances quant à la poursuite de la coopération privilégiée avec la France, tant dans le domaine militaire que dans le domaine économique.

Au Quai d'Orsay, où l'on a paru soucieux de couper court aux éventuelles inquiétudes de l'Irak, on souligne que le voyage de M. Tarek Aziz n'a pas été décidé « brusquement », mais relève des « consultations périodiques » entre la France et l'Irak et « correspond aux bonnes relations » entre Paris et Bagdad.

Le porte-parole du premier ministre, M. Denis Baudouin, a assuré de son côté que la rencontre entre M. Chirac et M. Aziz revêt avant tout un caractère « politique » puisqu'elle leur permettra de « faire le point sur la situation économique et politique de l'Irak, sur le conflit Irak-Iran et la coopération bilatérale », notamment « les problèmes de ventes d'armes ». A un moment où Bagdad affronte des difficultés économiques doublées d'un sérieux revers psychologique et militaire : la perte, en février dernier, du terminal pétrolier de Fao.

Selon les plus récentes estimations des experts occidentaux, l'Irak, qui a réussi à rétablir partiellement ses exportations de brut, passant de 700 000 barils/jour en 1982 à 1,5 million de barils en 1985, pèse néanmoins sous le poids d'une dette évaluée à 40 milliards de dollars, dont 25 milliards dus aux pays du Golfe. Malgré des restrictions draconiennes sur les investissements et les importations de biens de consommation, les recettes pétrolières de 1985 (11,5 milliards de dollars) parviennent à peine à financer l'effort de guerre irakien.

La France, principal partenaire économique et militaire parmi les pays occidentaux, dispose, quant à elle, de créances de l'ordre de 23 milliards de francs, dont près de la moitié au titre de la dette militaire. Selon des informations recueillies de source française généralement bien informée, les créances militaires de la France sur l'Irak sont, en 1986, de l'ordre de 3,5 milliards de francs. Des « retards », selon ces mêmes informations, ont été enregistrés dans le règlement de la dernière dette militaire irakienne, estimée à près de 1 milliard de francs, mais Bagdad réclamerait néanmoins de nouvelles fournitures militaires, notamment des pièces d'artillerie. — (AFP, Reuters.)

Cinq années d'un exil tumultueux

Lorsque M. Massoud Radjavi, le chef des Moudjahidins du peuple, se réfugia en France en juillet 1981, en compagnie de l'ancien président Bani Sadr, il était persuadé que son séjour à Paris serait de courte durée. Pour lui, le régime islamique de Téhéran était à bout de souffle et « la fin de la dictature sanguinaire proche » (le Monde daté 16-17 août 1981). Lorsqu'on lui demandait pourquoi il avait choisi la France comme terre d'asile provisoire, il évoquait invariablement le précédent de l'imam Khomeiny, qui avait su faire de Neauphle-le-Château une « tribune internationale idéale » pour la révolution islamique. Il souhaitait donc faire d'Auvers-sur-Oise un « contre-Neauphle-le-Château » d'où il ferait « connaître au monde entier l'étendue et l'importance de la résistance à la dictature sauvage qui prévaut en Iran et dénoncerait les mensonges de Khomeiny ».

Paris avait en effet été choisi par les dirigeants irakiens en exil qu'ils souscrivent, par écrit, l'engagement traditionnel de ne se livrer à aucune activité politique sur le territoire français. Cet engagement n'a été respecté que l'espace de deux semaines. Dès la mi-août, les strictes dispositions que les autorités françaises avaient prises au début du mois pour empêcher tout contact entre la presse et les responsables irakiens étaient évanouies comme par enchantement. « La situation est maintenant normalisée », déclarait M. Radjavi, qui n'envisageait à aucun moment la possibilité que les autorités françaises puissent l'empêcher de combattre le régime de Téhéran.

Une fois rassurés sur les intentions des autorités, les nouveaux exilés mirent les bouchées doubles pour former, à Auvers-sur-Oise le « contre-pouvoir » destiné à abattre le régime de Téhéran. Le 1^{er} octobre 1981, l'ancien président Bani Sadr, exilé depuis l'Irak, fut nommé président du Conseil national de la résistance (CNR) et le charge de former un « gouvernement provisoire iranien ». Premier échec : cette décision resta lettre morte, probablement à la suite de divergences qui commencent déjà d'apparaître.

La « langue de bois »

Pis encore, cet organisme, dont la vocation est d'unifier l'ensemble de l'opposition réfugiée à l'étranger, se transforme peu à peu en une organisation totalement inféodée aux Moudjahidins. Dans les milieux de l'opposition iranienne en exil, on commence déjà à parler de l'« intransigence sectaire et doctrinaire de Massoud Radjavi » et de la « langue de bois » qui constitue des obstacles empêchant toute diversité d'opinions et interdisant au CNR de devenir une solution de rechange au régime de Khomeiny. Au fil des ans, la conviction d'être les uniques détenteurs de la vérité contribue à aggraver le sectarisme des Moudjahidins.

Le 8 février 1982, la mort de Moussa Khisbani, commandant militaire des Moudjahidins Khalk, tué à Téhéran en compagnie d'une dizaine de membres du comité central, dont M^{me} Achraf Rabi, épouse de Massoud Radjavi, porte un coup sévère à l'organisation. En plein désarroi, elle doit abandonner la politique de la lutte armée contre le régime, imprudemment adoptée en 1981.

Alain, médecin, la quarantaine : « Nous avions à la fois la sécurité grâce à la présence des gendarmes, et l'insécurité par les risques d'attentats. Ce que nous souhaitons, c'était la disparition des risques, qu'elle passe par le départ de Radjavi ou par un renforcement de la sécurité ».

M. Jean-Jacques Rotra, président de l'Association de soutien des riverains d'Oise d'Auvers et de Méry-sur-Oise (ASROAM), qui avait pour vocation de « défendre la sécurité des habitants face à la présence de Radjavi », ne cache pas sa satisfaction : « Nous réclamions son départ uniquement pour des raisons de sécurité, pas pour des raisons politiques ». Pourquoi seulement aujourd'hui, ajoute-t-il, alors qu'ils sont là depuis 1981 ? C'est la première fois que des instances politi-

Les Moudjahidins demeurent toutefois la principale force d'opposition à Téhéran même s'ils ne représentent plus une menace immédiate pour un régime désormais suffisamment solide et structuré pour pouvoir résister même à une éventuelle disparition de l'imam. Parallèlement à l'intensification de la répression, le pouvoir au début de 1983, a parachevé la mise en place des institutions de l'Etat et la réorganisation des services de renseignements et de sécurité devenus d'une redoutable efficacité.

Le sentiment d'impuissance et de désespoir qui s'empare alors des représentants de la résistance en exil n'épargne pas les opposants d'Auvers-sur-Oise. Les Moudjahidins, continuent certes à diffuser des communiqués triomphalistes, mais ceux-ci paraissent de moins en moins vraisemblables et entament peu à peu la crédibilité de l'organisation et de son chef. L'impasse dans laquelle est engagée l'ensemble de l'opposition est en partie à l'origine du « divorce » qui intervient en avril 1984 entre MM. Radjavi et son beau-père Bani Sadr.

La rupture avec M. Bani Sadr

L'ancien président de la République commence à parler en privé des « tendances hégémoniques » de son gendre. Lui qui fut commandant en chef de l'armée pendant les deux premières années de la guerre du Golfe, n'apprécie guère l'alliance que M. Radjavi a conclue avec les Irakiens en janvier 1983, au cours de sa fameuse rencontre d'Auvers-sur-Oise avec M. Tarek Aziz, vice-premier ministre irakien et chef de la diplomatie de Bagdad. MM. Radjavi et Bani Sadr maintiennent leur « collaboration », mais celle-ci devient de plus en plus difficile. La goutte d'eau qui fait déborder le vase est la proposition de M. Radjavi qui, en décembre 1983, suggère (d'après) que le CNR s'installe en Irak dans une « portion de terre défendable » située près de la frontière ira-

nienne et forme une armée de libération englobant des Moudjahidins, des pechmbergas kurdes et des prisonniers irakiens recrutés dans les camps irakiens.

M. Bani Sadr qualifie le plan de Radjavi de « suicidaire » et met en garde le CNR contre toute « collaboration » avec Bagdad. Elle ferait, selon lui, de l'organisation « une monnaie d'échange que Saddam Hussein n'hésiterait pas à sacrifier au moment opportun pour obtenir la paix qu'il réclame avec tant d'insistance ». Pressant la mesure, le départ de Radjavi en France aux Moudjahidins, il adjure ses alliés de ne jamais se mettre à la merci d'une puissance étrangère quelle qu'elle soit. Pour éviter l'éclatement du CNR, MM. Radjavi et Bani Sadr décident, d'un commun accord, de mettre fin à une alliance qui a duré deux ans et neuf mois et conviennent d'éviter les « polémiques stériles afin de préserver les chances futures ».

Le départ de M. Bani Sadr d'Auvers-sur-Oise ébranle les fondements du CNR, dont il est l'un des piliers, bien que formellement il n'en fasse pas partie. La trêve n'est d'ailleurs que de courte durée. Les divergences sont trop profondes pour être escamotées. Pour M. Radjavi, plus sectaire que jamais, l'ancien président de la République « est retourné à ses origines khomeinistes » et devient l'une des « séquences du régime de Téhéran ». Cet ostracisme contre M. Bani Sadr est en réalité une mise en garde adressée à ceux qui, persuadés que la résistance à l'extérieur du pays n'a aucune chance de succès, ont gardé de nombreux liens, des contacts qu'ils utilisent lorsque l'heure de l'« après-Khomeiny » aura sonné. Un tel comportement, estime M. Radjavi, « est pire qu'une erreur. C'est une trahison. Des criminels comme le président du Madjlis, Hachemi Rafsanjani, sont incapables de se convertir à la démocratie. Le serpent ne peut accoucher d'une colombe ».

Plusieurs organisations d'opposants restent installées à Paris

En cinq ans, Paris est devenu le principal centre de ralliement de la classe politique iranienne hostile au régime de l'imam Khomeiny. Les mesures prises à l'égard des Moudjahidins ne semblent pas concerner les autres organisations de résistants et les personnalités indépendantes comme M. Bani Sadr, qui, malgré son hostilité envers les Moudjahidins, s'est hâté d'affirmer que le départ de M. Radjavi constituait une « expulsion indigne d'une démocratie ». M. Bani Sadr n'appartient d'ailleurs à aucune des formations organisées de la résistance et se consacre à la publication d'un hebdomadaire, *Enghelab Islami*.

Parmi les organisations structurées, on retrouve le Mouvement national de la résistance iranienne (MNRI), dirigé par M. Chapour Bakhtiar, qui fut le dernier premier ministre du chah après avoir été pendant de longues années son adversaire, et le Front de libération de l'Iran, pré-

sidé par son rival, M. Ali Amiri, premier ministre du chah au début des années 60.

A l'extrême gauche, les groupes d'opposition de la gauche marxiste sont représentés en France par les Fedayins du peuple, qui, au début de la révolution de 1979, constituaient une des principales forces politiques du pays. Ils se sont depuis scindés en deux mouvements : les « minoritaires », totalement opposés au régime islamique, et les « majoritaires », qui, partisans d'un soutien conditionnel à l'imam Khomeiny, s'étaient alliés au parti communiste Tudeh.

Les Kurdes sont représentés par le Parti démocratique du Kurdistan iranien de M. Ghassemlou, qui dispose d'un bureau à Paris, et par le Komalah, l'organisation du Kurdistan du Parti communiste d'Iran (totalement opposé au Tudeh), qui a un représentant en France.

Bien sûr, c'est au tour de M. Abdel Rahman Ghassemlou, le chef du Parti démocratique du Kurdistan iranien, d'être admonesté. M. Radjavi, lui reproche en particulier d'« avoir accepté de dialoguer avec Khomeiny, reconnaissant ainsi sa légitimité » et l'invite à quitter le CNR. En fait, le PDKI, seule organisation de l'opposition avec son rival kurde, le Komalah, à mener une lutte armée contre le régime iranien, a rencontré au Kurdistan des représentants du gouvernement central « en vue d'explorer la possibilité d'un cessez-le-feu local ». Evidemment, M. Ghassemlou ne tarde pas à quitter le CNR.

Désormais, le CNR n'a plus d'existence indépendante de celle de l'organisation des Moudjahidins. Il n'est plus que l'une des échettes que M. Radjavi utilise abusivement pour collecter les signatures de personnalités — de la Papouasie-Nouvelle-Guinée à la France — entassées au bas des manifestes condamnant la « politique belliqueuse du régime moyenâgeux de Khomeiny » et faisant l'éloge du « plan de paix présenté le 13 mars 1983 par M. Radjavi, président du Conseil national de la résistance ».

Le « remariage politique »

Le « remariage politique » de M. Radjavi avec M^{me} Maryam Azadlou, épouse d'un de ses plus proches collaborateurs, contraint de la quitter tambour battant, est présenté comme l'« une des plus importantes décisions révolutionnaires et idéologiques jamais prises par les Moudjahidins ». Cette attitude fait par exaspérer le quatuor de personnalités indépendantes qui maintenaient contre vent et marée leur confiance à M. Radjavi.

Si le nouveau mariage réussi à faire croire lui presque l'unanimité de la classe politique iranienne exilée en France, il soude, en revanche, ses troupes dans une fidélité aveugle et inconditionnelle à sa personne, quelques dissidents furent ce qu'ils considéraient comme une sorte de secte religieuse. Mais les « sympathisants » de l'organisation sont les membres d'une grande famille ; ils ont recours à la « langue de bois » que le « grand maître » utilise, et acceptent toutes les explications, même les plus invraisemblables. M. Radjavi et ses amis sont passés, au cours de leur long exil d'Auvers-sur-Oise, maîtres dans l'art de transformer leurs échecs et déconvenues en autant de victoires retentissantes. C'est ainsi que commentant le départ pour Bagdad de M. Massoud Radjavi, l'organisation des Moudjahidins du peuple vient d'expliquer dans un communiqué que « la résidence de M. Massoud Radjavi a été transférée en Irak afin de neutraliser, d'une part, les complots du régime de Khomeiny et de répondre d'autre part, aux nécessités de la nouvelle étape de la résistance ». Le communiqué conclut : « Le CNR considère ce transfert comme indispensable au déploiement et à l'organisation des forces armées de la révolution et comme l'étape finale avant le retour sur le sol de la patrie ».

JEAN GUEYRAS.

● Interruption des liaisons entre l'Irak et l'étranger. — Les communications entre l'Irak et l'étranger sont coupées à la suite des raids irakiens contre la station de télécommunications irakienne d'Assad-Abad. La rupture des liaisons téléphoniques et téléx avec le Japon a entraîné l'arrêt des transactions pétrolières entre les deux pays. — (AFP, Reuters.)

Chez Doutrelant



Pierre-Marie Doutrelant

LA BONNE CUISINE ET LES AUTRES

TOUT est croustillant
TOUT est grignotable
TOUT est excellent

suivi de 41 recettes originales Seul

89

SEUIL

مركزاً من الإصباح

PROCHE-ORIENT

Liban

Le ton monte entre dignitaires religieux chiites et sunnites

De notre correspondant

Beyrouth. — La « guerre des prières » vient d'ajouter aux cent autres. La fête du Fitr 1986 innova en effet en matière de conflit, en opposant musulmans chiites et sunnites. Le mufti (sunnite) de la République, Cheikh Hassan Khaled, rentré précipitamment de Paris — les temps ont bien changé depuis que les sunnites, au nom de l'Arabisme ou de l'islam, étaient les plus anti-français des Libanais — a tenu du haut de sa mosquée des propos musclés. Certes, il a bien recommandé aux fidèles de sa communauté de ne pas répondre aux provocations, mais il a dénoncé, dans les termes les plus catégoriques, les excès de la milice chiite Amal commise à Tarik-el-Jadide, quartier très sunnite de Beyrouth-Ouest, pendant et après la bataille qui l'a ravagé au début de la semaine dernière. Tout le sermon du mufti était dirigé contre la prétention, en grande partie réalisée, d'Amal et du chiisme en général, d'exercer le pouvoir à Beyrouth-Ouest.

Les assises islamiques, instance supérieure sunnite, ont été jusqu'à déclarer à propos de ces évé-

nements : « Aucune partie parmi toutes celles qui ont envahi ou contrôlé Beyrouth, y compris l'ennemi israélien, ne s'est rendue coupable de tels agissements ». Le soir même, les résidences et les voitures de deux membres de cet organisme, MM. Takieddine et Rachid Solh, tous deux anciens premiers ministres, étaient les cibles d'attaques. « Nous y sommes, nous y restons », on pourrait résumer par cette formule la réponse du mufti chiite, Cheikh Abdel-Amir Kabalan, pourtant l'un des plus modérés parmi les ulémas de sa communauté, membre du bureau politique d'Amal. Ce dernier a qualifié son adversaire de « mufti des sunnites de Tarik-el-Jadide, là où nous souhaitons un mufti pour tous les musulmans dans tout le Liban », le dignitaire chiite est catégorique : « Nous ne nous laisserons pas déloger par la force ».

C'est tout juste si Amal n'accuse pas tout haut les sunnites libanais de « collusion » avec l'autre camp (chrétien). Déjà, le mouvement chiite dénonce également la collusion de ces autres sunnites que sont les Palestiniens avec le président Aminé Gemayel. Celui-ci vient d'effectuer un voyage officiel à Bucarest, dans le but sans doute de recréer sa position sur l'échiquier libanais, par une ouverture sur le camp socialiste.

Dans le même temps, les représentants sunnites se démarquent de la milice, pourtant sunnite, dite du « 6 février », qui a combattu Amal. Ils y voient « une création des Syriens » dont Amal est pourtant l'allié. Allez comprendre !

Le Parti de Dieu l'Hezbollah, grand rival chiite d'Amal, se tient sur la touche et observe les développements du conflit interislamique, qu'il réprouve mais qui pourrait bien finalement lui être profitable. Enfin, le PSP druze de M. Walid Joumblatt, malgré la volonté qu'il affiche de ne pas se mêler du conflit, en demeure partie prenante. En effet, sa milice est seule capable de contraindre l'extension d'Amal à Beyrouth-Ouest. Depuis la bataille de mardi dernier, plusieurs incidents, notamment dimanche, ont opposé — au prix d'un mort et de deux blessés — les « alliés ennemis » que sont Amal et le PSP.

La « guerre des camps », malgré la trêve unilatérale proclamée par Amal et acceptée par les Palestiniens anti-rafidites, a repris après une petite matinée de calme. Elle a fait, dimanche, quatre morts et une vingtaine de blessés. Au total, quatre-vingt-quatre morts et quatre-vingt-cinq blessés ont été dénombrés depuis trois semaines que dure ce conflit.

LUCIEN GEORGE.

AMÉRIQUES

SELON LE « NEW YORK TIMES »

L'URSS aurait repris ses livraisons d'armes au Nicaragua

Washington (AFP). — Les Etats-Unis disposent de renseignements selon lesquels l'URSS a repris ses livraisons d'armes au Nicaragua et le président Reagan devrait l'annoncer, cette semaine, à l'approche d'un nouveau débat au Congrès sur l'aide au Contras, selon le New York Times.

Un cargo soviétique, venu du port ukrainien de Nikolaïev, aurait débarqué dans les premiers jours de mai une cargaison camouflée de matériel militaire au Nicaragua, selon des sources anonymes de la Maison Blanche citées par le quotidien. Le type d'armes n'a pas été précisé, mais M. Ronald Reagan pourrait donner des précisions dans les jours qui viennent.

Il s'agit de la première livraison directe de matériel militaire soviétique au Nicaragua depuis dix-huit mois, selon les mêmes sources. Ordinairement, les cargaisons à destination de ce pays seraient d'abord débarquées dans le port cubain de Mariel. Cette livraison signifie que « les sandinistes veulent liquider les Contras cette année et qu'ils veulent tout le matériel nécessaire » pour y parvenir, a affirmé l'un des responsables cités. « C'est parce que [les sandinistes] sont aussi déterminés à

frapper un grand coup qu'ils sont peut-être moins prudents », a-t-il ajouté.

Cette livraison de matériel militaire soviétique n'est que l'un des éléments nouveaux du dossier nicaraguayen depuis que la Chambre des représentants a rejeté en mars l'aide de 100 millions de dollars aux Contras réclamée par le président, ont précisé les mêmes sources. Ils ont notamment évoqué une « répression accrue » des opposants au régime de Managua.

Pour obtenir le feu vert du Congrès à cette aide, M. Reagan devrait traverser une pression croissante sur la Chambre des représentants, estime-t-on généralement. M. Reagan souhaite 70 millions de dollars d'aide militaire et 30 millions d'aide non militaire pour les Contras. « Sans aide supplémentaire, ceux-ci ne pourront en aucun cas poursuivre à partir du mois de juillet l'importante offensive qu'ils envisagent », a affirmé l'un des responsables cités par le New York Times.

● A PANAMA, les ministres des affaires étrangères du groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Panama, Venezuela) et du groupe

de soutien (Pérou, Uruguay, Brésil et Argentine) ont présenté à leurs homologues centre-américains une proposition qui « complète et actualise » les questions des manœuvres militaires et de la limitation des armements dans la région, sur lesquelles butaient les discussions. Avec cette nouvelle proposition, le projet d'Acte de paix, dont la signature était initialement prévue le 6 juin, « est substantiellement consolidé grâce à une offre équilibrée qui reprend les différentes suggestions » présentées par le Guatemala et le Costa Rica d'une part, et par le Nicaragua de l'autre, a indiqué le ministre panaméen des affaires étrangères, M. Jorge Abadía.

Dans un « message de Panama », publié à l'issue de leur réunion de travail, dimanche 8 juin, les ministres des groupes de Contadora et de Soutien estiment que cette nouvelle proposition « ne cherche pas à forcer les volontés souveraines des différentes parties », mais qu'un « compromis » sur des propositions de paix, de sécurité et de démocratie, est du plus haut intérêt pour la région. Ils lancent un appel aux cinq pays d'Amérique centrale (Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador) pour qu'ils établissent, le plus rapidement possible, les inventaires des armements et susceptibles d'être réduits ou éliminés, ainsi que le prévoit leur nouvelle proposition.

● A BONN, le chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl a télé-

phoné à M. Reagan pour lui demander d'intervenir auprès des Contras nicaraguayens en vue de la libération des huit Allemands de l'Ouest qu'ils détiennent, a indiqué dimanche 8 juin un porte-parole des affaires étrangères. M. Kohl a demandé expressément au président des Etats-Unis « de faire jouer son influence sur la Force démocratique Nicaraguayenne (FDN) pour aboutir à un rapide règlement ». Le ministre des affaires étrangères, ou un état-major de crise a été formé pour suivre l'affaire, a indiqué que M. Hans Dietrich Genscher s'est mis en contact dans le même but avec le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz.

Le négociateur social-démocrate ouest-allemand, M. Hans Jürgen Wischnewski, tente depuis Managua d'obtenir la libération des huit prisonniers et est « directement soutenu par tous les moyens possibles par le gouvernement de Bonn », indique encore le communiqué officiel.

● Un coopérant belge tué dans le nord du Nicaragua. — Un coopérant belge, M. Paul Deffers, a été tué la semaine dernière au cours d'une embuscade tendue par des guérilleros sandinistes dans le département de Matagalpa, à 180 kilomètres au nord-est de Managua.

Pérou

Le président Alan Garcia échappe à un attentat

Lima (AFP, AP, Reuters). — Le président Alan Garcia, qui se rendait samedi 7 juin à une cérémonie militaire dans le centre de Lima, a échappé de peu à un attentat qui a fait trois morts et plusieurs blessés. Des charges de dynamite ont explosé quelques minutes avant l'arrivée du chef de l'Etat. Elles ont blessé deux enfants. La police a immédiatement procédé au blocage du quartier proche de la place Bolognesi, où devait se dérouler la cérémonie dite de Fidélité au drapeau, réunissant tout l'état-major des forces armées et des membres du gouvernement.

Une heure après le départ du président Alan Garcia et des personnalités civiles et militaires, d'autres charges de dynamite ont explosé place Bolognesi. Elles ont tué trois personnes, dont une adolescente de douze ans. Plusieurs des blessés seraient dans un état très grave. Bien que ce double attentat n'ait pas été revendiqué, il est généralement attribué au Sentier lumineux, qui a récemment

annoncé qu'il mettait en œuvre un « plan d'assassins sélectifs ». Le 26 mai, trois membres importants de l'Apra, le parti gouvernemental, ont été tués dans la capitale. L'attentat visait M. Alberto Kitasano, secrétaire à l'organisation de l'Apra et un numéro quatre dans la hiérarchie du parti au pouvoir.

Les autorités, qui redoutaient une action terroriste à l'occasion de la cérémonie de samedi, avaient pris des mesures de sécurité particulières dans le secteur de la place Bolognesi dès vendredi soir. Les bâtons de dynamite qui ont explosé tout près de l'estrade officielle avaient, selon la police, été déposés plus de « vingt-quatre heures à l'avance », déjouant ainsi les mesures de sécurité. Toujours selon la police, les charges explosives ont été placées par des personnes « dotées de mécanismes à retardement ». La cérémonie officielle s'est malgré tout déroulée à l'heure prévue, mais cet attentat manqué a fait monter la tension dans la capitale.

Chili

L'opposition lance un appel à la grève générale pour le 2 juillet

Correspondance

Santiago-du-Chili. — L'assemblée civile, formée à la fin du mois d'avril par les principales organisations sociales du pays, avait accordé un délai d'un mois au gouvernement pour qu'il réponde à un document élaboré par les associations professionnelles qui regroupent les professions libérales, les syndicats ouvriers et étudiants, les camionneurs, les petits commerçants ainsi que les pobladores, habitants des quartiers les plus pauvres de la capitale.

Ce texte, assez modéré, préconisait des mesures de démocratisation. Comme on pouvait le penser, il a été totalement ignoré par les autorités et le gouvernement a, au contraire, encore accentué la répression au cours de ces dernières semaines. L'assemblée civile s'en est réunie le 30 mai pour décider une nouvelle action. Et le président de cette assemblée, M. Juan Luis Gonzalez, qui est aussi président du collège des médecins, a annoncé au cours d'une conférence de presse un plan de « désobéissance patriotique » pendant le mois de juin. Ce plan prévoit le boycottage des groupes des entreprises qui financent la publicité de la chaîne de télévision de l'Etat. Il recommande aussi toute une série de mobilisations populaires et de débrayages. Enfin, une grève gé-

rale devrait avoir lieu les 2 et 3 juillet mais les modalités exactes de cette grève n'ont pas encore été fixées.

L'assemblée civile a d'autre part lancé un appel aux partis politiques pour qu'ils trouvent une formule d'accord. La droite chilienne et la presse progouvernementale ne cessent de dénoncer ce qu'ils appellent un « accord secret » entre les deux principales formations politiques d'opposition, la Démocratie chrétienne et le Parti communiste.

Le Mouvement démocratique populaire, qui comprend le Parti communiste, un secteur du Parti socialiste et le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), a présenté, pour sa part, une « proposition pour une solution immédiate à la crise ». Cette proposition implique la démission du général Pinochet et la formation d'un gouvernement qui serait présidé par une personnalité bénéficiant d'une large appui politique. Des élections générales auraient lieu dans un délai de six mois. Cette proposition du Mouvement démocratique populaire, qui ne fait référence ni à la lutte violente ni au renversement de la dictature, est considérée comme un geste de bonne volonté des partis de gauche adressé à l'opposition modérée et aux partis de droite.

AFRIQUE

République sud-africaine

Mise en garde de Moscou après le raid en Angola

« L'acte terroriste sud-africain » qui a endommagé des bateaux soviétiques et cubains en Angola « peut avoir des conséquences dangereuses et de grande portée », et « de telles actions ne peuvent rester impunies », a averti l'Union soviétique, dans une déclaration publiée dimanche 8 juin, après l'attaque lancée le 5 juin par l'armée sud-africaine contre le port angolais de Namibie (le Monde daté 8-9 juin). Dans cette solennelle mise en garde, Moscou dénonce « une escalade des actes d'agression de Pretoria », et ajoute : « Des actes de terrorisme international visant directement des vies humaines ne peuvent pas être tolérés par la communauté internationale (...). La responsabilité en est partagée par ceux qui soutiennent la République sud-africaine et au premier rang par les Etats-Unis ».

Le Groupe des sept « sages » du Commonwealth, qui achève actuellement, à Londres, la rédaction d'un rapport sur leurs efforts, apparemment vains jusqu'ici, pour instaurer un dialogue entre Pretoria et l'opposition, dont l'ANC (Congrès national africain), aurait renoncé à retourner en Afrique du Sud. M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, avait adressé une invitation aux membres du groupe, dont les conclusions seront communiquées aux quarante-neuf Etats membres du Commonwealth. Selon la presse britannique, le groupe estimerait que Pretoria n'est pas intéressé par

la négociation et serait, de ce fait, favorable à des sanctions.

Pour sa part, le gouvernement sud-africain s'est déclaré surpris par la position des sept « sages », estimant que le dialogue n'est pas rompu. A Johannesburg, les dirigeants des milieux d'affaires ont rendu public, dimanche 8 juin, un rapport préconisant l'ouverture immédiate de négociations sur les droits politiques des Noirs, afin de mettre fin, est-il indiqué, au sabotage industriel à grande échelle mené par des ouvriers noirs. Ces propositions de réforme interviennent dans une période de stagnation économique, caractérisée notamment par une chute de la monnaie sud-africaine : le rand, qui, à 50 cents sud-africains il y a un mois, cote aujourd'hui 8-40 cents, et par une fuite accélérée des investissements étrangers.

La violence politique s'est, d'autre part, poursuivie au cours du week-end, faisant neuf morts, dont un officier noir brûlé vif par une foule de manifestants, au stade de Witbank, dans le Transvaal. La radio sud-africaine a laissé entendre que le gouvernement prendrait des mesures énergiques pour enrayer l'agitation avant le dixième anniversaire des émeutes de Soweto, le 16 juin. Enfin, dix mineurs noirs ont été tués et cent vingt autres blessés, vendredi 6 juin, dans une mine de charbon du nord Natal, au cours d'affrontements qui ont opposé trois à quatre mille Noirs membres de syndicats rivaux. — (AFP, Reuters, UPI, AP.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
570 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateurs.

Administrateur général :
Bernard Woutis.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessmy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; É.-U., 55 c. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2,4 f. ; Portugal, 710 esc. ; Royaume-Uni, 338 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 din.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 860 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires (deux semaines ou plus) : nos
abonnés sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins avant
leur départ. Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

Supplément
de « Monde »
7, rue des Italiens
PARIS-IX
1984

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

EUROPE

L'élection de M. Waldheim à la présidence de la République autrichienne

M. Waldheim a été élu, le dimanche 8 juin, pour six ans à la présidence de la République autrichienne, avec 53,9 % des voix contre 46,1 % au candidat socialiste, M. Kurt Steyrer.

Israël a été le seul Etat à réagir, dès dimanche soir, à cette élection pourtant attendue : le ministre des Affaires étrangères a exprimé dans un communiqué « la tristesse et la déception profondes » de l'Etat israélien.

Aux Etats-Unis, l'élection n'a donné lieu à aucune déclaration officielle. Une procédure est toujours en cours sous l'égide du ministère américain de la Justice pour décider si M. Waldheim doit ou non être déclaré « indésirable » aux Etats-Unis. Même dans l'affirmative, cependant, on fait remarquer que de telles interdictions ne s'appliquent qu'aux personnes privées et qu'on ne peut empêcher

la venue aux Etats-Unis d'un chef d'Etat. Il est très peu probable pourtant que M. Waldheim soit jamais convoqué dans ce pays étant donné l'intense campagne qui s'y poursuit contre lui. La Maison Blanche a invité le chancelier autrichien, M. Sinswatz, du 23 au 25 juin à Washington, ce qui est une façon de s'avoir plus à l'avance de si tôt le président de ce pays.

L'agence officielle soviétique Tass s'est félicitée sans détour de l'élection de M. Waldheim, qui a mis en échec ce qu'elle considère comme les « basses menées » des « milieux sionistes » et du gouvernement américain.

Le Congrès juif mondial a fait savoir qu'il n'attendait pas de se réunir au sein d'un pays pendant la seconde guerre mondiale de celui qu'il a qualifié de « président nazi ».

Nostalgies impériales

De notre envoyé spécial

Vienne. — Finalement, M. Kurt Waldheim a le triomphe modeste. Il aurait pu, au vu des résultats du scrutin du dimanche 8 juin, se réjouir ouvertement du KO infligé à son adversaire socialiste, M. Kurt Steyrer. Huit points d'écart, ce n'est pas rien dans un pays où l'élection présidentielle se gagne habituellement avec une marge infime, sauf lorsqu'il s'agit de renouveler le mandat du président sortant.

Mais M. Waldheim n'était déjà, bien avant le scrutin, connu dans le personnage du président de la République tel que les Autrichiens les aiment : un brin sentencieux, parlant doucement, ponctuait ses discours d'aphorismes moralisateurs sur la réconciliation, le travail en commun, l'oubli des offenses et l'impérieuse nécessité de retrouver ses manières pour tirer le pays de ses difficultés.

N'était l'arrière-plan trouble et passionnel sur lequel s'est déroulée

la campagne, on aurait pu croire, dans la grande salle de presse du chateau impérial, qu'une fois de plus le système démocratique avait rempli sa fonction dans le style bon enfant qui est de règle à Vienne.

Le vaincu, M. Kurt Steyrer, souriait comme soulagé d'être sorti de la mauvaise plaisanterie où l'avaient entraîné ses camarades. Fidèle jusqu'au bout à la discipline de son parti, il prend sur lui le poids de la défaite en déclarant : « L'élection présidentielle est avant tout une question de personnes, c'est moi qui ai perdu et non pas le parti ».

A ses côtés, M. Kurt Waldheim ne peut s'empêcher de réprimer le petit sourire d'ironie féroce dont il a le secret. Mais c'est bien vite à son tour de répondre aux questions que lui posent les journalistes massés devant le podium. Soudainement sérieux, il répondra sans se départir de son calme à ceux qui s'inquiètent des dégâts causés à l'image de l'Autriche par les accusations portées contre lui.

« Soyez sans inquiétude, dit-il, ne surestimez pas les cercles qui m'ont attaqué ni les lobbies qui s'expriment à travers les médias. » Et d'insister sur le fait qu'aucun gouvernement n'est intervenu contre lui tout au long de la campagne. Enfin, selon le nouveau président, les ennemis qui sont aujourd'hui les siens concernent Waldheim, homme privé, qui est opposé à d'autres personnes privées : « Et ne confondez pas le Congrès juif mondial avec le judaïsme dans son ensemble ! », lance-t-il, magnanime, aux foules un peu inquiètes tout de même de savoir de quoi demain sera fait pour l'Autriche dans le monde.

La joie du peuple autrichien se manifeste devant le siège du Parti populiste dont le président, M. Alois Mock, a estimé que le résultat du scrutin constituait une preuve de la « conscience de soi retrouvée des Autrichiens ». Ici on se laisse quelque peu aller à la ferveur nationaliste. La fanfare de Tulln, ville natale de M. Kurt Waldheim,

appelle de ses vœux le héros du jour à apparaître au balcon. Quelques centaines de personnes rythment de leurs battements de mains la Marche de Radetzky, morceau de bravoure de la musique impériale.

Plus tard, alors que la petite fête se disperse peu à peu, quelques étudiants à casquette, que l'on croirait sortis tout droit d'un roman de Robert Musil, tentent de donner « un tour plus dur » à la manifestation, substituant Wagner à Johann Strauss. Mais c'est beaucoup plus difficile à chanter, et le cœur de ces gens, pour la plupart âgés, vibre moins aux accents des Niebelungen qu'à celui des marches impériales.

Le modérateur

Avec Kurt Waldheim, c'est l'Autriche des valeurs anciennes qui pense avoir gagné. C'est le commencement de la fin des socialistes !, jubile un jeune homme bien mis, qui s'apprête à en décou-

vrir très prochainement, dans moins d'un an, pour chasser les « rouges » de la chancellerie lors des prochaines élections législatives.

Face à ce désir de revanche d'une partie de la population qui voudrait balayer les héritiers de M. Bruno Kreisky, M. Kurt Waldheim apparaît comme le modérateur. L'ampleur de sa victoire, le fait que bon nombre d'électeurs écologistes du premier tour lui aient apporté leurs suffrages, tout cela facilite sa tâche. La voie est ouverte pour lui à l'intérieur de son pays pour la réalisation de la dernière étape de sa carrière.

La formule qui lui agréerait le plus serait celle d'une grande coalition entre les socialistes et les populistes dont il serait l'arbitre, tranchant souverainement les querelles qui ne manqueraient pas d'émailler alors la vie politique au jour le jour, utilisant tous les pouvoirs que lui donne la Constitution. Bref, il souhaiterait être un chef d'Etat se rapprochant autant qu'il est possible en

République de cette image impériale dont bon nombre d'Autrichiens ont la nostalgie.

Il n'y manque qu'une seule chose : la reconnaissance internationale. Provisoirement, M. Waldheim semble en avoir fait son deuil. Interrogé sur son programme de visites à l'étranger, il a déclaré : « Les problèmes qui se posent en Autriche sont suffisamment préoccupants pour que cette question ne soit pas d'actualité immédiate ». Dans ce domaine, il peut néanmoins avoir une raison de se réjouir : la route de l'Est lui est grande ouverte. En effet, dès la proclamation des résultats définitifs, une dépêche sans équivoque de l'agence Tass saluait l'élection de « ce grand Autrichien ». Jean de La Fontaine est peu connu en Autriche et nul n'a encore évoqué le fameux pavé de l'ours.

LUC ROSENZWEIG.

Les réactions

MOSCOU : l'échec d'une « entreprise de calomnie »

De notre correspondant

Moscou. — Tass ne cachait pas sa satisfaction, dimanche 8 juin, de voir un « homme politique éminent » accéder à la magistrature suprême en Autriche. L'agence soviétique n'indique pas que la candidature de M. Waldheim était soutenue par un parti de droite et considère seulement son élection comme « l'échec d'une entreprise insupportable de calomnie » menée selon elle par « l'administration américaine et les milieux sionistes ».

Tass fait l'éloge de l'action de M. Waldheim comme secrétaire général des Nations unies. Ce dernier a travaillé, selon l'agence soviétique, « au renforcement de l'efficacité de l'ONU », au « maintien de la détente », à « l'arrêt de la course aux armements » et a joué un rôle « actif » dans l'adoption par le Conseil de sécurité des diverses résolutions consécutives à l'agression d'Israël contre les pays arabes en 1967.

« Vengeance »

La cause est donc entendue. M. Waldheim est victime d'une « vengeance » des milieux sionistes et des forces politiques américaines hostiles à l'ONU. Tass ne dit pas explicitement que le nouveau président autrichien est innocent des accusations portées contre lui par le Congrès juif mondial pour son activité dans les Balkans comme officier de l'armée allemande pendant la seconde guerre mondiale. L'agence soviétique estime seulement que « les véritables raisons de la campagne anti-Waldheim ne résident pas dans son passé ». En d'autres termes, peu importe ce qu'a fait M. Waldheim pendant la guerre. Ce qui compte, c'est l'attitude — souvent favorable aux thèses sionistes — qu'il a eue à la tête de l'ONU.

Tass écrit que « l'administration américaine et les milieux sionistes

se sont grossièrement mêlés de la campagne électorale ». L'agence reprend les accusations lancées par un journal conservateur autrichien, selon lequel le Congrès juif mondial aurait versé 150 000 dollars à un ancien résistant grec pour qu'il fasse des déclarations incriminant M. Waldheim.

La méthode adoptée par Tass est des plus classiques : l'agence ne reprend pas ouvertement à son compte les protestations d'innocence de l'intéressé, mais donne largement la parole à ses partisans. Tass évoque ainsi la demande d'« explications et d'excuses » présentée au Congrès juif mondial par le secrétaire général du Parti populiste autrichien, la formation politique à laquelle appartient M. Waldheim.

L'agence soviétique utilise même une déclaration de l'ambassadeur français auprès de l'ONU, M. de Kemoljari, pour défendre la thèse selon laquelle les invectives contre M. Waldheim font partie d'une « campagne d'ensemble contre l'ONU ».

L'URSS, en apportant ainsi son soutien au nouveau président autrichien, démontre une fois de plus que la couleur politique et même un passé douteux pendant la guerre lui importent peu, dès lors que l'intéressé s'est révélé utile pour Moscou. En tant que secrétaire général de l'ONU, M. Waldheim a manifesté considération et compréhension à l'égard de l'URSS. Cette attitude n'a pas été oubliée ici.

DOMINIQUE DHOMBRES.

JÉRUSALEM : Israël est trop isolé pour aller au-delà d'une protestation morale

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël a accueilli avec « chagrin et déception » l'élection de M. Waldheim. Dans une déclaration officielle, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, M. Avi Pazner, a ajouté : « Le résultat du scrutin n'est pas une surprise. Mais nous avons espéré jusqu'au dernier moment que la raison l'emporterait sur la passion parmi le peuple autrichien et que l'on éviterait l'élection comme président d'un homme ayant un tel passé ».

Les deux chefs du gouvernement d'union nationale, M. Shimon Peres, premier ministre, et M. Itzhak Shamir, ministre des Affaires étrangères, devaient décider ce lundi 9 juin de la ligne de conduite israélienne. Que peut faire Jérusalem ? Une hypothèse est exclue d'emblée : la rupture diplomatique. « Israël est trop isolé sur la scène internationale, nous faisons remarquer dimanche un haut fonctionnaire, pour s'offrir le luxe d'un tel geste. » Plusieurs autres possibilités sont à l'étude, l'objectif étant d'épargner à l'Etat israélien tout geste symbolique ou protocolaire équivalent, de sa part, à une « reconnaissance morale » de l'élection de M. Waldheim.

Les juifs d'URSS

Israël veut éviter que l'un de ses diplomates de haut rang soit conduit à servir la main du nouveau président autrichien. La première option envisagée est le rappel de l'ambassadeur israélien à Vienne et son remplacement par un chargé d'affaires pour une période indéterminée. L'actuel ambassadeur, M. Michael Elitzur, rappelé en consultation lundi, achèvera d'ailleurs dans quelques semaines son séjour autrichien. Autre possibilité : l'ambassadeur serait maintenu dans ses fonctions. L'une comme l'autre solution épargnerait au chef de la mission diplomatique israélienne l'embarras de recevoir ses lettres de créances des mains de M. Waldheim. Troisième réaction possible : les intérêts de l'Etat hébreu en Autriche seraient confiés à l'actuel représentant israélien auprès des agences de l'ONU à Vienne.

La solution retenue, quelle qu'elle soit, aura une portée surtout symbolique. Israël ne peut ni ne veut aller au-delà d'une protestation morale. A l'exception du

ministre de la justice, M. Itzhak Modai, connu pour ses propos virulents, les dirigeants israéliens ont conservé dans l'affaire Waldheim un « profil bas ». Les préoccupations qui les avaient incitées d'emblée à la prudence restent à l'esprit de chacun. Le même haut fonctionnaire précise : « L'Autriche est le seul pays ayant accepté de servir de lieu de transit aux juifs autorisés à quitter l'URSS. De manière générale, elle entretient de bonnes relations avec les pays d'Europe de l'Est, ce qui nous est utile dans nos tentatives de rapprochement avec certains d'entre eux. Elle nous a aidés dans le passé à obtenir la libération de certains prisonniers de guerre. Nous avons encore besoin de ses services ».

Si pénible que soit pour lui l'affaire Waldheim, le gouvernement de Jérusalem reste soucieux, pour toutes ces raisons, de ménager Vienne. A cela s'ajoute la crainte d'aggraver le malaise de la petite communauté juive autrichienne, inquiète du réveil de l'antisémitisme. Dans cet esprit, le président de l'Etat, M. Hafm Herzog — homologue de M. Waldheim — a de nouveau mis en garde dimanche ses compatriotes contre toute « réaction excessive ». Bref, Israël ne veut pas être la première — voire l'unique victime — d'éventuelles représailles anti-autrichiennes. On guette ici avec intérêt — mais sans illusion — les réactions occidentales à l'élection.

L'affaire Waldheim offre aussi aux Israéliens l'occasion d'un examen de conscience et d'un retour sur leur passé récent. La presse reproche au ministre de la justice ses déclarations contradictoires. En trois jours, M. Modai a réussi la prouesse de se dédire au moins trois fois. Derrière en date de ces propos irresponsables, tenu vendredi à New-York : le ministre affirmait détenir la preuve que M. Waldheim avait pendant la guerre battu un détenu juif à Salonique. « On a déformé mes paroles », a-t-il corrigé dimanche. Autre inconscience : pourquoi Israël a-t-il découvert si tardivement le « cas Waldheim » ?

Après tout, rappelle lundi le *Jérusalem Post*, M. Begin et M. Shamir — président de la Knesset à l'époque — dévorèrent le tapis rouge en 1978 en l'honneur du président ost-allemand, Karl Carstens, ancien membre bien connu pourtant du parti nazi.

J.-P. LANGELIER.

ÉDITIONS DU MUSÉE RODIN
INVENTAIRE DES DESSINS
13 - Inv. 0.300-4499, 210 et 270, 1er original, 1961 d'après tous les autres modèles.
304 pages, 1795 illustrations dont 16 couleurs, 20-12-85. Prix : 650 F.
En vente au MUSÉE RODIN, 77, rue de Varenne (7^e) - Tél. : 47-05-01-34

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
LONE MOUNTAIN CAMPUS, SAN FRANCISCO, CALIFORNIA

MBA Master of Business Administration
Reconnu par l'Etat de Californie. Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

3^e CYCLE Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

2^e CYCLE Intensif :
Cursus spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

AMS American Management Studies
Sessions de deux mois pour les diplômés de l'enseignement supérieur et les professionnels.

Informations et sélections : E.U.A.
3 Imp. Royer Collard (M. Luxembourg), Paris 75005 - (1) 46 34 66 06
Centre pour l'Europe, 31 Galerie Montpensier, Paris 75001 France

CEPES CFPA
57, r. Ch.-Lafitte, 92200 Nanterre, 47.22.94.94 - 47.45.08.18
préparation intensive en septembre ou au centre formation professionnelle avancée

EPG ECOLE DE GESTION DE PARIS
Master of Business Administration et Titre E.G.P.
PARIS-SAN FRANCISCO EUROPE-ÉTATS-UNIS

GESTION et MANAGEMENT INTERNATIONAL
Un cursus universitaire bi-culturel Franco-Américain associé à une expérience professionnelle active.

Admission : sélection exclusive par concours à PARIS. Les candidats doivent justifier d'une année d'enseignement supérieur.

Programme intensif sur 3 ans : MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION (reconnu par l'Etat de Californie) TITRE E.G.P.

1^{re} année : PARIS
Cursus pédagogique de Gestion et de Management et élaboration du « Projet Personnel et Professionnel »

2^e année : SAN FRANCISCO
Cycle universitaire américain intégré sur le campus de l'University of San Francisco

3^e année : PARIS
Vie professionnelle et séminaires de spécialisation. Le « Projet Personnel et Professionnel » intégré au cursus pédagogique permet une immersion réelle dans la vie professionnelle en liaison avec les structures économiques et les entreprises.

Remplissez et envoyez à nos bureaux : École de Gestion de Paris.
3, Impasse Royer Collard (métro Luxembourg), 75005 PARIS. Tél. (1) 41.25.41.91

E.G.P. : « LES MOYENS DE REUSSIR »

isth Depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
POUR VOUS AIDER À REUSSIR A
• l'examen du diplôme de formation professionnelle avancée
• Places limitées
• Préparation complète des matières
• Janvier à fin Mai / Juin-Septembre
ARTISAN : 6 av. Léon-Henry 75016 Paris
Tél. 42.24.30.22

ECOLE DE GESTION DE PARIS
Établissement libre d'enseignement supérieur
Association d'éducation à but non lucratif

Prep. Sciences-Po
Préparation à l'examen d'entrée en 1^{re} année de l'Institut d'Études Politiques pour les étudiants de 1^{er} cycle universitaire, les bacheliers, élèves de terminales...

Préparation "Intensive d'été"
• Enseignements par petits groupes
• 102 heures de cours réparties sur 5 semaines du Lundi 21 Juillet au Vendredi 29 Août
• 2 semaines d'examen blanc.

Administrations - Bureaux de renseignements et inscriptions :
E.G.P. : 3, Impasse Royer Collard
75005 Paris (Métro Luxembourg) Tél. : (1) 46.34.66.06

E.G.P. : Les moyens de réussir

5/25/1986

La culture sans contraintes.



La grille des programmes de France Culture est synonyme de liberté. On y parle de tout sans carcan, sans dogmatisme. L'écoute y prend des tournures de dialogue. Avec des gens que l'on aurait choisis, et déjà rencontrés. Chaque jour, de "Culture matin" aux "Nuits magnétiques", du "Panorama" à "Subjectif", les émissions à chaud et les informations de la rédaction

rythment votre vie. Chaque après-midi, les magazines hebdomadaires vous conduisent au cœur des divers champs de l'actualité culturelle et "Le pays d'ici" vous fait découvrir autrement les régions.

Chaque samedi, vous partagez "Le bon plaisir" des personnalités les plus marquantes de notre temps. Mais comme vous aimez souvent prendre

vos distances avec l'actualité, France Culture sait aussi vous entraîner loin des modes.

Faites à votre guise des voyages inouïs à travers la France et le monde, à travers le temps, le savoir et la création.

Avec France Culture vous êtes libre, et c'est comme ça tous les jours, 24 h sur 24 : le plaisir vient en tête.

France Culture. Le plaisir en tête.

FRANCE
Culture
MODULATION DE FREQUENCE

EUROPE

RFA

Les affrontements entre la police et les manifestants antinucléaires

De notre correspondant

Bonn. — Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont à nouveau manifesté, samedi 7 et dimanche 8 juin, en République fédérale pour demander la fermeture des centrales nucléaires. Les plus importantes manifestations se sont déroulées autour des centrales de Brokdorf, au Schleswig-Holstein, de Hamm-Uentrop, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, et autour du chantier de retraitement de Wackersdorf en Bavière. Près de trente mille personnes ont, en outre, participé à Würzburg, en Bavière, à un congrès de l'environnement organisé par des adversaires du nucléaire.

Comme à la Pentecôte, ces manifestations ont donné lieu à de violents affrontements autour de Wackersdorf et de Brokdorf, ainsi que dimanche, à Hambourg, où quelques centaines de manifestants ont commencé à ériger des barrières

dans les petites rues du quartier de Saint-Pauli.

Des groupes d'autonomes, armés de frondes et de cocktails Molotov, s'étaient livrés, samedi, à une véritable guérilla contre les forces de l'ordre dans la région de Brokdorf, où près de trente mille personnes avaient réussi à venir manifester malgré les filtres opérés par la police, qui quadrillait la région avec environ cinq mille hommes. Soixante policiers et une centaine de manifestants ont été blessés. Des bagarres extrêmement violentes se sont produites à certains points de contrôle, comme dans le village de Kleve, où une centaine de jeunes ont littéralement assailli une patrouille, dérobant un pistolet-mitrailleur.

A peu près autant de manifestants s'étaient rendus, samedi à Wackersdorf, où les heurts ont fait, selon les organisateurs, près de trois cent cinquante blessés.

H. de B.

Pologne

LES SUITES DE LA « CHUTE » DE ZBIGNIEW BUJAK Arrestation d'un responsable du ministère des affaires étrangères

Un haut fonctionnaire polonais du ministère des affaires étrangères, M. Zbigniew Wroniak, a été arrêté dans le cadre de l'enquête sur Zbigniew Bujak, le responsable de la direction clandestine (TKK) de Solidarité, lui-même arrêté le 31 mai à Varsovie, annonce l'AFP en citant de « bonnes sources ».

M. Wroniak, directeur adjoint du département de l'administration et des finances au ministère polonais des affaires étrangères, avait été arrêté le 31 mai dans les locaux

mêmes du ministère, juste après l'arrestation de Zbigniew Bujak dans un appartement de Varsovie, rue Mahatma-Gandhi. L'appartement, qui était au nom de la fille du haut fonctionnaire, Julia Wroniak, actuellement aux États-Unis, aurait été loué à une tierce personne qui l'aurait ensuite mis à la disposition du dirigeant clandestin, ont indiqué ces mêmes sources.

M. Jerzy Urban, porte-parole du gouvernement, avait annoncé qu'en plus de Zbigniew Bujak, Konrad Bielinski, responsable des structures clandestines à Varsovie, et Ewa Kulik, collaboratrice de la TKK, « d'autres personnes avaient été arrêtées », sans autres précisions.

L'historien Bronislaw Geremek, ancien conseiller de Solidarité — et qui fut à ce titre, à de nombreuses reprises, un interlocuteur des dirigeants du pays, — a été convoqué ce lundi 9 juin, pour la sixième fois en sept jours, au ministère de l'Intérieur. M. Geremek y est interrogé non seulement sur ses liens éventuels avec M. Bujak, mais aussi sur ses propres activités au sein de Solidarité pendant la période « légale » du mouvement.

LIVRES

POLONAIS

et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est.
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél: 43-26-51-09

VOTRE VOITURE EN T.T.

Favex

3-7, quai de l'Orse
75019 PARIS - Tél. (1) 42.09.29.44
Télex FAVEX 211 504 F

ipesup
REC - SCIENCES-PO
MEDECINE - PHARMACIE
prepasup
REC - SCIENCES-PO
BACCALAUREAT
DEUX OBJECTIFS :
• 100 % de succès au baccalauréat (remboursement intégral en cas d'échec)
• Succès en 1 an de préparation à REC, ESSEC, ESCP
prepasup enseignement supérieur et secondaire privé
23 rue Contambert 75016 Paris - ☎ (1) 45.03.01.66

IAE
INSTITUT D'ADMINISTRATION
DES ENTREPRISES
Université de Paris I - Panthéon Sorbonne
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15
C.A.A.E.

Le savoir-faire de l'IAE
9 mois à temps plein ou 18 mois à temps partiel
CADRES D'ENTREPRISE
La formule adaptée à vos besoins
☎ 45 54 40 10 MC SCAGLIA 45 57 62 52
ÉTUDIANTS
La formation complémentaire indispensable
☎ 45 54 93 02
Test d'entrée le 20/9/86 - Inscriptions avant le 16/9/86

DIPLOMATIE

RÉUNIS DE FAÇON INFORMELLE AUX PAYS-BAS Les ministres des affaires étrangères des Douze souhaitent « une intensification » du dialogue avec Washington

Heemskerk (AFP). — Le chef de la diplomatie néerlandaise, M. Hans Van den Broek, président en exercice du conseil des ministres des affaires étrangères de la CEE, a déclaré dimanche 8 juin, à l'issue de la réunion informelle de ses collègues européens à Heemskerk, dans le nord des Pays-Bas (Le Monde daté 8-9 juin), que les Douze poursuivront leurs contacts avec les parties concernées dans le conflit israélo-arabe, et que le dialogue devra être intensifié avec les États-Unis au sujet des conflits régionaux dans le monde.

L'Europe doit continuer à « soutenir des initiatives des forces modérées pour obtenir une solution politique et non militaire aux problèmes », a souligné M. Van den Broek. Mais ce dernier a précisé qu'aucune décision n'avait été prise durant la fin de la semaine par les ministres, bien que les questions de l'Amérique centrale, de l'Afrique australe et des relations CEE-États-Unis aient été « sérieusement » examinées.

M. Van den Broek a indiqué que, devant la « situation d'impasse » au Proche-Orient, la Communauté européenne appelait les forces en présence à faire preuve de « sens du compromis », tout en respectant les impératifs de sécurité, conformément à la déclaration de Venise de 1980. Excluant pour le moment « toute nouvelle initiative de paix européenne », il a déclaré que, selon les Douze, la politique suivie actuellement par la CEE était la plus « pratique », mais que personne ne s'attendait à « une solution rapide ».

Le ministre des affaires étrangères néerlandais a indiqué par ailleurs que les Douze « ne voyaient pas avec optimisme » les développements actuels en Afrique du Sud : « Avant longtemps que le gouvernement Pretoria décide seul, sans tenir compte de l'idée d'un dialogue national, nous assisterons à une escalade des difficultés dans ce pays ». M. Van den Broek a précisé qu'il était encore trop tôt pour que les Douze puissent envisager une réaction aux travaux du groupe des « sages » du Commonwealth, qui prennent fin actuellement (lire d'autre part).

Comme pour le Proche-Orient, les pays de la CEE ont rappelé leur ferme soutien à une solution politique de tous les problèmes du monde. Le processus de paix proposé par le groupe de Contadora et les pays qui le soutiennent est le plan le plus favorable pour cette paix, a-t-il rappelé (1). Sans citer explicitement les États-Unis à ce sujet,

M. Van den Broek a toutefois souligné que les Douze chargeraient leurs représentants d'envisager « une intensification » du dialogue entre la CEE et Washington au sujet des conflits régionaux dans le monde. Il a ajouté que les ministres avaient aussi examiné les « sérieux problèmes » commerciaux apparus entre les États-Unis et la Communauté après l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, mais que la question de l'SAIT-2, problème de défense, n'avait pas été développée à Heemskerk.

Enfin, les chefs de la diplomatie européenne ont estimé que les conséquences de la catastrophe de Tcher-

nobyl et les leçons qui pouvaient en être tirées feraient éventuellement l'objet d'une déclaration commune, à l'issue du sommet des chefs d'État et de gouvernement convoqué, les 26 et 27 juin prochains à La Haye, sous la présidence du premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers.

(1) Selon un membre de la délégation italienne, que cite Associated Press, les Douze seraient par ailleurs demandés au gouvernement de Managua d'« envoyer au secours de la normalisation démocratique » au Nicaragua, et aux voisins de ce dernier d'adopter « une attitude plus positive » à son égard.

La visite de M. Gorbatchev en Hongrie sera suivie d'un sommet du pacte de Varsovie

M. Gorbatchev a commencé, dimanche 8 juin, une visite à Budapest, qui sera suivie de la réunion dans la capitale hongroise d'un sommet du pacte de Varsovie. Le dirigeant soviétique devrait utiliser cette occasion pour donner des précisions sur sa proposition de réduction des forces et armements classiques « de l'Atlantique à l'Oural », formulée dans son discours de Berlin-Est le 16 avril mais peu explicitée depuis lors à la table de la négociation de Vienne sur les réductions de forces en Europe (MBFR).

Parallèlement, la reprise à Genève, mardi 10 juin, de la conférence de l'ONU sur le désarmement sera marquée par un espoir de relance de la discussion sur l'interdiction ou la limitation des armes chimiques. L'URSS avait déposé le 22 avril dernier une proposition en ce sens, assortie d'un calendrier précis de destruction des stocks et des installations fabriquant ces armes. Enfin, c'est également mardi que reprend à Stockholm la conférence sur le désarmement en Europe (CDE), chargée surtout d'établir un catalogue de mesures visant à « rétablir la confiance » entre les appareils militaires des deux alliances.

Le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, est arrivé dimanche 8 juin à Budapest pour une visite « amicale » de deux jours, qui précède la réunion dans la capitale hongroise du comité politique consultatif du pacte de Varsovie (la plus haute instance de l'alliance, puisqu'elle réunit les secrétaires généraux ou premiers secrétaires de tous les pays membres).

Le communiqué publié à l'issue des entretiens de M. Gorbatchev avec le numéro un hongrois, M. János Kádár, fait état d'une « atmosphère de cordialité et d'un esprit d'amitié » et d'une « complète identité de vues sur tous les sujets abordés ».

Toujours selon le communiqué, les deux dirigeants ont estimé que « l'activité efficace du pacte de Varsovie est une condition indispensable au maintien de la paix et de la sécurité internationales ». On peut voir dans cette phrase sibylline le reflet du souhait de Moscou d'obte-

nir de ses alliés une plus grande contribution aux dépenses d'armement et de fonctionnement du pacte. M.M. Kádár et Gorbatchev se disent encore convaincus que « la réunion du comité politique consultatif du pacte de Varsovie contribuera à renforcer l'unité des États alliés et stimulera les activités coordonnées de leur politique étrangère en vue du développement d'un dialogue constructif ».

M. Gorbatchev a naturellement été accueilli à l'aéroport par M. Kádár, mais la télévision de Budapest a tenu à souligner que cette visite « informelle » était dénuée de l'apparat habituel : contrairement aux traditions, il n'y a eu ni revue de troupes, ni hymnes nationaux, ni discours et « en mots seulement » ont escorté la limousine de M. Gorbatchev. Dans le même esprit, la presse hongroise s'attache à mettre en valeur les qualités personnelles de M. Gorbatchev, son « style dynamique ».

ASIE

Vietnam

AIDE AUX RÉFUGIÉS DE LA MER

Le bateau Cap-Anamur II, affrété par le comité ouest-allemand Cap-Anamur et l'organisation française Médecins du monde, a recueilli, samedi 7 juin, soixante-dix sept « boat-people » épuisés et affaiblis, à 200 milles nautiques au sud-est des côtes du Vietnam, a annoncé l'organisation ouest-allemande à Bonn. Les rescapés, à bord d'une embarcation de 10 mètres de long sur 2,6 mètres de large, avaient passé quatre jours et quatre nuits en mer. Ils ont affirmé avoir décollé sur leur route trente bateaux commerciaux, effectuant le trajet Singapour-Hongkong, et qu'aucun ne leur avait porté secours. Depuis le début de sa campagne en mer de Chine, il y a trois mois, le Cap-Anamur II a recueilli plus de six cents Vietnamiens. Plusieurs Länder (États fédéraux) de RFA, ainsi que la France, la Belgique et le Luxembourg ont accepté d'accueillir chacun un contingent de réfugiés. (AFP.)

Inde

RENFORTS DE POLICE AU PENDJAB

Des milliers de membres des forces paramilitaires sont arrivés, dimanche 8 juin, au Pendjab pour rechercher les extrémistes sikhs responsables d'au moins douze morts pendant le week-end dans cet État. Le chef de la police du Pendjab, M. Julio Ribeiro, se trouve à Amritsar d'où il dirige les raids contre les caches d'extrémistes situés le long de la frontière avec le Pakistan. Près de quatre mille cinq cents hommes ont été envoyés dans les districts frontaliers d'Amritsar et de Gurdaspur, venant renforcer les troupes de mille soldats déjà déployés au Pendjab aux côtés des trente-quatre mille policiers de l'État. — (Reuters.)

Afghanistan

● Protestation. — Le chargé d'affaires français à Kaboul s'est vu remettre une protestation, le 3 juin, par le ministère afghan des affaires étrangères, contre le colloque organisé à Paris la semaine dernière par le Bureau international Afghanistan (BIA) (Le Monde du 3 juin). « C'est le début d'une nouvelle activité hostile à l'Afghanistan qui vise à détourner l'attention de l'opinion publique française des progrès socio-économiques réalisés par la République démocratique d'Afghanistan », a commenté Radio-Kaboul. « C'est une ingérence directe et délibérée dans les affaires intérieures d'un autre pays », a-t-elle ajouté. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

ÉTHIOPIE

Deuxième défection d'un responsable des secours

New-York. — Pour la deuxième fois en quelques mois, un haut responsable éthiopien chargé des opérations de lutte contre la famine a fait défection en raison de divergences politiques avec son gouvernement. M. Berhane Deressa, commissaire adjoint pour les secours et la réinsertion, a annoncé lui-même, vendredi 6 juin, à New-York qu'il ne regagnerait pas son pays, estimant que la situation en Éthiopie avait atteint un tel degré qu'il ne pouvait plus « accomplir ses devoirs de manière acceptable pour (sa) conscience ».

Fin 1985, le haut commissaire pour les secours et la réinsertion, M. Dawit Wolde Giorgis, avait « disparu » au cours d'un séjour aux États-Unis. Pendant plusieurs mois, les autorités américaines s'étaient refusées à confirmer sa défection. M. Wolde, qui a été accusé par son gouvernement d'avoir détourné des fonds destinés à la lutte contre la famine, s'est expliqué récemment dans une interview au New York Times, dénonçant les « ingérences croissantes des idéologues du parti » dans la conduite des opérations de secours. — (AFP.)

PAKISTAN

Attentat à Peshawar : cinq morts

Cinq personnes, dont deux enfants, ont été tuées, et plus d'une trentaine d'autres blessées dans un attentat à la voiture piégée commis, samedi 7 juin, devant un immeuble occupé par des membres du conseil d'Afghanistan à Peshawar. Le bâtiment a été sérieusement endommagé. Deux ressortissants afghans figuraient parmi les victimes. — (AFP.)

HAÏTI

Elections législatives et présidentielles en novembre 1987

Port-au-Prince (AFP, UPI, Reuters). — Le général Namphy, président du Conseil national de gouvernement (CNG), a annoncé, dimanche 8 juin, que des élections législatives et présidentielles auront lieu en Haïti en novembre 1987 et que le nouveau chef d'État lui prêterait serment le 7 février 1988, jour anniversaire de la chute du régime d'État-légitime. Le général Namphy a précisé qu'il ne serait pas lui-même candidat. Cette décision a été prise par le Conseil national de gouvernement à la suite de nouvelles et violentes manifestations de rues dans la capitale et dans plusieurs villes de province. Les manifestants réclamaient, en particulier, la démission de trois ministres et une intervention du général Namphy pour la constitution d'un nouveau gouvernement civil. Le calme était revenu, ce lundi 9 juin, à Port-au-Prince et dans l'ensemble du pays. Le porte-parole du Conseil national de gouvernement a fait connaître le calendrier électoral qui comprend notamment la promulgation de décrets sur les parties politiques et la presse, en juillet 1986, l'élection d'une assemblée constituante, en octobre 1986, un référendum sur la ratification de la nouvelle Constitution et la proclamation de cette Constitution, en février 1987. La

promulgation de la loi électorale doit avoir lieu en mars 1987. Des élections municipales, en juillet 1987, doivent précéder les élections législatives et présidentielles fixées en novembre de la même année.

RDA

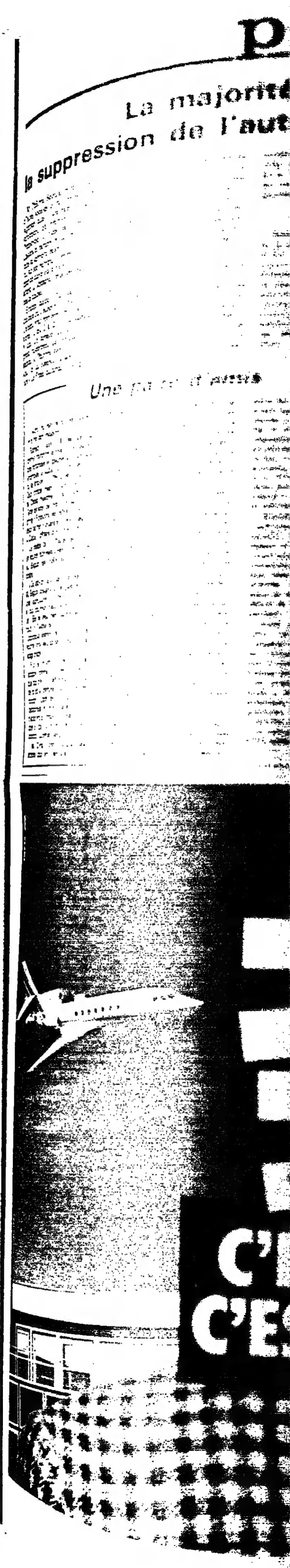
Marche arrière dans l'affaire des passeports de diplomates

La RDA semble faire marche arrière dans l'affaire qui l'opposait aux puissances occidentales garantes du statut de Berlin, à propos de la libre circulation des diplomates entre les différents secteurs de la ville. Les autorités ont, en effet, annoncé qu'elles allaient délivrer de nouveaux laissez-passer aux diplomates étrangers. Il y a deux semaines, elles avaient fait savoir à ces diplomates qu'ils exigeraient d'eux leur passeport à chaque passage entre l'Est et l'Ouest, ce qui avait provoqué les protestations des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne. Ces pays estimaient qu'un tel contrôle équivalait à l'assimilation de la ligne de démarcation à une frontière internationale et violait par conséquent le statut de Berlin. D'autre part, les alliés occidentaux ont protesté dimanche 8 juin contre l'élection directe, le même jour, des représentants du secteur oriental de Berlin à la chambre du peuple (parlement est-allemand). Cette procédure, qui consiste à traiter le secteur oriental comme s'il faisait partie du territoire de la RDA, est en contradiction avec l'accord de 1971 sur le statut de Berlin ont-ils déclaré. La RDA avait déjà procédé de la même manière lors des élections de 1981. Dimanche, la participation s'est élevée à 99,73 %. La liste du Front national (liste unique, qui regroupe quatre petites formations autour du Parti communiste) a recueilli 99,94 % des suffrages exprimés. — (AFP, Reuters.)

BELGIQUE

Les enseignants catholiques manifestent contre le plan d'austérité

Bruxelles. — Plus de trente mille personnes appartenant à l'enseignement privé — professeurs, parents d'élèves, élèves — ont défilé dimanche 8 juin dans les rues de Bruxelles pour manifester leur opposition au plan d'austérité — qui touche en premier lieu l'éducation — annoncé le 23 mai par le gouvernement de Wilfried Martens. Après les cent cinquante mille personnes qui avaient manifesté le 31 mai à l'appel du Parti socialiste et du syndicat qui lui est proche, cette démonstration de l'enseignement catholique montre que la coalition sociale-chrétienne-libérale est maintenant prise en tenaille. Le gouvernement a ainsi entrepris une série de négociations tous azimuts sur les modalités d'application de son plan, ira-t-il jusqu'à remettre en question le fondement de celui-ci, à savoir les 200 milliards de francs belges (environ 30 milliards de francs français) d'économie ? Si certains au gouvernement, notamment dans la gauche des socialistes, ne paraissent pas déformables à un « décrochage » (le mot fleuri), d'autres, en revanche, dans le vocabulaire politique belge (dépense), d'autres, en revanche, comme les libéraux et les dirigeants socio-chrétiens flamands (le parti du premier ministre), rejettent carrément cette idée. Les grèves, qui ont pratiquement cessé tout le territoire, pourraient reprendre si les négociations de cette semaine n'aboutissent pas. — (Corresp.)



Handwritten text in Arabic script: "مجلس الامم المتحدة"

politique

La majorité et le Front national votent la suppression de l'autorisation administrative de licenciement

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, est sagement assis à son banc du gouvernement, au premier rang de l'hémicycle. Il vient de ramasser des dossiers et de les ranger dans sa serviette noire posée devant lui, sur son pupitre. Comme un premier de classe qui a bien travaillé et attend la sonnerie retardée par un peu de chahut.

Étrange classe. Curieuse leçon que celle qui s'achève. Moment insolite aussi pour retrouver chez eux des élèves : il est 2 h 25 ce dimanche 8 juin. Un député socialiste s'en prend violemment au président de séance, M. Philippe Méreau : « Vous vous êtes fait complice d'une forfaiture. » Le Front national s'indigne :

il a cru entendre ses membres traités de « harkis du RPR » par un communiste. Mais il paraît qu'il a mal compris : il s'agissait de « gregari » (terme italien qui signifie coéquipiers, acolytes et dévoués, affirme un député communiste, les porteurs d'eau dans les courses cyclistes). Encore cinq minutes, la séance est levée.

Curieuse leçon : l'Assemblée nationale a adopté, après une discussion menée à son terme contre toute attente, le projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Le désormais mythique article 49 alinéa 3 de la Constitution n'a pas été utilisé pour la première fois dans la jeune

existence, déjà si agitée, de la nouvelle Assemblée de l'après-16 mars. Et le Parti socialiste vient de déposer une motion de censure contre le gouvernement.

Tous perdants

Samedi 7 juin, à 23 h 30, riches de la plupart des enseignements du débat (quelque cinquante-cinq heures au total), les socialistes réclament une courte interruption de séance par la voix de leur président de groupe, M. Pierre Joxe. A la reprise, M. Jean Auroux, ancien ministre du travail, amplifiant une solennité déjà perceptible au cours des dernières interventions socialistes, invoque « l'esprit d'ouver-

nire » manifesté par les socialistes tout au long du débat pour « faire évoluer le droit dans un domaine difficile, celui du licenciement ». Le PS a multiplié les propositions, souligne M. Auroux, mais « force est pour nous de constater, monsieur le ministre, que vous avez repoussé tous nos amendements et sous-amendements. Nous avons essayé d'assurer un meilleur équilibre entre les intérêts des employeurs et ceux des salariés ; nous n'avons jamais été entendus ».

« Dans cette affaire, explique encore l'ancien ministre socialiste, tout le monde sera perdant : les salariés, les organisations syndicales et patronales. Mais c'est l'emploi qui sera le plus grand perdant ». Et M. Auroux conclut : « Dans ces conditions, le groupe socialiste estime de son devoir à l'égard des travailleurs, des organisations patronales comme des organisations syndicales et des entreprises françaises, de déposer une motion de censure ».

L'échec de l'obstruction : les socialistes constatent que la discussion prévue pour durer jusqu'au dimanche matin et éventuellement le lundi 9 juin jusqu'à l'aube du 10, avance plus vite que prévu vers le terme de sa première partie. Elle entrera donc bientôt dans l'examen des amendements (d'obstruction) qui avaient été réservés.

Le contexte

M. Séguin se félicite que le gouvernement « ait eu le mérite de faire voter la loi sur le licenciement » et de « faire évoluer le droit dans un domaine difficile ». Conclusion du ministre des affaires sociales et de l'emploi : « Il apparaît donc clairement que quand le gouvernement n'utilise pas le 49-3, c'est le Parti socialiste qui fait usage du 49-3. » (NDLR : l'article 49-3 de la Constitution décrit les conditions de dépôt et d'examen d'une motion de censure.) « Étrange masochisme d'un parti qui se fouette lui-même avec les verges qu'il dénonçait hier ! »

Le contexte : au terme d'une semaine entière de débats, plusieurs petits faits sont venus se conjuguer pour légitimer aux yeux du PS une contre-attaque politique en utilisant l'« effet Gattaz » ; c'est clair, rappellent-ils à toute occasion, une partie du patronat veut licencier, point final.

Le cours de la discussion révèle, d'autre part, de façon presque caricaturale, l'isolement du ministre des affaires sociales et de l'emploi, ignoré, voire abandonné par la plupart des députés de la majorité pendant le débat quand il n'est pas soutenu par des propos le plus souvent convenus et stéréotypés.

De cet état de fait les socialistes tirent aussi parti. Ils exploitent enfin l'apparent et en tout cas éphémère désaveu verbal de M. Séguin par M. Chirac la veille (voir encadré).

Enfin du soutien manqué, mais plus accentué à la fin des débats, du Front national au projet gouvernemental, les socialistes tirent argument pour dire et répéter, comme M. Auroux en présentant la motion

de censure : « Si vous avez refusé de nous entendre, en revanche le Front national a été votre premier soutien face à une majorité bien absente. »

Lorsqu'on arrive aux amendements litigieux, M. Séguin demande la parole et déclare : « En application de l'article 4, alinéa 1 de la Constitution (...), le gouvernement s'oppose à l'examen des amendements précédemment réservés, qui ont été déposés après le début du débat, et dont il apparaît qu'ils n'ont pas été soumis à la commission. »

« Je rappelle que l'article 44, alinéa 2 de la Constitution est ainsi rédigé : « après l'ouverture du débat, le gouvernement peut s'opposer à l'examen de tout amendement qui n'a pas été antérieurement soumis à la commission. »

Et pour compléter cette grande manœuvre, M. Séguin invoque une fois l'article 44, alinéa 3 de la Constitution pour demander à l'Assemblée un seul vote sur les articles qui n'ont pas encore été votés, ainsi que sur l'ensemble du projet de loi.

C'est fini, on presque. Usant, avec une sorte d'allégresse féroce, d'une ressource constitutionnelle rarement utilisée, en tout cas jamais sans doute avec une telle ampleur, M. Séguin vient de précipiter l'interminable débat vers son terme, et l'adoption en première lecture du projet, PS et PC votant bien sûr contre (325 voix contre 251).

MICHEL KAJMAN.

Traduction et commentaire de André CHASTEL :

G. VASARI : les vies des meilleurs peintres, sculpteurs et architectes.

Tome 9 : avec la vie de MICHEL-ANGE

376 p., 175 F

Éditions Berger-Levrant

Une paire d'amis

« Alors, qu'est-ce qui se passe, on te fait des problèmes ? »

Samedi 7 juin, 18 heures, le premier ministre arrive à l'Assemblée nationale et gagne à grandes enjambées la salle des pas perdus où se trouve M. Philippe Séguin. Cela tombe bien, c'est lui que M. Chirac cherche. « Je débarrasse l'âme sacrée de nos Corbises », il arrive d'Egletons en effet. « Avec deux heures d'avance », précise-t-il. Diable, l'affaire doit être grave !

Le visage de M. Chirac est figé en sourire hollywoodien. Celui de M. Séguin est pâle et un peu crispé.

« Qu'est-ce qui se passe ? » M. Séguin désigne d'un geste les deux journalistes à deux pas : « Vous pourriez peut-être raconter tout. » Elle ne veut rien raconter du tout. « J'aimerais mieux que l'explication vienne de toi », dit le sourire hollywoodien dans le visage crispé.

Puis le premier ministre enchaîne, comme s'il n'était venu que pour cela : « L'affirmation de ce qu'est la pensée du premier ministre à l'égard des forces professionnelles et syndicales (...) n'avait rien de l'ombre d'une critique à l'égard du ministre », qui combat « au premier rang ».

M. Chirac a donc brisé les étapes pour venir rendre hom-

mage à son ministre des affaires sociales et de l'emploi. C'est d'autant plus touchant qu'il l'a déjà fait, le matin même, avec insistance, à Egletons, vantant « la qualité exceptionnelle » de ce ministre, « qui a bien du mérite, confronté qu'il est à l'obstruction de l'opposition ».

Pourquoi tant de petits soins, alors ? C'est que quelques mauvais esprits, au nombre desquels M. Séguin aurait pu se trouver, ont cru que M. Chirac paraissait très fort à ses amis Balladur, Noir... et Séguin en dénonçant, vendredi soir, le « raisonnement primaire et totalement absurde » de ceux qui croient que l'État peut « demander aux entreprises d'investir ».

En réalité, ce n'est pas ça du tout, pas du tout. C'est à tort que M. Séguin promenait donc le samedi matin sa carrière bougonne dans les couloirs de l'Assemblée. C'est par hasard qu'il a annoncé de façon énigmatique aux députés socialistes et communistes, trop contents de lui agiter sous le nez ce « carton rouge » que « cette erreur de transmission serait corrigée — j'en suis sûr — dès que le sort et l'image auront réagi ». C'est aussi pure coïncidence si une personnalité bien informée assure,

dans les couloirs de l'Assemblée avant que M. Chirac ne prenne la parole à Egletons, qu'il va « rectifier le tir ». C'est enfin vraisemblablement à de toutes autres personnes que M. Chirac songeait lorsqu'il se proposait à la fin de la semaine dernière de « rectifier le tir », brisé qu'il était de voir certains ministres « vendre du poisson » en leur et place d'un bel et bon optimisme.

Samedi soir, en tout cas, l'optimisme de M. Séguin peut revenir. M. Chirac le connaît ; mieux, il est « son ami », depuis vingt-cinq ans. « Nous sommes ensemble au cabinet de Pompidou, hein ? » M. Séguin a été le premier futur ministre sollicité, dans la demi-heure qui a suivi le début de la formation du gouvernement.

Voilà pourquoi M. Chirac est venu, un soir, à l'Assemblée, s'asseoir un moment aux côtés de son ministre pour « qu'il n'y ait pas l'ombre d'une ambiguïté ». Pensez donc. Lui, Jacques Chirac, s'en prendre à « un homme de poids » tel que M. Séguin. Et, attention, règle pour tancer le premier ministre, il ne fait « aucune allusion dédaigneuse » à la carrière de M. Séguin. Mais entre amis, on peut blaguer.

M. K.

Aujourd'hui un milieu porteur de 560 entreprises.

Elles connaissent en moyenne 20% de croissance.

Elles versent 1,7 milliard de francs à leurs 21.000 salariés.

Elles ont investi depuis leur implantation 3 milliards de francs.

C'EST VRAI C'EST A EVRY

HENRY VILLE D'ACTION
EPEVRY : 1 607 72 00

POLITIQUE

LE CONSEIL NATIONAL DU PARTI RÉPUBLICAIN

M. Giscard d'Estaing invite le gouvernement et la majorité à faire « moins de politique et davantage d'économie »

M. Michel Poniatowski, président d'honneur du Parti républicain, a ouvert la réunion de son conseil national, le samedi 7 juin, au Parc des expositions de la Courneuve en appelant le parti à se montrer uni autour de M. François Léotard, son secrétaire général, et dans le soutien au gouvernement. Après les saluts de MM. Pierre Baudis, député de la Haute-Garonne, et Serge Didier, président de la fédération départementale du PR, le conseil national a entendu M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, analyser la situation politique au terme de cent jours qui, a-t-il dit, « auront suffi pour passer sans transition de l'après-électorales à l'avant-présidentielle ».

Selon M. Gaudin, la « nouvelle popularité présidentielle » est « ambiguë » et « trouble », notamment, son origine dans le fait que le président socialiste ne gouverne plus vraiment, mais « elle a contribué à effacer très rapidement l'échec socialiste de 16 mars dans beaucoup d'esprits » et « elle permet de maintenir la cohésion du camp socialiste à travers la continuité du leadership de M. Mitterrand ».

M. Marcel Lucotte, président du groupe des républicains et des indépendants du Sénat, a exprimé le regret que le gouvernement n'ait pas fait le bilan de la gestion précédente et qu'il « n'explique pas assez » son action. Estimant que cette dernière tâche n'est pas seulement du ressort du gouvernement, mais qu'elle incombe aussi à sa majorité, M. Lucotte a déclaré : « Il serait triste que nous nous en prenions aux journalistes. Si ça passe mal, c'est de notre faute ».

M. Gérard Longuet, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, a indiqué qu'il intervenait pour la dernière fois en tant que trésorier (il est remplacé à ce poste par M. Jean-Pierre Thomas). Il a fait l'éloge de l'action des autres ministres PR, en déclarant, à propos du limogeage du président de la RATP, M. Claude Quin, membre du PCF, que, grâce à M. Jacques Douffaignes, ministre des transports, « la RATP, ce n'est plus métro, boulot, coco ». Soulignant que les dirigeants du PR sont « en première ligne » au gouvernement, M. Longuet a invité les membres du conseil national à « être sévères à l'égard de ceux qui pourraient se tromper de cible ». « Nous avons besoin d'être soutenus, a-t-il dit, et certainement pas qu'on nous tire dans le dos ».

Union avec le RPR

M. Léotard a rendu compte de son mandat depuis 1982, en précisant notamment que ses amis et lui avaient « maintenu l'unité du parti », ce qui « n'était pas si facile que cela » en raison des marches longues et difficiles à celle des élections législatives et celle de l'élection présidentielle. Le moral des troupes, tel qu'il est apparu lors de cette session du conseil national du PR, est indécis. Le chef, M. Léotard, est aimé, certes ; les fortes têtes, c'est-à-dire les baristes Charles Millon ou François d'Aubert, sont accueillies fraîchement, voire huées ; mais le dieu des batailles semble encore incertain, et la feuille de route laisse songeur.

Avant reçu à la quasi unanimité des votants son troisième mandat de deux ans comme secrétaire général, M. Léotard a donné rendez-vous aux militants le 8 juin 1987 pour une grande fête qui célébrera la dixième anniversaire du PR dans sa ville, Fréjus, où il avait été lancé en 1977, avant des républicains indépendants qui avaient porté M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République. Un « beau » parti, qui a connu et connaît encore de « belles » années et qui a fait de « belles » choses : l'exaltation qui caractérise le style de M. Léotard a donné le ton de la journée, mais sans éclat excessif.

Le ministre de la culture et de la communication avait choisi de mettre un bémol dans la formulation de sa stratégie pour l'élection présidentielle. Il lui suffisait que sa candidature au rôle de présidentiable fût entendue par le parti, ou, plus exactement, que le

ans. Selon M. Léotard, enfin, la majorité actuelle n'aurait « pas gagné les élections s'il n'y avait pas eu les libéraux », qui, « un peu plus tôt que les autres, un peu plus clairement que les autres », avaient vu « il faudrait affronter les difficultés constitutionnelles qui sont aujourd'hui les nôtres ». M. Léotard a présenté au conseil national la liste des candidats au bureau politique.

La séance de l'après-midi a été ouverte par M. Valéry Giscard d'Estaing. Selon l'ancien chef de l'Etat, « sur le plan de la cohésion, le gouvernement agit de façon correcte et n'a aucun reproche à se faire ». Dans une telle période, a-t-il dit, la fonction du président de la République, de son côté, « est, d'abord, une fonction d'arbitrage ». « Je souhaite que le président de la République française ne soit pas un arbitre qui donne des coups de pied dans le ballon », a déclaré M. Giscard d'Estaing. Je souhaite, aussi, qu'il n'introduise pas d'incertitude dans notre vie politique, comme on le fait à l'heure actuelle, en évoquant l'éventualité d'une élection présidentielle anticipée. (...) C'est en 1988 que cette échéance viendra (...). La seule façon de la modifier serait de prendre l'initiative constitutionnelle de modifier la durée du mandat ».

S'adressant, ensuite, aux membres du gouvernement, M. Giscard d'Estaing a déclaré : « Il y a eu la politique pour laquelle vous avez été élus. Selon l'ancien président de la République, « les résultats économiques ne pourront pas attendre 1988 ». « Le signal du succès (...) sera la reprise de l'emploi », et il est « essentiel que celle-ci intervienne dans la période 1986-1988 », a dit M. Giscard d'Estaing. Aujourd'hui, « il faut marquer fortement la direction » dans laquelle le gouvernement s'est engagé. Je souhaite, a-t-il dit, que le gouvernement, en rendant la politique la plus complète et la plus définitive en France, « il estime, aussi, qu'il faut aller « plus loin » dans la levée du contrôle des changes. Selon M. Giscard d'Estaing, il faut « montrer à l'opinion publique que, actuellement, pour nous, l'économie est la priorité ». « De 1986 à 1988, a-t-il dit, faites moins de politique, faites davantage d'économie, et c'est ainsi que vous assurerez le succès ».

M. Giscard d'Estaing a insisté, en dernier lieu, sur l'importance de l'union et de la majorité et du gouvernement. « Il n'y aura pas de rupture de la majorité entre 1986 et 1988, a-t-il affirmé, car nous ferons la nécessaire pour qu'il n'y en ait pas ». Il a indiqué qu'il maintiendra, « à cet égard, les conversations régulières qu'il a avec le premier ministre pour repérer à l'avance les grands événements de notre vie régionale et s'assurer qu'il ne peut pas y avoir, à ces occasions, de risque de rupture ou d'éclatement de la majorité ». L'union de la majorité garantit, selon M. Giscard d'Estaing, que

« les élections législatives et présidentielle (...) auront lieu à leur échéance normale, en 1988 ».

Le député du Puy-de-Dôme estime que le PR doit affirmer sa « personnalité, oui », son « individualité ». En premier lieu, « l'existence de l'UDF est nécessaire à la solidité de la majorité », et le retour au scrutin majoritaire l'impose. En second lieu, « il faut maintenir l'union » entre l'UDF et le RPR, a dit M. Giscard d'Estaing, en exprimant le souhait « que ce soit une union entre partenaires égaux ».

Quelle bannière ?

Après M. Jacques Blanc, député de la Lozère, prédécesseur de M. Léotard au secrétariat général du PR, qui a assuré son successeur de son appui, le conseil national a entendu M. Charles Millon, député de l'Ain, chef de file du courant bariste. Selon M. Millon, les Français avaient émis, le 16 mars dernier, « un vote de rejet », de la politique socialiste, vote qu'il s'agit de transformer, à l'avenir, en « un vote d'adhésion ». « Les Français n'ont pas voté pour telle ou telle mesure », a-t-il dit, leur problème n'est pas la nationalisation du secteur économique, mais le chômage ; ce n'est pas, non plus, « de savoir si telle ou telle chaîne doit être privatisée », mais « d'avoir une information pluraliste ».

M. Millon a invité les ministres à expliquer leur politique en montrant les objectifs qu'elle vise et un bannissement de leur langage les mots « danger », « réinstaurer », « réinstaller » ou « rétablir ». Ayant contre lui le temps, dont M. Mitterrand est le maître, le gouvernement, estime M. Millon, « ne peut pas prendre le risque de mesures impopulaires ou incompréhensibles de l'ordre de : « réinstaurer », « réinstaller », « rétablir ».

Le temps des stratégies présidentielles qui est arrivé, sera, a dit M. Millon, pour certains, un temps de choix difficiles, alors qu'apparaît l'éventualité, « qui n'existe pas si l'on a deux ans », de la « réélection d'un président socialiste ». Le député de l'Ain a ajouté : « Je ne se développer chez certains d'entre nous la tentation de vouloir se ranger d'un bloc sous la bannière de nos alliés (...). Il faut que la majorité se fonde sur le pluralisme. Il faut que le courant social et libéral, incarné actuellement par l'UDF, ait un représentant (...) d'ici l'été ».

M. Alain Griotteray, député du Val-de-Marne, a critiqué les conditions dans lesquelles M. Jean Lecanuet avait été réélu président de l'UDF par le conseil national de celle-ci, le 15 mai dernier. Puis M. Jean Pucet, sénateur, conseiller de la Morbihan ; Jean Brocard, député de la Haute-Savoie ; Philippe de Bourgoing, sénateur du Calvados ; Pascal Clément, député de la Loire ; Stéphane Dernaues, député du Nord, maire de Tourcoing ; Serge Didier, conseiller municipal de Toulouse ; Willy Diméglio, député de l'Hérault ; Maurice Doussel, député de l'Eure-et-Loir ; Bernard Lebideux, conseiller de Paris ; Simone Martin, représentant à l'Assemblée européenne ; Charles Millon, député de l'Ain ; Arthur Paeht, député du Var ; Jean Pucet, sénateur, président du conseil général de l'Aveyron ; Jean Roatta, député des Bouches-du-Rhône ; Alice Saunier-Séité, conseiller de Paris ; Pierre-Christien Taittinger, sénateur de Paris.

Ont été élus : M. et Mm. Janine Bardoux, présidente du conseil général de la Lozère ; Bernadette Bertrix, conseillère municipale de Lyon ; Janine Cayet, conseillère municipale de Trappes (Yvelines) ; Christine Chauvet, présidente de l'Association des femmes chefs d'entreprise ; Laurence Douvin, présidente de l'Association femmes-libertés ; Raymond Marcellin, député, président du conseil général du Morbihan ; Pierre Marceau, ancien membre du conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ; Anne Méaux, conseillère technique auprès du ministre de l'Industrie ; Bernard Plasse, adjoint au maire de Paris ; Gérard Rebroyrad, président de la fédération des Yvelines ; Philippe Vasseur, député du Pas-de-Calais, rédacteur en chef économique du Figaro.

Membres de droit : Mm. Valéry Giscard d'Estaing, fondateur du

Après les interventions de MM. Michel Soulié, premier adjoint au maire de Lyon, et Pascal Clément, député de la Loire, les résultats de l'élection du bureau politique ont été annoncés. La liste de M. Léotard a obtenu 796 voix sur 836 votants (il y a eu 59 bulletins nuls et un bulletin blanc).

La session du conseil national s'est alors transformée en un meeting auquel ont assisté, parmi d'autres invités, une forte délégation du RPR, comprenant notamment MM. Jacques Toubon, secrétaire général, Roger Romani, président du groupe du Sénat et conseiller du premier ministre, et Jacques Godfrain, député de l'Aveyron, représentant le président du groupe à l'Assemblée nationale.

M. Alain Madelin, délégué national du PR, a souligné que celui-ci est « au gouvernement », mais n'est pas « le gouvernement ». « On peut compter sur le Parti républicain, mais il faut compter avec le Parti républicain », a dit le ministre de l'Industrie, car c'est ce parti qui est « la vraie bande-Léo ». Il a souligné que les libéraux doivent garder leur « identité », avec les « idées simples » et les « valeurs » dont ils sont porteurs. « Nous n'avons pas à nous réfugier furtivement dans des demi-mesures », que pourrait inspirer « l'intérêt électoral mal compris », a déclaré M. Madelin. Les libéraux doivent assumer le risque de voir leur politique « caricaturée, déformée, d'aucuns diraient qualifiée de réactionnaire », allusion à leur langage les mots « danger », « réinstaurer », « réinstaller » ou « rétablir ».

M. Léotard a déclaré que les libéraux doivent être « à la tête de l'action de redressement » entreprise depuis le 16 mars. « La cohésion », a-t-il dit, « ce n'est pas la tradition d'un libéralisme en soi, bien entendu, de rester de tout son poids pour « seul objectif valable » - battre le candidat socialiste » ; et qu'il « se déterminera démocratiquement ».

Le secrétaire général du PR a souligné au sujet de l'élection présidentielle : « Oui, nous y travaillons. Oui, nous y pensons ». Il a affirmé que le PR « sera acteur, et non pas spectateur » ; qu'il sera « libre de son choix » et qu'il « ne se fera pas dicter par l'extérieur », qu'il « aura l'initiative, l'initiative en soi, bien entendu, de rester de tout son poids pour « seul objectif valable » - battre le candidat socialiste » ; et qu'il « se déterminera démocratiquement ».

Assisteront au bureau politique, pour la durée du mandat du secrétaire général, avec voix délibérative : MM. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique et du plan ; Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat au tourisme ; Jacques Douffaignes, ministre délégué aux transports ; André Giraud, ministre de la défense ; Gérard Longuet, secrétaire d'Etat au P et T ; Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme ; Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication ; Dominique Bussereau, député de la Charente-Maritime, Albert Marry, député de Tarn, Jean-Pierre Raffarin et Yves Verweyde, secrétaires généraux adjoints ; Jean-Pierre Thomas, trésorier ; Hugues Dewavrin, Patrick Gérard, Jean-François Humbert, Michel Mouillot, José Rossi et Hugues Sirven-Vienot, secrétaires nationaux.

Quitteront le bureau politique : M. Christine Boutin (exclue du PR) ; Mm. René Haby, Daniel Laurent et Lionel Stoleru (démissionnaire du PR).

M. Rocard réunit ses clubs Convaincre « On ne voit loin que de haut »

Eviter un micro, c'est tout un art. M. Michel Rocard a ce don, décochant pour nos confrères de la radio, décochant dans un milieu où les hommes politiques s'ébrouent voluptueusement à la vue du moindre « nagra », ce magnétophone des professionnels. Ah ! il en faut du collier et du nerf pour résister, repousser les micros tentateurs.

Samedi, l'ancien ministre a été impérial : à une concour candidate qui lui demandait une déclaration sur l'évacuation manu militaro-policie de France, il n'a pas fait l'annonce du moindre son. Pas fou ! Il appliquait à la lettre l'une des recommandations du bréviaire rocardien qui énonce à peu de chose près : « Tu dois pouvoir dire non à la sollicitation trop pressante des médias afin de garder la maîtrise du contenu de tes interventions et de tes messages ».

C'est bien clair. Le souci de tout impérial rocardien est de s'abstenir du stress sirupeux du quotidien. Cela pourrait s'appeler le souci des cimes. En vérité, ils sont nombreux à regarder vers le haut, sans regret pour la finale entre Chris Evert-Lloyd et Martina Navratilova, à Roland-Garros. Ils se sont enfoncés dans les vieux amphitheatres de la Sorbonne le 7 juin pour plancher sur des thèmes rocardiens comme « L'Etat face à la vie et à la mort », « L'immigration : intégration et différences », « Médias, éthique et politique », etc.

Il était bien proche du millier ou peu s'en faut, naturellement convaincu, puisque le chef de meute Michel Rocard lançait en

l'occurrence la première rencontre nationale des clubs Convaincre. Une machine à réflexions, bien sûr. Une sorte de gros dirigeable qui met plein cap sur la future élection présidentielle. L'ancien ministre n'a pas lancé au hasard à ses invités : « On ne voit loin que de haut. Et parce que l'honneur d'un homme politique est de voir loin, je compte beaucoup sur vous pour me permettre de voir de haut ».

Entendons-nous : il ne s'agit pas de donner son congé à la politique mais d'en faire un bon usage. M. Pierre Mauroy, il n'y a pas si longtemps, avait voulu « gouverner autrement ». En bien ! M. Rocard, lui, veut de la « politique autrement ».

L'ancien minoritaire, chef de file du courant C au PS, a dit tout le bien qu'il pense de sa formation politique. Mais voilà, les partis n'ont plus « la propriété exclusive des débats politiques ». Et M. Rocard a eu des mots très tendres pour les clubs. Comment, ne pas craquer devant une « structure collective, souple, proche, chaleureuse, répondant à votre invite, votre besoin de réfléchir à la marche du monde, d'apporter des propositions » ? C'est promis, d'ici à l'automne, les clubs vont germer de partout : « Citoyens ! la politique vous appartient ».

Et M. Rocard, serein, sur un petit nuage, de progresser dans les sages, loin de ce qu'il appelle « les politiciens de l'immédiat », quitte à y tremper rapidement les oracles quand il le faut.

L. G.

Propos et débats

M. Jean-Pierre Chevènement : sceptique

Invité le dimanche 8 juin du Club de la presse d'Europe 1, M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre et député socialiste du Territoire de Belfort a craint que « la politique mise en œuvre par le gouvernement (...) ne permette pas de tenir jusqu'en mars ou avril 1988 ».

M. Chevènement a souhaité la constitution d'une « majorité de progrès » qui dépasse les limites traditionnelles de la gauche, et a jugé que « des gens de droite seraient capables de soutenir une expérience fondée sur le rassemblement ». « Dans beaucoup de domaines, a-t-il souligné, on peut trouver une orientation progressiste autour de laquelle peut se rassembler une majorité. Il n'y aura pas que des socialistes, il peut y avoir des démocrates sociaux, des chrétiens sociaux ou des gaullistes ».

Pour M. Chevènement, M. Raymond Barre est l'adversaire le plus dangereux pour la gauche, car il a une « étoffe d'homme d'Etat » et « sa critique institutionnelle prendra de la force » au fil de la cohabitation.

Le dirigeant de l'ex-CERES a enfin affirmé, à propos des candidatures socialistes à l'élection présidentielle qu'il n'exclut « rien du tout », si M. Mitterrand ne se représente pas.

M. Edouard Balladur : un certain doigté

M. Edouard Balladur, invité du « Grand-Jury RTL - Le Monde » le 8 juin, a déclaré : « Les choses se passent bien ; la cohabitation réclame un certain doigté et fort heureusement l'un et l'autre des deux protagonistes n'en manquent pas. Je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour qu'elle dure deux ans. Je considère qu'en deux ans nous avons les moyens de redresser l'économie française (...) Je serais heureux que pendant les dix-huit mois qui viennent on parle un peu moins de l'élection présidentielle mais un peu plus du redressement de la France ».

Interrogé sur la signature des ordonnances par M. Mitterrand, le ministre d'Etat a répondu : « La loi s'impose à tous. Je ne peux donc pas imaginer que le gouvernement élabore des ordonnances qui seraient contraires à la loi. Je ne puis non plus imaginer que quiconque pourrait refuser de mettre cause une ordonnance conforme à la loi. » (Lire également page 43).

HOMMAGE A LÉON BLUM

M. Mitterrand : être au premier rang

Si les pouvoirs ont fondu, le décorum est resté. Motards scintillants qui envahissent les sinuées rues villageoises, inspecteurs des VO (voyages officiels) empressés, préfets, aides de camp. Samedi 7 juin, le président inaugure, à Jouy-en-Josas, le musée Léon-Blum installé dans la dernière demeure du président du conseil du Front populaire.

Souvenirs, souvenirs. M. François Mitterrand, alors fraîchement entré dans la carrière politique, avait pris plusieurs fois le chemin de Jouy-en-Josas, au lendemain de la Libération, pour venir consulter Léon Blum. Son regard s'attarde sur les photos officielles du gouvernement de l'époque. Un à un, le président égrène à mi-voix les noms des augustes disparus. Il évoque sa dernière visite, en une matinée « triste et belle » de 1950, où il vint saluer Léon Blum sur son lit de mort.

Puis il rend hommage à l'apport « irremplaçable » des socialistes de 1936 et insiste sur « le grand choix décisif » du congrès de Tours, en 1920, congrès de la scission entre communistes et socialistes. « On doit dire à distance, en 1986, qu'il y a beau temps que ce choix a été justifié, vérifié, confirmé », dit-il.

L'arrière-petit-fils de Blum, aujourd'hui salarié du SID (Service d'information et de diffusion, qui dépend du premier ministre) profite de l'occasion pour se plaindre de l'« épée de Damoclès » suspendue au-dessus du personnel de son service. « Elle va tomber bientôt », murmure le président, impénétrable. Et d'ajouter, en guise de réconfort pour son interlocuteur, cette phrase de Tristan Bernard, au soir de son départ vers les camps de la mort : « Jusqu'à présent, nous vivions dans l'angoisse. Maintenant, nous allons vivre dans l'espoir ». « Evidemment, votre situation n'est pas aussi dramatique » ajoute le président.

En évoquant cette fois la Libération, le président a cette phrase, pour qui voudra bien la comprendre parmi les quelques amis rassemblés dans le jardin en prairie : « Il est important de penser qu'un homme d'Etat, déjà sur l'autre versant de sa vie, ait eu assez de fidélité à lui-même, de ductilité de la pensée pour dire au premier rang, se présenter un homme las, un spectateur. » « Etre au premier rang » : dans l'assistance, on échange quelques regards entendus. Est-on encore en 1945 ou déjà en 1988 ?

D. S.

M. Léotard gagne sans combat

De notre envoyé spécial

Toulouse. - Le Parti républicain « a bivouaqué » à Toulouse, le samedi 7 juin, a déclaré son secrétaire général, M. François Léotard, qui a aussi parlé d'une « prouesse entre (...) deux marches longues et difficiles » à celle des élections législatives et celle de l'élection présidentielle. Le moral des troupes, tel qu'il est apparu lors de cette session du conseil national du PR, est indécis. Le chef, M. Léotard, est aimé, certes ; les fortes têtes, c'est-à-dire les baristes Charles Millon ou François d'Aubert, sont accueillies fraîchement, voire huées ; mais le dieu des batailles semble encore incertain, et la feuille de route laisse songeur.

Avant reçu à la quasi unanimité des votants son troisième mandat de deux ans comme secrétaire général, M. Léotard a donné rendez-vous aux militants le 8 juin 1987 pour une grande fête qui célébrera la dixième anniversaire du PR dans sa ville, Fréjus, où il avait été lancé en 1977, avant des républicains indépendants qui avaient porté M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République. Un « beau » parti, qui a connu et connaît encore de « belles » années et qui a fait de « belles » choses : l'exaltation qui caractérise le style de M. Léotard a donné le ton de la journée, mais sans éclat excessif.

Le ministre de la culture et de la communication avait choisi de mettre un bémol dans la formulation de sa stratégie pour l'élection présidentielle. Il lui suffisait que sa candidature au rôle de présidentiable fût entendue par le parti, ou, plus exactement, que le

pouvoir de désigner le champion que choisira le PR lui fût clairement dévolu. Le PR, a-t-il dit, « ne se fera pas dicter son choix par l'extérieur ». Les frontières de ce que M. Léotard appelle l'extérieur ont été précisées samedi : M. Raymond Barre y est indéniablement assis, M. Giscard d'Estaing l'est implicitement.

L'ancien président de la République a paru admettre cette mise à l'écart cruellement douce, soulignée par M. Léotard lorsque celui-ci a, dans la matinée, invité le conseil national à accueillir M. Giscard d'Estaing avec « route la chaleur » dont il était capable ou lorsqu'il lui a lancé, après son intervention : « Vous serez toujours notre ami ». Le député du Puy-de-Dôme a pris de la hauteur par rapport à la partie que jouent M. Léotard et ses proches, en soulignant notamment que le PR doit affirmer sa « personnalité », certes, mais non son « individualité » au sein de l'UDF, qui demeure nécessaire aux alliés du RPR, et en les invitant à « faire moins de politique et davantage d'économie ».

Les baristes, attaqués dès le matin par M. Gérard Longuet, secrétaire d'Etat au P et T, ont adopté un profil modeste, non sans que M. Millon mette en garde les libéraux contre le risque de l'impopularité et contre la « tentation » de se rallier dès le premier tour de l'élection présidentielle à la candidature de M. Jacques Chirac.

Une journée sans enjeu véritable, et sans combat : le Parti républicain s'est reposé, samedi, à Toulouse.

PATRICK JARREAU.

Le bureau politique

Ont été élus : Mm. François Léotard, secrétaire général, et Alain Madelin, délégué général ; M. et Mm. François d'Aubert, député de la Mayenne ; Christian Bonnet, sénateur du Morbihan ; Jean Brocard, député de la Haute-Savoie ; Philippe de Bourgoing, sénateur du Calvados ; Pascal Clément, député de la Loire ; Stéphane Dernaues, député du Nord, maire de Tourcoing ; Serge Didier, conseiller municipal de Toulouse ; Willy Diméglio, député de l'Hérault ; Maurice Doussel, député de l'Eure-et-Loir ; Bernard Lebideux, conseiller de Paris ; Simone Martin, représentant à l'Assemblée européenne ; Charles Millon, député de l'Ain ; Arthur Paeht, député du Var ; Jean Pucet, sénateur, président du conseil général de l'Aveyron ; Jean Roatta, député des Bouches-du-Rhône ; Alice Saunier-Séité, conseiller de Paris ; Pierre-Christien Taittinger, sénateur de Paris.

Ont été élus : M. et Mm. Janine Bardoux, présidente du conseil général de la Lozère ; Bernadette Bertrix, conseillère municipale de Lyon ; Janine Cayet, conseillère municipale de Trappes (Yvelines) ; Christine Chauvet, présidente de l'Association des femmes chefs d'entreprise ; Laurence Douvin, présidente de l'Association femmes-libertés ; Raymond Marcellin, député, président du conseil général du Morbihan ; Pierre Marceau, ancien membre du conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ; Anne Méaux, conseillère technique auprès du ministre de l'Industrie ; Bernard Plasse, adjoint au maire de Paris ; Gérard Rebroyrad, président de la fédération des Yvelines ; Philippe Vasseur, député du Pas-de-Calais, rédacteur en chef économique du Figaro.

Membres de droit : Mm. Valéry Giscard d'Estaing, fondateur du

PR ; Jacques Blanc, député de la Lozère ; Roger Chénouard, représentant à l'Assemblée européenne, maire du dix-huitième arrondissement de Paris ; Jacques Dominati, député, maire du troisième arrondissement de Paris ; Michel d'Ornano, député, président du conseil général du Calvados ; Jean-Pierre Soisson, député de l'Yonne ; Michel Poniatowski, président d'honneur du PR ; Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale ; Marcel Lucotte, président du groupe URE du Sénat ; Alain Lamassourie, délégué général des clubs Perspectives et réalité ; Patrick Gérard, président du Mouvement des jeunes giscardiens.

Assisteront au bureau politique, pour la durée du mandat du secrétaire général, avec voix délibérative : MM. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique et du plan ; Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat au tourisme ; Jacques Douffaignes, ministre délégué aux transports ; André Giraud, ministre de la défense ; Gérard Longuet, secrétaire d'Etat au P et T ; Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme ; Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication ; Dominique Bussereau, député de la Charente-Maritime, Albert Marry, député de Tarn, Jean-Pierre Raffarin et Yves Verweyde, secrétaires généraux adjoints ; Jean-Pierre Thomas, trésorier ; Hugues Dewavrin, Patrick Gérard, Jean-François Humbert, Michel Mouillot, José Rossi et Hugues Sirven-Vienot, secrétaires nationaux.

Quitteront le bureau politique : M. Christine Boutin (exclue du PR) ; Mm. René Haby, Daniel Laurent et Lionel Stoleru (démissionnaire du PR).



CALVITIE AVANCÉE
RESTEZ JEUNE

La solution à la prothèse capillaire DOMINIQUE LAVIGNE
100 % cheveux naturels, parfaitement invisible. Retrouvez vous
en retrouvant vos cheveux.

INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE, 231, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.
Tél. 42-60-69-02. - Sur rendez-vous du lundi au vendredi de 10h30 à 19h30.
AMIENS : 503, Chaussée Jules-Ferry, Tél. 022-49-64-29.

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

ENQUÊTE

L'ARCHITECTURE TERRASSE : UN PACTE AVEC LA NATURE

"La nature était avant que la ville fût. La ville l'a chassée, mettant à sa place des pierres, des briques et du macadam... Des arbres, des pelouses avaient subsisté : on a bâti dessus... Les horizons doivent être reconquis, un pacte doit être fait avec la nature..."

Ainsi s'exprimait Le Corbusier. Son projet, plein de terrasses à vivre, visait à conclure ce pacte en créant les formes et les structures d'accueil de la nature, tel un hôte attentif et respectueux.

A-t-il été entendu ? Il semble bien que non, même s'il a inspiré une multitude de constructeurs qui, à l'évidence, n'avaient rien compris de la leçon.

Décideurs et constructeurs ont récupéré les théories du grand bâtisseur pour camoufler leur manque de créativité et s'adonner à une facilité qui fut elle-même génératrice d'erreurs, tant au plan de l'habitat et de la qualité de vie qu'à celui de la technique de la construction.

Le toit-terrasse, qui représentait justement l'un des plus évidents réceptacles de la nature, ne pouvait que subir les effets de cette politique du pire.

Malgré les réalisations exemplaires de quelques architectes, indiscutables de vérité sociale, une muraille de principes vieillots continue à résister au profit d'une architecture passe-partout, idéalisée par les maisons aux toits "style Ile-de-France", ou même par des collectifs avec toiture en tuiles ou ardoises pour faire plus "chic" que le toit plat ! Des principes de tous ordres : techniques, économiques, sociaux et culturels, présentés comme autant d'obstacles à une nouvelle conception des logements de notre temps.

"Do not disturb !".

Et pourtant la technique est au point...

Vingt-cinq années de terrasses bitumées à seule vocation de couverture, dites "non-accessibles", farcies de gravillons, et présentant des désordres d'étanchéité quasi-systématiques : voilà de quoi traumatiser à vie les maîtres d'ouvrage ou tout au moins limiter grandement leur imagination.

Or, la technique s'est bien ressaisie. Sait-on que l'étanchéité française est devenue la meilleure du monde - mais oui ! - au point que nos spécialistes sont appelés dans les pays les plus évolués pour enseigner nos techniques. Sait-on encore que les sinistres enregistrés sur les toits-terrasse sont maintenant bien moins fréquents que ceux constatés sur les toits pentus ?

Mais le chemin de la reconquête est long, car il est toujours délicat de prendre en référence les erreurs du passé, même pour signaler le progrès. De plus, il faut bien constater que la normalisation est souvent paralysante dans notre pays, au point d'aller parfois à l'encontre des intérêts du consommateur.

C'est bien l'avis de l'architecte Claude Vasconi, qui regrette les obstacles mis sur le chemin des constructeurs voulant utiliser un procédé élégant et sérieusement étudié, lorsque celui-ci n'est pas consacré par une très longue expérience. Il se félicite néanmoins que la technique des dalles sur plots, reposant sur une étanchéité élastique et anti-poinçonnante, ait aujourd'hui gagné droit de cité.

Par ailleurs, il est réconfortant d'apprendre que la transformation d'une terrasse dite "non-accessible" en terrasse piétonnière s'avère techniquement assez simple, même si de prudentes réserves viennent parfois tempérer

cet avis. La surcharge peut en effet être le plus souvent acceptée par la structure en place. Il y a donc de l'espoir pour des millions de mètres carrés de "terrasses couvertures", amputées à 50% de leur fonction.

...et pourtant les coûts sont discrets.

Quant aux prix, qui pourraient apparaître comme un obstacle sérieux, ils se révèlent parfaitement compatibles avec la plupart des projets, mais surtout, ils ne semblent avoir guère d'influence au niveau du public.

Généralement, c'est une plus-value de 8 à 12% qui est annoncée pour des réalisations comportant des terrasses privatives à chaque niveau.

En ce qui concerne la terrasse au dernier niveau, collective par vocation, la question se pose encore plus de savoir pourquoi l'on s'en prive systématiquement : elle coûte moins du double de la toiture plate "non-accessible", qui ne représente elle-même que 1% de l'ensemble de la construction d'un immeuble.

Encore faudrait-il savoir à quoi correspond vraiment le prix. Doit-il être considéré comme un surcoût ou comme un élément de l'aménagement du site, difficilement chiffrable ?

Hieronym Listowski, professeur à l'école spéciale d'architecture, pense que l'on devrait introduire dans tout projet le paramètre essentiel de la rentabilité sociale. La construction de jardins sur terrasses pourrait alors se poser en termes nouveaux :

"Quand il s'agit de faire en sorte que les gens soient un peu plus heureux ou un peu moins malades, l'effort n'en vaut-il pas la peine ?", demande-t-il en ajoutant que les décideurs ont le devoir de décider.

En terme de coût réel, la balance semblerait aussi à faire entre le surcoût des terrasses plantées et le coût des acquisitions foncières qui seraient nécessaires pour les remplacer.

Effectivement, voilà un élément bien difficile à chiffrer mais qui, s'il pouvait l'être, déciderait vite du choix. D'ailleurs, il est notoire de constater que les logements à terrasses sont les premiers à être loués ou achetés, ou encore qu'ils sont réservés, comme le "morceau du roi", à quelques privilégiés. Il ne fait donc pas de doute que le prix n'a en la matière qu'une importance

Le renouveau des Minguettes...



très relative et d'autant plus relative que le surcoût n'a aucune commune mesure avec l'agrement.

C'est typiquement "le plus" le moins cher dans le rapport qualité/prix.

La terrasse, dit Henri Ciriani, "est une conquête sociale irréversible". Et il sait de quoi il parle pour avoir réussi maintes fois son intégration dans les logements HLM.

La nature à 300 francs le mètre carré !

Le paysagiste Alexandre Chemetoff, rappelle que les plantations sur dalles peuvent s'intégrer sans problème dans la plupart des conceptions architecturales et aussi en des endroits où la nature avait été depuis longtemps repoussée. Il l'a prouvé tout récemment, en participant à la métamorphose d'un ensemble industriel de Montrouge. Il faut imaginer le changement entre la grisaille d'hier et les larges pelouses d'aujourd'hui, ainsi que les équipements sociaux et de loisirs enfouis dans une colline artificielle plantée, que traverse une rue intérieure ! Plus modestement, il est aisé de faire pousser sur les terrasses une grande variété d'arbustes ou d'arbres dans des épaisseurs de terre réduites.

Par exemple, trente à quarante centimètres de terre aérée suffisent pour planter des figuiers, des lauriers, des oliviers, des cerisiers et certains peupliers, pourvu que l'on dispose d'une bonne couche drainante et d'un système d'arrosage intégré. Le poids de la terre mouillée en cette épaisseur représente une charge de l'ordre de 600 Kg/m², tout à fait supportable pour une dalle classique. L'argument du surcoût qui serait occasionné par un renforcement de structure n'est donc pas très sérieux, pas plus d'ailleurs que celui tendant à démontrer que les dépenses d'équipement seraient en elles-mêmes un obstacle. Il est prouvé en effet qu'un investissement de 300 F/m² permet déjà une composition agréable, avec bacs et arrosage intégré. Il est vrai que la nature, qui est très généreuse, se contente de peu : un seul bac d'un quart de mètre cube parvient à nourrir une plantation dont la surface déployée sur filets peut atteindre 30 mètres carrés ! Fabuleux, non ?

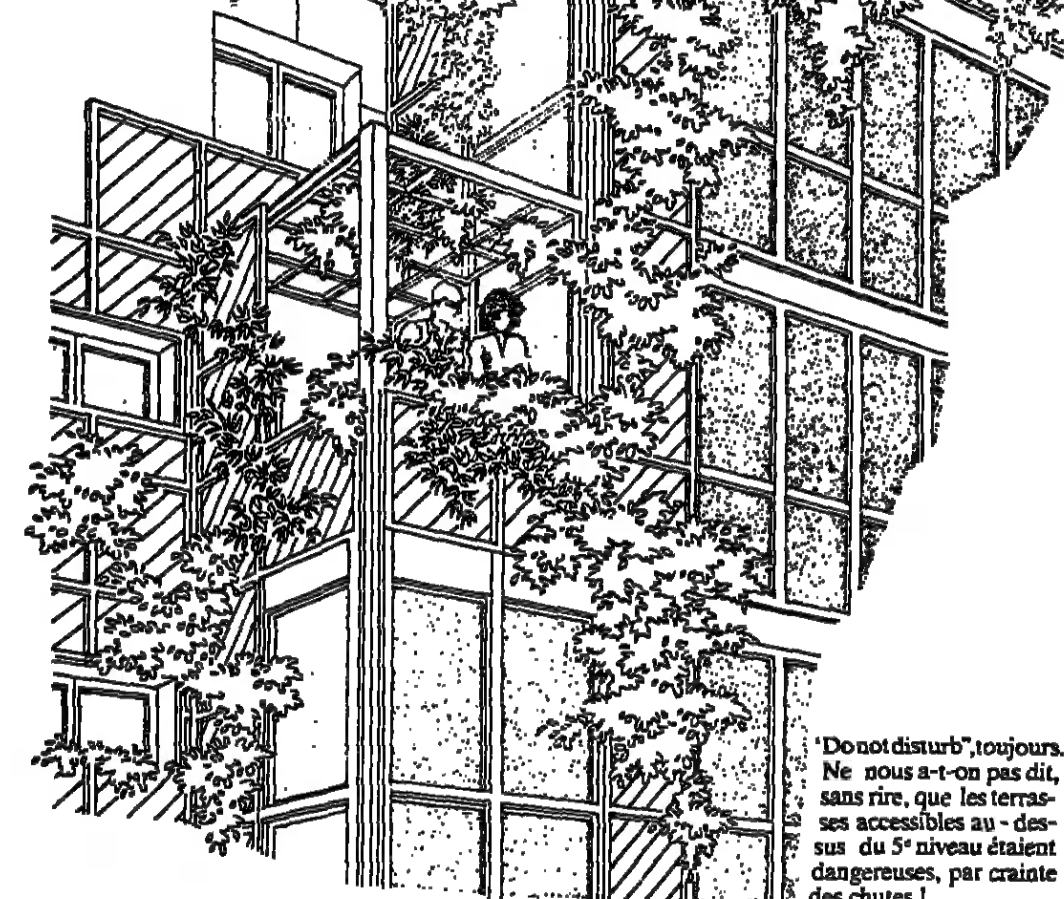
La conquête du vertical.

Le développement de la végétation en façade permet de faire participer encore plus la nature à

un paysage, une satisfaction visuelle quotidienne, nous ne serons plus très loin du rêve de Le Corbusier. La toiture-terrasse se justifiera d'autant mieux qu'elle sera l'une des composantes majeures de la réinsertion de la nature dans la ville.

Utopie ? Pas du tout puisque Roland Castro a offert à peu de frais un nouveau "look" à un immeuble des Minguettes, en remplaçant un appartement sur deux par une terrasse accessible avec jardin, et en rapportant en façade une grande résille métallique qui servira d'échelle à un magistral épanouissement de verdure. Les terrasses sont ainsi reliées entre elles et le sol aux terrasses, dans

... la nature à tous les étages.



"Do not disturb", toujours. Ne nous a-t-on pas dit, sans rire, que les terrasses accessibles au-dessus du 5^e niveau étaient dangereuses, par crainte des chutes !

une véritable construction-support de la nature, creusée d'appartements. Cet immeuble, plus "sarcelle" que ne le fut jamais Sarcelles, a retrouvé vie et beauté. Aucune utopie non plus dans la bien réelle "Cour d'Angle" d'Henri Ciriani, à Saint-Denis, qui est une composition de terrasses étagées en pyramides garnies de vastes jardinières... ni dans le projet de l'Hôtel de la région d'Auvergne, à Clermont-Ferrand, où Renzo Piano (l'Atelier de Paris) a laissé libre cours à son génie : des noyaux de circulation verticale facilitent les liaisons entre services, avec contact visuel permanent avec le jardin intérieur, tout en desservant les terrasses en toiture et les zones de détente, traitées comme des espaces-serres.

De nombreux immeubles pourraient, à l'instar de ces réalisations, posséder leur habit de verdure vertical, pour peu qu'ils soient dotés de terrasses privatives plantées.

L'architecture anti-pollution

Enfin, il est bon de rappeler que les végétaux sont un remède très efficace contre la pollution en milieu urbain.

Imaginons un instant une ville de quatre kilomètres carrés dont le quart seulement de la surface serait occupé par des immeubles ou maisons individuelles à toitures-terrasse. Cela représen-

te de nombreux décideurs publics et privés. Beaucoup étaient "individuellement" d'accord pour convenir du fantastique intérêt des terrasses et de la nécessité de réintroduire la nature dans la ville.

Les faits prouvent cependant qu'il ne s'est pas révélé une volonté commune de décider. L'on se trouve en réalité devant une machine à l'arrêt qui a seulement desserré ses freins. Et encore : pas complètement. Hélas, les progrès de la pensée ne sont pas toujours générateurs de mouvement !

Le public a son mot à dire.

Le mouvement implique d'abord une large information du public. Et là, on se heurte à une population dont la culture en matière d'architecture ne va pas souvent plus loin que la lecture des prospectus des pavillonnaires. C'est tout le drame d'une société enfermée dans ses concepts d'architecture pavillonnaire.

Le problème est sensiblement le même au niveau de toute une population de décideurs administratifs qui détiennent le pouvoir d'interdire. Ils ont préféré souvent une architecture postiche, une imitation du style régional ou, plus facilement encore, la prolifération de maisons passe-partout, en s'attachant surtout à la couleur du toit, impérativement penna. Ainsi ils étaient sûrs de ne pas se tromper complètement.

Mais pas question surtout de risquer une intégration harmonieuse dans un style différent de l'environnement, bien trop sujette à critiques !

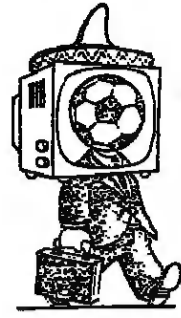
Mais au fait, là aussi, où est l'utopie ? Au hasard de cette enquête, (voir "Le Monde" du 2 Juin) nous avons rencontré

Il faut donc multiplier avec audace les références-pilotes. Ces références auront valeur d'information concrète pour un public qui pourra alors comparer avec les stéréotypes qui lui sont actuellement imposés.

Alors, il ne sera peut-être plus indispensable de faire sauter des immeubles à la dynamite en admirant sur nos écrans de télévision la qualité du travail de destruction... sans autre regret.

De cette manière, les vieilles convictions et les garde-fous d'une autre époque pourront se diluer dans le temps tandis que seront évincés les vieux dinosaures entêtés. Alors, la terrasse-jardin, la terrasse-utilité, la terrasse-loisirs, ne seront pas seulement "possibles" ou parcimonieusement exposées à la critique. Il ne s'agira plus d'essais timides mais d'une rencontre, grandeur nature, avec le bon sens populaire.

(A suivre...)



sports

LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

Coupe-jarret

Sixante-deux cartons jaunes et quatre cartons rouges ont été distribués au cours des vingt-quatre premiers matches du Mondial. Suspectés de laxisme lors des premières rencontres, les arbitres sont maintenant prompts à mettre la main à la poche. En tête de ce classement, l'Irak (1 rouge, 7 jaunes), l'Angleterre (1 rouge, 5 jaunes), le Mexique

(5 jaunes) et l'Uruguay (1 rouge, 4 jaunes). Depuis le début de la compétition, le spectacle est souvent tué par la rudesse des contacts. Inéluctable, dit-on, dans ce type d'épreuve où l'on cherche d'abord à se protéger de la défaite. Les Écossais, seuls à ouvrir généreusement le jeu et déjà au bord de l'élimination,

sont la confirmation de cette règle adoptée par la plupart des favoris.

Lors de la précédente Coupe du monde de football pour les hommes, les cartons jaunes avaient été deux fois moins nombreux à ce stade de la compétition, et aucun joueur n'avait encore été expulsé. En 1970, pour le Mondial disputé au Mexique, pas un seul

carton rouge n'avait été sorti pendant toute la durée du tournoi.

Le durcissement du jeu est une lente évolution, pas seulement une adaptation conjoncturelle aux nécessités d'une épreuve... par élimination. Les arbitres sont de sortie. Voici le temps du football coupe-jarret.

GROUPE E : DANEMARK BAT URUGUAY (6-1) A NEZAHUALCOYOTL

L'effet Larsen

De notre envoyé spécial

Nezahualcoyotl. — C'était presque un dimanche de rêve sur Mexico, enfoncé sous un soleil de plomb. Le Popocatepetl faisait miroiter ses neiges éternelles au-dessus d'une ville miraculeusement débarrassée de ses automobiles et de sa pollution. Cela ne pouvait pas durer. Les premiers nuages étaient apparus sur la route de Nezahualcoyotl en ce dimanche pourtant ensoleillé. Ils allaient élever sur le stade une heure avant le coup d'envoi d'Uruguay-Danemark, doucement à peine l'enthousiasme des supporters scandinaves.

Ce déluge tropical n'était pourtant qu'un rafraîchissant prétexte au déluge de coups redoutés sur le champ de jeu. « Ce sera un match d'hommes », avait pronostiqué Sepp Piontek, l'entraîneur des Danois, dans un de ces euphémismes dont raffolent les techniciens du football. Ayant peut-être lu ces déclarations dans la presse, l'arbitre mexicain Antonio Marquez Ramirez s'est heureusement appliqué à ramener la « virilité » des joueurs à des limites acceptables. Quatre avertissements distribués aux Uruguayens et un aux Danois, et l'expulsion de Miguel Angel Bosio dès la dix-neuvième minute n'ont pas empêché la sortie sur une civière du Rouennais Jens Jørgen Bertelsen, victime d'une fracture après un méchant tackle à hauteur des genoux.

Entrée de devises

De toutes les sélections présentes au Mondial 86, l'Uruguay était incontestablement la plus redoutée de ses éventuels adversaires pour son seul jeu. Plus encore pour sa mauvaise réputation que pour son titre de championne d'Amérique du sud,

obtenu aux dépens du Brésil. La « Celeste » — nom donné à l'équipe d'Uruguay pour son maillot bleu ciel — qui avait fait connaître au monde ce petit pays de moins de trois millions d'habitants en gagnant les tournois olympiques des Jeux de 1924 et 1928 avant d'organiser et de remporter la première Coupe du monde en 1930 puis de récidiver dans cette épreuve en 1950 au Brésil, ne se distingue plus guère depuis que par son anti-jeu de plus en plus accentué.

Faut-il trouver les raisons de cette évolution dans la crise dans laquelle s'enfonce le football uruguayen ? De tous temps, les joueurs de Montevideo ont fait le bonheur des grands clubs voisins d'Argentine et du Brésil, mais cet exode s'est encore accentué avec la crise économique.

Le retour de la démocratie n'a, en effet, pas résolu la crise dans ce pays pauvre en richesses naturelles.

Depuis deux ans, l'exil de quarante-neuf footballeurs a même représenté la première source d'entrée de devises.

Un théoricien

L'un des derniers à avoir franchi le rio de la Plata a été Enzo Francescoli, passé au club argentin de River Plate, puis recruté pour sa saison prochaine par le Racing Club de Paris. Aux dires de la presse argentine, ce serait même le plus gros transfert de l'année pour un footballeur. Le contrat prévoyait le versement de 2 000 000 dollars à River Plate, qui en reverserait 25 % à Wanderers, le club uruguayen d'origine de Francescoli. Le joueur percevrait à Paris 500 000 dollars par saison pendant cinq ans et bénéficierait de quelques avantages supplémentaires : maison louée dans un quartier résidentiel, impôts payés par le club, deux voitures neuves et

Curieusement, le pays qui a fourni au football mondial quelques-uns de ses plus brillants artistes, comme Juan Alberto Schiaffino, Hector Scarone, Victor Rodriguez Andrade, Alcides Ghiggia, a choisi comme entraîneur national Omar Boras, un professeur d'éducation physique sans passé de footballeur, qui s'occupait de la préparation athlétique des joueurs lors des Coupes du monde de 1966 et 1970.

Théoricien du football, ce dernier veut remettre en priorité des joueurs mesurant au moins 1,80 mètre. « De nos jours, c'est indispensable », affirme-t-il. Surmonté « le professeur » pour son ton doctoral et ses études détaillées du jeu et des joueurs des équipes adverses, il impose une sélection une discipline qui étouffe toute créativité.

Les meilleurs plans peuvent toutefois être réduits à néant par un imprévu. A Nezahualcoyotl, ce fut l'expulsion précoce du défenseur Miguel Angel Bosio, ange gardien désigné de Preben Elkjaer Larsen.

Mépris au score dès la dixième minute après un premier but de Larsen précipité, les Uruguayens se sont offerts aux centres d'une équipe danoise impressionnante d'efficacité. Tour à tour Søren Lerby (4^e minute), Michel Landrup (51^e), Jesper Olsen (88^e) et surtout Larsen (68^e et 80^e) ont foudroyé les Sud-Américains, qui ont dû se contenter d'un pénalité obtenu et transformé par Enzo Francescoli, juste avant la mi-temps.

Si la menace danoise se précise, l'élimination désormais probable des Uruguayens à ce stade, quelques entraîneurs ont fléchi de leur plus cher de les trouver sur leur chemin.

GÉRARD ALBOUY.

A LA TÉLÉVISION

LUNDI 9 JUIN

- Groupe C : France-Hongrie, à Lyon, TF 1, 20 heures, en direct.
- Groupe C : URSS-Canada, à Toulon, A 2, 22 heures, en différé.

MARDI 10 JUIN

- Groupe A : Bulgarie-Argentine, A 2, 20 heures, en direct.
- Groupe A : Italie-Corée du Sud, A 2, 22 heures, en différé.

GROUPE E : RFA BAT ÉCOSSE (2-1) A QUERETARO

Littbarski rayonnant

Les Allemands de l'Ouest ont remporté, dimanche 8 juin à Queretaro, une victoire décisive pour leur qualification en battant l'Écosse (2-1), quasiment éliminée, avec deux défaites, de la Coupe du monde.

Ce match a pourtant bien failli être la répétition, pour les Allemands, de leur première rencontre contre l'Uruguay. Dominant outre-temps, les Écossais dans le premier quart d'heure, avec notamment une tête dès la troisième minute de Voeller qui vint s'écraser sur le poteau gauche du but écossais, ils se sont fait une nouvelle fois prendre en contre.

Quatre minutes pour refaire un retard

La défense allemande, dans laquelle Augenthaler joue désormais le rôle de libero, a encore démontré son manque de fiabilité face aux Écossais et à leur diable roux, Strachan, auteur d'un but à la dix-septième minute.

Toutefois, dimanche, les Allemands ont refait leur retard en quatre minutes avec un Littbarski, rayonnant en milieu de terrain, qui allait associer, pendant toute la partie, la domination de l'équipe de Beckenbauer. Logiquement, la RFA assurait sa victoire au début de la deuxième mi-temps, quand les Écossais accumulèrent de nombreuses erreurs en défense, même s'ils se montraient toujours dangereux en attaque.

Une fois de plus, Beckenbauer a fait entrer dans le dernier quart

d'heure Karl-Heinz Rummenigge, mais il devra peut-être se passer, dans son dernier match du groupe contre le Danemark, des services de Briegel, son arrière gauche offensif, sorti sur blessure. — (AFP.)

LES RÉSULTATS

SAMEDI 7 JUIN

- Groupe B : Mexique et Paraguay, 1-1.

DIMANCHE 8 JUIN

- Belgique bat Irak, 2-1.
- Classement. — 1. Mexique et Paraguay, 3 pts ; 3. Belgique, 2 pts ; 4. Irak, 0 pt.

SAMEDI 7 JUIN

- Groupe D : Espagne bat Irlande du Nord, 2-1.
- Classement. — 1. Brésil, 4 pts ; 2. Espagne, 2 pts ; 3. Irlande du Nord et Algérie, 1 pt.

DIMANCHE 8 JUIN

- Groupe E : RFA bat Écosse, 2-1 ; Danemark bat Uruguay, 6-1.
- Classement. — 1. Danemark, 4 pts ; 2. RFA, 3 pts ; 3. Uruguay, 1 pt ; 4. Écosse, 0 pt.

SAMEDI 7 JUIN

- Groupe F : Pologne bat Portugal, 1-0.
- Classement. — 1. Pologne, 3 pts ; 2. Portugal et Maroc, 2 pts ; 4. Angleterre, 1 pt.

Un amour de Guanajuato

De notre envoyé spécial

Guanajuato. — L'orphéon municipal qui a le sens de l'hospitalité, sinon celui de la mesure, joue Sambre et Meuse. Comme à Hénin-Liétard, à Nœux-les-Mines, pour le Saint-Quentin. Sous le kiosque à musique, très raximilien, c'est-à-dire Napoléon III, les enfants mexicains en couvrent des yeux comme des soupapes.

Une journée à Guanajuato, « terre des grenouilles », ville de fontaines et d'argent, l'échappée belle vers cette petite cité coloniale et minière, oisive sans football aux conforts de la sierra Madre. Une belle et bonne journée pour s'évader. Car l'allergie au ballon rond menace. Aussi sûrement que l'urticaire des frissons avait frappé le gardien soviétique Dasseiev, fauché en pleine gourmandise.

Il faut ainsi se ménager des sorties sans permission du Mondial. Il faut savoir quitter ces routes à grande vitesse et à haut risque où se pratique l'holocauste des grands chiens jaunes errants, fracassés comme hérissons de France, et dont les bécotés sont plantés de tombes paysannes. En guise d'avertissement, ou d'ultime reddition à une terre ingrate.

Il faut en somme dribbler le Mondial. Guanajuato est cette merveille acrochée aux flancs rocaillieux de quelques vallées torrides. Les maîtres mineurs affirment qu'elle compte deux cent mille âmes dont une centaine de mines. Les guides touristiques vantent ses charmes romantiques, ses splendeurs baroques, les torches fauves des maisons acrochées aux rochers, son histoire flamboyante de capitale révolutionnaire, ses mines sur la route de l'argent.

Ils ne disent jamais le bonheur privilégié d'une soirée d'été, cette fraîcheur après l'orage, ses gens, ses odeurs. Ce soir-là, enfin, le Mexique s'est montré. Dès la sortie du tunnel, d'une voie sous terre creusée dans le lit d'un asséchement, l'arrivée sur cette place de l'église San-Diego, somptueuse et baroque, Notre-Dame de Guanajuato en somme.

Le bonheur au quatrième tour

Un gamin sourd-muet s'est mis à sautiller autour de la voiture avec ses petits cris si particuliers de ceux qui ne peuvent parler. C'était simplement pour lever le véhicule, comme cent fois, mille fois par jour, des enfants le proposent. La voiture n'en avait pas besoin. Lui, si. Alors oui, cette fois d'accord et ce fut comme si on lui avait accordé la main d'Esmeralda, la belle gitane.

Dans l'église trop belle pour une aussi pauvre noce, deux mariés sortaient conduits par un curé vêtu d'or et de dentelles. La mariée avait bien quinze ans et des jolies dents de communiantes. Le marié, lui, avait au moins dix-huit ans, un costume de faiseur et des talons hauts pour dominer la situation. La noce est passée, sous quelques poignées de riz vite glané au sol par des gamins nécessiteux. Et elle s'est engouffrée tout entière dans une immense et antique Buick américaine, sorte de porte-avion pour lune de miel. Louée probablement pour le voyage de noce, c'est-à-dire de la maison à l'église et retour.

Sur le trottoir, assises la main tendue, presque mortifiées, une vieille indienne mendiait, les yeux trop pleins de larmes. Les larmes étaient probablement fausses. La misère était vraie. En face, chez le coiffeur-barbier, installés dans d'immenses fauteuils de cuir,

Guanajuato est une merveille. Sur la place du Jardín-de-l'Union, sous les lauriers et devant les fontaines, les ballons ont entamé leur carroussel vespéral. Trois, quatre tours de passe pour le quadrille amoureux. Un tour, dit-on, pour se faire voir ou pour voir. Un tour pour entendre compliments. Un tour pour se faire offrir une rose. Le bonheur est, paraît-il, au quatrième tour. Les supporters français, qui sont ici légion et ne le cachent point, avec leurs maillots bleus, leurs chaussettes tricolores et leurs grandes exclamations en français, pour que cela ne s'ignore point — aucun risque, — brisaient en riant cette fragile ordonnance. Ils cherchaient violemment celles qui n'en étaient plus à leur première rose.

Le bonheur était aux terrasses des restaurants, dans d'innombrables festins et d'incertaines commandes. Qu'importe, en fait, les orchestres mariachis faisaient leur métier, couronnés de touristes, avec violons pleureurs et sanglots de trompettes, comme dans le Dernier train pour El Paso. Qu'importe vraiment puisque la soirée était belle et que les enfants-roi du Mexique filaient à deux pas vers un spectacle, vers l'Opéra, petit palais Garnier plâtré, chef-d'œuvre d'opulence comme Balern, au Brésil, la riche courtoisie, n'a pas su s'en offrir.

Rhum parfumé

Guanajuato est un émerveillement. On y a vu le marché hidalgo, Baltard pimenté. On y a vu la mine de la Valenciana, dernière mine d'argent en activité. Et en face, comme du producteur au consommateur, du sous-sol au ciel, une somptueuse église ultra-baroque cette fois, payée, dit l'histoire, de pas mal de vies et de 500 000 pesos d'or. On y a vu des paysans joueurs de dominos proposer une place et une bière, des haciendas transformées en hôtels plus beaux qu'un rêve mexicain. On y a vu des bars impossibles, interdits « aux femmes, aux indiens et aux homosexuels ». L'incendie, par exemple, où un patron à l'allure de bandit mexicain propose, pire que la téquila, le mezcal, l'assomme-touriste et où, mille excuses, l'on pisse tout debout contre le zinc dans une rigole prévue à cet effet.

Guanajuato est un bonheur. Ce soir, des jeunes gens, une dizaine, sont arrivés dans les jardins de l'Union. Ils n'avaient rien, surtout pas d'argent. Ils n'avaient rien, sauf leurs guitares et leurs voix. Ils ne demandaient rien, sinon chanter et qu'on leur fasse l'honneur de les suivre dans les rues en lances, sur les placettes, toutes plus belles les unes que les autres, ils ont simplement offert des chants profonds, magnifiques. Pour leur plaisir et pour le nôtre. Ils buvaient et offraient aussi, dans de curieuses thermos, des sachets de plastique contenant de la glace, des lampées de rhum parfumé. Les balcons étaient couverts de géraniums, la ville splendide, la lune d'argent. Et il n'y a rien à ajouter.

Si tout de même. Vendredi, à Monterrey, l'Angleterre n'a pu se défendre du Maroc (1-1). Samedi, l'Irlande du Nord, à Guadalajara, a subi le joug espagnol (2-1). Dimanche, à Queretaro, l'Écosse a cédé devant l'Allemagne de l'Ouest (2-1). Bref, c'est la débâcle dans les troupes anglo-saxonnes. Les Gallois, seuls absents, ont bien fait de rester à la douce maison. Dieu protège la reine !

PIERRE GEORGES.

La fiesta triste

De notre envoyé spécial

Mexico. — Triste fin d'après-midi. Une fois encore, ce dimanche, la pluie s'est abattue sur Mexico. Des trombes d'eau ont interrompu le traditionnel pique-nique dans les bois de Chapultepec. Samedi soir déjà, après le match nul de l'équipe mexicaine, les milliers de supporters descendus dans la rue n'avaient pas le cœur à la fête. Le gouvernement mexicain avait pourtant décidé d'encadrer ce qui aurait pu être un déferlement. La long du passé de la Reforma et sur différentes places, des estrades sont montées pour recevoir orchestre et ballets. Mais les troupes qui se succèdent sur les podiums ne rencontrent qu'un succès d'estime de la part de quelques promeneurs venus en famille, l'espace de quelques minutes, assister au show officiel.

La plupart se contentent de sillonner la ville dans des voitures surchargées, aux portières desquelles s'agrippent les plus jeunes, les entant parfois une danse improvisée le temps d'un bref arrêt sur les artères principales.

Les lieux autorisés pour cette « fête », qui n'en fut pas une, avaient été prévus, et la statue de l'ange, sur la place de l'Indépendance, entourée d'une palissade de 2 mètres de haut, officiellement pour procéder à sa restauration, après les déprédations de la semaine dernière. Plus sûrement pour éviter tout débordement, hautement improbable puisque la police est cette fois très visible. Et elle intervient dès que des supporters tentent de détourner un autobus. Bilan : trois cents arrestations.

Le maroquiné prévient en cette soirée et les Chilangoes auront droit à un gigantesque concert de klaxon, alors que la « zona rosa », lieu d'expression rituel de la population de Mexico, est transformée en zone piétonne sans qu'une affluente particulière justifie une telle mesure. La place de la Constitution rassemble pour un soir à un circuit automobile pour quelques enrégés de la conduite sportive, sans provo-

quer un quelconque enthousiasme. La tristesse se lit aussi sur les visages avec l'effondrement du peso mexicain, qui a perdu en quelques jours près de 50 % de sa valeur par rapport au dollar. « Même si nous ne comptions pas en dollar, c'est la preuve que notre monnaie ne vaut rien, ce n'est pas gai, et nous savons que les ennemis ne font que débiter », raconte Eduardo au volant de son taxi dans la ville où la fermeture hebdomadaire des magasins ne concourt pas à l'animation.

Un succès de moins en moins évident

Aujourd'hui, ce Mondial apparaît à certains comme le révélateur de difficultés qui vont s'accroître. Et cela d'autant plus que, malgré l'énorme campagne de promotion du tourisme à la télévision et dans les journaux, le succès de la Coupe du monde dans ce domaine est de moins en moins évident. De nombreux hôtels disposent encore de chambres dans la capitale et dans les villes où ont lieu les compétitions.

Les élections pour les postes de gouverneur qui doivent débuter au mois de juillet sont l'occasion des habituelles tractions. Le parti au pouvoir (PRI) semble assuré de perdre au moins un siège à Chihuahua, et les sifflements nourris adressés au président de la Madrid lors de la cérémonie inaugurale sont un affront pour les autorités.

Les habitants de Tepito, dans le secteur de Mexico frappé par le tremblement de terre, rompent une trêve, devaient manifester ce lundi pour obtenir une réponse à leurs problèmes de logement et de reconstruction. Un premier mécontentement qui s'affiche et brie un peu plus l'ambiance de fête de ces derniers jours. « A Tepito, tout se vend, mais pas la dignité », disent les benderoles préparées à la hâte en cet après-midi de dimanche. A en croire la tristesse régnante, la gaieté des Chilangoes ne doit pas pouvoir s'acheter non plus, même pour une Coupe du monde.

DENIS HAUTIN-GURRAUT.

15/6 من الامم



LES INTERNATIONAUX DE ROLAND-GARROS

La tombe du Suédois inconnu

Nommé mondial, le Tchèque Ivan Lendl, vingt-six ans, a gagné les 1 397 250 francs attribués cette année au vainqueur du simple messieurs des Internationaux de France. Dimanche 8 juin, il a battu en finale le Suédois Mikael Pernfors, vingt-deux ans, classé 27^e mondial, en trois manches (6-3, 6-2, 6-4). Vainqueur de quatre titres de série depuis le début du tournoi, celui-ci n'a pas pu empêcher, en dépit d'une farouche opposition, Lendl de reconquérir

le titre gagné une première fois en 1984 face à John McEnroe et perdu en 1985 contre Mats Wilander. Numéro deux mondial, l'Américain Chris Evert-Lloyd, trente et un ans, a reçu les 1 278 400 francs attribués à la gagnante du simple dames. Samedi 7 juin, elle a battu en finale sa compatriote Martina Navratilova, vingt-neuf ans (2-6, 6-3, 6-3), première mondiale, à l'occasion d'une rencontre moins intense qu'en 1985.

C'est la septième fois que Chris Evert-Lloyd s'impose porte d'Anteuil - un record absolu - où elle est arrivée neuf fois en finale au total.

En dépit des mauvaises conditions atmosphériques pendant la quinzaine, le record de fréquentation a été battu : 319 110 spectateurs payants ont franchi les grilles du stade Roland-Garros, assurant une recette de l'ordre de 39 millions de francs.

Avant toute chose, réparons ici une injustice. Ivan Lendl a été méchamment brocardé dimanche par le public de Roland-Garros. Applaudissons-le, au contraire, des deux mains. Il l'a bien mérité, ce bon ouvrier morave, car il a fait et fait l'ouvrage qu'on attendait de lui : gagner la finale contre le Suédois Mikael Pernfors.

Bravo à lui. Il était plutôt dans une qu'une. Quatre fois finaliste, deux fois champion, le gaillard a mérité un peu de considération, que diable ! Il ne faut pas se tromper dans la distribution des rôles de ce fabliau sur court qu'était la finale : le Suédois a été parfait. Le Tchèque, lui, a été un loup superbe. Comme il avait de bien grandes dents, même quand, il l'a croqué.

Versons donc une larme sur la tombe de ce Suédois inconnu. Ce fut un véritable petit génie. Certains, comme la plupart des Américains, avaient dit qu'il était le champion au titre Mats Wilander, avait capitulé. S'arrachant, lui, à l'anonymat, il avait pris le monde à la renommée. En moins de deux semaines, il a fait passer quatre citadelles : Edberg, Jäite, Becker, Leconte. Et, dimanche, il a battu, c'est-à-dire, le Bastille Lendl. Il a réussi à ouvrir quelques brèches dans les défenses du Tchèque. Dans la première manche, il a eu trois balles de break, avant de prendre, pour la

première fois, le service de Lendl, qui engageait alors pour le gain du match la deuxième, il a servi, à 2-1. Dans la troisième manche, Lendl a eu une balle de 4-0, avant d'aligner 4 jeux en moins de servir une balle de 3-3. Battu en trois manches, il s'est pourtant accroché au service, déployant l'intelligence de jeu et l'acharnement qui lui avaient permis auparavant de faire tomber quatre titans de tennis.

Quelques points ont été cet égard exemplaires. Ainsi, dans le cinquième jeu du premier set, quand Pernfors servait à 15-15 : interrompant un long échange, une amortie tombe juste derrière le filet ; Lendl se précipite pour la retourner dans le jeu du Suédois, qui arrive malgré tout à remettre une première fois, puis un second : Lendl, qui se tenait à la raquette, comme un poète à l'ère entre les jambes, parvient à la ramener ; la balle est alors reprise trois fois de volée et Lendl fait la faute la première.

Des échanges aussi époustouflants, il y en a eu des dizaines, la plupart au bénéfice du Suédois. Il semblait capable d'être toujours là où tombait la balle. Mais ce n'était que des escarmouches, du tennis commun. Un match se jouait avec l'artillerie. Il lui aurait fallu d'autres moyens pour porter, dans la guerre, au moins la bataille d'un set. Ce set

pugnacité qu'il a acquise à l'entraînement et qui a tant ému le public ne pouvait compenser la seule différence athlétique entre les deux joueurs. Lendl-Pernfors, c'était le tank contre le lanceur. Ou, pour prendre une image moins guerrière, le père contre le fils. Il y avait vingt bons centimètres de différence de taille entre les deux.

Parfois, quand Lendl frappait outrageusement, Pernfors, acculé dans les bords, devait pour frapper la balle. A l'engagement, cet écart était plus grand : les quatorze jeux de service de Pernfors, Lendl a eu des balles de break onze fois et les a concrétisées trois fois. Bref, le Suédois du troisième type n'a pas réussi, comme Borg en 1981 et Wilander en 1985, à faire douter le Tchèque. Comme l'auraient pu le faire les spectateurs. Bien sûr, il y avait le loup, voilà en effet ce qu'attendait M. Seguin dans les gradins. Il devait repasser. Il n'aurait pas dû prendre son temps pour des réalités.

L'ambition de Lendl

Bien sûr, il est exaspérant. Lendl quand il s'apprête à servir. Et il ne se soigne pas beaucoup. Il a tenu du pilote de 747 à l'entraînement, a fait un vol transatlantique. Chaussons ? décolorés. Serre-poignet ? ajusté. Raquette ? agrippée. Front ? éponge. Service ? prêt. Lancez la balle ! Cela prend un temps fou, c'est-à-dire, les vingt secondes prévues dans la réglementation. Cela agace les spectateurs et le public. Mais c'est le règlement. Si les spectateurs n'avaient pas manifesté trop souvent et trop rapidement, le juge de chaise aurait peut-être pu lui intimider de se presser au lieu de rester à attendre le calme.

Voilà bien comment se sentent les spectateurs. Que les spectateurs aient soutenu le challenger, c'est une chose. Mais une certaine logique de cette finale disproportionnée. Qu'ils se soient montrés désagréables avec le champion, cela ne l'était pas. Lendl a eu plus que sa part dans le fait que cette manœuvre ait été un tournoi du grand chelem. Il lui a fallu trop reprocher, n'aurait-il pas dû se montrer dans les grandes manœuvres, ne pas souligner que son jeu n'était pas parfait ? Il aurait dû faire un effet de lui arriver la fin de la manœuvre qu'à McEnroe en 1981 : une balle après avoir mené deux sets à rien. Lendl s'est retrouvé dans cette situation quand Pernfors a aligné quatre jeux dans la troisième manche.

En trois coups de raquette, le Tchèque a eu une balle de 4-0, éventuellement. Trois coups de raquette ont été bien remis les choses à leur place. Lendl est l'indiscutable champion du monde du tennis depuis sa victoire sur McEnroe en finale des Internationaux de France. A cet égard, on peut

se demander si cette deuxième défaite de « Big Mac » dans une finale du grand chelem n'est pas le début d'une retraite. Le Tchèque n'a pas pu mettre contribué à sa pré-retraite que ses problèmes personnels. Borg avait frappé d'un même sentiment d'impuissance quand il avait été battu par le gaucher américain à Wimbledon puis à Flushing-Meadow. Sentiment qui avait précipité son abandon de la compétition. Or, Lendl suscite bien l'impuissance chez ses adversaires.

Il n'était pas le plus doué de sa génération, loin de là. Il n'avait pas le talent inné de certains. Ni les nerfs d'acier ni une constitution de décatilhon. Mais il a su les acquérir. Méthodiquement, il a ainsi pu franchir une série d'obstacles qui se dressaient devant lui. Avec une obstination de fourmi. Il s'y est repris à trois reprises avant de décrocher son premier titre du grand chelem.

Mais est-ce bien le même Lendl qui a été battu par Borg en 1981 lors de sa première tentative infructueuse à celui qui a battu Pernfors dimanche ? Quel rapport entre le Tchèque et le champion en super-condition physique ? L'ambition certainement. Une ambition à la mesure des frustrations et des rebuffades subies par le garçon depuis la tendre enfance. Le désir de montrer qu'il est le plus fort est chez lui plus puissant que chez qu'il autre. Aussi, en encourageant son adversaire dimanche, le public parisien n'a-t-il pas déculpé sa motivation. Et quand il lui a dit Lendl, c'est bien le surnom de Ivan le terrible.

ALAIN GIRAUDO.

LE PALMARÈS

- SIMPLE MESSIEURS**
Lendl (Tch.) b. Pernfors (Sué.) 6-3, 6-2, 6-3.
- SIMPLE DAMES**
Evert-Lloyd (EU) b. M. Navratilova (EU) 2-6, 6-3, 6-3.
- SIMPLE JUNIORS GARÇONS**
P. Rinaldi (Arg.) b. G. Rinaldi (Fr.) 4-6, 6-3, 6-2.
- SIMPLE JUNIORS FILLES**
P. Tarabini (Arg.) b. N. N. (Aus.) 6-3, 6-3.
- DOUBLE MESSIEURS**
S. Smid (Tch.) - Fitzgerald (Aus.) b. 2. Edberg-Jarryd (Sué.) 6-3, 4-6, 6-3.
- DOUBLE DAMES**
Navratilova (EU) - Temesvari (Hon.) b. 2. H. H. (RFA) - Sabatini (Arg.) 6-1, 6-2.
- DOUBLE MIXTE**
K. Jordan-Flach (EU) b. R. Fahr- (Af.) 7-5, 6-3.
- DOUBLE JUNIORS GARÇONS**
Davin-Perez (Arg.) b. 2. Carballido-Sanchez (Esp.) 7-6, 5-7, 6-3.
- DOUBLE JUNIORS FILLES**
M. H. (Tch.) b. 2. R. R. (Tch.) 6-3, 6-0.

LES RÉSULTATS

Athlétisme
RECORD D'EUROPE DU TRIPLE SAUT
Le Soviétique Mikhail Mousienko, vingt-six ans, a établi samedi 7 juin à Leningrad un nouveau record d'Europe au triple saut avec un bond de 17,78 mètres (ancien record : 17,77 m par le Bulgare Blagovest Veltchev, le 11 août 1985).

RECORD DU MONDE DU DISQUE
L'Allemand de l'Est Jürgen Bähle a battu vendredi 6 juin le record du monde du lancer du disque avec un jet de 64,11 m au cours d'une rencontre d'athlétisme à Neubrandenburg (Nord de la RDA). (Ancien record : 71,86 m par le Soviétique Valeri Brudnikov, le 29 mai 1983).

Automobilisme
CHAMPIONNAT INTERNATIONAL DE FORMULE 3000
L'Italien Pierluigi Martini (Ralt-Honda) a remporté dimanche 8 juin la quatrième épreuve du championnat

Motocyclisme
CHAMPIONNAT DU MONDE DE MOTO-CROSS
Le Français Jacky Pourcel (Yamaha) a gagné dimanche 8 juin, à Farleigh-Castle, le Grand Prix d'Angleterre (100 centimètres cubes), remportant ainsi son cinquième Grand Prix sur sept épreuves. Au classement provisoire du championnat du monde, Jacky Pourcel a 11 points d'avance sur l'Italien Michele Rinaldi (Suzuki).

Natation
RECORD DE FRANCE FEMININ DU 400 MÈTRES
Christine Pichon (Versailles) a établi dimanche 7 juin à Nanterre, un nouveau record de France du 400 m nage libre dames en 4 min 16 s 21. L'ancien record était détenu en 8 min 11 s par Véronique Jardin depuis le 1^{er} mars à Rennes.

ATHLÉTISME

Quatrième succès de Quemener dans Paris-Colmar

Le policier parisien, Roger Quemener, quarante-quatre ans, s'est imposé, dimanche 7 juin, au terme des 517 kilomètres de Paris-Colmar à la marche et a ainsi rejoint au palmarès le Luxembourgeois Josy Simon avec quatre succès. Quemener a franchi la ligne d'arrivée avec 28 minutes d'avance sur Norbert Bruno (PTT, Bar-le-Duc) et 32 minutes d'avance sur Marcel Jaumassa (Unitas Brumath, Savanne). Les trois hommes ont donc terminé dans un mouchoir à l'issue d'une épreuve dont la soixantième édition fut très disputée. « Je n'ai jamais douté, avouait le vainqueur, mais si j'ai eu une balle, j'aurais dû la descendre du col du Bonhomme. Mais j'avais gardé suffisamment de réserves et, sur la fin, j'ai pu résister au retour en fanfare de Bruno et Jaumassa ».

Roger Quemener est passé à l'offensive après-midi, au deuxième jour de la course. Mais, malgré son effort, il n'a pas pu souffrir. Pourtant, les rascapés de Paris-Colmar ont été une dernière nuit épouvantable avec de la pluie froide et de la neige fondue au petit matin. Le haut-rhin, qui provoqua l'abandon de nombreux candidats, dont Josy Simon et le vainqueur de l'épreuve l'année dernière, Couhé.

RUGBY

Les Pumas asphyxiés

Le Quinze de France a vaincu les Pumas argentins par 22 à 9, dimanche 7 juin à Buenos-Aires, à l'issue d'un match qui a dominé la sérénité, prenant ainsi sa revanche sur la défaite (13-15) du premier test. Trois joueurs (Lescarboura, Sella, Dubroca), qui marquèrent du demi d'ouverture d'essai contre trois pénalités de Porta, concrétisèrent la supériorité des joueurs de Jacques Fouroux.

Vaincu d'avoir perdu, la semaine dernière, un match qu'ils avaient largement dominé, les joueurs de l'équipe de France ont asphyxié les Pumas par une omniprésence sur tous les fronts du jeu. « On a joué avec rigueur et défendu avec constance et enthousiasme », ont déclaré Jacques Fouroux et le capitaine Daniel Dubroca. Pour eux, le score aurait même dû être plus lourd sans la « vaillance » des Pumas, dont l'entraîneur français n'a pas hésité à dire qu'ils étaient les « champions du monde de la défense ».

Un Quinze de France maître de la pression défensive, rigoureux et prudent sur ses propres conquêtes et toujours prompt à jouer le jeu de l'adversaire, c'est une image un peu nouvelle. Mais les Pumas n'avaient pas le choix. Après l'échec du premier test, ils étaient absolument « passés » à l'attaque et plus tard leurs ambitions de « jeu complet ».

MOTOCYCLISME

Eddie Lawson se rapproche du titre en 500 centimètres cubes

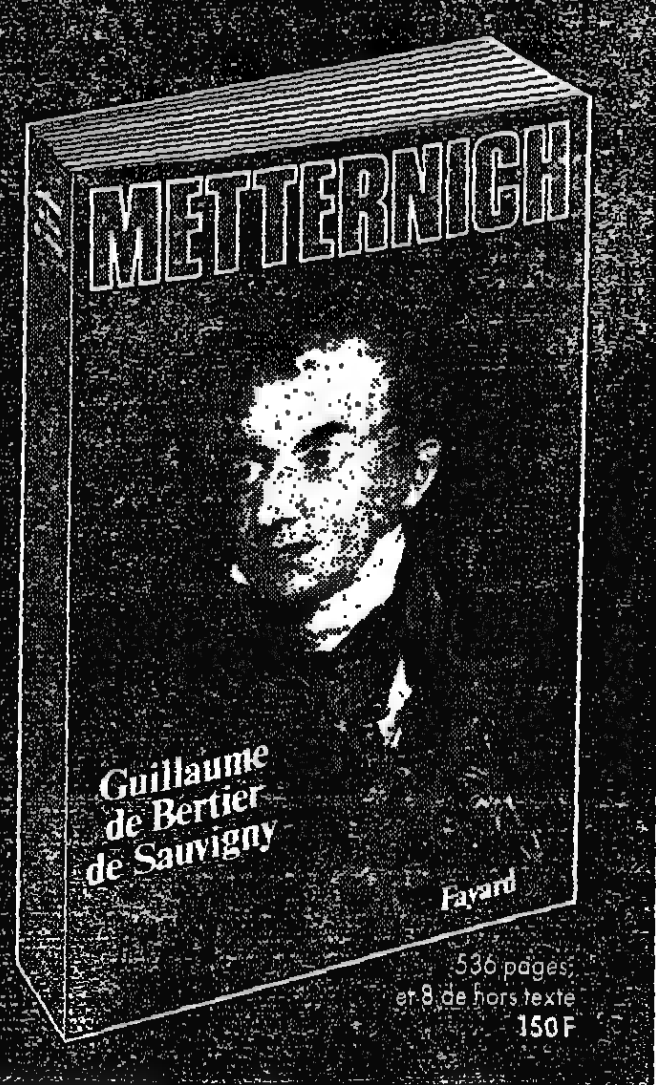
L'Américain Eddie Lawson (Yamaha-Marlboro), qui a remporté dimanche 8 juin sur le circuit de Salzbourg le Grand Prix d'Autriche en 500 centimètres cubes. Cette troisième victoire consécutive de la saison lui a fait faire un pas de plus vers un nouveau titre de champion du monde de vitesse de la catégorie. Sur une piste particulièrement sèche, Lawson et son compatriote Freddie Spencer (Honda) s'échappèrent dès le départ, mais Spencer s'arrêta au cinquième tour, pour faire ressembler son moteur à la direction. Dès lors, Lawson ne craignit de croquer l'écart sur Wayne Gardner (Honda) et remporta une victoire très nette devant l'Australien, l'Américain Randy Mamola (Yamaha), prenant la troisième place.

Dans la catégorie des 250 centimètres cubes, après un amer départ de Jean-François Baldé (Honda), le vénézuélien Carlos Lavado (Yamaha) a pris la tête de la course pour gagner un facile succès.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

Metternich, cocher de l'Europe... Une biographie pertinente.

Laurent Lemire, La Croix



Vanille et chocolat

« Cinq minutes d'échauffement » : le règlement est cruel. Comment des amateurs et des amateurs de tennis pourraient-ils être dérouillés après une poignée de secondes ? Surtout, comment une balle blanche et une raquette sous les jupes, et que, depuis, dans quel tournoi d'humidité, il faut désormais une bonne demi-heure à Chris Evert-Lloyd pour retirer sa robe rose layette et commencer à croquer son tennis en points serrés. Pendant ce temps, ses adversaires ont généralement achevé la première manche.

Ce fut le cas en huitième de finale contre Gabriela Sabatini (1-6) et, en quarts de finale, face à Carling Bassett (5-7). Diesel de chaise, elle a été une fois revenue au train, samedi, face à la championne du monde, et l'on peut dire que, dans les autres paires de manches, la détermination avait été trop calante pour entretenir l'espoir d'un retour. Inauguré par une double faute, le premier set était passé comme un mauvais rêve, 2 à 8 au bout de trente minutes.

Les auteurs, qui avaient affirmé que cette troisième finale consécutive était une « affaire de genre », n'auraient pas le piment de celle de 1981 - un chef-d'œuvre unique, forcément - en ce point. Ceux qui, depuis des années, promettaient Chris Evert-Lloyd à une retraite dorée croyaient cette fois en entendre sonner l'heure. Sans jouer son meilleur tennis, Martina Navratilova dominait une partie que le public suivait d'une paupière lourde.

Et brusquement, à la faveur d'une éclatante, le match s'est réchauffé. « A 3-1 dans le deuxième set, tout s'est remis en place en même temps. Mon service est revenu, et mes passing-shots ont commencé à fuser, devait constater Chris Evert-Lloyd, mais je ne m'étais pas trop fait de succès : je savais qu'il suffisait d'être patiente. » Martina venait de perdre son service et quelques certitudes. A 5-3, menée 0-40 sur son service, Chris administrait la preuve définitive de la solidité de ses nerfs, de sa puissance de concentration mais aussi de la variété de ses coups : accs, passings et amortis lui offrirent le gain du deuxième set.

Figée sur sa ligne de fond de court ou errant à quelques encablures du filet, Navratilova semblait avoir brutalement quitté la partie, comme si elle souhaitait un troisième acte pour la beauté

du spectacle. « Pas du tout, s'efforçait-elle, j'ai fait un bon match et, si j'avais joué comme aujourd'hui, j'aurais remporté la finale de l'an dernier. Mais Chris a fait les meilleurs passing-shots de sa vie et marqué tous les points cruciaux du match. »

A ce point de la partie, l'après-midi allait attendre des sommets techniques et émotionnels que l'on n'espérait plus. Navratilova contre Evert-Lloyd, même programmée pour la quatrième fois en finale d'un tournoi du Grand Chelem, ne serait jamais un simple réchauffement. Oubliant le brouet servi en hors-d'œuvre, le public se pencha au moment du dessert.

Défaite hétéro

Du fond du court, « Chrissie » confondait les passages de plus en plus acides, n'hésitant pas à monter pour servir des volées amorties, plaçant, pour finir, quelques lob, comme on dépose une carotte confite au sommet d'une pâtisserie. Indigestion pour Martina, qui menait pourtant 2 à 0 dans le dernier set.

« Aujourd'hui, nous sommes, Chris et moi, associées dans l'esprit du public comme le chocolat à la vanille ou le jazz à la musique classique : deux styles opposés, deux tempéraments différents », écrit Martina Navratilova dans son récent livre (1). Styles opposés mais complémentaires. La vraie puissance de l'une contre la fausse nonchalance de l'autre : il y a là les ingrédients d'un spectacle toujours renouvelé malgré la permanence de l'effacement.

« On trouve que c'est devenu de la routine de nous voir, Navratilova et moi-même, disputer les finales du Grand Chelem. Mais il faudrait peut-être se demander pourquoi nous sommes encore là, malgré la poussée de nouvelles joueuses de talent », s'insurge Chris Evert-Lloyd. Comment, en effet, après avoir tout gagné plusieurs fois, peut-on encore se mobiliser et se battre, match après match, pour rester au sommet ? Réponse de Martina : « Je n'aime certes pas perdre mais j'aime par-dessus tout gagner. » Réponse de Chris : « Je fais plus la défaite que je n'aime la victoire. » Tempéraments différents, vous dit-on, mais complémentaires.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) Martina Navratilova, éditions Carrère-Michel Lafon.

société

SÉCURITÉ

Le nombre des associations de victimes de la délinquance est passé de quatre à soixante-quatre en quatre ans

De notre correspondant

Marseille. — Les représentants des soixante associations d'aide aux victimes et ceux de vingt-cinq bureaux municipaux se sont réunis à Marseille pour participer aux premières semaines nationales d'aide aux victimes. Cette réunion a eu lieu sur l'initiative de l'Association d'aide aux victimes d'actes de délinquance (AVAD) (1) créée en 1982 et que préside M. Louis Bartolomei, procureur adjoint de la République à Marseille. Cette réunion aura permis de faire un bilan du travail accompli, d'établir un ordre dispersé, de confronter les diverses expériences et de s'informer mutuellement sur la situation internationale en matière de prévention de la délinquance et d'aide aux victimes afin de voir se développer une politique de sécurité qui contrebalance le sentiment trop répandu d'insécurité.

« L'Institution judiciaire n'offre pas à la victime les services qu'on attend d'elle », a dit le procureur adjoint de Marseille. Les victimes ont besoin de services et d'efficacité, de réconfort, de parole afin de ressusciter après le choc. Or on lui sature la parole. Le procureur et l'avocat parlent à la place de la victime, on lui offre de l'argent sans lui donner le soutien moral. Ce dont a besoin la victime, ce n'est pas un service stérilisé et déshumanisé.

Toute faiblesse de la machine judiciaire est ressentie par la victime du délinquant. Cette action à sens unique a provoqué l'indignation.

Les associations de victimes ont des exigences ont permis de mettre en lumière l'insadapation du système actuel. L'aide apportée par M. Robert Badinter, à partir de 1983, a cependant provoqué une intervention de plus en plus importante du ministère de la justice. « Nous sommes prêts à apporter réparation à toutes les victimes », reconnaît M. Marie-Pierre de Liège, chef du bureau d'aide aux victimes auprès du garde des Sceaux. « Mais la France est en retard aujourd'hui parmi les pays les plus avancés ». En 1982, il n'y avait que trois associations d'aide en France. Quatre ans plus tard, elles sont plus de soixante, tandis que, parallèlement, les indemnités sont passées de 8 millions de francs en 1982 à 30 millions de francs en 1985. Ce chiffre dépassera 60 millions de francs cette année.

L'expérience de Valence

L'une des plus intéressantes expériences, tentée depuis deux ans par le tribunal de grande instance de Valence, a été rapportée par M. Olivier Beaumais, député et maire (PS) d'Epiney-sur-Seine, vice-président du Conseil national de prévention de la délinquance. « On commence à se rendre compte que les associations ne passent pas par le seul répressif », affirme M. Beaumais. A Valence, les associations ont été intégrées par le tribunal, et on leur a donné systématiquement une place judiciaire aux actes de délinquance.

On leur a permis d'organiser une rencontre entre le délinquant et la victime, à laquelle le procureur assiste, en un lieu de la ville, d'un commun accord, au début de la phase de la réparation. Cette expérience a permis de lancer la machine judiciaire, souvent disproportionnée à la faute, il est possible de régler « à l'amiable » l'indemnité des petits délits. Le principal résultat est de faire prendre conscience au délinquant du dommage qu'il a causé.

Les juges de Marseille ont tenté de démontrer que, contrairement à l'idée reçue, la victime n'est pas une réponse et non la seule vengeance. « La revendication de vengeance », estime M. Bartolomei, provient dans 95 % des cas de personnes qui n'ont pas été agréées, mais la revendication pour les autres.

Une importante question reste à se poser : comment faire pour améliorer les services aux victimes ? Doit-on les rattacher aux services d'actes de délinquance ou les rattacher à la justice ? La présence d'un fauteuil roulant de M. François Rudetzi, président de l'association SOS-Attentats, a été remarquée au cours de ces premières semaines qui ont été marquées par la création de l'Institut national d'aide aux victimes et de médiation (INAVEM) qui se propose d'être un instrument de coordination entre les diverses associations.

JEAN CONTRUCCI

(1) AVAD, 49, rue Grignan, 13006 Marseille. Tél. 9-154-81-00.

MÉDECINE

L'appel d'un leucémique pour les dons de moelle

Agé de trente-quatre ans, contrôleur d'aviation, père de deux enfants de huit et onze ans, l'un de nos lecteurs, M. Michel Cathala (1), nous écrit :

Je suis leucémique (leucémie aiguë lymphoblastique type T) depuis août 1982, et en recrudescence depuis décembre 1985... de plus, diabétique insulino dépendant suite aux « chimios » du début qui ont affecté certaines fonctions pancréatiques.

Après une recherche infructueuse de donneurs de moelle compatible dans l'annuaire de la FFDOT (Hôpital Saint-Louis), qui m'a permis de trouver un donneur compatible depuis le 11 mars 1986 (et presque vite), je suis en attente d'être greffé avec ma propre moelle (à compter de la fin mai). Un prélèvement de 2,6 litres (important à cause de la pauvreté de la moelle provoquée par les chimios) a eu lieu ces jours derniers. Elle a été traitée à l'acide avec des anticorps monoclonaux et selon des techniques de ciblage et de destruction des cellules employées dans le cadre des greffes allogènes : sur les quinze milliards de cellules hématopoïétiques prélevées, il en reste deux milliards au fond d'un congélateur, théoriquement suffisants pour la prise de greffe.

Vous savez, on ne sait pas, mais savez-vous que la technique de greffe de moelle allogène est possible, et, à mon avis, préférable, avec toutefois des réserves dues à certaines ignorances de la recherche scientifique et pour autant que les groupes humains soient parfaitement compatibles. Un des principaux handicaps dans cette voie est la rareté des donneurs de moelle potentiels : c'est encore plus difficile que de donner son sang, car les dons de ce type nécessitent une anesthésie générale, et, de plus, il faut bien le dire, les hommes et femmes représentatifs d'une certaine classe de la société se proposent, les autres, à qui je souhaite d'être un jour dans mon cas, n'en ayant « rien à foutre ».

Il y a en France entre sept mille et dix mille donneurs potentiels répertoriés depuis la création (qui s'est faite) en juin 1985 par M. Jean Bernard et Jean Dausset, mais on préfère chez nous (toutes tendances confondues) les dons de sang à ceux de moelle. Les dons de sang de moelle de deux milliards de cellules pour déterminer le groupe de donneur de moelle potentiels, ce qui fait que quelques courageux attendront longtemps leur convocation auprès de certains centres de transfusion ou auprès des services d'hématologie des CHU. L'ordonnateur qui regroupe les paramètres thérapeutiques est par ailleurs un ordonnateur d'Air France à Roissy, dans lequel des lignes charitables ont été créées quelques fois pour la FFDOT et Franco-Transplant. (...)

Alors ?... pour vous écrire, j'ai dû me résoudre à avoir plus d'un intérêt.

me contentant d'engager une campagne de recrutement auprès des personnels dépendant du ministère des finances (douanes, impôts, enregistrement, etc.) et je suis heureux à la pensée d'avoir recruté trois ou quatre personnes potentielles de plus qui, faute de temps, ne me sont personnellement d'aucune aide, mais dont les paramètres thérapeutiques figurent un jour au fond de la mémoire du « grand ordonnateur » et qui vous sauveront peut-être. (...)

A cause de divers blocages qui résistent à de nombreux niveaux, mon objectif n'est plus de « sauver ma peau », vous le comprendrez peut-être, mais de travailler à l'avance pour que la situation des plus leucémiques dans laquelle je suis ne se reproduise pas dans un avenir aussi proche que possible : si tous ces « dons » de leucémiques et donc cancéreux qui ne font rien se renouvellent un peu plus au lieu d'attendre trop des organisations dites charitables ou du pouvoir médical qui parfois nage en eaux troubles...

Il n'y a qu'à voir les recherches entreprises sur le SIDA... mais, comme que certains médicaments se trouvent vides... Pour les leucémies, le risque est plus immédiat et plus allarmant. Aide toi donc, leucémique, et le

ciel t'aidera. Si j'ai eu la chance de pouvoir rentrer le lundi 12 mai en France, j'en suis sûr, j'en suis sûr à Grenoble leucémique mort depuis... et je voudrais, dans un domaine différent mais complémentaire, que les nouvelles générations de leucémiques qui vont me succéder puissent penser même sans me connaître que des gens comme moi se sont « décarcassés » pour eux, pour qu'ils puissent survivre et peut-être revivre un jour.

Pour les suites que vous réserverez, merci à moi... mais ce n'est plus à moi qu'il faut penser, c'est à vous, à vos proches... et dites vous bien que tout peut aller vite, très vite : le vendredi 13 mai 1986, soit quatre jours avant de me retrouver au fond d'un lit dans les anesthésiques, brochés, lavés et perfusés, je fus à la plage de la plage de la barrière de Sté : j'étais à la plage et j'étais à la plage, depuis je n'arrête pas de mourir.

M. Cathala demande que les volontaires pour des dons de moelle s'adressent pour information à M. Pierre Carrière, NT 2, La Hôpital, 11 rue Cluser, qui centralise un fichier de données des formes de leucémie et les transmet à ceux qui se sentent concernés.

(1) Service d'hématologie B, 1^{er} étage, Hôpital des Salpêtriers, 38000 Grenoble.

Une banque nationale

La banque de dons de moelle osseuse, constituée l'an passé à l'hôpital Saint-Louis sous la direction des docteurs Eliane Gluckmann et Colette Raffoux, compte neuf mille volontaires dont le type tissulaire et sanguin a été établi (1) afin qu'il soit aussi proche que possible de celui du malade receveur de la greffe.

Pour satisfaire les besoins des malades français, les initiateurs estiment qu'il faudrait un fichier de vingt mille donneurs de moelle osseuse, prêts, le jour venu, à subir sous anesthésie générale le prélèvement au niveau des os de la hanche, et cela au cours d'une hospitalisation de deux jours. Le don en question implique donc un « engagement personnel » qui n'est pas comparable aux circonstances du don de sang.

Près de quatre cents greffes de moelle osseuse ont été pratiquées en France en 1985, alors qu'il en faudrait, pour satisfaire les besoins actuels, près de deux mille.

On se demande, à l'extrême, si les individus ne constitueront pas un jour leur propre réserve de moelle osseuse ou de sang au temps où ils sont en bonne santé. Le problème se pose de façon très concrète à propos des accidents d'irradiation : les Soviétiques ont eu le

plus grand mal à trouver les moelles osseuses nécessaires au traitement d'un certain nombre de leurs grands irradiés. Et la question a été soulevée, à cette occasion, d'un « stockage » systématique de moelle osseuse (et en tout cas d'un type tissulaire) chez tous les travailleurs des centrales nucléaires.

Outre les circonstances d'un accident d'irradiation, les greffes de moelle osseuse (consistant en une simple transfusion de la moelle du donneur, qui contient les cellules formatrices du sang, dans la circulation du receveur) sont salvatrices pour le traitement de certaines affections, telles les leucémies, les splésies médullaires, le déficit du système immunitaire, qui se situent hier encore à la limite des possibilités thérapeutiques.

Deux centres français pratiquent ces greffes, qui exigent un équipement hospitalier spécial et très coûteux et nécessitent l'installation de chambres stériles. Deux de ces installations viennent d'être inaugurées cette semaine, l'une à l'Institut Gustave-Roussy et l'autre à l'hôpital Saint-Louis.

(1) France-Transplant, greffes de moelle, BP 35, 75462 Paris Cedex 10.

FAITS DIVERS

A Douai

UN ADOLESCENT EST ÉCROUÉ APRÈS AVOIR MIS LE FEU A UN COLLÈGE

Un adolescent âgé de seize ans, interpellé samedi 7 juin à Douai (Nord) alors qu'il venait de mettre le feu à son collège, a été inculpé dimanche d'incendie volontaire et de vol, et écroué à la maison d'arrêt de Douai.

Le jeune homme, d'origine marocaine, a reconnu volontairement provoquer l'incendie, qui a détruit le bâtiment principal du collège. Il affirme cependant n'avoir voulu causer de dommages, mais le feu au bureau du principal de l'établissement, avec qui l'entretenant ses rapports tendus. Il est également accusé d'avoir volé environ 1 000 F dans les tiroirs de l'administration du collège. L'adolescent, avait déjà causé une première fois le CES jeudi soir, dérochant quelques objets dans le bureau du principal avant de lacérer à l'aide d'un couteau des tapis en gymnastique.

Les dégâts causés par le sinistre s'élèvent à près de 10 millions de francs, selon le directeur de l'établissement.

A Paris

MYSTÉRIEUX CAMBRIOLAGE A L'AMBASSADE DE SUÈDE

Un mystérieux cambriolage a été commis à l'ambassade de Suède à Paris, rue Barbet-de-Jouy dans le 7^e arrondissement, pendant la nuit du samedi 7 au dimanche 8 juin, le cambrioleur(s) a emporté 100 F, des bijoux dans la poche du patron de l'ambassade qui dormait.

Dans une déclaration à TF 1, qui a révélé cette affaire, l'ambassadeur de Suède, M. Carl Lidbom, a indiqué que le cambrioleur(s) a agi pendant son sommeil. Il a découvert le cambriolage en s'éveillant vers 11 heures. « J'ai dormi très longtemps, et, me réveillant, j'ai vu dans la chambre, à l'ambassadeur, que le cambrioleur(s) a emporté un produit soporifique. M. Lidbom a précisé qu'aucun objet de valeur n'avait disparu. Le mystérieux « visiteur » est resté plusieurs heures dans l'ambassade, allant jusqu'à démonter des appliques électriques.

M. Lidbom était un ami de l'ancien premier ministre suédois, Olof Palme, assassiné le 1^{er} mars dernier à Stockholm.

DÉFENSE

L'AMIRAL LACOSTE PRÉSIDERA LA FONDATION POUR LES ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE

L'amiral Pierre Lacoste, qui fut démissionnaire en septembre dernier après l'affaire Greenpeace, de ses fonctions de directeur général de la défense extérieure (les services de défense), devrait le 30 juin prochain, à la présidence de la Fondation pour les études de défense nationale (FEDN). Agé de soixante-deux ans, l'amiral Lacoste, qui appartient à la deuxième promotion (cadres de réserve), remplacera le général Georges Fricaud-Chagnaud, qui fut directeur de la défense.

Créé en 1972, la FEDN est une institution partiellement financée par le ministère de la défense, qui est chargée d'animer la réflexion, en France, sur les problèmes de sécurité en organisant des colloques, en publiant une revue spécialisée : *Stratégie*. Elle ne prend pas parti et n'a pas de doctrine stratégique qui lui soit propre, ni ne représente un point de vue officiel.

Le général Fricaud-Chagnaud avait été nommé à ce poste par M. Charles Hernu, prédécesseur de M. André Giraud au ministère de la défense. Le 16 mai dernier, M. Giraud avait indiqué qu'il allait démissionner de ses responsabilités à l'ambassade, et, le lendemain, le ministre de la défense rendait un hommage appuyé à la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), contre laquelle, avait précisé, « on ne peut pas faire de fautes d'orthographe, car c'est un coup d'État à lui imputer ».

RELIGION

Un pape en escapade

On n'est jamais seul ! Jean-Paul II avait pourtant tenu à se faire d'ailleurs une promenade le 12 juillet 1985 dans les Apennins. Nostalgie des sommets, mais d'échapper quelques heures au regard public, le pape a, ce jour-là, quitté l'ambassade du Vatican à Castel-Gandolfo. Après 150 kilomètres d'autoroute, il était arrivé, accompagné de son secrétaire et du chef des gardes du corps pontificaux, au pied du Grand-Sasso, qui domine de ses 2 914 mètres la chaîne des Apennins, au nord-est de Rome. Jean-Paul II, qui, déjà, a remplacé la lune par le miroir, s'était fait d'un pas basque pour arpenter pendant trois heures les

alpages avant de se reposer sous un arbre. L'un de ses photographes, alerté sans doute par des bergers des Abruzzes, l'a surpris, et a pris des clichés qu'il a revendus à prix d'or.

Le porte-parole du Vatican, M. Joaquín Navarro, a confirmé samedi 7 juin l'authenticité des photos. Il a promis une clarification, si le chef de l'Eglise catholique récidive, la même en l'opinion publique en seront informées. En tout cas, l'une des prochaines grandes fugues pontificales est connue depuis dimanche : Jean-Paul II se rendra en Argentine en avril 1987 à l'occasion de la Journée mondiale de la jeunesse. Avec les journalistes.

SCIENCES

Les Soviétiques ont très vite pris conscience de la gravité de l'accident de Tchernobyl

D'après le journal de l'armée soviétique, *l'Étoile rouge*, il est clair que les autorités soviétiques avaient pris conscience de la gravité de l'accident de Tchernobyl quelques heures après la catastrophe, bien qu'elles aient attendu trois jours avant de révéler l'existence de cette dernière et d'évacuer les populations avoisinantes. Dans un article de deux pages consacré à un général de l'armée de l'air responsable du sauvetage des civils sur le réacteur détruit, le journal soviétique révèle, en effet, samedi 7 juin, que le général a reçu l'ordre de partir d'urgence de Pripiat le 28 avril, date de l'accident.

A Tchernobyl même, le personnel de la centrale se prépare à remettre

en route le réacteur numéro 1 de la centrale, qui n'avait pas été endommagé, a annoncé, dimanche soir, la télévision soviétique, en précisant toutefois que ce réacteur ne fonctionnera qu'après que lorsque sera achevée la décontamination de la centrale.

De son côté, le docteur Robert Gale, spécialiste américain des greffes de moelle osseuse, de retour de Moscou, a déclaré samedi que vingt-six personnes avaient péri dans l'accident et que seuls deux ou trois décès supplémentaires étaient à craindre dans le futur immédiat. Il a ajouté que les experts des États-Unis ne considéraient pas à priori que dans environ cinq ans, selon lui, les autorités soviétiques devraient que les enfants habitant dans la zone critique de 30 kilomètres autour de la centrale puissent retourner à l'école dès septembre prochain.

L'URSS et Cuba signent un accord pour une centrale nucléaire. — L'URSS a signé un accord avec Cuba pour la livraison d'équipements de la première centrale nucléaire cubaine dont les deux premiers réacteurs sont en construction à Jurgens, a annoncé, samedi 7 juin, l'ambassadeur soviétique à Moscou, M. Leonid Gazeta. Les quatre réacteurs prévus de cette centrale de conception soviétique (à refroidissement à eau) seront fournis quel que soit le climat. Ils seront protégés par une structure hermétique et bétonnée, indique le président du Comité soviétique pour l'exportation de l'énergie atomique.

LES VOLS DE LA NAVETTE AMÉRICAINE NE REPRENDRONT QU'EN 1988

Les vols de la navette américaine ne reprendront qu'en 1988 si la NASA suit les recommandations de la Commission présidentielle d'enquête. D'après plusieurs de ses membres, celle-ci, dans le rapport qu'elle rendra en lundi 8 juin, demande que les fusées d'appoint soient essayées dans les conditions d'un lancement, c'est-à-dire en position verticale. Or la NASA ne possède pas d'installation appropriée, et en construire une n'est pas simple. Les essais se faisaient précédemment sur des fusées placées horizontalement. Seuls les moteurs de (30 mètres de long) ont été mis à feu verticalement. Une solution envisageable de tirer depuis le centre spatial Kennedy pour lancer deux propulseurs et de les récupérer en mer.

Le rapport est très critique sur la manière dont elle a été gérée. Il demanderait que les astronautes aient plus de poids dans la prise de décision, que les équipes indépendantes des préparatifs.

Les Soviétiques offrent à la Grande-Bretagne une place dans leur programme spatial. L'Union soviétique a offert aux Britanniques de participer à une mission spatiale l'an prochain. Cette proposition a été faite, lors de la visite du parlementaire britannique en URSS, il y a deux semaines, par le général Georgy Beregovy, qui dirige le programme spatial soviétique. Elle est la suite de l'explosion du Challenger qui a mis fin aux espoirs des Britanniques de participer, cette année, à un vol américain. — (AFP, AP.)

Le Monde DES PHILATÉLISTES

Tous les jours, toutes les nouvelles, émissions, les expéditions, les ventes et les cours. Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre collection philatélique.

LE FOOTBALL LA PRÉVENTION ROUTIÈRE

En vente chez votre marchand de journaux

سكندرية من الاموال

« JOURNAL OFFICIEL » CARNET DU Monde

Sont publiés au Journal officiel du samedi 7 juin 1986 :

DES DÉCRETS

N° 14.101 du 3 juin 1986 fixant la contribution à verser, au titre de l'année 1986, au fonds spécial d'allocation de la vieillesse institué par l'article 46 modifié de la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952, par les organismes et collectivités aux arrêts du 17 décembre 1952, 15 mai 1954, 11 janvier 1955 et 5 février 1980.

N° 14.102 du 3 juin 1986 modifiant le décret n° 58-1286 du 22 décembre 1958 fixant la composition des tribunaux de grande instance d'instance des cours d'appel.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 8 juin :

UN DÉCRET

N° 86-762 du 3 juin 1986 modifiant le code de la sécurité sociale et portant suppression du comité d'action sanitaire et sociale.

DES ARRÊTÉS

Du 3 juin 1986 fixant la valeur du coupon d'échange et les obligations de la deuxième tranche à taux révisable et à option d'échange de l'emprunt d'Etat juillet 1984.

Du 30 mai 1986 relatif au taux de la taxe spécifique perçue sur les produits pétroliers au profit du Fonds spécial de grands travaux.

Du 4 juin 1986 portant annulation de l'épreuve écrite d'admissibilité du diplôme d'Etat de kinésithérapeute du mardi 27 mai 1986.

D'admission à l'Ecole militaire de l'air en 1986.

Naissances

M. et M^{me} Henri BRICHOUX,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Maxence,

le 1^{er} juin 1986.

6, square de Port-Royal, 75013 Paris.

M. Pierre WILLARD et M^{me}, née Frouzesh Ghazi,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Roxane.

Paris, le 27 mai 1986.

Mariages

M^{me} Florence BOUVET,

agréée près les hôpitaux de l'Assistance publique de Paris,

et notre ami :

Pierre GRANVILLE, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Arts et Lettres, Musée des beaux-arts de Dijon,

font part de leur union, célébrée le 7 juin 1986 en la cathédrale de Paris.

92110 Clichy-la-Garenne.

Gaston Roche,

ancien maire,

Jacques Delort,

ancien maire,

Gilles Catoine,

maire, conseiller régional,

Le conseil municipal de Clichy-la-Garenne,

Le personnel communal,

Ses anciens collègues et collaborateurs,

ont la douleur de faire part du décès de

Georges LEVILLAIN,

maire honoraire de Clichy-la-Garenne,

ancien président du comité de libération 1944-1945,

ancien maire (1947-1977),

vice-président du conseil général de la Seine,

ancien conseiller général des Hauts-de-Seine,

survécu le 7 juin 1986, dans sa soixante-dixième année.

Un hommage public lui sera rendu le mercredi 11 juin, à 15 h 30, place de la mairie, à Clichy.

Le même jour, à partir de 8 h 30, le corps sera exposé dans la salle du conseil municipal où la population est invitée à venir se recueillir et à manifester sa sympathie en apposant sa signature sur le registre des condoléances.

M^{me} Henri Michel,

son épouse,

M^{me} Annie Elotte,

M^{me} et M^{me} Pierre Michel,

M^{me} et M^{me} Jacques Michel,

ont la douleur de faire part du décès de

Ses neuf petits-enfants, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri MICHEL,

commandeur de la Légion d'honneur,

docteur en lettres,

directeur honoraire de recherche au CNRS,

directeur-fondateur de la Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale,

président honoraire du comité international d'histoire de la deuxième guerre mondiale,

Grand prix national d'histoire en 1980,

grand officier du Mérite national, combattant de la Résistance,

survécu le 5 juin 1986, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Pantin-Parisien, le 5 juin, dans la sépulture de la famille maternelle.

60, boulevard Mordier, 75020 Paris.

116, avenue Aristide-Briand, Pavillons-sous-Bois.

Le 5 juin 1986, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

M^{me} Yvonne FORZIER,

née Fabienne Chamlian,

survécu le 27 mai, à l'âge de trente-trois ans.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Pantin-Parisien, le 3 juin, dans la sépulture de la famille maternelle.

60, boulevard Mordier, 75020 Paris.

116, avenue Aristide-Briand, Pavillons-sous-Bois.

Anniversaires

Il y a un an, le 9 juin 1985,

Paul STRANSKY

quittait les siens.

Que ceux qui l'ont connu, apprécié, aimé, aient une pensée à sa mémoire en ce jour anniversaire.

Distinctions

M. Paul Ruvault, officier de la Légion d'honneur, a remis, le mercredi 4 juin, les insignes de chevalier de la Légion d'honneur à

M. Jean-André FAUCHER,

journaliste et écrivain,

membre de la section des relations extérieures du Conseil économique et social.

Bulletins de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

Université de Paris-VI, mercredi 18 juin, à 14 heures, salle 1, centre Penthéon, M^{me} Marie-Arlette Roschid, née Souriac : « Les accords de coopération de l'entreprise ».

Université de Paris-VII, vendredi 27 juin, à 14 heures, tour centrale, M. Abderrahmane Bouzida : « Travail, développement et idéologie du progrès. Cas de projet progressiste algérien ».

JEU GAGNANT N° 41

Equipe 1	Equipe 2	Equipe 1	Equipe 2
1 ITALIE	BULGARIE	1 RFA	URUGUAY
2 FRANCE	CANADA	2 DANEMARK	2 DANEMARK
3 BRÉSIL	ESPAGNE	3 ITALIE	3 ARGENTINE
4 URSS	HONGRIE	4 BULGARIE	4 CORÉE DU SUD
5 POLOGNE	MAROC	5 FRANCE	5 URSS
6 MEXIQUE	BELGIQUE	6 CANADA	6 HONGRIE
7 ALGÈRE	IRLANDE DU NORD	7 BRÉSIL	7 ALGÈRE
8 PORTUGAL	ANGLETERRE	8 MAROC	8 ANGLETERRE

Tirage des "7 Numéros de Chance" du Dimanche 8 Juin 1986 :

1 2 4 9 11 13 14

LOTTO N° 23

TIRAGE DU SAMEDI 7 JUIN 1986

3 5 10 15 43 49 23

NUMERO COMPLEMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 11 JUIN 1986 ET SAMEDI 14 JUIN 1986

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

6 BONS N° 7 2 569 005,00 F

5 BONS N° 53 70 290,00 F

+ complémentaire 5 BONS N° 1 648 7 100,00 F

4 BONS N° 97 661 115,00 F

3 BONS N° 1 900 243 9,00 F

BONUS DU SAMEDI 181 241

6 BONS NUMEROS+COMPLEMENTAIRE: 9,00 F X 2 = 18,00 F

loterie nationale

TRANCHE (N° 200) DU

1 SEUL BILLET POUR LA SEMAINE. DU SUSPENSE TOUS LES JOURS

RÉSULTATS COMPLETS

CETTE LISTE NE TIEN PAS COMPTE DES CUMULS ÉVENTUELS

DATES DU TIRAGE

NUMEROS OU TERMINAISONS

MONTANT DES LOTS

LUNDI 8 JUIN

2 1 9 5 4 1

1 000 000 F

MARDI 9 JUIN

3 6 7 4 1 4

1 000 000 F

MERCREDI 10 JUIN

1 6 2 8 8 1

1 000 000 F

JEUDI 11 JUIN

2 4 2 7 5 8

1 000 000 F

VENREDI 12 JUIN

1 6 7 3 9 8

1 000 000 F

SAMEDI 13 JUIN

0 3 6 8 5 7

1 000 000 F

DIMANCHE 14 JUIN

3 3 7 5 2 9

6 000 000 F

1 3 2 3 5 5

1 000 000 F

1 3 0 9 6 4

500 000 F

2 3 4 2 2 7

500 000 F

1 8 5 0 9 9

500 000 F

0 4 2 0 0 8

500 000 F

2 4 2 7 6 9

500 000 F

3 8 4 9 7 8

500 000 F

2 4 8 1 6 7

500 000 F

1 9 2 8 7 9

500 000 F

1 3 3 7 8 0

500 000 F

2 1 5 5 5 7

500 000 F

2 7 5

1 500 F

MONSIEUR KAMEL BENIDDER, VOUS AVEZ 20 ANS.
MONSIEUR BRUNO THOMAS, VOUS AVEZ 18 ANS.

L'un de nos conducteurs-receveurs, au volant de son autobus, a été agressé par trois voyous, armés d'un couteau. Vous êtes spontanément intervenus pour prendre sa défense et vous avez réussi à les mettre en fuite. Vous avez ainsi prouvé que le civisme est bien vivant dans notre pays. Alors que l'on ne parle que de l'indifférence de chacun face à l'agressivité, vous avez donné une leçon de fraternité et de courage. Au nom de tout le personnel des Transports Rapides Automobiles, première entreprise privée de transport de voyageurs d'Ile-de-France, merci, messieurs.

JEAN-CLAUDE GALLIENNE
Président

T-59

Tapis Rouge
vous invite à découvrir
LA SCANDINAVIE
à bord du prestigieux
"NOSTALGIQUE ISTANBUL ORIENT-EXPRESS"

2 VOYAGES EXCEPTIONNELS

- du 30 Juin au 06 Juillet 86
- du 05 Juillet au 11 Juillet 86

au départ de COPENHAGUE (DANEMARK) jusqu'à NARVIK (NORVEGE)

"AU PAYS DU SOLEIL DE MINUIT"

Prix par personne : 16.980 F

Renseignements et inscriptions
TAPIS ROUGE INTERNATIONAL, rue Quémener, 75008 Paris Tél. : 87.11.11.11

Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

JEUNES
DIPLOMÉS

Il y a
de la technologie
dans l'alimentaire...

BSN

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

CHARGEURS S.A.

UTA

UTA est une société de CHARGEURS S.A. Première entreprise privée française dans le domaine des transports, groupe industriel en Europe et sur le continent américain. CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Chargeurs Réunis, Paquet, Spontex, Waton.

Jeunes ingénieurs diplômés

(TELECOM, SUPPLÉMENT MINES, SUPPLÉMENT)

SI VOUS AVEZ BIEN LES PIEDS SUR TERRE, PRENEZ VOTRE ENVOL AVEC NOUS

Vous trouverez à bord :

- Moyens et la structure d'une grande entreprise à taille humaine (7 000 personnes).
- Un réalisme et le dynamisme d'une société privée.
- L'environnement de haute technologie et transport sérieux dans des secteurs très variés (électronique, informatique, télécommunications).

Votre plan de vol :

- Multiplier des techniques de pointe.
- Donner à votre carrière une dimension internationale.
- Prendre la responsabilité d'une équipe.

UTA - Service Recrutement - 50, rue Arago - 92806 PUTEAUX.

Plus que des ingénieurs
commerciaux débutants,
des compétiteurs!

JEUNES INGENIEURS OU DIPLOMES D'ECOLE SUPERIEURES DE COMMERCE, vous voulez prendre le départ dans la fonction commerciale et... vous avez raison!

Entrez dans la compétition et rejoignez Olivetti, premier constructeur européen de matériels et d'équipements bureautiques et informatiques.

Pour réussir la course, Olivetti a mis au point pour vous une formation adaptée, alliant théorie et pratique au sein de notre Ecole de Vente et de nos unités opérationnelles.

Vos talents, votre forte implication personnelle et vos performances feront le succès et vous permettront de saisir les opportunités que nous savons proposer aux leaders.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre lettre, CV et photo sous référence JD 00 à Olivetti France - DPRH - 10 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

olivetti
la liberté d'entreprendre

REJOIGNEZ UN LEADER EUROPÉEN

leader européen la S.M.E.N. (Société des Matérielles Electriques de Normandie, personnes) filiale de THOMSON PUBLIC, souhaite intégrer l'équipe Méthodes et unités mécaniques.

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE H/F

La S.M.E.N. est en place de son développement : massifs de production (centre d'usinage, contrôle tri-dimensionnel), gestion de production informatisée, projet CAO, large formation du personnel, politique sociale avancée.

Nous confierons à un ingénieur prêt à se charger avec la responsabilité de la mise en place d'investissements, la recherche d'une meilleure productivité, en relation avec les techniques et responsables de fabrication.

Cette opportunité offre d'importantes possibilités de bien vivre l'entreprise que dans le groupe THOMSON.

Rejoignez un leader européen en envoyant C.V., photo et motivations, sous réf. 91405/LM, à Hubert MORIN, Responsable du Service du Personnel, Relations Humaines Sociales, S.M.E.N., B.P. 2 SAINT-PIERRE-DE-VARENGEVILLE, 54100 DUCLAIR.

THOMSON
GRAND PUBLIC

SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT
leader dans sa spécialité banlieue Paris-Ouest
recherche

**INGENIEUR
GRANDE ÉCOLE**

débutant ou 1ère expérience industrielle.

Formation complémentaire en gestion (type MBA ou équivalent), anglais courant, séjour aux U.S.A. apprécié.

Sous l'autorité de la Direction Générale, il aura pour mission d'assister la Direction de l'exportation et les Directions commerciales France des différents départements dans des études générales de marketing (adaptation des produits au marché, orientation des efforts commerciaux).

Apte à l'animation de Groupes de réflexion, il devra également dominer les problèmes techniques des produits dans les biens d'équipement (formation spécifique à notre technologie assurée).

Déplacements fréquents et de moyenne durée en France et à l'étranger.

Ce poste offrant des perspectives très séduisantes d'une première évolution vers le poste de DIRECTEUR DE L'EXPORTATION, le candidat doit également être attiré par la vente.

Envoyer dossier de candidature, C.V. détaillé, et lettres de recommandation sous réf. INGENI à PROJECS 12, rue des Pyrénées 75013 PARIS qui fera suivre.

L'EUROPÉENNE DE BANQUE (EB)

Siège Social à Paris

recherche son département de l'Exploitation Financière et son département de l'Exploitation Bancaire

JEUNES DIPLOMES H/F
PROMOTION 1986

H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.P. - ESCP (E.C.O.F.I.) - E.S.C.A.E. - D.E.S.S. Gestion Bancaire.

Si vous souhaitez rapidement un poste à responsabilité, et si vous êtes dynamique, entreprenant, soucieux d'acquiescer une formation commerciale en qualité d'attaché de Direction Stagiaire.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à l'EUROPÉENNE DE BANQUE - Direction des Ressources Humaines - 21, rue Laffitte - 75009 PARIS.

EB

L'Européenne de Banque

**INGENIEURS
DEBUTANTS**

• MECANICIEN A & M, ENSEM, INSA, ...
• CHIMISTE PC, ENSIC...

Pour bien connaître l'Entreprise, son organisation, ses hommes, et faciliter leur intégration, il leur sera tout d'abord confié sous la conduite d'un «parrain» une étude appliquée.

Dans un second temps et en fonction de leurs motivations ils pourront prendre des responsabilités dans les secteurs fabrication, industrialisation, laboratoire.

Nous souhaitons des candidats ayant le goût pour le «challenge», mobiles géographiquement, et disponibles rapidement. Ces postes sont basés sur la région de NANCY.

Envoyer C.V., photo et motivations, sous réf. 91405/LM, à Hubert MORIN, Responsable du Service du Personnel, Relations Humaines Sociales, S.M.E.N., B.P. 2 SAINT-PIERRE-DE-VARENGEVILLE, 54100 DUCLAIR.

مركزنا من الامم

Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

JEUNES
DIPLOMÉS

JEUNES AGRI AGRO

Nous vous proposons un poste d'INGÉNIEUR COMMERCIAL sur l'est de la France.

Votre métier : vendre nos variétés de maïs intervenants du monde agricole, aux prescripteurs décideurs de distribution (coopératives négociants).

Notre force :

- 25 années de recherche et de performance qui font de nous un des premiers producteurs européens de semences de maïs.

- Une équipe passionnée par son activité, motivée par ses résultats.

Merci d'adresser vos candidatures (lettre manuscrite + CV + photo et rémunération actuelle) à :

CACBA
Service du personnel
Avenue Gaston-Phoebus
64230 LESCAR



...BSN on n'est pas leader sans industrie de pointe

Ingénieurs

BSN vous connaissez bien sûr, car nous sommes le 1^{er} annonceur français, mais nous connaissez-vous bien ? Premier groupe alimentaire français, nous sommes aussi le n° 1 du verre d'emballage et le 3^{ème} groupe industriel français privé avec plus de 60 usines en France et une centaine dans le monde. BSN ce sont de beaux et bons produits qui gagnent sur les marchés du monde entier grâce aux ingénieurs qui développent, rationalisent, rentabilisent et améliorent chaque jour la production et son outil.

Si vous voulez mettre en pratique votre formation d'ingénieur généraliste, si, comme nous, vous considérez la technologie comme un moyen au service des ambitions de notre groupe : satisfaire toujours plus nos clients, favoriser l'épanouissement de l'entreprise, si vous voulez vous inscrire dans un champ d'action, 60 unités décentralisées où vous serez amenés à décider, un outil de production extrêmement performant qui fait appel aux technologies de pointe.

Nous confierons à nos ingénieurs des domaines opérationnels ou fonctionnels, des responsabilités techniques et humaines allant du développement de projets à l'animation d'une équipe de production.

En termes de possibilités d'évolution, nous offrons à nos ingénieurs, que ce soit dans le domaine du marketing, de la gestion, des relations humaines ou de la direction d'un service, la possibilité de progresser, de s'élever, de s'épanouir, de manager qui double nos techniques.

Ouvrons le dialogue, nous parlerons ensemble des carrières que vous offre cette entreprise, nous vous expliquerons nos points de vue.

Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75001 Paris Cédex 08. (Rét.)



LE GROUPE INDUSTRIEL ALIMENTAIRE FRANÇAIS



Filiale de France de
CAMPENON BERNARD CONSTRUCTION,
un des premiers groupes français du Bâtiment, nous connaissons depuis notre création, en 1983, une croissance rapide dans un secteur pourtant en difficultés.

Une taille humaine (400 personnes), une équipe jeune (30 ans environ), une gestion rigoureuse et informatisée constituent autant d'atouts nous permettant de poursuivre nos efforts d'innovation et de qualité.

En tant que nous nous engageons en réhabilitation, nous vous donnons votre chance en tant que :

INGENIEURS DEBUTANTS

Nous croyons à votre motivation et à votre esprit d'entreprise pour préparer l'encadrement de demain. Nous vous formerons à nos méthodes et vous confierons rapidement des responsabilités opérationnelles dans les fonctions :

TRAVAUX, ETUDES DE PRIX, COMMERCIAL, GESTION

Au-delà d'une indispensable formation technique, nous apprécierons vos compétences de gestionnaire, vos capacités de communication, tant dans la négociation clients que dans la coordination avec vos partenaires.

Si vous voulez participer à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés, adressez-nous vos CV, photo et présentations au Service du Personnel - BATEG - 31, avenue de l'Europe - BP 110 78143 VILLIERS Cedex.

ASSISTANT DE DIRECTION COMMERCIALE

ECOLE DE COMMERCE, BTS, DUT...

Notre Société implantée en proche banlieue Sud Est

Au sein de la Direction Commerciale vous serez le contact actif et permanent entre nos clients, les attachés commerciaux, les services de production et l'informaticien.

Vous manifestez une grande aisance dans les contacts téléphoniques, vous savez vivre avec un terminal ou, pour le moins, vous avez la volonté de l'utiliser.

Votre expérience de 3 à 5 ans minimum dans une Direction Commerciale vous a permis d'acquiescer le sens du Service rendu à la clientèle. Si cela se présente, vous savez diriger une équipe et vous imposez grâce à vos qualités professionnelles et personnelles.

Ce poste à pourvoir très rapidement vous offre une rémunération attractive et de nombreux avantages sociaux.

Si vous êtes motivé(e) par ce poste, envoyer votre manuscrit, C.V., photo et présentations sous réf. 53947 à Dab's 140, rue de Courcelles 75017

Edition spéciale



Deux fois par an, le catalogue de La Redoute crée l'événement, pour plus de 8 000 000 de foyers. 1 200 pages attendues, pleines de surprises. 1 200 pages qui sortent de l'ordinaire, et en font une édition hors du commun : une édition très spéciale.

Priorité : le service à la clientèle.

Rapidité, Qualité, Rapidité et Flexibilité, nous mettons en œuvre toutes les technologies les plus avancées : informatique, télémarketing, télématique, robotique et bien sûr un marketing de pointe au service de nos objectifs.

Par un projet d'entreprise ambitieux, ceux qui nous rejoignent dans nos équipes, au sein d'équipes soudées, nous mettons au point les métiers de la VPC, pour développer un concept innovant : la Vente à Domicile.

Nous sommes engagés dans une stratégie de conquête.

Diplômés d'ingénieurs ou de Commerce, vous serez amenés à participer à des initiatives innovantes, à mener des projets toujours plus ambitieux : voilà l'objectif.

La Redoute Catalogue - 57, rue de Blanchemaison, 59000 Roubaix Cedex 2.

La Redoute catalogue

De nouveaux métiers pour un métier nouveau

L'anti train-train pour 15 ingénieurs

Jeunes Ingénieurs, vous n'allez pas vous ennuyer ! A peine arrivés, vous serez sur chantier. Vous apprendrez la technique routière et apprendrez à motiver vos équipes.

Rapidement, vous découvrirez la gestion : résultats, investissement, valeur ajoutée... prennent enfin une dimension concrète.

Il ne manque plus que les affaires ! Peu à peu, vous allez gérer vos missions commerciales et décrocher vos premiers marchés.

Motivés et responsables, prenez le contrôle de la réussite ! Nous vous aiderons en mettant à votre disposition nos techniques, notre dynamisme et la puissance de notre groupe.

Adressez votre dossier de candidature sous réf. LM 9

Service Recrutement/Formation
39 rue du Collège
75006 Paris

COLAS

Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

JEUNES
DIPLOMÉS

STRATÉGIES DU FUTUR



Jeunes diplômés

Framatome, un groupe industriel diversifié, affilié à la C.G.E., pour vocation d'inventer en développant sans cesse de nouvelles stratégies.

Stratégies d'innovation par la recherche et l'étude d'outils à la pointe de la technologie.

Stratégies de développement par l'ouverture sur de nouveaux produits, tels que l'I.A.O., l'Intelligence Artificielle, l'Informatique Documentaire, par la conquête de nouveaux marchés, en France et à l'étranger.

Stratégies d'entreprise, en offrant de nombreuses opportunités de carrière scientifique, gestionnaire et commerciale, favorisant l'évolution, l'esprit d'entreprise, le flux d'idées nouvelles et l'initiative des hommes.

Maîtriser, développer, gérer, exporter, toutes ces stratégies pour aller plus loin, plus vite dans le futur.



FRAMATOME

FRAMATOME
Service des Ressources Humaines
Direction des Affaires Sociales, Tour
Cédex 16, 92084 Paris-La Défense.

INVENTEZ ET GÉREZ POUR GAGNER

ligneroset

leader français du mobilier contemporain de haut de gamme recherche

Jeune ingénieur méthodes débutant ou semi-confirmé

Rattaché au Directeur Technique du département «sièges», ses objectifs permanents seront l'optimisation des rendements, la diminution des coûts de production, l'amélioration des conditions de travail.

A la tête d'une équipe de 5 techniciens, dans un environnement largement informatisé, il conduira des études variées touchant à l'ensemble des méthodes de fabrication, il apportera les suggestions techniques permettant d'améliorer qualité, utilisation ou sélection des matières, sécurité des postes de travail et il interviendra dans le choix et la mise au point des outillages qu'en ce qui concerne l'implantation de nouvelles machines.

Cette mission sera confiée à un ingénieur généraliste (AM, INSA, ENSI) possédant d'excellentes aptitudes à la communication et une personnalité vigoureuse tournée vers le terrain, conditions essentielles à son adaptation dans un contexte jeune à la pointe des technologies modernes.

Poste basé au siège de la Société, dans la campagne de l'AIN, à 60 km de l'EST de LYON.

Ecrire au **CABINET GATIER**, 32 rue Barrême, 69006 LYON, sous référence 085 M.

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

JEUNES DIPLOMÉS

Dans le Monde du mardi 10 daté 11 juin
les entreprises se présentent
et vous communiquent leurs offres d'emploi

Jeunes diplômés soyez au rendez-vous.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 25 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

Au du Groupe, **BULL SYSTEMES** conçoit, développe, industrialise nos grands moyens systèmes. 5 000 personnes dont 1 500 ingénieurs y participent.

INGÉNIEURS LOGICIEL, BULL ENGAGE DES BATISSEURS

La Direction et Développement Logiciel conçoit l'un des grands systèmes d'exploitation mondiaux : **GCOS7**.

Ingénieur Universitaire option informatique, débutant ou confirmé, venez vivre l'expérience privilégiée du développement de systèmes à points.

Vous accèderez à un haut niveau d'expertise des technologies que : génie logiciel, langages de 4^{ème} génération, réseaux ISO, bases de données relationnelles, moniteurs interactifs et transactionnels.

nombreuses opportunités offertes fonctions :

ARCHITECTURE : pour réaliser des logiciels adaptés aux besoins et marchés.

DEVELOPPEMENT : pour concevoir et réaliser ces produits.

INTEGRATION : pour assurer la cohérence l'ensemble des fonctions du système.

QUALIFICATION : pour garantir la fiabilité de nos produits.

CENTRE D'EXPERTISE SYSTEMES : pour remédier à toutes défaillances de nos produits chez l'un de nos 200 clients à travers le monde.

comme nous méthode, rigueur, d'anticipation nous saurons développer vos compétences et vous faire évoluer entre ces fonctions ainsi les nombreux métiers du Groupe selon vos aptitudes et aspirations.

Bull



l'un de ces bâtisseurs, animé l'esprit d'équipe, adressez maintenant candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 103 à Jacqueline GUESSARD, Groupe Bull PC 11009D, Gambetta, 75990 PARIS CEDEX 20.

DIPLOMES GRANDE ÉCOLE
ESE, TELECOM...

NOUS TRAVAILLONS AVEC LES GRANDS DE L'INFORMATIQUE.

- Nos clients, connus, sont à la fois nationaux et internationaux.
- Nous intervenons sur des grands projets de très haute technicité, dans les domaines de l'informatique temps réel (systèmes, industries et scientifique).
- La qualité des hommes et du service est l'axe majeur de notre réussite.
- Vous êtes jeune, débutant ou expérimenté.
- Dynamique, entreprenant et ambitieux.
- Vous avez une vision large de l'informatique et le sens du contact.

INGÉNIEUR PROJET

- Votre travail sera donc très diversifié.
- Vous bénéficierez, en outre, d'une grande autonomie au sein d'une société jeune (âge moyen 32 ans), dynamique, aux structures souples.

Rejoignez une équipe dynamique, adressez votre CV à 71, rue Albert 75013 Paris Tél. : 45.03.14.46.

VOTRE PARTENAIRE LOGICIEL



مكتبة من الامم

Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

JEUNES
DIPLOMÉS

PRENEZ LE BON CAP, rejoignez un Groupe leader dans le secteur AGRO-ALIMENTAIRE.

INGÉNIEUR RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

NOTRE GROUPE fabrique et commercialise des produits hautement innovants à l'industrie alimentaire. Désormais à la recherche de nouveaux débouchés et à explorer de nouveaux créneaux, nous renforçons une équipe pluridisciplinaire dans laquelle un jeune ingénieur devra s'intégrer.

VOUS, INGÉNIEUR ENSIA, ENSBANA, ... ayant une première expérience dans le développement de produits alimentaires, créatif, vous savez mettre vos connaissances à l'usage de notre volonté d'entreprendre.

NOUS VOUS PROPOSONS de :

- travailler au point la nouvelle gamme de produits au niveau technique et pilote,
- participer à l'industrialisation des fabrications.

NOUS VOUS OFFRONS de larges possibilités d'évolution dans le Groupe.

VOUS VOUS RECONNAISSEZ dans ce profil, envoyez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 54244 (mentionnée sur l'enveloppe) à Deb's 103, rue Joffroy 75017 PARIS

Tres grand groupe textile français - 10 000 personnes - 5 milliards de CA - recrute pour son usine de

MULHOUSE

Spécial Débutants

2 Ingénieurs Chimistes

Après une formation supérieure de type ingénieur vous avez de toutes façons des compétences plus spécialisées en CHIMIE TEXTILE ou ORGANIQUE. Dès votre entrée dans la Société nous vous confierons une première mission qui vous permettra d'appréhender l'ensemble de l'entreprise. Très rapidement vous serez en mesure de confier un poste opérationnel en production. Dans ce cadre vous serez en charge l'encadrement et l'animation d'une équipe. Nous vous offrons une rémunération motivante. Votre réussite à ces postes vous permettra une belle évolution de carrière au sein d'un Groupe textile de première importance. Merci d'adresser lettre de candidature, sous réf. LM 9963, à Média-System, 11 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

MISSION DE CONFIANCE POUR CANDIDATS AU SUCCÈS

THOMSON SEMICONDUCTEURS : un taux exceptionnel de croissance, un investissement permanent en hommes et en moyens de production, une expansion internationale confirmée par le rachat des actifs de MOSTEK (U.S.A.) devront nous conduire à réaliser notre ambition d'être parmi les 10 leaders mondiaux de notre activité en 1990.

Nous cherchons aujourd'hui à intégrer des candidats à fort potentiel susceptibles d'optimiser notre performance et de se préparer à relever ainsi des

RESPONSABLES DE HAUT NIVEAU (X, Centrale, Arts et Métiers, HEC, INSEAD...)

Dans un premier temps, pendant une mission de plusieurs mois, au point névralgique de l'organisation, vous testerez vos capacités d'observation, votre réactivité et votre pragmatisme. La qualité des missions que vous accomplirez constituera un tremplin pour des fonctions de responsable dans le domaine du marketing, du planning ou de la production.

Cette mission s'adresse à des diplômés de Grandes Écoles à fort potentiel, débutant ou ayant une première expérience (1 ou 2 ans) et maîtrisant la langue anglaise.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., prétentions) à THOMSON SEMICONDUCTEURS Direction des Ressources Humaines - 101, boulevard Muret, 75116 PARIS.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

BRED

Jeunes diplômés

Bac + 4

Écoles de Commerce, Maîtrises de gestion, de droit, d'économie...

CHOISISSEZ LA BANQUE DE VOTRE AVENIR

Dans le cadre de notre expansion en Région Parisienne - Seine et Marne - Normandie et Ile de la Réunion

Nous recrutons 50 jeunes, diplômés par le Ministère de la Banque, qui seront capables de devenir et de conseiller notre clientèle de particuliers, professionnels, commerçants et entreprises. Ils feront preuve d'un accueil chaleureux et d'une compétence technique affirmée.

Les candidatures sont acceptées jusqu'au 1^{er} Juillet et le 1^{er} Septembre, merci d'adresser votre dossier (C.V., photo, prétentions) à BRED, Direction des Ressources Humaines, 101, boulevard Muret, 75116 Paris.

PREMIÈRE BANQUE POPULAIRE FRANÇAISE. 3000 COLLABORATEURS. 180 AGENCES



DIRECTIONS

Généraliste de haut niveau à dominante commerciale

Notre Société de prestation de services (240 personnes, 350 MF CA) solidement implantée sur le marché de la distribution de produits de grande consommation, recrute son

Directeur 350 KF ++

Chargé des relations avec les principaux partenaires de l'entreprise, il devra être un interlocuteur privilégié et responsable. Il devra définir la politique générale de la société. Cette opportunité ne s'offre qu'à un candidat âgé de 35 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur commercial et rompu aux négociations de haut niveau. Ce poste suppose un esprit d'initiative, une grande réactivité, la rigueur d'un gestionnaire et l'envie de relever de nouveaux défis.

Merci d'envoyer à Dominique de VERNEUIL, ARCHE-CONSEIL, sous référence 111, votre dossier de candidature (avec votre rémunération actuelle) et conseil en recrutement s'engageant en toute discrétion avec vous et vous recevra soit à Lyon, soit à Paris.

68 rue de la République 69006 LYON

DIRECTEUR COMPTABLE ET ADMINISTRATIF 300.000 F

Immobilier PARIS-ouest

Un Groupe français du secteur immobilier (C.A. 1 milliard francs) recherche un DIRECTEUR COMPTABLE ET ADMINISTRATIF. Pour l'ensemble des activités du Groupe, il sera chargé :

- de l'administration et de la comptabilité des comptes périodiques
- de l'élaboration du système informatique et le tableau de bord du Groupe en liaison avec le Directeur Général
- de veiller au respect des obligations fiscales de toutes natures
- de superviser et contrôler la cellule de gestion du personnel.

Ayant travaillé sur une quinzaine de personnes, le candidat retenu, âgé de moins de 35 ans, sera de formation similaire à DECS. Il possèdera une dizaine d'années d'expérience acquise dans le service comptable d'une société de préférence du secteur immobilier ou B.T.P. De sérieuses connaissances en matière de fiscalité immobilière sont requises. Sous référence 111 à :

GRH Conseils

3, rue de la République 75001 PARIS.

Vers une direction commerciale

Un des leaders français de la fonderie recherche pour sa première filiale de matériaux TP son

DIRECTEUR DES VENTES FRANCE/EXPORT

Responsable d'un C.A. de 250 MF, il définit et met en œuvre la politique des ventes et anime le réseau. Rattaché au Directeur Commercial, qu'il remplacera à terme, il prendra progressivement en charge les fonctions marketing et gestion commerciale.

Diplômé d'une grande école commerciale ou d'ingénieur, vous pouvez justifier d'une expérience approfondie d'encadrement de forces de vente et d'une parfaite connaissance du marché du négoce de matériaux. Bien sûr, vous parlez anglais. Si vous souhaitez aujourd'hui profiter d'une exceptionnelle opportunité de carrière...

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 605 214 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS 115, rue du Bac - 75007 Paris

مركزنا من الامم

Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

JEUNES
DIPLOMÉS

Un groupe bancaire de premier plan recrute pour son Inspection Générale de
Jeunes Diplômés de l'Enseignement Supérieur
(H.E.C., ESSEC, E.S.C., Sciences Po, Maîtrise de Sciences Eco, Droit des Affaires)

Ayant si possible un début d'expérience bancaire ou même débutants. La fonction exige une grande capacité d'esprit, le goût des analyses approfondies mais aussi une capacité de synthèse se traduisant par la clarté de l'écriture et la rigueur du raisonnement. De bonnes connaissances en matière de comptabilité générale, d'analyse financière et d'informatique, sont appréciées pour travailler avec profit à l'élaboration de documents techniques imposant un haut niveau de rigueur et de précision. Possibilité de déplacements en Province. Perspective de carrière intéressante au sein du Groupe pour les personnes ayant leur preuve à l'Inspection Générale. Adresser CV, lettre manuscrite et photographies en précisant la réf. PM 0426 à Lévi Tourmay Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris qui transmettra.

DIRECTIONS

Dirigeant

Un important groupe industriel (2,5 milliards de CA) leader sur son marché, cherche dans le cadre de son expansion à intégrer un **HOMME DE FORT POTENTIEL** destiné à court terme à faire partie de l'équipe dirigeante. Après une période d'intégration, il prendra la direction d'une région (véritable centre de profit exigeant des qualités de manager et de gestionnaire). Cette première responsabilité lui permettra de se familiariser avec la profession et d'acquiescer la culture de l'entreprise. Titulaire d'études supérieures (H.E.C., ESSEC, Sup de Co...), vous avez une expérience réussie à plusieurs années de la direction d'équipes acquiesce soit dans une société de services, soit dans une entreprise fabriquant et distribuant des produits destinés au grand public. Votre disponibilité géographique sera un atout en début de carrière. Notre dynamisme, l'importance de notre développement peuvent assurer à un homme de valeur une évolution rapide. Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 605 215 M (à mentionner sur l'enveloppe).

B&C BERNARD & FILLES CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

Région Ouest
350 M.F. de C.A.



N°1 dans le secteur : voitures, motos, accessoires de puériculture (poussettes, sièges auto, transats, parc, chaises, nurseries, etc.). Nos excellentes perspectives de développement international nous amènent à rechercher le

DIRECTEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Attaché à la Direction Générale, en liaison étroite avec la Direction Industrielle, vous dirigerez ce service de spécialistes, assurerez la création et l'évolution des produits par la recherche et la mise en œuvre de solutions innovantes. Ingénieur mécanicien (ECAM, Centrale, IDN...) âgé de 30 ans minimum, vous avez une expérience de 5 ans de la conception de produits comportant des mécanismes ainsi que du travail des métaux et des plastiques. En rejoignant une équipe ambitieuse et dynamique, vous apprécierez en sus d'une rémunération très attractive, la qualité de vie offerte par la région ouest et la proximité d'une grande ville universitaire. Merci d'adresser lettre + CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence MONTRE A A :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Bant - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LION NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

SUD-EST

PARC TECHNOLOGIQUE D'IMPORTANCE INTERNATIONALE

Technopôle : entreprises de haute technologie, centres de recherche, université et les infrastructures correspondantes.

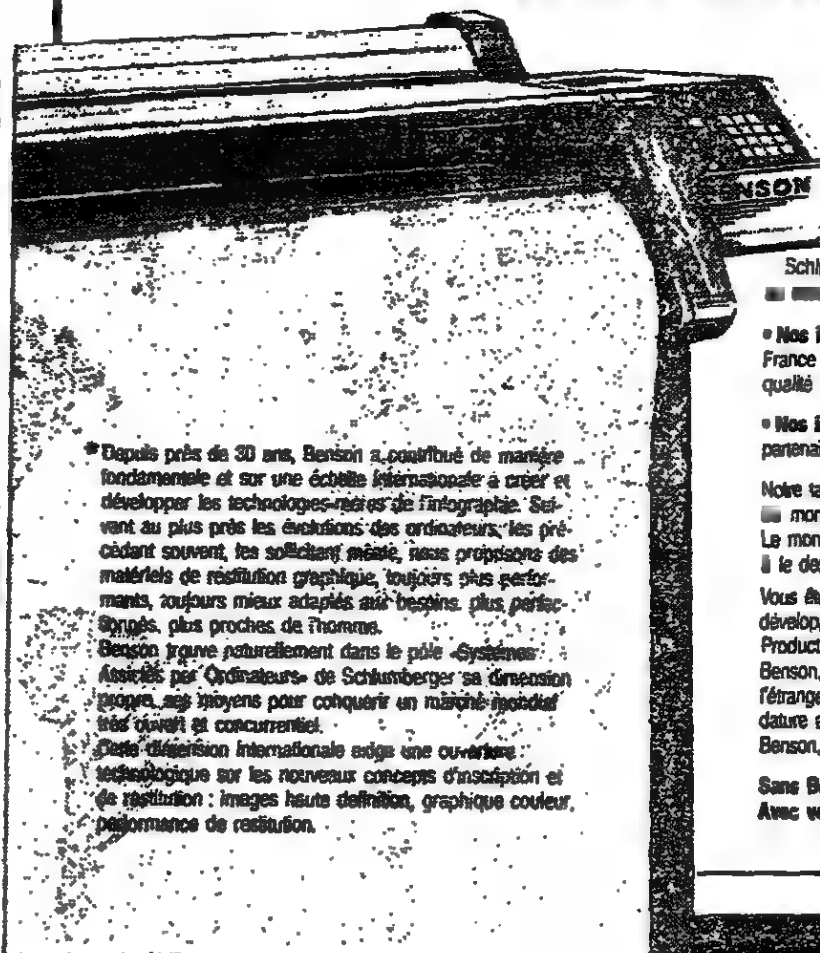
DIRECTEUR GENERAL

Votre mission :
- Convincez les industriels français et étrangers à s'installer sur le site.
- Nouer les relations avec la recherche scientifique (Universités, Instituts, Ecoles) et les entreprises Technopoles.
- Animer le développement du parc technologique en favorisant les échanges et l'Administration du monde financier.
- Imaginer et organiser colloques, séminaires et autres événements contribuant à la dynamique du Technopôle.
Votre profil :
Homme d'expérience (30-40 ans) de formation technique, avec une carrière marquée par la responsabilité de «PATRON». Esprit d'entreprise, goût du risque, vous ont menés à l'industrie (préférence). Diplômé, intéressé aux événements, bon animateur, votre dynamisme est totalement au service d'un grand projet régional passionnant à piloter. Anglais indispensable, allemand souhaité. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence LM à :

f.p.conseil.

130, montée des Chouans
92100 L'YVON. Tél. 01 25.08.62.

Projetez votre dessein dans l'infographie, le métier de Benson.



Nos ingénieurs d'Etudes, spécialistes d'électronique, mécanique, informatique en France (Créteil) et U.S.A. (Schlumberger, France, U.S.A., Japon)

Nos ingénieurs de Production dans nos unités de fabrication en France et aux U.S.A. relèvent le challenge du zéro défaut, de la qualité totale.

Nos ingénieurs Commerciaux et de Support Technique sont les partenaires de nos clients CAD dans plus de 40 pays.

Notre taille est celle de l'efficacité, déclinée dans toutes les langues du monde. Le monde bouge. Nous vous invitons à le faire évoluer avec nous, à le dessiner ensemble.

Vous êtes ingénieur de grande école ou d'université, vous souhaitez développer votre projet dans les métiers d'Etudes et Recherche, de Production, de Vente, Marketing, de Support Technique dans Benson, puis dans le Groupe Schlumberger, en France ou à l'étranger : précisez nous vos intentions dans une lettre de candidature adressée, sous réf. 96/MO, à la Direction du Personnel, Benson, 1 rue Jean Lemoine, BP 113, 94003 CRETEIL.

Sans Benson, l'infographie ne serait pas ce qu'elle est. Avec vous, l'aventure de l'infographie n'est pas terminée.

BENSON

Schlumberger

L'INGENIEUR COMMERCIAL : NOTRE AMBASSADEUR.

La fonction commerciale dans l'entreprise est une fonction vitale. Notre développement sur le marché français, nous le devons pour une large part, à la qualité de nos produits, à la valeur de nos stratégies marketing et à la compétence de notre Service Commercial.

L'Ingénieur Commercial nous représente auprès de nos clients : il étudie, propose, négocie eux. Nous nous adressons à une clientèle de plus en plus diversifiée : grandes entreprises, Administrations et Services Publics, PME-PMI, professions libérales, artisans, commerçants... Dans ce contexte, nous recherchons des femmes et des hommes qui puissent s'adapter à des univers évolutifs.

Nous avons la chance d'avoir chez IBM les femmes et les hommes capables de conduire ces changements et d'adapter nos méthodes en permanence. Nous sommes prêts à en accueillir davantage. Bienvenue à ceux que stimulent les remises en question, qui jouent le jeu de la disponibilité à ce qui évolue, contredit, contrarie.

LES FUTURS INGENIEURS COMMERCIAUX

Ce sont de JEUNES OU FUTURS DIPLOMES, GRANDES ECOLES OU CYCLE LONG DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, ayant de bonnes connaissances en anglais, motivés par des activités de Conseil et de Vente.

QUE VOUS SOYEZ DEJA DIPLOME OU QUE VOUS OBTENIEZ VOTRE DIPLOME EN 1986 OU 1987

VOUS POUVEZ DES MAINTENANT POSER VOTRE CANDIDATURE (lettre et CV détaillé) sous référence 961 auprès de notre Département Recrutement 2, rue de Marengo 75001 Paris.

Votre prise de fonctions, compte-tenu de votre situation, se situera entre le 1/07/86 et le 31/12/87. Nous vous rembourserons vos frais de transport éventuels.

IBM France
le bon départ

MAST

De l'ère du laser ...

Parce que le monde de l'innovation est ouvert sur les grands marchés internationaux, Philips est aujourd'hui leader dans 65 pays.
Parce que dans le monde les marchés sont nombreux, autant de champs de bataille où il faut être gagnant, la recherche permanente est la stratégie pour vivre au rythme de l'avenir.
Avec 18 Milliards de C.A. réalisé en France comme l'export, Philips France joue la carte du monde des hautes technologies dans les domaines allant des composants aux appareils électroniques grand public, des systèmes de réception de signaux satellite à l'informatique, du médical aux produits industriels à forte valeur ajoutée...

Jeunes Diplômés: Philips, c'est déjà demain

... au futur à la carte.

Rencontrer Philips France, c'est rencontrer le dynamisme et la polyvalence de 30.000 hommes et femmes qui évoluent dans l'univers exigeant et passionnant de l'innovation, c'est aller à la rencontre de métiers largement diversifiés.
Les entreprises de Philips France : un vaste espace pour s'exprimer, bouger et réussir, de la recherche au commercial, du marketing à la production.
Gagnez du temps sur l'avenir, avec Philips c'est déjà demain.

• I.P. : INFORMATIQUE, ELECTRONIQUE ET DE MATERIELE APPLIQUEE • C.O.M.E. : LAMPES ET MATERIELE D'ECLAIRAGE • I.T.E. : COMPLEXES ELECTRONIQUES
• R.T.C. : APPAREILS ELECTRONIQUES DOMESTIQUES, TELEPHONIE MOBILE ET DOMESTIQUE • S.A. PHILIPS I.C. : APPAREILS MENAGERS • P.O.R.T.S.E.C. : SYSTEMES DE COMMUNICATION AUDIOVISUELLE ET SECURITE • S.A. PHILIPS C. : MATERIELE SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIEL • MASSIOT PHILIPS : MEDICAL • I.R.T.I. : COMMUNICATION DENTIERE ET INFORMATIQUE • COMPAGNIE FRANCAISE PHILIPS : ELECTRONIQUE ET MATERIELE GÉNÉRAL



PHILIPS

Diplômés écoles de commerce

Philips Appareils Ménagers

Cette division, composée de 1.400 personnes, développe et fabrique une très large gamme de produits grand public.

Attachés commerciaux

Vous évoluerez dans une entreprise qui applique les techniques d'un marketing de pointe. Responsable du service qui vous a confié, vous pourriez acquiescer une bonne partie de la distribution des produits de l'organisation commerciale. Vous pourriez aussi prouver vos qualités de négociateur et d'agent progressivement une responsabilité. S.A. Philips I.C. : M. Depenert, 50 Avenue Montaigne, 75001 Paris Cedex 01

Ingénieurs électroniciens

Vous participerez à l'installation et à la maintenance d'appareils d'imagerie médicale de haute technologie.

Ingénieur chimiste

Vous rejoindrez dans le cadre de l'activité lumineuse des produits Philips les techniques des verres adhésifs et des matériaux plastiques. Largement autonome au sein du laboratoire, vous aurez la possibilité de développer des produits innovants et de publier des articles dans des revues spécialisées.

JOSEPH PHILIPS, M. Monange, 177 rue de Bezons, 76420 Canteleu-Notre-Dame.

Massiot Philips

domaine du matériel médical : rayons X, nucléaire, ultrasons, imagerie par résonance magnétique. Les personnes développant, fabriquant, commercialisant, installant et maintenant les produits en général en C.A. de 100 millions de F.

Ingénieur d'application

Une connaissance de l'imagerie médicale vous permettra de suivre l'application des produits de programme international, notamment ceux développés et fabriqués en France. Vous serez très disponible pour les fréquents voyages à l'étranger.

Diplômés écoles de commerce

Ingénieurs commerciaux

Vous rejoindrez une gamme de produits à orientation transactionnelle et commerciale. Analyse des besoins et recherche de solutions optimales, conseil dans le cadre de la mise en place de tout processus informatique, coordination des interventions des spécialistes en cours des différentes phases sont les éléments principaux d'une fonction commerciale. Les missions sont variées. En un mot, management, formation et développement vers le futur.

TRT-Tri, M. Nedard, 5 Square Max-Hymann, 75001 Paris Cedex 01

50 ingénieurs débutants,
Électroniciens, Physiciens,
Physicochimistes,
Automaticiens, Informaticiens.

Ingénieurs débutants
Informaticiens débutants
Analyseurs, chefs de projet

Diplômés écoles de gestion,
universitaires

Compagnie France, alias Philips

Ateliers montés

Coordination humaine

Ingénieurs expérimentés

Ingénieurs logisticiens

Ingénieurs débutants

30 Ingénieurs,
20 Diplômés écoles de commerce

متكدا من الاميل

هكذا من راحل

Diplômés écoles de commerce

Ingénieurs, Physiciens, Informaticiens

50 Ingénieurs débutants Electroniciens, Physiciens, Automaticiens, Informaticiens.

RTG : spécialiste mondial en micro-électronique rapide, hyper-féquences optoélectronique, tubes électroniques, premiers centres européens pour les circuits imprimés et les ferrites.

5.300 personnes dont 1.000 ingénieurs et cadres concevant, développant, produisant et commercialisant nos composants électroniques.

RTG : c'est aussi plus de 100.000 produits dans des usines à forte croissance, un C.A. de 3,7 Milliards de Francs réalisé pour 40% à l'exportation.

Adhérer par les composants c'est ouvrir la porte de l'avenir à l'électronique et à l'automatique.

C'est ce que RTG vous propose dans ses activités suivantes :

- SUPPORT TECHNIQUE**
 - FONTEYNE AUX ROSES : VLSI - VLSI - Réseaux préfabriqués - Microprocesseurs 68000
 - A PARIS : Applications en optoélectronique et télécommunications
- PRODUCTION**
 - DREUX : Tubes cathodiques.
 - EMMILH : Ferrites, circuits imprimés hybrides.
- TECHNICO-COMMERCE**
 - PARIS : des divisions commerciales.
- MARKETING INTERNATIONAL**
 - Pour la promotion des produits et des centres industriels.

RTG COMPELEC : envoyer votre CV à M. Bidot, 123 Avenue Ledru Rollin, 75440 Paris Cédex 11.



CONCEPTION ET DEVELOPPEMENT
A CAEN : optoélectronique - circuits intégrés.
A LIMEIL BREVANNES : CI et transistors ASIC.
A BRIVE : Tubes préfabriqués.

Philips, c'est déjà demain.

Ingénieurs grandes écoles

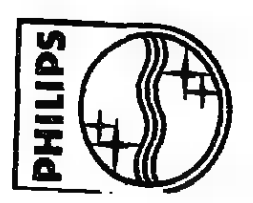
En France, les laboratoires d'électronique et de physique appliquée collaborent de l'Université de Bordeaux à l'Université de Paris, 370 personnes effectuent des études dans les domaines de la micro-électronique, de la physique de l'état solide, du vide, et dans celui des systèmes.

Intégrer des équipes de recherche appliquée dans les domaines en pointe, c'est ce que nous vous proposons si vous possédez les spécialités suivantes :

- OPTION : PHYSIQUE DES SOLIDES**
 - La croissance épitaxiale des composés III-V pour applications opto-électroniques.
 - Les propriétés de surface de verres utiles en optique et physique du vide, appliquées aux domaines de l'optique photonique et de l'acquisition de signaux ultra-rapides.
- OPTION : MICRO-ELECTRONIQUE**
 - La conception et la réalisation de circuits intégrés As-Ge.
 - La recherche exploratoire dans le domaine de la micro-électronique III-V ou les télécommunications optiques, si vous êtes titulaire d'un doctorat dans ces spécialités.
- OPTION : INFORMATIQUE**
 - Les études systèmes dans le domaine de l'informatique domestique et des micro-ordinateurs du futur.

LEF : M. Cléven, 3 Avenue Descartes, 92000 Limel Brevannes

Philips, c'est déjà demain.



Philips, c'est 344.000 personnes dans le monde, un investissement de 7 % du C.A. en Recherche et Développement, un passeport qui ouvre largement les portes internationales aux candidats au voyage dans l'industrie de demain. Philips France, un carrefour de compétences, une réelle gestion des ressources humaines, un environnement

Ingénieurs débutants

Ingénieurs débutants

Ingénieurs informaticiens débutants

Compagnie Française Philips
La Direction Informatique et les Services Informatiques ont pour mission de concevoir et de réaliser les systèmes d'information et de communication interne.

Ingénieurs logiciers

Vous développez des projets d'automatisation (CAO...), vous êtes à la pointe de l'expertise (VLSI...), réalisez et mettez en place des systèmes de transmission de données (réseaux locaux, vidéo, télécommunications...).

Ingénieurs systèmes

Vous avez en charge la mise en œuvre, l'optimisation et la maintenance des systèmes d'exploitation : MVS, CICS, DPL, ...

Compagnie Française Philips D.I.T. - M. Drouot, 30 rue Roger Salengro, 92000 Fontenay-sous-Bois.

Philips, c'est déjà demain.

Ingénieurs débutants

Portenseigne : Avec un chiffre d'affaires de 427 millions de Francs, Portenseigne est une entreprise commerciale des produits à haute technologie dans les domaines de la communication par le son, la vidéo, la sécurité, les systèmes de réception et de traitement de l'information.

Electroniciens

Pour prendre des responsabilités d'études et de conception dans les domaines de la vidéo-communication, des systèmes de réception et de traitement de l'information, participer comme technico-commercial à la préparation d'appels d'offres, aux ventes.

Mécaniciens
Pour assurer la mise en place d'un ensemble de production robotisée dans le domaine de la vidéo-communication, participer à la conception et à la réalisation de machines à commande numérique.

Portenseigne : M. Caron, 114, 94126 Fontenay-sous-Bois.

Philips, c'est déjà demain.

Diplômés d'écoles d'Ingénieurs et de Commerce

COMPAGNIE DES LAMPES : spécialisée française de l'éclairage, elle fabrique et commercialise des produits destinés aux professionnels et au grand public.

Avec 100 personnes, elle réalise un C.A. de 2,7 Milliards de Francs dont 1/3 à l'export.

FABRICATION

Ingénieurs généralistes ou mécaniciens, réalisez nos produits : automobile, fluorescence, éclairage public à économie d'énergie... Vous participerez au développement de cet ensemble à haut niveau de performance.

COMMERCIALISATION
Jeunes diplômés d'écoles de commerce, vous intégrez nos réseaux commerciaux présents dans toutes les régions de France et dans les marchés d'exportation. Pour répondre, vous serez appuyés par un marketing efficace et des produits de haute technicité.

COMME : M. Drouot, Tour Vendôme, 92000 Fontenay-sous-Bois.

Philips, c'est déjà demain.

Diplômés écoles de commerce

Ingénieurs débutants

Diplômés écoles de gestion, universités

Compagnie Française Philips
holding et prestataire de services pour les sociétés Philips France.

Gestion et Finance

Vous pouvez développer vos qualités d'ingénieur en utilisant vos connaissances en gestion, de l'organisation comptable et de l'audit interne.

Affaires sociales

Les relations humaines qui vous seront confiées dans les différentes unités de l'entreprise vous permettront d'acquies une expérience diversifiée de la fonction. Vous serez rapidement des responsables à la mesure de vos capacités et de vos ambitions.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo au CENOD - 40, rue Carnarutin 92000 Fontenay-sous-Bois.

Philips, c'est déjà demain.

20 Diplômés écoles de commerce

RTG : développe, fabrique et commercialise des produits à haute technologie dans les domaines de la micro-électronique, de la physique de l'état solide, de la vidéo, la sécurité, les systèmes de réception et de traitement de l'information.

INFORMATIQUE

Diplômés de grandes écoles d'ingénieurs à option informatique ou titulaires de Mages, vous deviendrez analystes et développeurs de logiciels, gèrerez les systèmes informatiques dans les centres de production.

GESTION ORGANISATION

Avec une double formation d'ingénieur et de gestionnaire, vous serez en mesure de prendre en charge les études générales d'organisation, d'information et de gestion des actions de développement.

COMMERCIALISATION

Diplômés d'écoles de commerce, vous intégrerez comme Attachés Commerciaux nos réseaux spécialisés pour y acquies une expérience diversifiée de la fonction commerciale. La qualité de vos résultats vous permettra d'évoluer au sein de l'entreprise.

RTG : M. Gilbert, BP 92130 Suresnes Cédex.

Philips, c'est déjà demain.

Ingénieurs électroniciens débutants

Philips Science et Industrie
La commercialisation de la mesure sera votre champ d'action. Vous connaîtrez la Micro-électronique, les systèmes de mesure électroniques à haute performance.

LA COMMERCIALISATION DE LA MESURE
S.A. Philips IC : M. Bideau, 105 rue de la République, 92002 Bobigny.

Philips, c'est déjà demain.

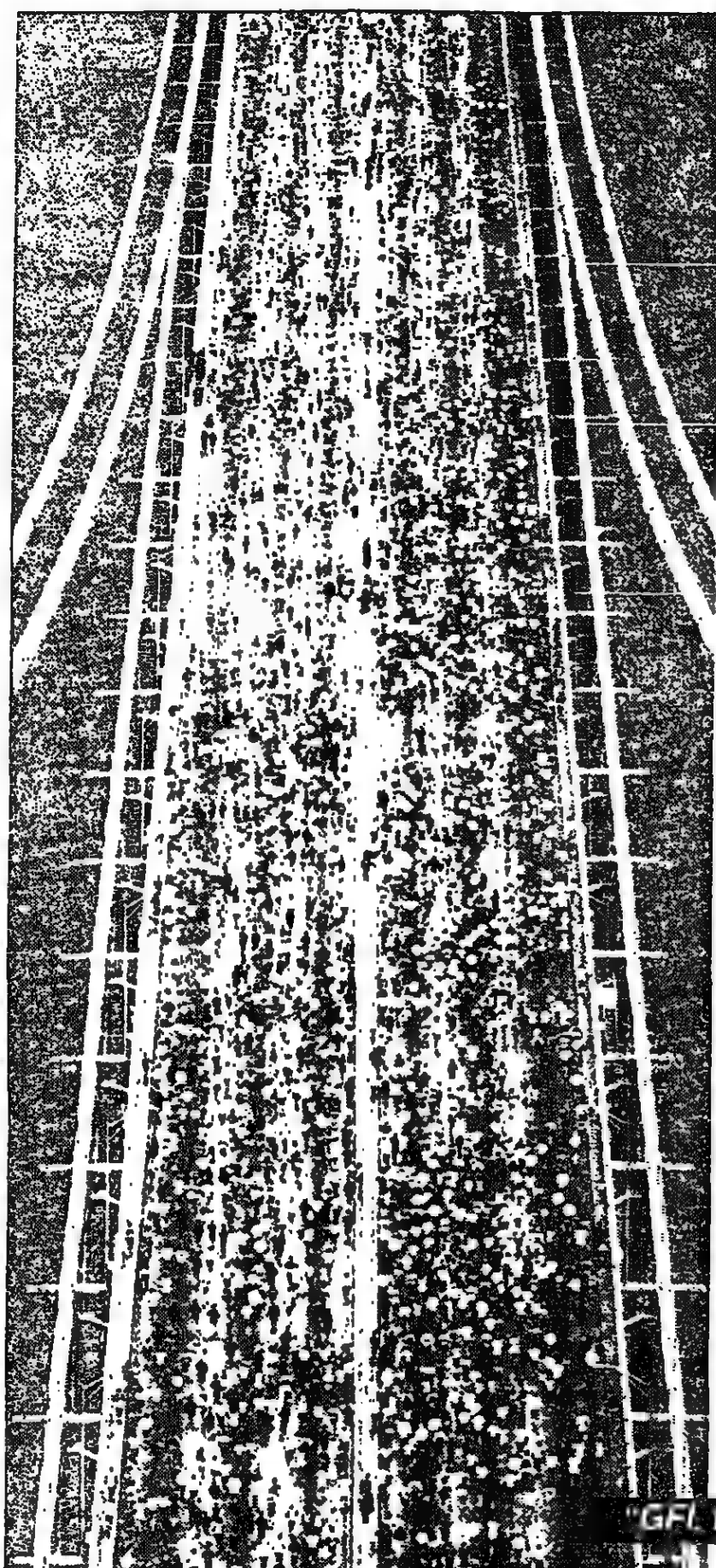


favorable à la formation, l'autonomie et l'épanouissement. Jeunes diplômés des grandes écoles d'ingénieurs ou de gestion, professionnels confirmés, vous parlez l'anglais, alors venez nous parler de vos ambitions, de nombreuses opportunités existent d'autres naîtront demain.

Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

JEUNES
DIPLOMÉS



DEPASSEZ-VOUS!

Chez GFI, nous avons une certaine éthique de l'information. Une sorte d'idéal. Nous croyons à l'urgence pour aller plus loin dans notre métier.

Exigeants, nous le sommes au premier chef avec nous-mêmes. Lorsque nous ouvrons pour la qualité de nos logiciels, nous les voulons parfaits.

Lorsque nous recrutons nos ingénieurs, nous voulons des débutants ou confirmés, nous voulons les meilleurs, capables d'adhérer à notre idéal, tant dans l'esprit que dans l'action, capables de déployer des atouts majeurs auprès des grandes entreprises. Créativité, rigueur, autonomie, disponibilité et enthousiasme, des qualités déterminantes qui font notre succès.

Exigeants, nos clients le sont. Pour eux, nous nous dépassons. Nous ne nous arrêtons jamais.

En optant résolument pour la performance, GFI investit dans l'avenir. Aujourd'hui, le Groupe Français d'Informatique est l'une des premières SSI françaises de dimension internationale, avec plus de 1 100 personnes, et un C.A. de 450 millions de francs.

Emboîtez le pas de notre réussite en adressant votre dossier de candidature à Madame Joseline Héraud, direction du personnel, GFI - Tour Neptune, cédex 20 - 92086 Paris 16.



GROUPE FRANÇAIS D'INFORMATIQUE

GFI, toujours un pas plus loin

Centrale, X, Mines
HEC, ESSEC, MBA

FAITES PARTIE DE NOS FUTURS DIRIGEANTS

- Une entreprise largement implantée sur le marché du crédit aux particuliers dans les biens d'équipement de la maison,
- une entreprise qui s'impose sur une large gamme de produits financiers,
- une entreprise dont la croissance est supérieure à 15% par an.

le CETELEM.

Venez nous rejoindre, vous prendrez dès votre arrivée de réelles responsabilités pendant à un profil de vos attentes : contrôle de gestion, marketing, développement à l'étranger, etc.

Votre parcours : des missions fonctionnelles et opérationnelles alternées. Avec nous vous ne serez jamais un spécialiste à vie.

Notre objectif : vous intégrer à terme dans notre équipe de Direction.

Pour vous convaincre que vous êtes parmi les meilleurs, adressez lettre, CV et photo à réf. 181 à Compagnie Bancaire - Service Orientation-Recrutement, 5 avenue Kléber - 75116 Paris.

cetelem

groupe de la compagnie bancaire

INGENIEUR AGRO
DEBUTANT

Groupe SUCOOP, 5.000 et 12 M.F. de C.A., est un des n° 1 de l'agro-alimentaire (transformation et conditionnement de viandes).

Outre les normes de qualité liées à notre activité, notre position de leader et notre volonté d'améliorer constamment nos prestations nous amènent à créer le poste d'

Ingénieur qualité

pour notre unité pilote de la Ferté Bernard

Par la mise en place de cahiers des charges industriels et de ses procédures d'application, vous contribuerez à la bonne image de nos produits par leur qualité. Interface entre la production et nos clients, votre autorité naturelle et votre rigueur seront aussi importantes que vos compétences techniques. Vous serez également amené, ponctuellement, à intervenir sur la mise au point de produits nouveaux. Une évolution à moyen terme vers des fonctions de production est envisagée pour ce poste.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à votre directeur des Ressources Humaines, B.P. 20 Chérel - 72401 LA FERTE BERNARD Cedex.



une force de la nature

SOCOPA

L'UNIVERS DE LA GESTION

client, spécialisé dans la fabrication de matériel médico-chirurgical, cherche à recruter un ingénieur américain expérimenté :

Chef Comptable

Paris 240 000 Frs + Vous supervisez les comptes (7 personnes) : comptabilité générale, clients et fournisseurs, paie, reporting. Vous rapportez au Directeur financier.

Vous avez une première expérience réussie à ce poste de Chef comptable d'entreprise et souhaitez élargir vos responsabilités au sein d'une entreprise en expansion. Vous possédez une excellente maîtrise des techniques comptables françaises (DECS) et anglo-saxonnes. Vous parlez et écrivez bien l'anglais et vous êtes rigoureux et soigneux.

contactez James Forde au 19-44.1.831.8431 ou envoyez un CV avec n° de tél et salaire actuel, réf. P1122 M à Michael Page International, 29-41 Parker Street, Londres WC2B 5LE, Royaume-Uni.



Michael Page International

Specialists in Finance Recruitment
London - Brussels - New York - Sydney



BANQUE DE L'UNION
EUROPEENNE

recherche pour sa
DIRECTION INTERNATIONALE

SPECIALISTE DES OPERATIONS DE COMMERCE EXTERIEUR H/F

- possèdent une formation supérieure
- disposent d'une expérience réelle (5 à 7 ans) des opérations : - de crédits garantis - d'eurocrédits.
- parlant couramment l'anglais (et si possible l'espagnol).

Le candidat aura la charge d'opérations bancaires à l'exportation : montage, négociation et suivi des affaires actuelles et nouvelles.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, réf. 8256 à B.U.E. Service du Recrutement, 75017 Paris Cedex 02.

CONTROLEUR DE GESTION H/F

Rattaché au Directeur Financier du Groupe vous aurez pour mission de tenir les comptes d'exploitation des usines, analyser les écarts par rapport aux budgets et aux standards.

Véritable spécialiste de la comptabilité analytique en coûts standards, possédant une expérience de 4 à 5 années en milieu industriel, vous êtes familier des centralisations de comptes, de l'établissement des budgets et des prévisions.

Interlocuteur privilégié des Directeurs des usines, vous superviserez un service composé de 9 personnes.

Anglais indispensable - poste à pourvoir à MEAUX - déplacements fréquents.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. cg886 à M. LUNET.



ITT Composants et Instruments
2, av. des Sablons Bouillants,
BP 133 - F 77101 MEAUX, France.

هذا من الاصل

Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

JEUNES
DIPLOMÉS

LOGISTA

Ingénieurs informaticiens

Ecoles

Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

Vous êtes DEBUTANT et vous cherchez une STRUCTURE D'ACCUEIL capable de vous apporter formation, diversité et technicité.

Vous possédez une PREMIERE EXPERIENCE de 2 à 5 ans et souhaitez donner un NOUVEAU SOUFFLE à votre carrière dans une société solidement implantée sur son marché et dont la taille privilégie encore le dialogue dans l'entreprise.

LOGISTA filiale d'un grand groupe français, rassemble aujourd'hui 265 collaborateurs et développe ses activités dans des domaines aussi variés que la TELEMATIQUE et les nombreux usages du système UNIX, L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE, L'INFORMATIQUE DE GESTION.

Depuis 10 ans, nous bâtissons une société que nous voulons originale, forte et indépendante. Si cela vous attire, envoyez-nous rapidement une lettre manuscrite d'un CV et une photo. Pour le reste accordez-nous quelques jours.

LOGISTA 30 quai de Dion Boston 92806 Putaux Cédex. A l'attention d'Hervé Caplier.

LOGISTA : DES HOMMES DE SOLUTIONS.

L'UNIVERS DE LA GESTION

BANQUE PRIVEE

Une banque privée plus performante de Paris recherche son

Chef comptable adjoint

270 000 FF +

Agé d'environ 30 ans et possédant le DECS, vous avez une première expérience ainsi que des connaissances en informatique.

Vous serez en charge de toutes les tâches et en particulier de la gestion d'une équipe de 6 personnes. Votre objectif sera la responsabilité complète du service comptable.

Vous serez rémunéré au 19.44, 1.831 0431 en envoyer sous réf 13553 un dossier complet (CV + photo + salaire actuel) à Michael Page International, 39-41, The Strand, Londres WC2R 5LH, Royaume-Uni.



Michael Page International

Specialists in Finance Recruitment
London • Brussels • New York • Sydney

Un homme d'avenir pour nos projets à venir

CONTROLEUR DE GESTION

FINANCIERE STRAFOR est la holding d'un groupe aux activités diversifiées et largement implantée en France. Le groupe est de 3,5 milliards de Frs.

Rattaché au directeur du contrôle de gestion "holding", le candidat évoluera au sein d'une équipe chargée d'analyser les performances de diverses entreprises en vue de la poursuite du redéploiement du groupe ; il sera responsable de l'audit opérationnel et à l'évaluation de projets et d'opportunités de reprises d'entreprises.

Le candidat devra être âgé de 30 ans, expérimenté en matière de gestion et posséder une formation HEC, ESSEC, ESCP ou école d'ingénieurs + MBA. La pratique de l'anglais est impérative, celle de l'allemand serait appréciée.

Le poste est basé à Strasbourg au sein d'un groupe performant coté en bourse. Des responsabilités opérationnelles au sein d'unités existantes ou à reprendre seront offertes à un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M. 13553 E à :

EGOR REGION EST

18, rue de la République - 67000 Strasbourg

PARIS BORDEAUX NANTES STRASBOURG

BELLEVILLE PERUGIA ROME MILAN LONDON MONTREAL

egor

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE PARIS

recherche pour son SERVICE CREDITS IMMOBILIERS

ATTACHE

DE CLIENTELE

B/F

Ayant une bonne expérience (5 ans minimum) du financement des opérations immobilières dans une Banque.

Il aura la responsabilité :
- des contacts avec les clients ;
- de l'étude des opérations ;
- de la gestion administrative ;

- de la surveillance des risques.
Ce poste requiert de solides connaissances juridiques et une bonne pratique de l'Anglais, parlé et écrit.

Merci d'adresser CV, photo et prêt à réf. 8420 à Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cédex 01, qui trans.

L'ECONOMIE A BESOIN DE NUMERO 1

Les Français au plus haut...
Commerciaux, Ingénieurs, Gestionnaires, Informaticiens, Financiers : participent à la qualité du service et à l'excellence de nos résultats. Jouez votre métier à la hausse !

UAP, Direction du Personnel, Service Recrutement Cadres (réf. MON/5), Tour Assur Paris-La Défense.

UAP

Placez votre réussite en 1er. Numéro 1 oblige.

TU AS VU LA VOITURE ? LAISSÉE SUR PLACE. LA PUISSANCE NE VAUT RIEN SANS LA SEMPLISSE, LA MANIABILITÉ. SI J'ETAIS CHEF D'ENTREPRISE, JE M'INTÉRESSERAIS AUX VEHICULES DE MES COLLABORATEURS. ON CONDUIT COMME ON SE CONDUIT. POUR MOI, LE TRAVAIL IDEAL C'EST LIER PERFORMANCE ET ADAPTATION AU TERRAIN. SI LE MARCHE EST EMBOUTILLÉ, JE VOUDRAIS TROUVER D'AUTRES VOIES, PROFITER DE TOUS LES PASSAGES ET AVOIR TOUJOURS DES FELIX VERTS. DIS, MAIS OÙ ROULER EFFICACE ?

SACILOR !



Jeunes diplômés, Sacilor vous attend là où vous ne l'attendez pas à SOLLAC, UNIMETAL, UGINE, ASCOMETAL, IMPHY dans les autres Sociétés du Groupe pour vous proposer des opportunités correspondant à vos souhaits de développement personnel dans des postes de production, de méthodes, d'informatique industrielle, de recherche métallurgique. Mobiles, pour PARIS n'est pas la France. Décidés, créatifs et professionnels, voulez réussir. Nous aussi.

Département Gestion des Ingénieurs et Cadres, Cédex 34.92072 Paris-La Défense.

GROUPE
SACILOR

L'ESPRIT D'INDUSTRIE

Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

JEUNES
DIPLOMÉS

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes d'

ingénieurs informaticiens

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maitrise.

De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- systèmes temps réel,
- informatique industrielle,
- logiciel de base,
- systèmes de gestion,
- systèmes de communication,
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et références à :
M. J. G. SYSECA,
Direction du Personnel,
315, boulevard de la Colonne,
92115 SAINT-CLLOUD
CEDEX

SYSECA
CA, MF de
borateurs
SA (Ingénieurs) est
une Société de services
et d'ingénierie informati-
que, partenaire d'un groupe
industriel de taille internationale.

L'UNIVERS DE LA GESTION

Importante société de services
appartenant à un groupe international
■ FILIALES, 300 POINTS DE VENTES EN FRANCE

L'ADJOINT DE SON DIRECTEUR ADMINISTRATIF & FINANCIER

Pour l'assister dans le contrôle de la comptabilité Société, comptabilité Fournisseurs, fiscalité, trésorerie, audit interne, crédit client.

Il aura, en outre, à participer à l'élaboration et la mise en place de la comptabilité d'une des branches d'activité.

Poste s'adressant à un jeune DIPLOMÉ ESC, DECS, ayant une première expérience réussie, et très motivé par le caractère évolutif de la fonction.

À MI-À-FAIRE

Écrire sous n° 7 346 LE MONDE JOURNALISTE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Banque
Populaire

UNE ENERGIE NOUVELLE
EN FRANCE

Afin d'accroître l'activité de son Agence Principale (environ 300 MF d'emplois ; environ 300 MF de ressources), avec les entreprises régionales, la Banque Populaire de la Côte d'Or recherche :

CHARGE (E) DE CLIENTELE ENTREPRISE

Basé à DIJON

- L'admission à l'Agence, vous prendrez en charge dans un premier temps, la gestion d'un portefeuille d'entreprises importantes. Professionnel du risque, vous devrez évaluer le potentiel régional et accroître votre part de marché.
- Une bonne culture générale acquise par une formation supérieure et une expérience d'au moins quelques années dans l'approche du risque, sont les principales exigences du poste.
- Homme de rigueur, mais aussi de développement, vos qualités d'animation vous permettront d'encadrer à court terme, l'équipe de Charges de Clientèle Entreprise de l'Agence.
- Le statut cadre (Classe V) permettra d'obtenir une rémunération de bon niveau.

RC
RATON CONSEILS

Note sur le poste ouverte à tout candidat préselectionné. Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et références actualisées, sous n° 200 037, Boulevard de la République 21000 Dijon. Confidentialité assurée.

Auditeur
interne

3M recherche pour son siège social situé à CERGY-PONTOISE un Auditeur interne. Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous justifiez d'une expérience réussie de 3 ans dans un cabinet d'audit externe ou dans un poste similaire.

Votre parfaite maîtrise de l'anglais lui est indispensable.

De bonnes connaissances en informatique seraient votre atout.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et références à :
M. J. G. SYSECA,
s/réf. 46/MG
3M FRANCE - Bd de
l'Yonne - 95006
CERGY-PONTOISE
Cedex.

3M

Vous qui aimez l'INFORMATIQUE

pourquoi spi ?

parce que SPI vous offre, après une formation personnalisée à ses méthodes et produits - progiciels techniques et de gestion - d'être les maîtres d'œuvre de projets originaux, en en prenant la responsabilité complète auprès de ses clients,

parce que SPI apporte à ses clients, grandes et moyennes entreprises industrielles et commerciales, des prestations complètes et très adaptées : Télégestion - Progiciels - Conseil - Système - Formation,

parce que SPI allie le dynamisme d'une SSII (500 personnes) dans des équipes jeunes à taille humaine à la politique rigoureuse d'un grand Groupe (SPI est filiale de PECHINEY),

parce que SPI a l'avenir devant elle : une ouverture vers l'Europe, les Etats-Unis et l'Afrique, une haute performance technique, des produits et outils nouveaux, un perfectionnement constant de notre encadrement par la formation interne,

enfin parce que ces quelques chiffres parlent d'eux-mêmes : triplement du CA en 5 ans, doublement des effectifs en 4 ans, plus de 2.000 terminaux, un vaste réseau de minitel, de télex et de fax.

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES ET UNIVERSITES

X-CENTRALE - SUPELEC - ENSIMAG - INP GRENOBLE ET TOULOUSE - IIE - DEA INFORMATIQUE.

Nous vous confierons très rapidement des responsabilités - réalisation, conception, développement - accompagnées de perspectives de carrière à la mesure de vos ambitions. (Réf. RM)

INGENIEURS CONFIRMES SPECIALISTES GRANDS SYSTEMES IBM

Nous vous proposons d'intégrer

• notre DIVISION PROGICIEL afin de participer au développement et l'installation de progiciels techniques ou progiciels de gestion,

• notre DIVISION TELEGESTION afin de prendre rapidement des responsabilités dans la mise en œuvre de projets importants,

• notre DIRECTION TECHNIQUE afin de mettre en place et d'améliorer nos méthodes de développement, et de participer aux choix techniques de nos projets. (Réf. LM)



Services et Progiciels
Informatiques

Si ces arguments sont les vôtres, pourquoi hésiter ! Adressez votre candidature manuscrite avec C.V. en précisant la référence choisie à notre Responsable du Recrutement - Eric Schlumberger - SPI 98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY



Jeunes ingénieurs

UNE IDEE DE GENIE : L'INFORMATIQUE



Ingénieurs Grandes Ecoles... choisissez l'idée à Paris et débutez le 7 juillet votre carrière en informatique de gestion !

Nous mettons sur vous en vous offrant 3 mois de formation complète et rémunérée aux techniques de base informatique.

Opérationnel dès le mois d'octobre vous acquerrerez rapidement des compétences vous permettant d'assumer des responsabilités techniques au sein de nos équipes d'études.

Nous sommes l'une des premières SSII françaises (600 personnes, CA 260 MF), leader dans le secteur BANQUES-FINANCES.

Nos 2 centres parisiens développent et mettent en œuvre les techniques les plus performantes dans le cadre d'activités logicielles, télématiques et réseaux, facilitant le management.

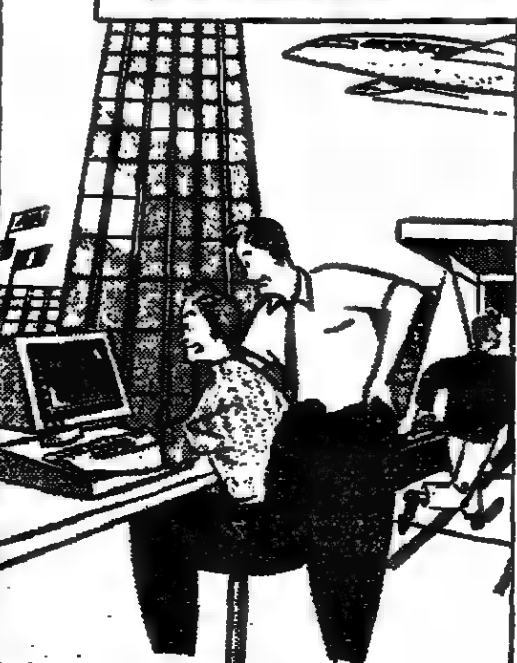
Votre goût de l'effort, de l'innovation ainsi que votre dynamisme et votre aptitude à communiquer feront la différence.

Si vous voulez informer votre diplôme, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et références) sous réf. ID 586 M, à Françoise Théron

137 Bd Voltaire, 75011 Paris.



JEUNES DIPLOMÉS ASSUREZ DANS L'ACTION!



Ingénieurs, Etudes Supérieures Scientifiques ou Informatiques ou issus d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous avez votre diplôme en poche, votre courage à deux mains et vous voulez l'action. Où la trouver ? Si vous l'annoncez, c'est déjà fait !

Qui sommes-nous ? La maison du premier groupe français d'assurances : AXA (30 milliards de CA, 8 pays, 6 millions de clients, 1 milliard de CA dont 100 à l'étranger).

Ce que nous vous proposons ? • DE VOUS FORMER, • D'AGIR POUR DEVELOPPER, • D'ANTICIPER, • D'INNOVER.

Après plusieurs mois de formation, vous deviendrez ANALYSTES EN INFORMATIQUE (réf. AH 1) et évoluerez, concevrez, mettrez en place des applications et services utilisateurs, (postes à pourvoir à Paris et Rouen) soit : INGENIEURS SYSTEME (réf. AH 2).

Vous serez la main d'œuvre de la maintenance du système d'exploitation, les performances du réseau et la télématique, conseilerez, apporterez la technique informatique. (Postes à pourvoir à Rouen).

Nous mettons à votre disposition l'ensemble de nos moyens : 2 IBM 4341, 2 IBM 4381, 1200 terminaux en France.

Dynamique et ouverture sont des mots qui vous passionnent ? Vous êtes déjà dans l'action ! Vous voulez assurer ? Rencontrez-nous !

Pour un contact, une information, une candidature manuscrite + CV + références (en précisant la réf. choisie) à MUTUELLES UNIES, PAVAGEAU, 75001 Paris.

Mutuelles Unies
PASSEZ A L'ACTION.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Pour une optimisation... des charges de travail...

Il est bien évident que vous aurez à gérer une équipe toute particulière, une UNITE (MF de F de CA, 300 pers.), d'un Groupe connu et réputé, travaillant sur des produits qui, non limités à l'exportation, deviennent caduques...

Directeur de production

une expérience professionnelle dans la LOGISTIQUE INDUSTRIELLE : management des expéditions (manutention), la production, des problèmes généraux au de l'extérieur. Les problèmes techniques, relevant de l'électro-mécanique et de la pneumatique, sont globalement maîtrisés.

HOMME : PRODUCTION, ingénieur (CFE, ENSI...) avec une expérience conséquente d'une équipe à déléguer et vos qualités personnelles : impact sur des équipes, vous prédestinent à nous rejoindre. Un premier poste, dans la DIRECTION COMPLETE de CETTE USINE : à ce, en l'honneur Sud de Paris.

DAIRAL, notre conseiller, adresse votre résumé de candidature (lettre manuscrite + C.V.), sous la référence V/DP/LM.

APCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



public gestion

recherche pour le

CONSEIL REGIONAL D'AQUITAINE

son futur

directeur de l'informatique et de l'organisation

Ce cadre de haut niveau dépendra directement de la Direction Générale. Il assurera le développement, la mise en place et l'exploitation des systèmes informatiques et bureautiques et conseillera les utilisateurs sur l'organisation de leur système d'information.

Pour un poste d'ingénieur Grande Ecole, CNAM ou Universitaire avec une expérience de 8 à 10 ans des responsabilités informatiques. Vous êtes rompu à la conduite de grands projets dont vous maîtrisez parfaitement toutes les composantes méthodologiques, techniques, humaines, organisationnelles, financières.

Une première expérience des circuits d'information de l'Administration Régionale ou des collectivités locales serait un avantage apprécié.

SITUATION :

BORDEAUX

MATÉRIEL :

BULL M11N-6 (1986 10)

Merci d'adresser votre C.V. à MARIE-JO MARTIAL sous réf. 851-M indiquant si possible un numéro de téléphone, au 6, Place de l'Iris, Tour Manhattan, Paris La Défense 2.

Futurs Directeurs de restaurant

ECOLE DE COMMERCE OU GESTION UNIVERSITE

Première chaîne mondiale avec plus de 10 000 restaurants répartis dans 110 pays. MCDONALD'S poursuit son implantation en France.

Dans le cadre de son expansion, nous souhaitons recruter nos FUTURS DIRECTEURS DE RESTAURANT.

Agés d'environ 25-35 ans, de formation supérieure commerciale (ESIC ou équivalent), vous avez une première expérience professionnelle réussie (un débutant motivé par l'enthousiasme postuler). Du plus, vous parlez anglais.

Après une période de formation théorique et pratique, vous rejoindrez le réseau de l'un de nos restaurants à PARIS.

Le travail se fera à l'intérieur même de votre restaurant où vous pourrez mettre vos qualités d'homme de terrain à l'épreuve : gestion économique, recrutement et formation du personnel, exploitation de l'unité opérationnelle.

Nous recherchons des hommes et des femmes à fort

potentiel, disponibles, rigoureux, ayant le sens de l'initiative et la volonté de réussir. Vous pourrez alors accéder rapidement à de hautes responsabilités au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre manuscrite, C.V., présent et photo, sous la réf. ER/LM, à Etienne REMOND MCDONALD'S FRANCE 50, quai Le Gallo - 92110 NEUILLY-SEINE.



En France,

comme ailleurs, quand on sème l'enthousiasme, on récolte la réussite !

Directeur d'antenne

radio notre dame 100.2 FM

une puissance de rayonnement plus forte et la constitution d'un réseau, RADIO NOTRE DAME, créée par l'archevêché de Paris, va prendre une place stable dans le panorama FM. Elle recherche pour animer une équipe jeune d'une quinzaine de salariés (rédaction, animation, technique et gestion) et d'une centaine de collaborateurs bénévoles, un directeur d'antenne. Son action doit permettre d'accroître l'audience en favorisant l'équilibre des programmes. Professionnel de ce média et homme cultivé, le directeur d'antenne conduira l'évolution de la grille des programmes (magazines, émissions thématiques, couleur musicale...) et doit promouvoir l'image de sa radio tant sur ses ondes qu'à l'extérieur. Il est responsable de la bonne marche de l'outil devant le directeur. Son âge (la trentaine) et ses convictions personnelles sont nécessairement en harmonie avec le projet. Il bénéficie du statut de presse.

RADIO NOTRE DAME recherche également de jeunes journalistes (école de journalisme, IEP ou expérience radio locale) pour l'information religieuse et les faits. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/D 2777M.



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Offices PA Minitel 1111.11.11 code PA

Als. - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Le Monde

L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde

GRUPE INDUSTRIEL A VOCATION INTERNATIONALE réalisant plusieurs dizaines de milliards de FF CA recherche pour son siège à PARIS, un

CREDIT MANAGER

pour principales missions de : concevoir le politique crédit du Groupe, en coordonner l'application et en assurer l'animation dans l'ensemble des filiales françaises et étrangères, développer les moyens de contrôle et améliorer le reporting, analyser et gérer le risque-pays (70% des activités sont étrangères), assurer les relations avec les organismes spécialisés (COFACE, DREE, Banque Mondiale...) Banques et Compagnies d'assurance.

PROFIL : 30/40 ans, de formation supérieure (Finances/Gestion) maîtrisant l'anglais, ayant une expérience des procédures de commerce international (Coface, opérations documentaires, montages financiers), pouvant justifier d'une expérience dans le domaine dans une société industrielle exportatrice.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 1111 à Contesse Publicité, 1111, l'Opéra - Paris Cedex 01, qui transmettra.

BANQUE PRIVEE

en forte expansion, filiale d'un groupe financier et industriel, nous recherchons un

adjoint au directeur comptable

Ce Cadre Niveau VI, titulaire du DECS, devra justifier d'une expérience d'au moins 5 ans en comptabilité, acquise dans une banque moyenne de préférence à caractère financier. Une formation complémentaire de type IEP ou CESS sera un atout supplémentaire.

Veuillez envoyer votre C.V. à MARIE-JO MARTIAL

indiquant un numéro de téléphone, sous référence M 661, Tour Manhattan,

6, Place de l'Iris, 92095 Paris La Défense 2

Chez un AGENT de CHANGE...

Optimiser l'Organisation des Services...

Une CHARGE d'AGENTS de CHANGE connue et réputée, moderne et s'alliant, ressent le besoin de confier à un

Auditeur senior

l'analyse et le diagnostic d'une situation que « l'explosion » des flux financiers rend particulièrement évolutive.

Dépendant de la DIRECTION GENERALE, vous devrez lui présenter des solutions concrètes et fiables où le pragmatisme de rigueur. Mais votre rôle ne se limite pas à un constat, fût-il très argumenté : il vous sera demandé de mettre en place, une fois les décisions prises, les améliorations que vous aurez suggérées, et ce, en liaison avec les Champs de Service. Un équilibre entre conception et réalisation.

diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (option finances-compta), justifiant d'une expérience professionnelle dans l'audit dans la comptabilité de haut niveau, vous souhaitez, à présent, mener une carrière au sein d'une même entreprise, qui devrait vous permettre de prendre, par la suite, la responsabilité du CONTROLE GENERAL à bientôt...

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous la référence V/DP/LM.

APCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Intel Corporation, filiale de Intel USA, leader mondial dans le domaine de la micro-électronique, recherche pour son siège à Saint-Quentin-en-Yvelines

CADRE COMPTABLE H/F

Titulaire d'un DECS, pouvant justifier d'une première expérience de 1 à 2 ans.

Nous lui confierons la comptabilité et le contrôle d'une filiale : comptabilité générale, déclaration fiscale, prévisions, analyses des écarts, reporting.

La connaissance de la comptabilité anglo-saxonne ainsi qu'un bon niveau d'anglais sont nécessaires pour ce poste évolutif.

d'adresser votre CV, sous réf. CC/96 à la Direction Ressources Humaines, Intel Corporation, 1 rue Edison,

BP 303, 78054 Saint-Quentin-en-Yvelines Cédex.

مكتبة من الراسل

Le Monde

L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde

Grande Banque Etrangère Succursale de Paris (Champs-Élysées) recherche plusieurs postes dans le cadre de son expansion :

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT H/F

Responsable de la promotion des opérations bancaires. Expérience similaire nécessaire. Âgé de 35-45 ans environ, formation de type grandes écoles. RM. DGA

SERVICE OPERATIONS IMPORT-EXPORT ET ADMINISTRATION DE CREDIT

— ASSISTANT DU CHEF DE CREDITS DOCUMENTAIRES H/F : expérience des opérations accreditées, des remises documentaires. Connaissance parfaite de la réglementation relative à l'import/export. Position cadre. RM. AGD

— EMPLOYE GESTION CREDIT H/F : chargé du contrôle des échéances, des saisies et des pièces comptables, et d'assurer également le secrétariat du Directeur Général Adjoint (dictylo). RM. EGG

SERVICE TRESORERIE ET CHANGES

— CHEF TRESORERIE FRANCS DOMESTIQUES H/F : bonne expérience du marché France Domestique. Connaissance professionnelle nécessaire. RM. CTF

— EMPLOYE TRESORERIE SERVICES H/F : assistant de trésorerie en devises. Anglais nécessaire. RM. ETS

— EMPLOYE, GRADE GESTION TRESORERIE H/F : avec expérience dans le Back-Office des trésoreries et des changes. RM. EGT

SERVICE COMPTABILITE

— EXPERT COMPTABLE FISCAL H/F : du contrôle des comptes bancaires. Diplômé IEC, ESSEC, ou formation similaire avec minimum 2-3 ans d'expérience professionnelle. Possibilités d'évolution. RM. ECF

L'anglais est souhaité pour l'ensemble de ces postes.

Pour un premier contact nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et s'il y a lieu, du poste choisi) à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris cedex 01, qui transmettra.

BANQUE QUARTIER EUROPE

DEPARTEMENT : CLIENTELE PRIVEE - BOURSE - TITRES - SERVICE FINANCIER

recherche pour Gestion Administrative
« Service Bourse-Titres - Service Financier »

CADRE

- 35-40 ans.
- Diplôme études supérieures (BAC + 4).
- Expérience bancaire - Gestion administrative et organisation du travail.
- Connaissances et expérience organisation informatique.
- Connaissances valeurs mobilières.
- Travail d'équipe et responsabilités de commandement.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et références, s/réf. 3807/LM, à O.C.B.F. SERVICES 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS, qui transmettra.

services

VOUS ASSISTEZ DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

**TECHNICIEN H/F
AFFAIRES INTERNATIONALES**

La Caisse Régionale de CREDIT AGRICOLE MUTUEL de Loire-Atlantique vous propose de rejoindre son unité AFFAIRES INTERNATIONALES, rattachée au département du CREDIT aux ENTREPRISES.

Votre intérêt pour ce domaine s'est déjà traduit par une expérience d'environ 2 à 3 ans dans un service bancaire international et (ou) par une formation supérieure spécialisée vous permettant d'être rapidement opérationnel.

Dans les deux cas, nous nous attachons à vos qualités d'initiatives, à votre esprit d'analyse et de synthèse, à votre sens de l'organisation, mais aussi à votre goût et à vos aptitudes pour le contact client.

Pour participer à notre développement, veuillez adresser votre candidature avec lettre manuscrite, curriculum-vitae et photo à : C.R.C.A.M. de Loire-Atlantique, Monsieur le Chef du Personnel La Garde - Route de Paris 44076 NANTES Cedex.

CREDIT AGRICOLE

La banque est prête de chez vous

emploi régional

Electronique grand public

RESPONSABLE DE LA LOGISTIQUE

SONY

Notre groupe crée une usine de 250 personnes en Alsace, près de COLMAR (68). La prévision d'importants flux de matières nous amène à créer la fonction de responsable de la logistique comme un poste-clé de notre organisation.

Rattaché au directeur d'usine, le candidat se verra confier la totalité du contrôle des mouvements de matières :

**ACHATS - APPROVISIONNEMENTS ET NEGOCIATIONS
CONTROLE INTERNE DES MATIERES (MAGASINS - STOCKS - ORDONNANCEMENT)
IMPORT - EXPORT ET EXPEDITIONS.**

Il assurera un service d'une dizaine de personnes et bénéficiera d'un outil informatique très sophistiqué.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur généraliste âgé d'au moins 30 ans, parfaitement rompu aux négociations et à la pratique des achats, si possible dans un contexte international et un environnement électronique. La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Nous proposons l'expérience passionnante d'un démarrage d'usine pour le compte d'un groupe international, au cœur du vignoble alsacien. Nous offrons un contexte de haute technologie et de larges possibilités d'évolution.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence MJ 301600 B à :

EGOR REGION EST
18, rue Auguste Lamey - 67000 STRASBOURG

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor

groupe cic

Pour renforcer
ses équipes commerciales
recherche

CADRES D'EXPLOITATION

Vous possédez une formation supérieure et une solide expérience bancaire.

Vous êtes rompu(e) à l'action commerciale, dynamiques et sensibilisé(e) aux techniques de management.

Vous acceptez une mobilité dans le grand Sud-Ouest (Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon).

POSTES A POURVOIR :
DIRECTEURS D'AGENCE, CHARGES DE CLIENTELE ENTREPRISES, REDACTEURS D'ENGAGEMENTS.

JEUNES DIPLOMES

Vous avez une formation supérieure (bac + 2 ou 4) et acceptez au sein de l'exploitation une mobilité géographique dans le grand Sud-Ouest.

Adresser vos candidatures
lettre manuscrite + C.V. + photo et références à :
Bernard CAMARTY S.B.C.I.C.J.D.R.H.S. BP 501
33001 BORDEAUX CEDEX

Grand Groupe International
Pour une nouvelle conception de l'AUDIT...

Deux Jeunes Auditeurs Internes (H/F)

La remise en question au sein d'un grand groupe n'est pas chose facile. C'est pourtant ce que vient de réaliser la Présidence de ce groupe de notoriété mondiale en créant une direction de l'audit qui lui est rattachée.

Cette nouvelle équipe mobile et pluridisciplinaire composée de jeunes ingénieurs, comptables, financiers, est chargée d'intervenir en assistance et conseil auprès des directions des filiales, afin d'améliorer la performance de l'organisation, et bien sûr les résultats.

La volonté de ce groupe est de faire de vous des professionnels de valeur et de vous proposer à terme des opportunités très concrètes au sein de ses 150 filiales, chiffre d'affaire consolidé : 45 milliards de France.

A 25 ans environ, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou de Gestion, titulaire du DECS, vous possédez une expérience de 1 à 2 ans, acquise en milieu de type anglo-saxon. Aujourd'hui, vous préférez développer votre expérience au sein d'un groupe international qui pourra satisfaire votre ambition.

Envoyez votre dossier de candidature à TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS, en précisant la référence NLB 54806 M. Le consultant sera heureux de vous présenter ce projet d'entreprise et la fonction.

The Executive Group
(France)

ADJOINT CONTROLEUR DE GESTION

Nous sommes une grande marque de parfums et de produits cosmétiques à vocation internationale.

Nous recherchons un adjoint à notre Contrôleur de Gestion, qui sera chargé de :

- participer à l'élaboration et au suivi des budgets, en liaison avec les Directions Opérationnelles.
- mettre en évidence et analyser les écarts, les résultats et les performances.
- veiller à la fiabilité des circuits, des systèmes d'information et au respect des délais en liaison avec l'équipe informatique.
- assurer un rôle de conseil et d'assistance auprès des Directions Opérationnelles.

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESL - Maîtrise de gestion) DECS apprécié, vous avez une première expérience du Contrôle de Gestion en site industriel et êtes familiarisé avec l'outil informatique.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, à 1182/LM.

MEIA

Responsable des produits électroniques de la division électroménager

Vous êtes ingénieur électronique, avec une expérience de 5 ans environ, nous vous proposons d'être le responsable du groupe d'études chargé des développements des produits électroniques de notre division ELECTROMENAGER, premier producteur européen de programmeurs pour machines à laver.

Vos missions essentielles seront :

- d'animer l'équipe d'étude sur les plans technique et humain.
- de rechercher le meilleur compromis entre les solutions techniques, les coûts, la qualité, les délais et le respect des cahiers des charges.
- de suivre les produits tout au long de leurs développements industriels jusqu'à la fabrication en série.

Le poste est à pourvoir à Valence.

Crouzet

Envoyer votre dossier de candidature au responsable du recrutement, Crouzet SA, 25 rue Jules Verne, 26027 Valence en précisant la référence DEF/LM.

AQUACULTURE

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT
AQUACOLE

DIRECTEUR

Formation supérieure (bac + 5), gestion, commerce, agro, premier emploi accepté.

Il assurera la responsabilité :

- du conseil d'administration ;
- la gestion administrative et financière ;
- la direction d'une équipe de terrain ;
- les relations avec les responsables techniques, économiques, etc.

Il aura pour mission :

- d'assurer le contrôle des programmes de développement et l'assistance aux entreprises ;
- de développer des actions nouvelles susceptibles de favoriser la création d'entreprises aquacoles.

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo récente et références à :
M. le Président de la SEMIAC
Hôtel du conseil général
2, rue de la Mairie
17000 LA ROCHELLE

مركز من رلاصل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

FORMEZ-NOUS



2^{ème} Groupe U.S. Industrie Chimique 6^{ème} Groupe Mondial
C.A. mondial 11,4 milliards de dollars C.A. France 11 milliards de Francs 1200 personnes.

Nos outils informatiques auprès utilisateurs un développement majeur (implantation de P.C., systèmes à la décision, infocentre...), ce développement, nous recherchons

Responsable de formation chargé d'optimiser l'utilisation de traitement de l'information

Vous serez intégré dans l'équipe de formation et rattaché au Training Manager France. Votre mission sera de définir les actions de formation nécessaires pour l'adaptation permanente des utilisateurs au développement des outils informatiques.

Vous devez être supérieur en gestion (cycle de gestion) vous aurez acquis au cours d'une première expérience, la connaissance des outils et leur compréhension, l'utilisation de l'utilisateur et de son environnement d'écoute, vous devez être capable de travailler en équipe.

d'esprit pour mener à bien les projets pratiques l'anglais vous est indispensable pour dialoguer avec les partenaires européens et permettra d'évoluer au sein d'une organisation internationale. Une précision : le poste est basé à NICE, le Parc d'Activité Sophia Antipolis. Nous vous y attendons.

Ecrivez-nous en précisant la référence R.F.L. DOW CHEMICAL FRANCE, Humaines, Parc Sophia Antipolis, BP 31, 06100 VALBONNE CEDEX.

* Marque déposée. The Dow Chemical Company



VOTRE TECHNICITE CREERA LA DYNAMIQUE DE VOTRE CARRIERE

Notre politique dynamique d'investissement résulte de l'adéquation entre une recherche constante de la qualité de la productivité et le souci des conditions de travail du personnel. Cette technique de l'innovation est la réputation internationale de nos marques (PINGOUIN, RODIER, STEMM, etc.). Produire, au sein du Groupe PROUVOST, est toujours synonyme de créativité, d'ingéniosité, mais aussi de pragmatisme et d'efficacité. Ces aptitudes sont nécessaires pour résoudre les problèmes de mécanique

thermique liés au traitement des fibres (naturelles ou synthétiques), comme pour résoudre les problèmes de fabrication de nos produits. L'importance des postes qui vous seront confiés nécessite des préliminaires rigoureux. Nous prévoyons un cycle d'intégration dans nos unités de production de la région Nord pour vous permettre d'appréhender nos méthodes de management. Au travers des responsabilités techniques et humaines que vous assumerez, nous apprécierons vos potentialités.

que vos aptitudes pour vous confier ensuite la responsabilité d'un service, d'une unité, voire la Direction Technique d'une filiale à l'étranger (U.S.A., Afrique, Australie, etc.). Pour postuler valablement, les candidats des formations requises doivent un dossier de candidature expliquant leurs motivations et compétences sous réf. DT/M : Nadine FOURNIER - Direction des Ressources Humaines - PROUVOST S.A. - 149, rue d'Oran - 59100 ROUBAIX.

PROUVOST S.A.

emplois internationaux emplois internationaux
(et Transatlantique Atlantique Mer) (et Transatlantique d'Outre Mer)

MANAGEMENT CONSULTANCY

Training Consultants

International Management Consultants looking for bright and ambitious applicants from 35. The ideal candidate should have 3 to 4 years business experience in manufacturing, production or industrial environment. He has not only technical competence and experience in behavioural based management training but also personal qualities to work confidentially with very senior managers both in small groups and individually. Fluency in English is a must. Applicants with fluency in Italian, Scandinavian or other European languages will be given preference. Non-EEC nationals should not apply.

After an on-the-job training period, you will be able to apply proven management techniques for improving business performance in diverse areas. The position involves travel but does not require relocation. You will have an excellent opportunity for rapid advancement in both earnings and responsibility.

Send your application and complete C.V. with salary history to Universal Communication, chaussée de La Hulpe 122, 1050 Brussels, Belgium, who will forward. Please mention the reference 265 on the envelope.

Chargé d'affaires international.

Vous participerez au développement de notre C.A. dans le domaine des assurances collectives des entreprises multinationales.

Diplômé (e) d'une grande école de commerce ou équivalent, vous avez une première expérience. Vous maîtrisez la langue anglaise, indispensable à la coordination avec nos partenaires étrangers.

L'habitude de la négociation avec les entreprises faciliterait votre adaptation à notre activité de service de haut niveau.

Merci d'adresser votre manuscrite, C.V., photo et prétentions à référence CAI à Patrice de Villiers Service Recrutement - DROUOT ASSURANCES - 1, Place Victorien Sardou 92 MARLY LE ROI.



Ingénieur d'affaires export systèmes de péage pour transports publics

Notre Division Terminaux et Systèmes parmi les leaders mondiaux du marché des systèmes de péage pour transports publics (metro, bus, chemins de fer).

Nous proposons d'y développer votre chiffre d'affaires à l'exportation.

Vos principales responsabilités :
- prospection et préconisation de savoir-faire,
- préparation et négociation des offres, suivi des clients,
- participation à l'analyse du marché et la concurrence.
Votre formation supérieure, votre expérience commerciale réussie dans la vente de biens d'équipements de nature technique et votre anglais courant sont les qualités indispensables que nous vous demandons.

Ce poste, basé à Valence, comporte bien sûr de fréquents déplacements.



Envoyer votre dossier de candidature au responsable du recrutement, Crouzet S.A., 25, rue Jules-Vérines, 26007 Valence précisant la référence PEAG/LM.

UN INGENIEUR CHIMISTE SPECIALISTE DU CAOUTCHOUC

Pour une fonction Technico-Commerciale
à forte perspective évolutive, en secteur Industriel

Cette entreprise importante de la région POITOU-CHARENTES (1000 pers.) est spécialisée dans le domaine des caoutchoucs et plastiques, destinés à l'industrie et au Bâtiment. Pour son département Caoutchoucs, elle recherche un ingénieur diplômé, spécialiste des relations technico-commerciales à un ingénieur diplômé, spécialiste de la prise en charge des fonctions techniques, production et management des hommes. Ce poste évolutif, vos compétences caoutchouteuses confirmées, votre familiarisation avec les contacts clients, pour la mise au point des produits et les études industrielles, vous permettront d'exprimer pleinement votre compétence. Merci d'adresser votre lettre de candidature, complète, photo et actualité, sous la réf. M 351594 D à :

EGOR AQUITAINE

29, Cours Georges Bonnet - 44000 NANTES

LYON NANTES TOULOUSE

MILANO ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TORONTO



SHR 200.000 F./AN + MARSEILLE

RESPONSABLE DU SERVICE PERSONNEL HF

Nous sommes une Société spécialisée dans la gestion de collectivités (entreprises scolaires, hospitalières) qui bénéficie d'un constant développement. Notre présence est Nationale avec 11 Directions de Région, un effectif de 1500 personnes et un CA de 600 MF. Rattaché au vice-président, vous aurez l'entière responsabilité des activités liées à l'administration du personnel : superviser les préparations et les payes, traitement sur IBM 38, applications des dispositions légales, tableaux de bord, préparation des élections, etc. Votre service joue un rôle important de conseils et d'appui (régulation, procédures, dossiers...) vis-à-vis des DR. Vous avez 30 ans et plus, de formation supérieure (DUT, licences), une première expérience dans la fonction. Autonome, créatif, vous saurez développer les compétences de votre service et évoluer progressivement vers une Direction de Fonction. Merci d'adresser votre lettre de candidature, complète, photo sous réf. 06-86. Entretien Paris-Marseille.

AGAT CONSULTANTS

41, Boulevard du Montparnasse - 75001 PARIS

Tél. 42.22.52.50

Réponse et discrétion garanties - Membre de la CSNCR



recrute pour son centre de TOULOUSE

Chargé(e) d'étude en chimie analytique

Le (la) candidat(e) titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'un doctorat en chimie ou en biochimie aura une expérience en analyse des substances chimiques et biochimiques de synthèse. Ses connaissances en chromatographie et électrophorèse appliquées aux peptides sont indispensables. Au sein du service d'analyse, il (elle) sera responsable des études de la constitution des dossiers analytiques et nouvelles molécules et leurs formes galéniques.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à : SANOFI RECHERCHE, service du personnel 195, Route d'Espagne - 31035 TOULOUSE Cedex.

NICE
École Française pour élever
des chercheurs
PROFESSEURS

exp. VIF et DUT expé parlent
bien anglais, plein temps, poste
permanent ou pour juillet/août
Ecrire avec CV dé.
INSTITUT DE FRANÇAIS
06230 NICE-sur-Mer.

Nous prions instamment nos
annonceurs d'avoir l'obligeance de
répondre à toutes les lettres qu'ils
reçoivent de restituer aux
intéressés les documents qui leur
ont été confiés.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



RECRUTEMENT DE PARIS

Nous sommes une BANQUE COOPERATIVE ET REGIONALE, de taille humaine (800 personnes) se développant plus rapidement que son marché. Désireux de nous maintenir à la pointe du progrès afin de satisfaire au mieux notre clientèle.

Nous recrutons

"UN RESPONSABLE DES SERVICES MOYENS GENERAUX"

- Profil :**
- Vous êtes titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur à dominante gestion.
 - Vous avez une expérience d'au moins 5 ans comme responsable du service achat d'une entreprise, ou équivalente, durant laquelle vous avez mené des négociations avec des fournisseurs et animer une équipe importante.
- Missions :**
- L'optimisation des moyens humains et techniques de nos services de traitement du courrier, archives-reprographie, économie-imprimerie.
 - La tenue des budgets et fonctionnement importants.

Réf. 86 06 10 F

"UN RESPONSABLE DU SERVICE MOYENS DE PAIEMENT"

- Profil :**
- Vous êtes ingénieur en informatique et intéressé par les nouvelles applications dans ce domaine.
 - Vous avez une bonne connaissance de l'activité bancaire.
 - Persuadé que le développement de la banque passe par la mise en oeuvre de nouveaux produits et services tels que la monétique, vous souhaitez participer à leur mise en place.
 - Vous avez le goût des responsabilités, l'expérience de l'animation d'une équipe.

Missions :

- Gérer les différents moyens de paiement (monétique, clientèle électronique...)
- A ce titre, vous aurez à :
- Veiller à la qualité des prestations fournies.
- Proposer des solutions permettant d'accroître la productivité.

Réf. 86 06 10 G

"UN TECHNICO-COMMERCIAL"

- Profil :**
- Vous possédez un diplôme de l'enseignement supérieur du type DUT informatique et vous avez une expérience d'au moins deux ans dans le conseil et la réalisation de logiciels informatiques.
 - Vous êtes dynamique et avez l'ambition de créer des produits associant l'informatique à la banque.

Missions :

- Développer les applications à caractère informatique auprès de notre clientèle.

- Dans un cadre, vous devez :**
- Prospecter notre clientèle pour analyser ses besoins.
 - Lui proposer des solutions techniques de la banque (IBM, site central, micro-ordinateurs) et le développement de nouvelles réalisations spécifiques.
 - Conseiller et assister notre clientèle pour la mise en oeuvre de leur propre micro-informatique.

Réf. 86 06 10 H

Adresser votre candidature, avec lettre manuscrite, curriculum vitae et photo en précisant la référence choisie à notre service de recrutement, 11 boulevard Jules Guesde - 93200 SAINT-DENIS.

Pour un organisateur de valeur un bon placement : la banque

Nous, banque moyenne de dépôts, filiale de l'un des tout premiers Groupes Financiers Français, nous gérons - à travers un réseau d'agences en métropole - une clientèle de particuliers et de PME, présente dans les secteurs les plus actifs (professions libérales, services, négoce international...).

Vous (Sc. Po., ESC...), votre premier parcours, informatique, et dans la Banque de préférence, est déjà prometteur, puisque vous avez développé et exploité avec succès des logiciels informatiques et le fonctionnement interne de nos institutions.

Vous êtes prêt maintenant à prendre la responsabilité "Organisation Informatique" que nous vous proposons :

- En liaison avec notre SSII - auprès de laquelle vous êtes notre porte-parole - vous concevez de nouveaux produits et développez des applications informatiques répondant aux besoins que nous vous identifions sur le terrain.

Par ailleurs, conjuguant parfaitement procédures et outils, vous apportez vos conseils et votre assistance aux opérationnels (au Siège et dans les Agences) en matière d'organisation administrative.

Ce poste est basé à Paris ; c'est pour un homme d'avoir, un bel investissement.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier à SEFOP, à notre Conseil, sous réf. ROI 667 M.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE L'UNITEC

emploi international

(départements d'Outre Mer)

Leading multinational company has a vacancy for a

YOUNG FINANCIAL ANALYST

This post represents an outstanding opportunity for someone with a recognised accounting qualification.

The role will call for someone of initiative capable of preparing, analysing and interpreting financial statements, tables and statistics.

Candidates must have the confidence and personality to perform well under pressure. Extensive weekly travel will be required but no relocation.

Fluency in English is a must, additional languages would be a real asset.

Opportunities for career development are excellent in a fast-moving and demanding business.

Please apply immediately and send your detailed C.V., mentioning present earnings, under reference 252, Universal Communication, chaussée de La Hulpe 122, 1050 Brussels, who will forward.

Envisagez votre carrière sous l'angle de l'informatique

La Caisse Nationale de Crédit Agricole, pour accompagner l'expansion de ses services d'Informatic, propose à St Quentin en Yvelines, des postes de

CHEFS DE PROJETS

Il s'agit de projets motivants touchant les secteurs en développement des activités commerciales et financières des techniques de pointe.

Diplômé(e) d'une Grande Ecole scientifique ou de gestion, vous avez également une expérience de l'informatique de gestion sur des systèmes de 1 à 4 années.

Si vous souhaitez venir découvrir ces opportunités au CREDIT AGRICOLE, adressez-nous votre lettre de candidature, CV détaillé et rémunération actuelle, sous référence EDT 0629 à CNCA, Service Gestion des Ressources Humaines, St Quentin en Yvelines, 78100 GUYANCOURT.

LA CHAMBRE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU LOIRET recherche

responsable de l'antenne de Montargis

La mission est de représenter et d'appliquer à Montargis la politique définie par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Loiret. Elle sera le même sur place que dans les autres P.M.E. industrielles et commerciales (formation, gestion financière, export, implantation en Z.I.) en liaison avec les services spécialisés du siège à Orléans. Il animer une équipe de 10 personnes.

Ce poste peut convenir à un titulaire de 28 minimum, formation ESC, Sciences Eco ou équivalent, pouvant justifier d'une expérience de 2 à 3 ans en P.M.E. ou dans une C.C.I. Sans aptitude particulière, la capacité d'autonomie seront appréciées.

Merci d'adresser la candidature manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. J 175 à Remy OPPERT, PAJ Conseil, 8, av. de Camille, 75116 PARIS.

MEMBRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU LOIRET

EN RECRUTEMENT

Filiale française d'un important groupe chimique international

recherche

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

ayant quelques années d'expérience pour :

- Développer les ventes de produits chimiques de base existants.
- Développer nouveaux produits destinés à diverses industries : traitement de surfaces, agrochimie, revêtements routiers. Anglais indispensable.

Adresser C.V. détaillé et prétentions sous n° 7 340 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montesson, 92117 Paris, qui transmettra.



SAS Institute

Nous sommes la filiale française d'une société américaine leader sur son marché, 10.000 clients, spécialisée dans le développement et la vente d'un logiciel pour la gestion de données, interrogations, statistiques, graphiques et la gestion des performances des systèmes informatiques. Pour faire face à cette très rapide expansion, nous créons des nouveaux postes :

Consultant technique

Le consultant technique, il informe et renseigne les clients, anime les ateliers de formation, apporte un support technique aux utilisateurs. Ce poste revient à un candidat ayant quelques années d'expérience informatique. La connaissance du système SAS (éventuellement VM ou COBOL) est nécessaire, la connaissance du système SAS serait très appréciée. Une bonne pratique de l'anglais est indispensable. Réf. 11737 M

Ces postes sont très motivants pour des candidats dynamiques, désireux de s'intégrer dans une petite équipe enthousiaste. Merci d'adresser votre CV détaillé sous réf. choisie, en mentionnant votre niveau de rémunération à D. de LARIVIERE qui assurera votre accueil. SAS-CEGOS T. 01 47 00 00 00 - 92516 BOULOGNE CEDEX.

PUBLIVAL

2 Consultants marketing

Relatés au Directeur de la Société, ils sont chargés de la mise en oeuvre de la politique commerciale (publicité, organisation des ventes, gestion des contacts téléphoniques avec les prospects...). Chacun aura une zone géographique et une clientèle assignée. Ce poste peut convenir à une personne ayant une expérience de 2 à 3 ans vers le marketing, soit à un débutant de formation Bac + 2 (Ecole de Commerce, Ecole Supérieure d'Informatique...). Pré requis : personnalité dynamique, bonne maîtrise de l'anglais. Réf. 11737 M

Merci de nous adresser : Patrick Claret de Lyon

séle CEGOS

Quand la Législation Sociale devient une aide à la décision...

Juriste opérationnel

HF

... elle n'est plus une contrainte subie et ne peut alors être confiée qu'à un cadre maîtrisant son sujet, créatif, positif, actif, concret et recherchant les prises de responsabilité, en fait un juriste opérationnel.

N° 1 européen, français, nous nous appuyons actuellement sur 5 000 collaborateurs pour concevoir, produire et commercialiser des logiciels de gestion des ressources humaines en matière de communications.

Notre très forte croissance interne et externe est soutenue par une politique offensive en matière de Relations Humaines. Le DRH, les Chefs de Personnel et l'ensemble de la Direction attendent donc beaucoup de vos conseils et de vos recommandations.

En retour, vous pouvez attendre beaucoup d'un groupe qui se donne les moyens de ses politiques, y compris en matière d'évolution individuelle.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la référence C/JUR/LM, à notre Conseil, Didier LESUEUR, qui vous garantira toute discrétion.

AFCDREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

مركز الدراسات

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Société électromécanique
(90 personnes), située à Romainville (93)
spécialisée dans la fabrication d'appareils
indicateurs de destination pour véhicules
ferroviaires et transports publics, recherche

**responsable
de produit**
ingénieur électronicien
diplômé

Il participera aux études et projets, définira les
programmes sur micro-processeurs série 6800
pour nos systèmes commandes centralisées de
nos indicateurs. Il effectuera la mise en route de
nos fabrications.
Quelques déplacements sont à prévoir en France
ou à l'étranger.
Connaissance de l'anglais appréciée. • Salaire
en rapport avec les résultats et les compétences.
Adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitae
+ photo à: C.N.A.,
64, avenue de Verdun - 93290 Romainville

Société (CA d'environ 75 millions de francs),
filiale d'un grand groupe chimique français
recherche un

**Cadre commercial
chef de vente**

Il aura pour mission principale d'animer et motiver un important réseau de représentants et de développer la fonction promotion marketing.
Il devra d'un minimum d'une trentaine d'années posséder une expérience de commercialisation de produits destinés à l'industrie.
Une connaissance du milieu du bâtiment ou du domaine des colles et adhésifs serait un atout supplémentaire.
Le goût du terrain, les capacités relationnelles et le dynamisme seront des éléments importants pour le succès du futur titulaire.
Anglais apprécié mais non indispensable.
Poste : région parisienne.

Ecrire sous réf. VU 534 AM
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Pour une importante filiale de distribution
appartenant à un puissant groupe financier en
forte expansion, nous recherchons un

**Jeune chef de personnel
et relations sociales**

Cette filiale dispose d'un effectif de 1.000 personnes et d'un CA de 3,5 milliards et de plusieurs établissements décentralisés (de 250 à 400 personnes).

Sa mission : Rattaché au Directeur d'un établissement, le titulaire du poste assurera la responsabilité de la fonction personnel et sera le moteur d'une gestion dynamique des ressources humaines et du développement social (groupes de progrès...).
Il animera, au niveau de l'établissement, l'ensemble des relations paritaires.
Il interlocutera des responsables opérationnels du siège.
Il aura des perspectives d'évolution pour candidat motivé ayant des qualités de gestionnaire et de réalisateur.
Poste : Paris.

Ecrire sous réf. LM 533 CM
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES
AUX COMPTES (S.A.) recherche

• **Réviseurs confirmés**
• **Auditeurs débutants**

Les candidats retenus :

- devront être diplômés de l'enseignement supérieur ;
- les candidats expérimentés auront en plus la pratique de l'audit ;
- interviendront auprès des sociétés appartenant à :
- une formation d'expertise comptable ;
- préparant au diplôme d'expertise comptable.

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions à
72, rue Bellechasse - 75007 PARIS.

Importante division spécialisée "Chimie Fine"
d'un des tous premiers groupes chimiques
français, de notoriété internationale, recherche

**Un ingénieur procédés
mais aussi... un tempérament d'industriel**

Interface entre la recherche et la production, il participe au sein d'une équipe à l'amélioration des procédés de l'usine et à l'industrialisation de nouveaux procédés.
Il effectue l'ensemble des études techniques et économiques et au besoin des essais de matériels conduisant au cahier des charges de chaque offre. Il reste l'interlocuteur des ingénieurs de projet jusqu'au démarrage des installations.

Ingénieur diplômé (ENSIC, IGC...) il possède une expérience de la mise en place des procédés dans le domaine de la chimie fine et témoigne de capacités de dialogue et de persuasion.
Anglais nécessaire.

Evolutions prévues pour les candidats désireux de s'investir dans un grand groupe pratiquant la gestion des carrières.
Poste : proche banlieue Paris.

Ecrire sous réf. KA 472 CM
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



AUTOMATISATION - ROBOTISATION - CAO

**étudier et réaliser
50 millions d'investissement**

Une société française, CA 1,3 milliard, filiale d'un groupe international premier mondial, initie un plan ambitieux de développement.

Pour participer à ce grand projet et jouer le rôle moteur, nous recherchons un ingénieur ECP, IMI, grande école équivalente ayant 5 ans d'expérience dans la production acquise dans le domaine de la fabrication de grande série.
Il mènera les projets complètement sur le plan technique et économique : études, réalisations, contacts fournisseurs. La connaissance de l'anglais est nécessaire et celle de l'allemand souhaitée.
La réussite dans ce poste lui permettra d'accéder à des responsabilités de direction opérationnelle de premier plan.

Poste : ville Nord France.

Ordre de grandeur de rémunération : 280.000 F.

Ecrire sous réf. LM 531 AM
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



**INGÉNIEUR
TECHNICO-CIAL**

Ingénieur de formation ENSI ou équivalente, 35 ans optimum ; aura pour mission : prospection, analyse des besoins, établissement des offres, négociations, vente, suivi des clients sur l'Europe de l'Ouest.
• Anglais et écrit. Expérience dans des installations de transporteurs automatisés...
• Connaissances LOGISTIQUES et AUTOMATISMES appréciées : formation spécifique au produit assurée.

Env. avec CV détaillé, photo, réf. s/réf. 5082-M à Gullien 93, rue Joffroy, 75017 Paris. Réponse et discrétion assurées.

Directeur général d'entreprise dirigeant plusieurs entreprises de pointe recherche

**SECRÉTAIRE ASSISTANTE
COMPTABLE**

Excellente présentation, discrétion, disponibilité, Anglaise ; indispensable. Espagnol souhaité, poste basé Paris Opéra et éventuellement Madrid. Déplacements possibles à l'étranger.

Env. CV + photo s/réf. LE MONDE PUBLICITÉ 8, rue de Montessuy, 75001 Paris.

**MAISON DES SCIENCES ET
TECHNIQUES DE LA RÉGION
POTOU-CHARBONNIER**

**DIRECTEUR DE
PRÉFIGURATION**

Expérience souhaitable de la direction d'établissement ou de la direction d'équipe pluridisciplinaire. Il assurera la responsabilité de la préfiguration en fonction des compétences. Env. lettre de motivation et curriculum vitae à :
Directeur des affaires industrielles
Hôtel de Ville
88021 POTOU-CHARBONNIER
Avenue de la République
Pour tout renseignement s'adresser à :
Sous-secr. 7347 M
LE MONDE PUBLICITÉ
8, rue de Montessuy, Paris-75.
Tél. 01 47 73 47 73, poste 1428.

FABRICATION

Maquettiste, montage informatique, programmation, dessin, montage, découpe, gravure, sérigraphie, photo, CV détaillé, sous réf. 7347 M.
LE MONDE PUBLICITÉ
8, rue de Montessuy, Paris-75.

**SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
COMPTABLE**

pour rewriting, préparation de copie, relecture. Connaissance de la micro-informatique appréciée.

Env. lettre manuscrite CV et photo à Y. Heulard Sciences et vie micro 15, rue de la Harpe 75418 Paris cedex 08.

**Responsable commercial
bon niveau**

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU SECTEUR TERTIAIRE, solidement implantée (location d'équipements industriels), recherche un Responsable Commercial de bon niveau.

Directement rattaché au Chef du Département Commercial, il sera chargé de développer une clientèle : prospection, négociation et suivi de contrats de prestations de longue durée.

Ce poste conviendrait à un candidat, homme ou femme, ayant 10 à 15 ans d'expérience dans la vente de services ou d'équipements à l'industrie. Il sera capable :
• d'analyser les affaires avec rigueur et de les mener avec dynamisme,
• d'être un interlocuteur avisé et un conseil pour ses clients,
• d'intégrer dans une petite équipe performante.

Ce poste est à pourvoir à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 180.000 F.

Ecrire sous réf. RH 530 CM
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



**ARCHITECTURE NAVALE
X, ENSTA, ECP
confirmé et haut niveau**

Un important organisme d'études recherche un Ingénieur de premier plan pour lui confier des responsabilités d'études de structures navales (calculs de résistance et de stabilité en statique et dynamique, technologie de construction).

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une solide compétence en architecture navale, disposant d'environ 10 ans d'expérience professionnelle.

- capable d'animer une équipe étoffée d'ingénieurs et de techniciens ;
- motivé par la perspective de participer à la réalisation de grands projets.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. OE 878 AM
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



GERLAND-ROUTES

De belles carrières pour des ingénieurs grandes écoles

Le Sud-Est, le tiers de la France, entre Rhône, Alpes et Méditerranée. Dans cette superbe région, nous sommes la première entreprise routière.

Notre volonté stratégique implique le développement, notre solidité financière le garantit.

Et maintenant les hommes. Nous recherchons des "candidats à l'expansion", de jeunes ingénieurs destinés à prendre très vite des postes de Direction, c'est-à-dire des responsabilités complètes commerciales, techniques, de gestion et d'animation.

L'autonomie, un commandement, une réelle délégation de pouvoir. Tout de suite, en Agence puis en Région, au Siège, en Filiale (ou, pourquoi pas ? dans une filiale du Groupe, c'est l'avantage d'être diversifié). Et le tout avant 35 ans !

X, MINES, PONTS, CENTRALE, vous avez confronté votre formation d'ingénieur aux réalités du terrain en 2 à 3 années d'expérience routière.

Et maintenant vous pouvez choisir un cadre de vie professionnel agréable, prometteur et performant. C'est le moment que nous vous expliquons nos projets et que vous nous fassiez part de vos ambitions.

Notre Conseil, SEFOP, nous connaît depuis longtemps, il préparera notre rencontre.

Merci de lui écrire sous réf. GR 668 M.



11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

**Un poste tremplin...
Auditeur Opérationnel**

La promotion d'un ingénieur à l'auditorat est une véritable opportunité de prendre la mesure de notre Groupe industriel (CA : 34 milliards) pour ensuite intervenir dans un milieu plus opérationnel.

Un tel poste, dans le Département Audit, est constitué de cadres d'expérimentation et de complémentarité. Il aura pour mission de fournir une information indépendante sur la performance de la Société et de ses filiales, de rechercher des pistes pour en améliorer l'efficacité et de leur mise en œuvre.

Il s'agit d'une approche "Contrôle", mais aussi d'une approche "Conseil" auprès des filiales et des services au point des techniques et des performances.

Diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESCP, ENA, etc.) de gestion, le candidat aura une première expérience professionnelle d'audit ou d'organisation (2 à 4 ans) soit en Cabinet ou au sein d'une Entreprise importante.

Le désir de s'intégrer et d'évoluer dans un Groupe offrant de réelles perspectives de développement de carrière et de participer à l'optimisation de sa gestion vous feront envoyer votre dossier de candidature (CV + prêt) à M. KERNEVEZ réf. 876 M.



Mutite, Kernevez ASS. s.c.m.
27, rue du Général Foy 75008 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

HEWLETT-PACKARD GROUPE FORMATION DEVELOPPER L'EXCELLENCE DE TOUS.

En 1985, le Prix "Gestion Socio-Economique" a mis en valeur l'excellence de la politique sociale d'HP. Il souligne un de ses objectifs permanents : recruter et travailler avec des hommes et des femmes considérés, concernés, formés et informés. Développer les compétences techniques et relationnelles de chacun afin de rendre l'organisation souple et adaptable à l'évolution incessante de l'environnement technologique commercial, telle est la première d'être du Groupe Formation.

Dans ce cadre, notre responsable de formation devra rechercher, analyser les besoins, former, conseiller nos managers et leurs équipes, développer les actions nécessaires avec les consultants, animer l'administration de l'environnement y participer.

Une expérience de 3 ans minimum acquise en cabinet et formation développée en capacités humaines professionnelles pour intégrer et évoluer dans un environnement très exigeant sur le plan qualitatif. Implication directe dans le développement des managers requiert une première approche de la fonction de management.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous réf. AHQ/1/M, à Bénédicte EMEUEN, Service Recrutement, HEWLETT-PACKARD FRANCE, Parc d'Activités du Briard, Avenue du Lac - 91040 EVRY CEDEX.

HP EN FRANCE :
3000 PERSONNES,
3 USINES, 3 MILIERS DE CA,
EXPORTATEUR D'INFORMATIQUE.



PERFORMANCE A L'APPUI.

Participer au développement d'une activité productive

Une d'ingénierie à dimension internationale cherche, pour renforcer son activité productive, à PARIS, un

Chef de projet

A la tête d'une équipe de spécialistes compétents, il conduit des projets variés dans des unités industrielles nouvelles ou en cours de modernisation : CFAO, machinerie automatisée de production, robotique, maintenance, stockage automatisés, traitement et distribution de l'information (GPAO, contrôle process), etc. Véritable ingénieur d'affaires, il est autant impliqué dans la démarche commerciale et promotionnelle que dans la technique de projets.

Ce poste concerne un ingénieur informaticien, électronicien ou généraliste, âgé de 30 ans minimum, ayant acquis une expérience d'au moins 5 ans en productique dans une société d'ingénierie dans un grand industriel.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 442-2, à notre Conseil JACQUES TIXIER S.A., 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

Jacques Tixier S.A.

PARIS

Notre société de transports express, connaît une progression constante et souhaite renforcer son encadrement en recherchant :

DIRECTEUR D'EXPLOITATION ADJOINT

Votre expérience réussie d'au moins 5 ans, vous a permis de vous affirmer comme meneur d'hommes. Vos qualités de rigueur, d'analyse et vos facultés d'adaptation vous permettent de postuler à ce poste (gestion du personnel, organisation du réseau...). Nous souhaitons rencontrer des candidats âgés de 30/35 ans, de formation supérieure, hommes de terrain, capables d'évoluer au sein de notre Société.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions s/réf. 2697 à AXIAL, Publicité 27 rue Taitbout 75001 Paris, qui transmettra.

MSD Grande Ecole : CENTRALE, MINES, A & M, SUP Elec... HEC, ESSNC...

Est un des tout premiers Groupes pharmaceutiques mondiaux. Sa filiale française occupe une place de choix dans l'industrie pharmaceutique et elle bénéficie d'une image de marque de qualité.

L'informatique est un élément privilégié dans notre stratégie : la progression des médicaments en témoigne.

Dans ce contexte de développement, nous vous proposons de nous rejoindre dans la fonction nouvelle de

Chef des services études informatiques

Vous êtes directement rattaché au Chef du Département, responsable de l'ensemble des services et outils informatiques et vous dirigez 3 CHEFS DE SERVICES. Vous initiez et coordonnez les activités des services études et vous animez une équipe d'une dizaine de personnes. Vous serez l'interface des directions, aussi bien pour la définition des projets, que pour le suivi de leur réalisation.

Durant un premier temps, vous devrez vous impliquer plus particulièrement dans la mise en place du nouveau schéma directeur informatique des établissements industriels.

Compte tenu de l'importance du poste et de sa dimension, vous êtes un ingénieur Grande Ecole, ayant une expérience de la conduite de projets dans un grand industriel. La connaissance de la gestion de production et de l'environnement IBM sont des atouts supplémentaires.

Vous êtes basé à CLERMONT-FERRAND avec la quasi totalité de nos services.

Alain BONY, notre Directeur, attend votre résumé de carrière (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) s/réf. S/REI/LM

APCOREM Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Jeune concepteur-rédacteur, trempez votre plume dans le marketing financier



Orléans particuliers, produits financiers, vous êtes l'une des premières du marché dans ses deux activités. Depuis 2 ans vous maniez avec habileté verbes et mots, accroches et slogans pour faire de vos campagnes de marketing direct des succès et remonter pour vos clients si vous êtes en agence spécialisée, ou pour votre entreprise si elle fait partie des grandes de la VPC.

Chez nous, jeune concepteur-rédacteur unique, vous valoriserez les différents messages produits de l'entreprise et ceux de nos clients distributeurs (lettres, plaquettes, dépliants, presse...) dans le cadre d'une petite équipe de communication de 4 personnes.

Jamais vissé à votre fauteuil, votre job est contraire très mobile et offrira nombreux contacts tant en interne qu'avec les plus grandes enseignes nationales.

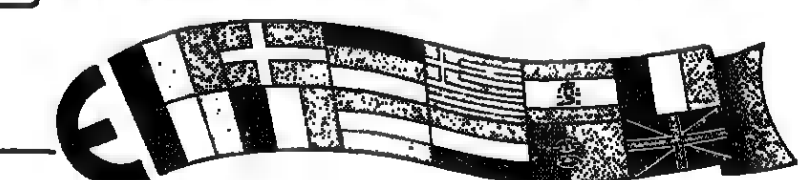
Pour faire un dossier très solide et promouvoir des produits particulièrement performants, adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 2128 à

SOURCES

144 rue de la République - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité

emplois internationaux

(et Expatriation d'Outre Mer)



LA COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS organiza

los siguientes concursos de méritos, reservados a nacionales españoles:

- puesto de Jefe de Oficina de Prensa e Información de Madrid;
- puesto A3 de Consejero jurídico español;
- 32 puestos A5/4 para nacionales españoles.

Para los detalles solicitar los anuncios al concurso a:

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES
Division Recrutement
200 rue de la Loi
B-1049 BRUXELLES.

Oficina de Prensa e Información
Calle Serrano, 41 - 5a planta
E - MADRID 1.

A COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEAS organiza

os seguintes concursos documentais, reservados aos nacionais portugueses:

- um lugar A3 de Chefe do Bureau de Presse et Information de Lisboa;
- um lugar A3 de Consultor Jurídico português;
- nove lugares A5/4 para nacionais portugueses.

Para maiores informações, pedir os detalhes do concurso a:

Bureau de Presse et Information
35, rue do Sacramento à Lapa
P-1200 LISBOA.

Promouvoir le Projet Qualité d'une Profession

Vous prendrez en charge sur le terrain la conception, la communication, la mise en œuvre du projet qualité d'une profession (Branche : équipement de la maison).

Votre action sera déterminante sur :

- la diffusion d'informations sensibilisant les fournisseurs, les fabricants, les négociants, les consommateurs, le projet;
- l'animation, la coordination des initiatives des différents acteurs de la profession pour mettre en œuvre de nouvelles démarches qualité;
- le développement du réseau de relations et d'interventions avec les médias et les autres partenaires qualité.

Nous attendons de vous, à environ 35 ans, outre une formation supérieure et la maîtrise de l'anglais, une réelle expérience d'entreprise des problèmes de la qualité, ainsi que du savoir-faire en communication et animation à travers des responsabilités opérationnelles et/ou de conseil. Votre conviction, vos capacités d'initiation et de réalisation seront les critères déterminants du choix.

A tous les candidats désireux d'envoyer un dossier personnel détaillé, sous référence 18 4401 M, François



EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES
11 rue Portalis 75008 PARIS

DEFENSE, TRANSPORT
INFORMATIQUE/TELECOM

CHEF DE PROJET SYSTEME 2° GENERATION

Il s'agit d'une importante société française réalisant des systèmes complexes de défense et de produits d'information spécialisée.

Un de nos Départements, situé en proche banlieue Sud Paris, met en chantier l'étude de la nouvelle génération d'un système. Le chef de projet recherché établira les spécifications, assurera le suivi technique de l'étude avec son équipe, le centre de recherche appliquée et les autres intervenants de la Société et coordonnera l'activité des coopérateurs français et étrangers.

Homme d'animation et de contact, sachant faire la synthèse et opérer les choix parmi de multiples contraintes, il devra avoir une expérience d'ingénieur système d'au moins 5 ans avec des connaissances en micro-informatique, transmissions de données, support transmission possible hyperfréquence. ANGLAIS COURANT.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à A.S. PUBLICITE 3, rue de Liège 75008 Paris, sous réf. MCP 6603.

مركز الدراسات

ARTHUR YOUNG CONSEIL

recherche des Consultants ■ fort potentiel
souhaitant participer à son développement et pouvant offrir leur savoir faire
dans l'un des domaines d'intervention suivants

stratégie d'entreprise

Nous assistons nos clients dans la conception et la mise en œuvre de leur stratégie en utilisant la méthodologie FOCUS/SEP développée par Arthur Young International.

Le point critique de la gestion stratégique se situe dans sa mise en œuvre ; notre objectif est donc de traduire de façon mesurable les options stratégiques de nos clients.

Cette activité exige une forte implication de nos consultants ; nous leur demandons d'être à même de développer des relations de travail étroites chez nos clients, à tous les niveaux hiérarchiques.

technologie de l'information

Nos consultants en Technologie de l'Information aident les entreprises à dynamiser leur capital information. Cette activité s'exerce dans deux domaines :

Le Conseil en Management de l'Information - Nos méthodologies apportent aux dirigeants les moyens de focaliser sur les besoins stratégiques de l'entreprise les ressources qu'ils affectent à la fonction technologie de l'information.

L'Ingénierie des Systèmes d'Information - Arthur Young développe une collaboration avec JAMES MARTIN, une gamme d'outils automatisés pour mettre en place des systèmes d'information selon le concept d'INFORMATION ENGINEERING.

ingénierie financière

Dans le cadre de cette activité, nos consultants assistent les entreprises dans la réalisation de leurs opérations en capital, dans la gestion de leurs flux de trésorerie et dans la mise en œuvre de techniques qui produisent leur permettant d'optimiser le coût des ressources financières.

Le développement des activités internationales et la constante mutation de l'environnement financier favorisent l'émergence de techniques de gestion de plus en plus complexes. Nos consultants apportent aux entreprises leur expérience de la mise en place d'une stratégie de gestion des risques financiers et des systèmes d'information s'y rapportant.

gestion des collectivités territoriales

Cette activité concerne essentiellement les Communes, Départements, Régions et leurs organismes associés. Elle exige de nos consultants une expérience professionnelle réussie auprès des collectivités territoriales.

Nos consultants, qui doivent maîtriser la comptabilité et le droit publics, assistent les collectivités dans l'examen de leur organisation, l'analyse de l'efficacité des services, et la qualité de leur présence auprès des publics.

Ils participent ensuite à la définition et à la mise en place de méthodes de gestion inspirées de celles du secteur concurrentiel (comptabilité analytique, tableaux de bord, systèmes d'information et de communication,...).

Nous offrons des opportunités de développement de carrière, dans un environnement professionnel particulièrement riche et motivant, à des candidats ayant réussi une expérience d'au moins trois ans et diplômés d'une grande école (X, Mines, Centrale, ENA, HEC, ESSEC, etc., premier plan...); une double formation ingénieur/gestion est particulièrement précieuse.

Veuillez adresser votre C.V. à Pierre Schellenberg, Arthur Young Conseil, Tour Manhattan, 150 Paris La Défense 2.



MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

Adjoint du Directeur des Relations Sociales

260 - H/F

Groupe français à dominante financière, (4 milliards de Francs de C.A.), avec une filiale internationale, nous créons un poste à côté de notre Directeur des Relations Sociales ayant aussi en charge les services généraux. Dans un premier temps, vous serez conduit à le seconder et à terme à le remplacer.

35 ans environ, vous avez une formation supérieure, une orientation sociale et impérativement une expérience dans la fonction personnel. Vous devez déjà eu la responsabilité d'une ou plusieurs filiales composantes un siège d'une grande société. Vous pouvez également être pendant plusieurs années l'adjoint d'un DRS dans une entreprise moyenne, plutôt du secteur tertiaire. Pour un poste basé à Paris, l'anglais serait apprécié.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, CV photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Réf. B2321 M 24, rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



**Bernard Julhiet
Psycom**

de Syntec

L'une des premières sociétés françaises d'assurances L.A.R.D. recherche pour son siège, situé en proche banlieue parisienne un chargé d'études statistiques

Intégré au Service Statistiques et Etudes Tarifaires, il se verra confier les missions suivantes :
• Adapter les tarifs produits de la société en fonction des résultats des analyses statistiques ;
• Concevoir, élaborer les tarifs des nouveaux produits ;
• Etudier des adaptations régionales des tarifs en fonction de l'analyse des résultats régionaux ;
• Participer à l'évolution du système d'informations statistiques et des tableaux de bord.

Ce poste convient à un candidat de formation supérieure économique et/ou statistique, justifiant d'une première expérience professionnelle significative de 3 à 5 ans, si possible dans l'assurance.
Les qualités requises pour le poste sont : esprit d'analyse et de synthèse ; imagination contrôlée, discernement, sens des initiatives, précision, aptitude à changer de rythme, capacité de communication, goût des contacts et sens du service. Une connaissance ou une pratique informatique et bureautique est nécessaire. Si ce poste vous intéresse, adressez votre lettre manuscrite motivant votre candidature, C.V. détaillé, photo et prétentions, sous référence CESM.1, à notre Conseil (discretion absolue garantie, pour les personnes en poste, aucun dossier ne sera transmis sans accord préalable des candidats).



cesforpe - more target of insurance
10, rue de la Victoire, 75001 Paris

Présents dans 111 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

BULL ENGAGE UN COMMUNICATEUR TECHNIQUE

Spécialisé en informatique et bureautique distribuée, BULL TRANSAC recherche un jeune ingénieur informaticien (H/F) pour rédiger un journal technique destiné à nos clients et correspondants étrangers, pour les informer de toutes les nouveautés en termes de produits et fonctionnalités, grâce à des outils de communication sophistiqués (messagerie électronique).

Il devra aussi recueillir leurs suggestions, idées et solutions pour améliorer l'information.

Ce poste requiert de réelles capacités journalistiques, une bonne maîtrise de l'anglais et le sens des contacts. Référence : M 1011

BULL ENGAGE DES INGENIEURS SUPPORT PRODUIT INTERNATIONAUX

Jeune Ingénieur Electronicien (H/F), êtes intéressé par les produits bureautiques de la dernière génération. Si, de plus, vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise, rejoignez-nous.

Vous aurez à préparer toutes les composantes nécessaires à la commercialisation de nos produits dans les 75 pays où BULL est implanté (documentation, formation, logiciel, support et maintenance). Référence : M 1011

Si l'esprit d'équipe vous anime, adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant la référence choisie à Michèle Carbineau, BULL TRANSAC, 7 rue Ampère, 91343 Massy cedex.



Le Monde ECONOMIE

Les concubins devant l'impôt Profiteurs et prolétaires

FAUT-IL « être fou pour se marier aujourd'hui » lorsqu'on a des enfants, au moins fiscalement parlant, l'affirmait récemment M. Octave Gelinier, ancien président de la CEGOS. C'est aujourd'hui une opinion admise, depuis le rapport de M^{me} Evelynne Suillerot au Conseil économique et social, en 1984 (le Monde du 29 janvier 1984).

Notre système fiscal pénalise injustement les couples mariés, a pour sa part déclaré, le 29 mai, M. Alain Juppé, ministre délégué chargé du budget.

Ce qui est en cause, c'est tout le demi-part du quotient familial attribué aux parents célibataires, veufs ou divorcés, pour le premier enfant. S'y ajoutent des avantages fiscaux accordés à chaque foyer fiscal : déduction d'impôt sur les intérêts des emprunts pour l'acquisition d'un logement ou sur les intérêts des emprunts pour l'énergie ; abattements sur les intérêts des obligations. Tous ces avantages fiscaux ont pour effet de réduire le montant de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF) ou sur les plus-values mobilières, etc.

Toutefois, les concubins bénéficient-ils toujours d'un avantage par rapport aux couples mariés ? Sinon, combien sont susceptibles d'en profiter ? A la première question, une étude réalisée fin 1985 par l'Union nationale des associations familiales (UNAF) — peu suspecte de complaisance envers le concubinage — permet de répondre non.

L'UNAF a calculé de façon précise et systématique le montant des impôts payés par des couples mariés et par des couples concubins respectivement de deux fois, quatre fois et six fois le SMIC (soit aujourd'hui 8 200 francs, 17 600 francs et 26 400 francs). Les constatations sont les suivantes :

Couples mariés et concubins disposant d'un seul enfant : les couples mariés, en raison de l'effet du quotient familial, ont un avantage fiscal par rapport aux couples concubins, — la situation varie de façon très complexe selon le revenu global du foyer, sa répartition entre les deux parents et le nombre d'enfants. Qu'en juge-t-on ?

Les couples mariés disposant de deux fois le SMIC, les couples concubins ne sont jamais avantagés par le quotient familial ni par les allègements d'impôt accordés pour les dépenses au logement (intérêts des emprunts, économies d'énergie) ou pour la souscription d'assurance-vie. En effet, en raison de la faiblesse de leurs revenus, ils ont des enfants moins généralement dispensés du paiement de l'impôt.

Parmi ceux disposant de quatre fois le SMIC, les couples mariés tirent des avantages importants du quotient familial en répartissant leur revenu dans leurs déclarations de revenus. L'économie dépasse alors 30 % de l'impôt, sauf pour les couples mariés ayant un enfant (réduction : 14 % de l'impôt) ou trois (réduction : 21 %) ; elle dépasse 40 % pour les couples mariés ayant un enfant et trois ou quatre enfants.

Pour les couples mariés disposant de six fois le SMIC, les couples mariés ayant des revenus égaux ne sont pas avantagés par rapport aux couples concubins. Ceux ayant des revenus inférieurs ne peuvent tirer que de faibles avantages, voire des désavantages. L'économie varie de 1,4 % à 9,4 % de l'impôt selon le revenu global et le montant respectif des deux revenus.

Pour échapper au fisc, il faut que chaque concubin gagne 9 000 F par mois et que le couple se partage deux enfants

Ce phénomène curieux, par l'étude, résulte sans doute de la structure des tranches d'imposition : les couples mariés ont un gain possible de l'ordre de 10 % de celui qui peuvent obtenir des concubins disposant ensemble de quatre SMIC, alors que le quotient familial est réputé d'autant plus avantageux que le revenu est plus élevé (1). A cet égard, dans plusieurs cas, les concubins sont désavantagés, notamment ceux qui ont des revenus égaux et élevés ensemble à six fois le SMIC.

Ces extrêmes

A ces niveaux de revenus (quatre à six fois le SMIC), cependant, les réductions d'impôt accordées pour le logement ou les primes d'assurance-vie peuvent diminuer la façon dont les couples mariés tirent de l'impôt payé par les couples concubins ayant des salaires égaux ou trop disproportionnés (au maximum dans un rapport de simple au double). Le cas extrême est atteint avec deux couples mariés à deux SMIC ou deux couples concubins à deux SMIC : les couples mariés payent d'impôt du tout. Avec deux couples mariés à trois SMIC ou deux couples concubins à trois SMIC, la réduction va de 42 % à 44 %.

Toutefois, ces chiffres ne peuvent être mis sur le même plan que les effets du quotient familial : contrairement à ceux-ci, elles ne sont pas permanentes, leur durée est variable et elles ne sont pas prévues pour les économies d'énergie ne sont qu'occasionnelles ; elles exigent toujours une

dépense supplémentaire importante que tout le monde se peut effectuer — surtout pour bénéficier de la réduction maximale.

Combien de couples mariés peuvent-ils effectivement bénéficier d'un traitement en faveur ? Les seules statistiques complètes disponibles, celles de l'enquête « revenus » de l'INSEE, datent de sept ans. Moins complètes — il ne s'agit que d'un échantillon limité — mais un peu plus récentes (mai 1981), les données recueillies dans l'enquête CERC-INED (2).

Selon les tableaux établis pour nous par le CERC, 45 % des couples non mariés ont des enfants ne disposaient que d'un seul revenu, la mère ne travaillant pas. Sur les couples où les femmes étaient actives, 36,4 % (soit 19,7 % du total des couples) disposaient de revenus inférieurs à 8 200 francs par mois (soit trois fois le SMIC de l'époque), la moitié (28 % du total des couples) avaient des revenus supérieurs à 11 000 francs (soit quatre fois le SMIC d'alors). A ce niveau même — le plus avantageux selon l'étude de l'UNAF, — on trouvait moins de 5 % des couples mariés.

De façon générale, les couples non mariés étaient dans la grande majorité des couples modestes : inférieurs à 5 000 francs par mois pour 85 % des femmes et 50 % des hommes (3).

Certains pouvaient donc se trouver dans une situation fiscale avantageuse. Mais il leur fallait savoir. Beaucoup étaient-ils dans ce cas ? La dernière enquête « emploi » de l'INSEE (1985) apporte des indications concordantes sur la situation sociale des concubins, à défaut de données sur leur échelle de revenus.

Ceux susceptibles a priori, par le montant global de leurs revenus, leur niveau culturel et leur information, de profiter de la demi-part de quotient familial se rencontrent essentiellement chez les cadres, les « professions intermédiaires » et les indépendants (professions libérales, industriels, commerçants). Or, selon les tableaux tirés de l'enquête par l'INSEE à la demande, et demeure une minorité parmi les couples non mariés avec enfants : 10 000 au maximum sur 355 000, soit 28 %. Plus qu'en 1981 (18 %) certes, mais encore d'entre eux se trouvent dans les tranches de revenu bien précises (aux alentours de quatre fois le SMIC par exemple) qui procurent les avantages importants ?

multipliés depuis cinq ans, les « profiteurs » ne comptent pas par dizaines de milliers.

En revanche les couples d'ouvriers et d'employés non mariés (la combinaison la plus fréquente associant un ouvrier et une employée) forment toujours près du tiers (31,5 %, environ 110 000) du total. Ils disposent de deux revenus, mais ceux-ci ne

récent d'Economie statistique, la revue de l'INSEE (4).

En outre, un tiers des couples non mariés ont des enfants ne disposant que d'un seul revenu, la femme (exceptionnellement l'homme) ne travaillant pas. Proportion nettement inférieure à celle de 1981, mais suffisante pour montrer que la femme reste au foyer pour élever son enfant n'a pas disparu, parmi



Une très coûteuse égalité

RÉCLAMÉE par de nombreuses associations familiales, l'égalité fiscale entre couples mariés et non mariés a fait l'objet de plusieurs débats parlementaires, en particulier de M. Michel Durieux, à la fin par lequel de justice fiscale, il a été décidé que la famille concubinaire et mariée seraient traitées de la même façon.

Les couples mariés ayant un enfant ont droit à une déduction de 14 % de l'impôt (réduction : 21 %) ; elle dépasse 40 % pour les couples mariés ayant un enfant et trois ou quatre enfants.

Pour les couples mariés disposant de six fois le SMIC, les couples mariés ayant des revenus égaux ne sont pas avantagés par rapport aux couples concubins. Ceux ayant des revenus inférieurs ne peuvent tirer que de faibles avantages, voire des désavantages. L'économie varie de 1,4 % à 9,4 % de l'impôt selon le revenu global et le montant respectif des deux revenus.

Plus difficile s'avèrent les modifications des règles mêmes de l'impôt (quotient familial et déduction d'impôt). Comment supprimer le privilège accordé aux couples mariés qui ne le sont pas la demi-part du quotient pour le premier enfant ? Sans toucher ceux qui le sont vraiment, on doit leur enlever (leur) l'enfant (1). En 1985 et 1986, plusieurs propositions de loi ont été déposées : elles touchent à la fois à la déduction d'impôt et à la déduction fiscale. M. Alain Juppé, ministre chargé du budget, a promis de « franchir une étape décisive » sur ce point dans la loi de finances pour 1987.

Si le thème est plus fréquemment repris par le RPR, qui en a fait un des points importants de son programme électoral, la gauche n'a pas été insensible aux protestations, et les gouvernements de gauche se sont efforcés de limiter les avantages fiscaux des couples mariés en « familialisant » plusieurs formes de réduction d'impôt.

Ainsi, dès 1983, la déduction pour frais de garde de jeunes enfants, auparavant réservée aux parents isolés, a été étendue aux couples mariés ; la réduction d'impôt prévue pour l'achat d'actions en compte d'épargne a été doublée pour eux. Cette mesure a été complétée par la loi de finances pour 1985 ou l'achat de logements dans la location depuis le 1^{er} janvier 1985 sont conjuguées.

M^{me} Georgina Duroix avait souhaité en 1984 autant avec les réductions attribuées aux les intérêts des emprunts destinés à l'achat de l'habitation principale d'énergie, que le projet n'a débouché. Sera-t-il par un nouveau projet ? Le nouveau projet a déjà décidé de « conjugaliser » à partir du 1^{er} janvier 1987 les abattements sur les intérêts des emprunts et des obligations.

Hypothèse exclue

Un peu plus radicale, la proposition du groupe communiste à l'Assemblée nationale, limitant la demi-part supplémentaire aux conjoints exerçant tous deux une activité salariée, ou celle de M. Jean-Louis Bédier, député RPR de Marseille, portant sur les couples mariés et concubins séparés, ne sont pas retenues : 8 à 10 millions de francs selon les évaluations, pour la déduction optionnelle. Elles impliquent donc des suppléments d'impôt (1).

(1) hypothèse aujourd'hui exclue. Surtout elle désavantagerait plusieurs dizaines de milliers de couples mariés à un seul revenu.

Ramener à la même règle que les couples mariés ? C'est ce qu'a proposé M. Michel Durieux au Sénat en 1985. Il a mentionné la « concubine notoire » et que les organismes fiscaux informement le fisc de la situation familiale de leurs contribuables. Cela suppose un contrôle. En 1986,

rentrée avec la protection des familles du contribuable défendeur aujourd'hui par la droite, l'UNAF en tête.

M. Jean Cluzel, sénateur centriste, suggère, lui, d'exiger une déclaration sur l'honneur d'isolement des conjoints, veufs ou divorcés ayant charge d'enfant(s). La formule, envisagée dans l'étude de l'UNAF, est l'entourage de M^{me} Duroix, reprise à la fois sur le droit et sur la crainte du gendarme : « une déclaration sous serment, sous peine de sanction pénale, sous peine de sanction pénale, sous peine de sanction pénale ».

La seule solution équitable et techniquement simple consisterait, comme l'UNAF a préconisé après l'avoir rejetée, à remplace le quotient familial par des tranches forfaitaires sur le revenu imposable pour chaque enfant. Mais les cadres l'accepteraient-ils ? On a déjà vu les protestations de la CGC...

Peut-être accepteraient-ils la suggestion de la commission économique de l'UNAF (dans l'étude citée) : supprimer la demi-part de quotient familial supplémentaire accordée aux parents réputés « isolés », quels qu'ils soient, et utiliser les sommes récupérées par le fisc pour une prestation versée durablement aux vrais isolés. Mais cela échapperait-elle aux critiques relatives à l'allocation de parents isolés ?

Les effets des modifications d'imposition ont soulé moins de protestations — peut-être parce qu'ils ne profitent qu'aux plus riches. L'un d'eux au moins devrait disparaître : celui de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF) dont la suppression est annoncée pour le 1^{er} janvier 1987. Pourrait-on alors plus-values mobilières : au risque de les faire passer à la fiscalité et de se marier... G.H.

(1) Tranche supplémentaire d'impôt au-dessus de 150 000 F pour le PC, relèvement des taux de TVA en tant que de besoin pour M. Masson.

sont donc très élevés, surtout chez les 67 000 couples âgés de moins de 35 ans.

En effet, contrairement à l'idée répandue, le concubinage n'est pas le fait de catégories socioprofessionnelles favorisées : 45 % des hommes vivant en concubinage sont des ouvriers, la proportion est particulièrement forte (56 %) chez les moins de 35 ans. Or c'est chez les jeunes que le concubinage s'accroît le plus.

S'il est moins fréquent chez les jeunes ouvriers (32 %) que chez les jeunes cadres (45 %), il est plus fréquent chez les jeunes employés (43 %). La différence tient donc à ce qu'une partie des jeunes ouvriers (sur 32 %) sont des ouvriers, entrés plus jeunes dans la vie en couple, ou déjà régularisés leur union. Autre élément allant dans le même sens : la fréquence du concubinage chez les chômeurs, mise en évidence par M. Pierre-Alain Audrac dans un article

concubins comme parmi les couples mariés, et même chez les jeunes ouvriers. En effet, dernière surprise : dans les couples non mariés où la femme est inactive, les trois quarts des hommes sont ouvriers !

GUY FERRIET.

(1) Le « plafond » du quotient familial se situe à un niveau beaucoup plus élevé : 37 000 francs par enfant, 44 000 francs pour deux, 44 500 francs pour trois, 44 800 francs pour quatre.

(2) Centre d'étude des conjoints et des couples, Institut national d'études démographiques.

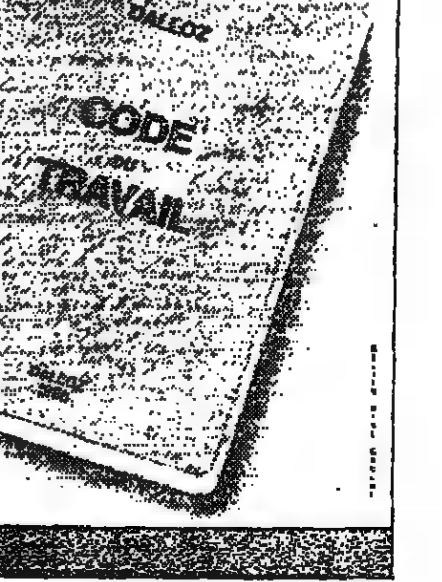
(3) 82 % des couples mariés avaient un revenu inférieur à 7 500 francs par mois. Pour avoir le même revenu, un couple marié aurait dû multiplier par 1,4. Quant au SMIC, fortement augmenté depuis, il s'élève aujourd'hui à 8 200 francs (depuis le 1^{er} juillet 1985).

(4) La cohabitation : un million de couples non mariés. Economie et Statistique, février 1986.

Le droit de savoir

20 codes Dalloz. Du code civil au code du travail en passant par le code de commerce et le code des loyers. Toutes les lois annotées, d'accès facile grâce à de nombreuses tables. Vous avez le droit de savoir.

CODES DALLOZ



Sénégal : Mimran l'Africain

Un « clan » produit
70 000 tonnes de sucre,
la totalité de la consommation du pays.

Parti à l'aube de Dakar, lorsque le soleil n'a pas eu encore le temps d'embraser l'horizon, le bimoteur survole inlassablement depuis plus d'une heure une mer de sable émergeant çà et là quelques rares épaves. Mais, brusquement, le pilote pointe son doigt vers le sol : « Nous y sommes, c'est la tâche ». Effectivement, l'ocre dont on ne cherchait même plus à deviner les contours a cédé la place à de grandes bandes vert foncé tirées par des cordons, avec pour frontières naturelles des dizaines de canaux d'irrigation.

L'avion décrit une boucle pour se poser en pleine brousse, sur une piste brillante sortie d'on ne sait où, à un jet de pierre de Richard-Toll, paisible bourgade qui tire son nom du jardin (toll en wolof, la langue officielle) que cultivait naguère un jardinier royal du nom de Richard.

La petite entreprise depuis son travail de sève, mais la ville a retrouvé espoir depuis que les efforts conjugués d'une population se mêlent Perls, Toucouleurs et Sérères, et du groupe Mimran ont permis au Sénégal de disposer de sa propre industrie sucrière, en transformant profondément une nature hostile habituée à mendier son eau quotidienne.

Richard-Toll, dont la population a décuplé en cinq ans (de moins de trois mille ans avant 1980 elle est passée à trente-trois mille habitants aujourd'hui, et ce chiffre devrait, selon le conseil municipal, doubler d'ici les années 90), est en effet le fief de Jean-Claude Mimran ce mystérieux capital d'affaires d'origine algérienne dont on ne connaît que l'existence qu'en 1984 lorsqu'il a pris le contrôle d'Olida-Cabry, le numéro un français de la charcuterie-salaisons (4 milliards de francs de chiffre d'affaires).

Jusque-là, rares étaient ceux qui parvenaient à dresser le portrait de ce jeune milliardaire — il a quarante-deux ans — dont on savait simplement qu'il était à la tête d'un empire de 7 milliards de francs de chiffre d'affaires (soit 300 millions de profit annuel), employant plus de treize mille salariés, bâti sur une vingtaine de sociétés diverses et de deux activités principales, le sucre et la farine, avec l'Afrique francophone pour terre d'élection.

Le premier succès est presque décevant. Pas de succès croisé ni de lunettes noires ou d'attitude guindée; encore moins de gardes du corps portés par des portes d'un petit palais. « Mimran Jean-Claude », comme l'appellent les travailleurs de la plantation, assis en tailleur, revêts

sa tenue habituelle, tee-shirt et pantalon blanc, rasé de frais, pour l'occasion, parait-il, prêt à raconter l'épopée du « clan Mimran ».

Une histoire qui se confond avec celle de Richard-Toll et de la première aventure industrielle post-coloniale du jeune Etat sénégalais. « Dès l'indépendance du Sénégal, le président Léopold Senghor voulait doter son pays de sa propre industrie sucrière pour résorber le déficit de la balance commerciale sénégalaise, dont la moitié provenait encore en 1965 des importations de sucre. Mais aucun groupe industriel ne voulait financer ce qui pouvait apparaître alors comme une utopie. »

Jacques l'aventurier

« On est donc allé chercher mon père qui avait quitté l'Algérie après l'indépendance du Maroc, poursuit-il. L'époque, on connaissait les minoteries, puisque c'était déjà l'expérience du Grand Moulin de Dakar et de ceux d'Abdjen. Le sucre, c'était une autre paire de manches, même si nous avions étudié un projet de cette nature en 1963-1964. Mais mon père était avant tout un aventurier et, ici, l'aventure était de taille car il y avait tout à faire : aller chercher l'eau au lac de Guis en construisant un canal de 17 kilomètres pour la ramener au fleuve Sénégal, irriguer en permanence près de 10 000 hectares, planter la canne à sucre et construire une gigantesque usine capable de satisfaire les besoins en sucre de l'ensemble du pays. »

En 1970, la Compagnie sucrière sénégalaise (CSS) verra le jour sur l'emplacement d'une ancienne rizière à 400 kilomètres au nord de Dakar, à la frontière de la Mauritanie voisine. En échange d'un bail emphytéotique de quatre-vingt-dix-neuf ans portant sur 12 000 hectares de sable et d'un coqrit — léonin, assurément aujourd'hui certains — qui concède à la CSS l'exclusivité de la production et de la commercialisation du sucre au Sénégal, le groupe Mimran investit 1 milliard de francs CFA (1). Une somme qu'il faudra déculper pratiquement en quelques années, car, après une année de déploiement, le projet s'est concrétisé en 1971 par l'octroi d'un prêt bilatéral de 2 milliards de francs CFA, « remboursé par anticipation ».

« Avant de pouvoir planter 1 000 à 1 500 hectares de canne à sucre chaque année, il a fallu passer des mois et des mois à lever les sols pour les débarrasser de leur salinité, à découper les parcelles et à effectuer le drainage des terres, réalisé aujourd'hui au moyen d'un laser optique », se souvient Renato Toti. Cet Italien est en Ethiopie à « fait », selon son expression, 15 000 hectares de coton en Rhodésie.

« Mimran n'est pas fier de l'exploit. Son seul regret est que son père, mort en 1975, n'ait pu voir les installations d'irrigation et de drainage qui, seulement deux ans plus tard, permettaient à la Compagnie sucrière sénégalaise de trouver enfin le succès escompté. A l'échelle de son aventure, il quitte son faux air de Serge Bourbois pour retrouver le visage d'un véritable chef d'entreprise, lui qui

8 000 hectares de coton au Soudan, avant de parcourir à longueur de journée au volant de sa jeep, les 1 500 kilomètres de sa zone aménagée dans la plantation, qui enserment 6 500 hectares déjà en culture et d'où ont été tirés en 1985 plus de 800 000 tonnes de canne à sucre, avec des rendements moyens supérieurs à 120 tonnes par hectare, sans doute le meilleur du continent africain. Soit 70 000 tonnes de sucre, la totalité de la consommation du Sénégal.

Les trois frères Mimran ne sont plus ou moins répartis les tâches à la plantation et de la raffinerie (avec quarante cadres expatriés) et un groupe, bien décidé à se doter d'une tête de pont européenne, sans rendre pour autant les attaches africaines.

Le père : Robert, l'aîné, qui dirige les activités du groupe à Monte-Carlo, en Côte-d'Ivoire, Patrick, le cadet, président de Lamprini, est davantage axé sur les Etats-Unis, et enfin Jean-Claude, le puîné, chargé de la stratégie et de la diversification géographique. La réussite paraît grande : depuis que nous sommes partis du Maroc, nous sommes parvenus à l'Algérie.

SERGE MARTI.

(1) 1 franc CFA = 0,02 franc français.

La haine des monopoles

La prospérité veut quelques attaques à Jean-Claude Mimran. Il a été récemment épinglé par Jeune Afrique, qui voit dans ce milliardaire en jean l'héritier d'un contrat bilatéral reposant sur un régime fiscal privilégié, et sur le monopole de la fabrication du sucre accordé à cette compagnie devenue un Etat dans l'Etat. « Non seulement il touche des subventions, mais son sucre est plus cher que partout ailleurs, et sa société déclare quand même des pertes », s'indigne un haut fonctionnaire sénégalais dont les propos sont rapportés dans le Journal de l'économie (groupe Jeune Afrique) (1).

Ce cri du cœur face à une entreprise héritée de l'histoire mais dans laquelle l'actuel Sénégal, confronté à une période d'austérité (2), n'est pas sûr de trouver son compte, est relayé à point nommé par le FMI (Fonds monétaire international), qui, en échange de ses services, ferme la porte à toute la libéralisation des échanges de l'économie sénégalaise. Le sucre est de ceux-là.

Quand M. Mamadou Touré, le ministre de l'économie et des finances, avoue sa « haine des monopoles », c'est clairement le clan Mimran qui est visé. Mais supprimer le monopole de la canne à sucre, c'est déjà valoir quelques dizaines à Jean-Claude Mimran à Madagascar — une affaire qui s'est terminée devant les tribunaux internationaux — équivaut à mettre en concurrence la Compagnie sucrière sénégalaise avec d'autres groupes. Avec qui ?

Si certains hommes d'affaires sénégalais se préparent à imposer du sucre et à développer une industrie de négociation, aucun d'entre eux ne songe réellement à se substituer aux Mimran, avec les 100 milliards de francs CFA que cela implique. Pourquoi aussi réclamer de mettre à bas la CSS, une affaire qui veut maintenant 100 milliards de francs CFA et dont dépendent, outre les sept mille emplois directs, douze mille emplois indirects et quelque mille emplois dans toute la région de Richard-Toll ?

Plus mesuré que son collègue, ancien expert du FMI, le cheikh

Hamidou Kane, ministre sénégalais du plan, ne cache pas sa perplexité : « Dans le cadre de la privatisation annoncée par le président Abdou Diouf, l'Etat va se retirer progressivement de la production. Les avantages accordés au groupe Mimran ont déjà été réduits depuis la renégociation, fin 1984, de la convention liant la CSS à la Caisse de péréquation, qui fixe le prix garanti du sucre, explique-t-il. »

« Mais il nous faut préalablement mettre en pratique notre nouvelle politique de maîtrise de l'eau pour avoir des terres cultivables et ouvrir ces régions à des investisseurs privés. Or le groupe Mimran a déjà des projets qui menacent le sucre, les fruits, les oléagineux. Nous devons en être conscients. »

S. M.

(1) Numéro 82 du 10 avril 1986.
(2) « Le Sénégal bouge plus », ces mots de FMI, article de Laurent Zecchini, le Monde du 27 juillet 1984.

UNIVERSITE PARIS DAUPHINE
10 DEA — 20 DESS — 1 DESUP



Des 3^e cycles recherchés dans les grands domaines des organisations publiques et privées.

Gestion, Economie, Informatique
Droit, Sciences Sociales et Politiques

PREINSCRIPTION OBLIGATOIRE
du 26 mai au 20 juin

Place Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, Paris 75016
Bureau D 407, 4^e étage, tél. : 45-05-14-10, poste 4003, 2272

QUEL QUE SOIT
VOTRE PROFIL,
REGARDEZ
VOTRE SITUATION
EN FACE.

NUMERO
SPECIAL
EN VENTE
JUSQU'AU
4 JUILLET

Aujourd'hui plus que jamais, L'EXPANSION Spécial Salaires des Cadres est un repère indispensable pour bien mener votre carrière. Quel que soit votre âge, votre secteur d'activité, votre expérience, des informations précises et des chiffres précis vous permettront de vous situer sur le marché du travail, voire d'envisager votre reconversion. L'EXPANSION Spécial Salaires des Cadres : la référence, pour mieux négocier votre salaire et trouver les bonnes filières. Qui gagne combien, pourquoi et comment ?

LE SALAIRE DES CADRES

L'Expansion

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 28 F

مركز من لاصول

Controverse
banque
à
monnaie
par Jacques MOUD
avec de nombreux documents

INSTITUT DE GESTION
DE PERSONNEL
IGP

EN AFRIQUE

Niger : l'eau piégée

Les femmes, les artisans et les machines : une participation vécue.

SUR la route de Niamey à Tahoua, presque 600 kilomètres, le soleil brule tout. Quelques arbustes résistent à un sol compact, dur comme du béton. On dirait la piste d'un aéroport désaffecté, craquelée par des végétaux obstinés autour desquels s'attardent des chèvres, des moutons à long poil. A un moment, une troupe de chevaux galope à la recherche, on imagine, d'ombre ou d'eau. A un autre, une douzaine de dromadaires hautains qui s'abritent sous de rares arbres jetés sur la route jaune, comme des pièces de leur jeu, comme des pièces de leur jeu.

Paysage de Sahel, vie ralentie mais partout présente : ici, un âne chargé de fagots, là des femmes et des enfants ramenant du point d'eau. Ces sols, aplatis, nettoyés par le vent, piéçés par les pluies, sont abandonnés par une culture itinérante. Loin de là, s'élèvent des collines de fumée. Les paysans brûlent les tiges de maïs et de sorgho passées, des souches. Ils préparent quelques pièces de terre.

En Tahoua, à Keita, la route puis la piste mènent à un plateau de caillasse, châteaux de pierres creusés de mille ravines. Les villages alentour, qui forment l'arrondissement de Keita, sont fertiles. La densité de population, 150 000 habitants, 250 villages sur 480 000 hectares, est élevée. Le plateau lui-même, celui de Laba, est lui-même autrefois.

Il y a seize ans, se souvient M. Souley, le directeur national du projet Keita, projet de développement intégré, financé par l'Italie, conduit par une équipe de la FAO, qui prévoit de réhabiliter les terres, de fixer une population chaque année contrainte à l'exil à la recherche de ressources alimentaires.

Sur le plateau de Laba, des femmes disposent des pierres sur un billon de terre, sorte de petit talus levé par les hommes. Ces banquettes retiendront les prochaines pluies. Elles suivent les courbes de niveau, perpendiculaires à la pente. Entre chaque banquette, le sol est défoncé sur un tiers de la surface. Laissé en l'état, les deux tiers serviront de puits versant, conduisant l'eau de pluie vers la partie cultivée. Cette technique de réhabilitation du sol s'appuie sur une pratique traditionnelle qui arrangeait de petits murets de pierre.

Les terres redevenues fertiles sont attribuées aux anciens propriétaires, qui souvent étaient partis à la recherche d'un revenu. S'il n'y a pas de terres disponibles, précise M. Souley, les sous-préfets de Keita, on les distribue à des familles. Minimum par famille : 1 hectare ; maximum : 3. La journée de travail sur les différents chantiers, ramassage des pierres, construction des banquettes, dure de 7 h 30 à 15 h 30. Chacun est rémunéré par les vivres attribués par le Programme alimentaire mondial (PAM).

En pleine famine

« Quand nous avons commencé en 1984, on était en pleine famine, raconte M. Renato Carucci, conseiller technique principal pour la FAO. Il n'y avait que 100 mm d'eau sur un lieu de 400 mm en moyenne. La sécheresse a entraîné l'exode. 27 000 hommes sont partis. Ils pensaient que les villageois participeraient pour bénéficier de l'assistance du PAM. On s'interrogeait : reviendront-ils travailler les banquettes après une année de récolte en 1985 ? Ils sont revenus plus nombreux encore. Les femmes puis les hommes ont compris qu'ils ne vivaient plus pour eux, pour que reviennent leurs villages. »

Pour en arriver là, il a fallu gagner la bataille de la crédibilité. Certes, les autorités nigériennes qui gouvernent le Niger ont lancé, en 1979, la Société de développement et de progrès, mais en place des structures pyramidales, les villageois, habitués d'arrondissement, ne se sentaient pas. En 1984, il n'y avait rien, raconte M. Carucci, pas de machines, pas de locaux. On s'est installé dans l'ancienne sous-préfecture. Il fallait faire vite : les gens n'avaient plus rien à manger. Nous avons acheté 200 tonnes de sorgho, acheté un camion, au noir. A partir de novembre, on s'est présenté dans les villages pour expliquer le projet et leur montrer les banquettes. La bataille de la crédibilité, nous l'avons gagnée le 17 décembre 1984.

Ce jour-là, le village de Waddey s'était engagé à fournir quatre-vingt paires de bras. Il y avait bien quatre-vingt paires de bras, des enfants, des vieillards

le fou du village. Les hommes, les femmes, les artisans, les machines : une participation vécue.

Renato Carucci vit à Niamey, un vrai baroudeur. En costume-cravate, il aurait l'allure d'un capitaine d'industrie, l'italienne, tempes argentées, séduction poignée de fer. Ingénieur agronome, il a travaillé partout : Libye, Mali, Togo, Guinée, Iran, Égypte, Pérou, où il est resté six ans. Keita au Niger, c'est son dernier poste avant la retraite, où il cultive la vigne en Italie dans la région des Marches. Il a cinquante-six ans et une pipe à la bouche éternellement éteinte.

C'était gagné aussi parce que les 400 hectares, les premiers réhabilités, ont eu durant l'hiver 1985 de bons rendements en dépit d'une pluviométrie insuffisante. Les rendements allaient de 8 à 17 quintaux, selon les parcelles et les variétés, au lieu de 12 quintaux dans les années précédentes. Ici, sur les glacières, la proximité du village de Sakarawa. La totalité des surfaces des deux banquettes est cultivée. Les arbres plantés pour tenir les banquettes, arrêter le vent et apporter des dépôts organiques laissent imaginer du haut de leur petit mètre les hautes futures.

Des arbres, il commence à en pousser partout. Des trois, puis cinq pépinières, sont sortis 30 000 plants en 1984, 100 000 en 1985, 100 000 sont attendus en 1986. Des prosopis, des acacias, des euphorbias, des kallotropis, c'est-à-dire, dans leur majorité, des arbres fourragers pour nourrir le bétail.

Tous les aménagements du projet Keita ont un seul but : piéger l'eau. Il faut, explique M. Carucci, traiter les bassins versants, les rendre résistants, les rendre et disparaissent. Sur les pentes, les villageois ont creusé des demi-lunes, dans le fond desquels des arbres sont plantés. Lorsque la pluie viendra, elle sera prise dans ce lacs de tranchées. Elle sera le temps de s'infiltrer, pour alimenter les puits souterrains.

Dans le même temps, les villageois profiteront de l'humidité. Allure, les tranchées ont été faites à la machine ; mais le principe n'est le même. En fait, la colline aride, on domine toute une plaine circulaire, où les banquettes ondulent ressemblant à un gigantesque dessin du sable mouillé d'une plage. Demain, ce mouillage pierreux sera un champ.

teau d'eau, après-demain, un bois !

Pour régulariser les chutes d'eau, on ralentit, on pose aussi des gabions. Ce sont des cages rectangulaires constituées de pierres enfilées dans un grillage. Les gabions constituent un seuil solide qui freine l'eau, l'empêche d'être érodée. Ils sont fabriqués par 32 artisans formés à cet effet. Le fil de fer leur est fourni, mais ils vendent au projet le fruit de leur travail. Même démarche avec les forgerons chargés de fabriquer ou réparer les barres à mine, les pioches, les dabs. Ces activités artisanales sont à l'objectif d'ensemble : réhabiliter les terres et permettre aux villageois de dégager un revenu.

L'originalité du projet Keita réside dans ce mariage des techni-

centres d'alphabétisation pour adultes, on forme des secouristes, - il y en a un par chantier, - des artisans - pour aider aux chantiers. Les villageois sont désignés qui allaient devenir responsables des chantiers, après une période de rodage. Nous avons, M. Carucci, des femmes chefs d'équipe, mais nous n'avons pas encore osé leur confier des groupes d'hommes...

Sous l'égide du projet encore, des coopératives de production se sont mises en place, en même temps que des conseils sur l'utilisation d'engrais ou le choix des semences sont donnés. Les villages sont aussi constitués sur une base volontaire - 10 par personne - des stocks de céréales.

Des jardins

Dans la vallée de Sakole vivent 25 000 personnes. Ils ne pas la par hasard, dit M. Carucci. Cela veut dire qu'avant, c'était vivable. Pour

Au total... il y aura 100 puits qui donneront naissance à 750 hectares de jardins pour 3 000 exploitants. Depuis le lancement du projet, en 1984, 1 600 hectares de terres agricoles environ, répartis sur plusieurs sites, ont été remis en état. En rythme de croisière, M. Carucci pense atteindre 2 000 hectares par an, ce qui lui permet de livrer à un petit calcul : dans cinq ans, 10 000 hectares qui étaient improductifs donneront 10 000 tonnes de céréales. A 70 000 F CFA la tonne, cela fera une rentrée de 700 millions de francs CFA.

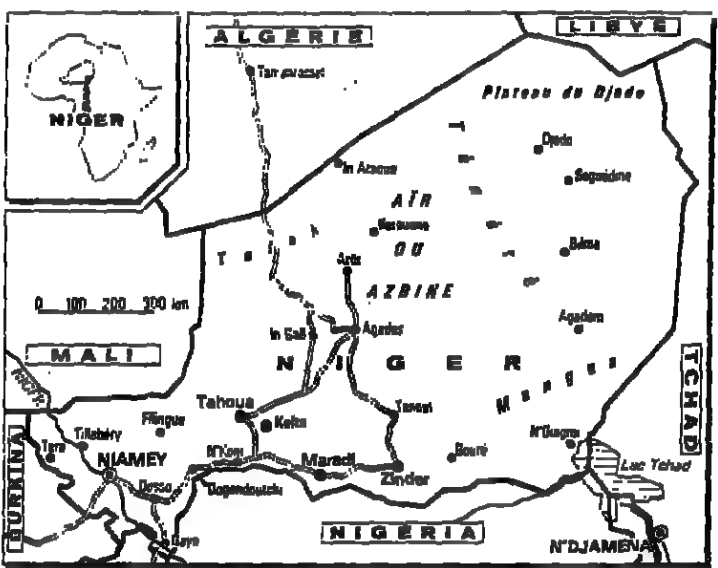
Cette somme peut être utilement comparée à l'argent envoyé chaque mois à la saison sèche par les hommes partis faire mille petits métiers au Nigeria, au Cameroun ou au Gabon : 10 millions de francs CFA, selon le service postal. Déjà l'espoir de meilleures récoltes freine l'exode pour la campagne 1985-1986, 15 000 hommes seulement sont partis. Ils ont aussi rentrés plus tôt que de coutume pour remplacer les femmes aux chantiers.

Comment expliquer l'exceptionnelle participation de la population, estimée sur les neuf « fronts » du projet Keita à 100 personnes par jour, quand bien même l'échec vient du manque d'intérêt manifesté par les villageois ? Il faut y voir le résultat de la propagande menée depuis sept ans à travers la Société de développement. Mais il faut aussi au fait que ces sommes, explique M. Souley, dans une zone de brassage entre nomades et sédentaires. Dans cette région de l'Adar, on appelle les habitants, grands voyageurs par nécessité, les adrama, c'est-à-dire les grands débrouillards.

Qu'il s'agisse d'empêcher l'exode agricole, définitif ou saisonnier, de sédentariser les nomades, peu cher à tous les pouvoirs du monde, la recette est la même : il faut apporter aux producteurs un pouvoir d'achat. Structuellement, avec ses 7 millions d'habitants, le Niger est autosuffisant... sans sécheresse.

JACQUES HALL

(1) 1 franc CFA = 1 franc.



lourdes et les ressources locales. Pour défoncer les sols, charger les pierres, aménager une piste, creuser les trous ou faire un fossé, il faut des machines : tracteurs, sous-soleuses, scrapers, pelles excavatrices. La situation est tellement dégradée, explique M. Carucci, qu'avec les seuls moyens du bord on n'y parviendrait pas. Mais il est impensable de laisser ces machines, leur coût de fonctionnement et leur entretien à la charge des villageois.

C'est ce que, dans le jargon des spécialistes, on appelle les « charges récurrentes ». Elles sont prises en compte et qui sont absorbées par la main-d'œuvre déployée par l'amélioration apportée. La simplicité aussi des techniques adoptées, des machines de pierre, des trous, est étonnante. Le prix de revient de 1 hectare aménagé s'élève à 300 000 F CFA (1) ; rien à voir avec l'irrigation, constate M. Carucci.

Autre originalité, le concept d'intégration. Parallèlement aux chantiers qui permettront au sol d'évoluer et redevenir productif, on construit des classes, des

Controverse
sur la
banque
monnaie
140 pages 58 Francs
par Jacques RIBOUD
auteur de
« MÉCANIQUE DES MONNAIES »

L'impuissance à corriger le désordre monétaire à l'origine des conceptions erronées sur la monnaie : sa création (à 90 % par les banques), son fonctionnement.

Jacques RIBOUD explique comment il faut le montrer.
Un travail de réflexion nécessaire pour ouvrir la voie à des idées neuves.

Collection de la R.P.P. pour l'Économie Publique et l'Économie Sociale
28 bis, rue de la Harpe - 75011 Paris - 4471 0362

ESSEC

L'ESSEC offre en octobre 1986
MASTÈRE SPÉCIALISÉ (M.S.)
EN CONCEPTION ET GESTION
DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE DÉCISION

Ce programme d'un an forme au métier de concepteur des systèmes d'information et des postes de responsabilité de l'informatique et de l'organisation. Les étudiants auront à suivre un programme complet de leur formation : mathématiques, sciences informatiques, gestion, conception de systèmes, outils informatiques et mathématiques d'aide à la décision, applications aux systèmes fonctionnels du management, et communication interpersonnelle.

Les enseignants sont des professeurs du Groupe ESSEC, des professeurs d'universités et grandes écoles et des experts en informatique et organisation. Les étudiants auront à suivre un programme complet de leur formation : mathématiques, sciences informatiques, gestion, conception de systèmes, outils informatiques et mathématiques d'aide à la décision, applications aux systèmes fonctionnels du management, et communication interpersonnelle.

Les candidats doivent avoir un diplôme de niveau universitaire équivalent.

Date limite de dépôt de candidature : 30 juin 1986

Renseignements : M^{me} DAUER - Groupe ESSEC
BP105, 95021 CERGY - Tél. : 30-38-00

ESSEC - Institut d'Enseignement Supérieur Privé

2^e CYCLE DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE
INSTITUT DE GESTION
DE PERSONNEL
IGP

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS ou deux ans de Prépa.

Prochaine session de recrutement le 27 juin 88

Nom _____
Prénom _____
Diplôme _____
Adresse _____

Je souhaite recevoir une brochure détaillée de l'Institut de gestion de personnel.

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
établissement privé d'enseignement supérieur

IFAM : LES FRANCHISÉS M.B.A.

Beau succès pour l'INSTITUT FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGEMENT (IFAM) : créé en 1982, la première promotion recevait en 1985 le diplôme IFAM et le Bachelor of Business Administration de Hartford University et de Northeastern University (Boston). En mai 1986, les mêmes élèves recevaient le diplôme M.B.A. (Master of Business Administration), soit quatre ans après le début de leurs études supérieures, un record en la matière.

Outre ses partenaires associés, Hartford University, Northeastern University, Pace University à New York, University of San Diego, chez qui les élèves effectuent leur troisième année, l'IFAM entretient des relations privilégiées avec les autres grandes universités américaines. C'est ainsi que des élèves de l'IFAM terminent actuellement leur M.B.A. à Indiana University, Mac Gill U., Drexel U., New York U., Syracuse U., Purdue U., Washington U.

Les employeurs attendent de pied ferme ces jeunes managers formés à l'américaine : les premiers IFAM ont été embauchés avant même qu'ils ne reviennent des États-Unis.

Actuellement l'IFAM compte plus de 300 élèves à Paris (où ils effectuent leurs deux premières années d'études) et 180 aux États-Unis.

Dernier développement de cette réussite story, l'IFAM vient de lancer le programme « M.B.A. University » qui permet à des diplômés d'enseignement supérieur d'obtenir après onze mois d'études dont quatre à New York, le diplôme M.B.A. de Pace University (New York).

Enrichissant l'expérience de la formation franco-américaine au management (première école française où tous les cours ont été donnés en anglais), l'IFAM continue de tracer son chemin grâce à son expérience et à son réseau incomparable de relations aux États-Unis.

IFAM Institut Franco-Américain de Management
19, rue Cépé, 75012 Paris - Tél. : 47 47 47 47

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
3^e CYCLE
MANAGEMENT
AVANCÉ

9 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P. maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement le 27 juin 88

Nom _____
Prénom _____
Diplôme _____
Adresse _____

Je souhaite recevoir une brochure détaillée de l'Institut du 3^e cycle management avancé.

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
établissement privé d'enseignement supérieur

Comment échapper au piège de l'austérité

Le Plan n'a autorité ni sur le gouvernement ni sur le Parlement. ■ eux de faire face à la montée des revendications ■ des charges. Eût été appréciée, ici, une simulation, avec scénario approprié ■ ■ perturbation brusque qui surviendrait de l'extérieur.

Bibliographie. Lecture très recommandée.

★ Presses de la Fondation nationale des sciences politiques et Economica, Paris.



چکذا من الاصل

économie

REPÈRES

Dollar : légère baisse à 7,10 F

Le dollar subissait de faibles variations, le lundi 9 juin, sur les marchés des changes internationaux. A Paris, la devise américaine se traitait à 7,10 F, contre 7,11 F le vendredi précédent. La cotation officielle, tandis que le deutschemark cotait 317,80/318,20 (contre 318,42), à Francfort, le billet vert : 2,23/2,25 DM (contre 2,23 DM vendredi). On notera que les réserves de change de la Bundesbank ont baissé de 400 milliards de marks pendant la semaine du 26 au 31 mai dernier, pour s'établir à 58,4 milliards de deutschemarks. Pendant la même période, les engagements à l'étranger se sont accrus de 600 millions de deutschemarks, à 22,6 milliards de deutschemarks.

Carburants : nouvelle hausse fiscale

Le prix des carburants à la pompe augmentera d'environ 2 centimes, par suite de la hausse, à compter du 10 juin, du taux de la taxe spécifique sur certains produits pétroliers, publiée par le Journal officiel du dimanche 10 juin. Cette augmentation servira au financement d'une nouvelle tranche de grands travaux, notamment routiers, par le Fonds spécial de grands travaux (FSGT).

LE PREMIER MINISTRE ET L'EMPLOI

« Nous ne ferons pas de miracles »

De notre envoyé spécial

Elections. - Chômage, emploi ont été les maîtres mots du discours prononcé, le samedi 7 juin à Egletons (Corrèze), par M. Jacques Chirac devant un parterre d'employeurs de travaux publics et de Corréziens, à l'occasion du baptême de la nouvelle promotion de l'ETAP (Ecole d'application des métiers des travaux publics).

Qualité d'« intégrité » plus grande, qui fait peser « un risque de déstabilisation inquiétante sur notre société », le chômage ne pouvait être mieux illustré que par l'évocation de la situation des travaux publics, victimes d'une véritable hécatombe. « Nous sommes arrivés à la réaction s'impose », a affirmé M. Chirac en expliquant l'action entreprise par le gouvernement.

« Il appartient maintenant aux entreprises de concrétiser cette orientation », a-t-il déclaré en rappelant le plan en faveur de l'emploi des jeunes et en saluant au passage les formules qui réalisent « le rapprochement de l'école et de l'entreprise ». « Ce n'est pas un pari hasardeux (...) que d'organiser le libéralisme de l'entreprise, a-t-il ajouté (...). La politique nouvelle que le gouvernement propose est simple, n'oublie pas que l'embauche passe par l'entreprise. »

A l'appui de cette démonstration, M. Chirac a évoqué toutes les « déjà menées » et le souci d'en atténuer l'interprétation. « Qu'on ne dise pas que je favorise telle classe, tel groupe, telle profession. Le gouvernement n'agit ainsi qu'en fonction d'un seul impératif, celui de garantir à chaque citoyen le droit le plus essentiel, son droit au travail. » M. Chirac n'a pas redouté le pire.

Simplification

de la réglementation

Soulignant que par le passé bien des réglementations avaient été prises « pour protéger les travailleurs », M. Chirac a insisté sur le fait que le premier ministre a demandé des dispositions sociales prévues « s'est attaché à prouver qu'elles ne nuisent rien à la production. D'une complexité ridicule, la réglementation sera simplifiée pour les entreprises et la durée déterminée, l'intégrité du travail, le temps partiel. Mais, a-t-il ajouté, nous ne forçons personne. »

L'objectif est de faciliter l'embauche et préciser la situation des travailleurs. A propos de l'aménagement du temps de travail, M. Chirac a rappelé un credo : « J'attache une importance essentielle au développement de la politique contractuelle qui doit demeurer le fondement de la politique sociale. » Qui peut croire, en effet, qu'il appartient

l'Etat de s'immiscer jusque dans les détails des rapports sociaux de notre pays ? a-t-il déclaré. « Les responsables, qui représentent les travailleurs et les employeurs, de définir ensemble leur communauté d'intérêts. »

Ajoutant qu'il n'y a pas de bonne politique contre les intérêts des travailleurs, le premier ministre a évoqué l'utilisation optimale des moyens de production, puis la réforme des statuts sociaux, avant de s'exprimer sur l'autorisation administrative de licenciement. Sur ce sujet explosif, il s'est efforcé de rassurer les parties en prédisant : « C'en est bien fini d'une procédure barbare où l'administration se substitue en toute illégitimité aux responsabilités des chefs d'entreprise. La loi est irrévocable », a-t-il dit à l'adresse des employeurs, en calmant aussitôt leur ardeur : « Le statut relève de la négociation », a-t-il ajouté. « Le gouvernement veut mener une phase de négociation essentielle à ses yeux. »

M. Chirac s'est bien gardé de conclure que sa politique économique porterait nécessairement fruits pour l'emploi. « Je ne ferai pas de prévisions », les chiffres le prouvent, a-t-il dit. « Nous ne ferons pas de miracles. »

A. Le.

Les prix seront totalement libérés au début de l'année prochaine confirme M. Balladur

« Je m'attendais qu'en deux ans nous aurions les moyens de redresser l'économie française », a déclaré M. Balladur, dimanche soir 10 juin, au Grand Jury RTL-Le Monde.

A la question qui lui était posée de savoir s'il n'avait pas été trompé par le CNPF, qui ne réalisait pas les objectifs qu'il avait fixés, M. Balladur a répondu : « Ce que nous avons fait, nous l'aurions fait de la même manière en toute circonstance. Je ne regrette rien. Je suis simplement fier, pour que les choses produisent leurs effets concrets, il faut un certain temps. »

Interrogé sur le rôle des crédits aux petites et moyennes entreprises, qui ne peuvent accéder au marché monétaire, le ministre a déclaré : « Cette situation (...) est dans une certaine mesure et en certains égards regrettable. Je souhaite effectivement que le crédit aux

petites entreprises puisse baisser de façon substantielle pour les aider dans leurs investissements. J'ai demandé que l'on étudie les moyens de faire des propositions à ce sujet dans les jours où les deux ministères qu'il s'agit de...

Le fait d'investir dans la pierre ne risque-t-il pas de nuire à la pierre et à l'industrie ? « La construction est le bâtiment se porte bien en France. Nous construisons 500 000 logements par an et il y a une dizaine d'années, nous en avons construit 300 000 pour une dizaine d'années. Il fallait donc augmenter la production, c'est absolument évident. C'est absolument évident, pensable, car, dans une ville comme Paris, la problématique du logement devient un problème extrêmement grave. Donc, il fallait prendre des mesures à cet égard. »

M. Balladur a confirmé que les prix seraient libérés au début de l'année prochaine, qu'un droit

nouveau de concurrence serait instauré au mois d'août ou au mois de septembre, ce qui permettra d'éviter des dérapages sur les services, les accords, les professions, de façon à réaliser une sortie échelonnée dans le temps. L'objectif général restant celui d'une hausse des prix de 2,4 % en moyenne annuelle.

Après avoir souligné qu'il n'y a pas question de cesser immédiatement toutes subventions aux chantiers navals, M. Balladur a donné quelques précisions sur les mesures à prendre : « Je tiens beaucoup à ce que les salariés des entreprises privées soient propriétaires d'une partie de l'entreprise - nous avons fixé la règle des 10 %. Il faut prendre des mesures pour éviter que le capital étranger ne prenne une part trop importante dans les entreprises qui seront privatisées. Nous prévoyons également des plafonds à cet égard. Il faut enfin éviter que les entreprises n'aient une propriété trop répartie, trop émietlée, ce qui aurait pour conséquence de les rendre vul-

nérables à des tentatives de prises de contrôle. C'est donc une opération infiniment plus complexe que l'opération de nationalisation. Mais je suis décidé à ce que l'on privatise des sociétés avant la fin de l'année. »

L'Etat gardera-t-il un droit de veto ? « L'Etat pourra exercer son droit de veto à l'égard de la loi, mais les choses ne passent pas dans une période transitoire. Ce ne sera pas le général, ce sera un phénomène exceptionnel. Il sera bien de le prévoir dans le texte, mais l'Etat indiquera le ministre délégué. »

Pour conclure, M. Balladur a déclaré qu'il avait « la ferme espoir de la forme volontaire de la loi en 1987 la baisse des impôts sur le revenu promise - mais qu'il faut d'abord réduire le déficit budgétaire. Quant au transfert des finances de Bercy, celui-ci n'est pas remis en cause, pas plus que le projet du Grand Louvre, auquel je suis attaché depuis longtemps. »

Les 40 milliards de francs d'économie de M. Chirac

(Suite de la première page.)

L'énormité des sommes mises en jeu a toujours été la pierre d'achoppement, quand il s'agit d'opposition à beaucoup d'opérations de l'Etat. Le thème du génie, du train de vie despotique de l'Etat, des fonctionnaires inutiles, a souvent été exploité. Il l'est d'autant plus que, depuis la fin de la croissance économique s'étant beaucoup ralentie, les recettes fiscales rentrent plus parcimonieusement, ce qui a fait plus difficile et plus délicate la bonne gestion des deniers de l'Etat.

A y regarder de plus près, on s'aperçoit pourtant qu'il n'y a rien de si simple que de réduire rapidement, et de façon importante, les charges de l'Etat, comme M. Reagan et M. Thatcher ne l'ont-ils pas fait ?

La dette publique dépend des dépenses de l'Etat - qui ne baissent que lentement - et de la réduction du déficit budgétaire. Sur les dépenses, nous sommes allés de 2,5 millions de francs en 1981 (1,9 million sans les amortissements) à 1,5 million en 1985, il est théoriquement possible de faire des économies. Sur les dépenses, d'abord, M. Chirac a annoncé une réduction de 1,5 milliard de francs, soit 15 000 à 20 000 postes supprimés, puis une mesure visant à réduire le personnel enseignant (au-dessus de la troisième) et les dépenses de santé. Sur les traitements et les salaires, qui, bien qu'ils étaient devenus particulièrement bloqués l'année précédente, est-ce l'Etat qui a fait la pause catégorielle ? - ferait-il quelques milliards de francs de l'Etat.

Sur le train de vie de l'Etat, déjà sérieusement malmené depuis quelques années, très peu d'économies sont, en revanche, à attendre. Ce serait-ce d'ailleurs qu'à cause de la faiblesse des sommes engagées (25 milliards de francs). Sur les subventions de fonctionnement aux établissements publics, il est théoriquement possible de couper, mais en sachant que plus de la moitié des sommes en cause vont à la recherche et représentent une partie des salaires. Sur les armées (195 milliards de francs), la droite a trop reproché au gouvernement - avec raison - d'avoir pris beaucoup de retard sur la loi-programme pour qu'il ne soit pas possible d'y rajouter, l'on peut dire.

Restent deux dépenses importantes : les interventions de l'Etat et ses dépenses d'équipement.

Sur les 100 milliards de francs de dépenses dites d'intervention, 100 milliards sont de nature économique. Mais on y trouve, pêle-mêle, une vingtaine de milliards de francs pour la SNCF, 7,5 milliards pour les Charbonnages, 11 milliards pour l'agriculture pour le soutien des marchés, 5,5 milliards pour l'amortissement de la dette contractée lors des nationalisations, 11 milliards de francs de bonification d'intérêt, 2,5 milliards d'aides à l'emploi sous forme de pré-retraites, aides de solidarité, etc.

Dans cette longue liste, le seul point sur lequel on peut espérer une réduction est celui des subventions (quand un crédit est accordé à un particulier, l'Etat accorde un taux privilégié, l'Etat accorde la différence avec le prix du marché). En France, le nombre, M. Bérézgovoy avait agi en ce sens, mais ce n'est pas la baisse des taux d'intérêt.

Ces efforts devraient permettre d'économiser des sommes non négligeables en 1987, de l'ordre de 1 milliard de francs sur les exportations, un peu moins de 1 milliard sur l'immobilier par ailleurs (3). Encore faudrait-il que l'Etat gère mieux son budget, ce qui est une tâche importante, somme toute sage, comme il vient de le faire - et avec quelle maîtrise - pour les prêts aux agriculteurs et au logement, entre autres, en 1985, en réduisant sur la rigueur budgétaire et sur les dépenses de l'Etat.

Les autres interventions de l'Etat sont de nature sociale. Elles représentent 150 milliards de francs. On y trouve, en outre, pêle-mêle, les pensions des anciens combattants pour 26 milliards de francs ; le Fonds national de chômage (les personnes âgées) pour 22 milliards de francs ; les compensations aux régimes de retraite pour 36 milliards de francs (dont 12,5 milliards de francs pour la SNCF, qui n'a pas que 200 000 actifs pour 400 000 retraités) ; l'indemnité aux anciens handicapés pour 13,5 milliards de francs ; le Fonds national de chômage pour 20 milliards de francs ; les remboursements à la RATP et à la SNCF pour les réductions de tarifs de transport pour 5,5 milliards de francs ; les aides au logement pour 15 milliards de francs.

Enfin, l'Etat dépense encore 11 milliards de francs sous forme d'interventions diverses, allant de certaines aides aux collectivités locales (15 milliards de francs notamment pour la dotation gé-

nérale de décentralisation) aux aides à l'enseignement privé (20 milliards de francs), en passant par la formation professionnelle (11 milliards de francs).

Les dépenses d'équipement public représentent pour l'Etat 25 milliards de francs, soit 10 % du budget de l'Etat, une somme très mince, même si l'on doit tenir compte du fait que la France a maintenant réalisé l'essentiel des grands équipements qui lui faisaient défaut à la fin de la deuxième guerre mondiale. Dans ces 25 milliards de francs, on trouve des milliards alloués au logement - encore - et des milliards à la recherche (15 milliards de francs sur un total de 41 milliards), les grands chantiers du président et toutes les aides à l'industrie pour un total de 20 milliards de francs, sous forme de dotations au capital et au concours (sidérurgie, aéronautique, pâte à papier, etc.).

Pas très réalistes

L'analyse détaillée des dépenses de l'Etat - titille. Elle montre bien que toute amputation importante des crédits doit passer par une réduction des dépenses. Celles-ci sont énormes, mais elles ont des conséquences considérables. Certaines actions de l'Etat, comme la politique de logement, le chômage ou d'autres favorisant les personnes âgées, l'enseignement, les handicapés, les agriculteurs, seraient remises en cause. C'est bien ce qui arriverait si les dépenses d'intervention étaient réduites de 20 à 15 milliards de francs, comme l'a demandé M. Chirac à ses ministres.

Puis, par qu'il soit impossible de réduire les dépenses publiques. Le gouvernement pense notamment à l'industrie qu'on peut évaluer à 10 milliards de francs, dont 11 milliards de francs sectorielles. M. Chirac et M. Balladur visent aussi les dépenses des collectivités locales que l'Etat subventionne à hauteur d'une centaine de milliards de francs (4). Encore faudrait-il procéder méthodiquement, ce qui implique une action réfléchie, réfléchie, étalée sur des années et excluant les actions spectaculaires.

En 1970 et 1979, par exemple, le nombre de fonctionnaires a augmenté d'un chiffre compris

entre 15 000 et 25 000 personnes par an. Après le raz de marée de 1981-1982, (85 000 emplois créés en deux ans), les effectifs ont diminué : de 10 000 dans les deux années 1984-1985. Cette cadence est probablement la limite. Peut-être faut-il l'accélérer légèrement ; mais passer brusquement à une réduction d'emplois de 15 000 à 20 000 personnes par an n'apparaît pas très sérieux. Ce serait-ce que pour éviter les chocs en retour ultérieurs et à coups si préjudiciables à la qualité de l'embauche. La fonction publique n'a pas fini de payer le prix des embauches précipitées qui ont suivi mai 1968, notamment dans la police et l'enseignement.

Pour toutes ces raisons, il n'apparaît pas très réaliste d'annoncer - sinon par volonté tactique - des économies de dépenses aussi importantes que celles avancées par MM. Chirac et Balladur.

Celles-ci devaient même être réalisées dans le projet de budget pour 1987, y a-t-il à parier qu'elles disparaissent, à côté d'économies réelles, quelques-unes de ces habiletés de présentation - voire quelques débudgétisations - qui à droite avait tant reprochées à la gauche (l'utilisation de la privatisation des milliards de la privatisation donnera lieu à d'intéressants débats).

A moins que M. Balladur, pour rester à fait sérieux, ne prenne beaucoup plus de temps que prévu pour tenir les promesses électorales inscrites dans la plateforme électorale UDF-RPR.

ALAIN VERNHOLE.

(3) L'Etat a prévu de réduire les crédits : 18,7 milliards pour le logement, 1 milliard pour l'agriculture, 1 milliard pour l'exportation, 7,5 milliards pour l'industrie, la santé, la culture, les sports, les loisirs, les collectivités locales, les régions, les départements, les communes, les établissements publics, les universités, les écoles, les hôpitaux, les services publics, les services sociaux, les services culturels, les services sportifs, les services de transport, les services de communication, les services de défense, les services de justice, les services de police, les services de sécurité, les services de renseignement, les services de diplomatie, les services de coopération internationale, les services de recherche scientifique, les services de recherche technologique, les services de recherche médicale, les services de recherche agricole, les services de recherche industrielle, les services de recherche spatiale, les services de recherche nucléaire, les services de recherche en énergie, les services de recherche en informatique, les services de recherche en électronique, les services de recherche en robotique, les services de recherche en génie, les services de recherche en chimie, les services de recherche en physique, les services de recherche en biologie, les services de recherche en médecine, les services de recherche en psychologie, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing, les services de recherche en publicité, les services de recherche en relations publiques, les services de recherche en gestion, les services de recherche en administration, les services de recherche en économie, les services de recherche en droit, les services de recherche en politique, les services de recherche en sociologie, les services de recherche en anthropologie, les services de recherche en linguistique, les services de recherche en philosophie, les services de recherche en histoire, les services de recherche en géographie, les services de recherche en archéologie, les services de recherche en ethnologie, les services de recherche en folklorique, les services de recherche en art, les services de recherche en littérature, les services de recherche en musique, les services de recherche en danse, les services de recherche en théâtre, les services de recherche en cinéma, les services de recherche en télévision, les services de recherche en radio, les services de recherche en presse, les services de recherche en édition, les services de recherche en communication, les services de recherche en marketing,

Les régions françaises « se vendent » aux Japonais

Une délégation d'hommes d'affaires, d'industriels et de financiers japonais vient de quitter la France après un séjour de près de deux semaines. Elle a parcouru plusieurs régions, notamment celles où sont déjà installées des usines nippones (comme l'Aquitaine et la Bretagne), mais n'est pas allée en Rhône-Alpes, ce qui est regrettable étant donné le potentiel économique et technologique de cette région, la deuxième après l'Île-de-France.

Organisée à l'initiative du ministère japonais du Commerce international et de l'industrie (MITI), en coopération avec la délégation à l'aménagement du territoire (DATAR), cette opération visait à attirer en France des investissements japonais, notamment dans les régions où les difficultés de l'emploi sont les plus criantes. Rendant compte de cette visite, M. Tomoko Miyazaki, numéro deux de la Banque de Tokyo, et chef de la mission, a indiqué que les hommes d'affaires japonais avaient pu s'entretenir en tête-à-tête (les Japonais disent « genou à genou ») avec plusieurs responsables de conseils régionaux et des patrons d'entreprise. Ils ont, d'autre part, été reçus par quatre ministres, notamment par M. Balladur (1).

Numéro un en Europe

Selon M. Miyazaki, les conditions fiscales, financières et sociales que rencontrent les industriels étrangers voulant investir en France « ne sont pas contraignantes » même si elles sont relativement plus lourdes, d'un point de vue de procédure administrative, qu'en Grande-Bretagne ou qu'en RFA. Au moment où le gouvernement envisage de réduire, voire de supprimer les aides pour inciter les entreprises à créer des établissements nouveaux dans des emplois, les ministres seront intéressés de savoir que, selon les Japonais, « les aides financières notamment les aides de la DATAR sont déterminantes ». Enfin, M. Miyazaki a précisé que les industriels japonais envisagent de plus en plus d'investissements à forte valeur ajoutée alors que jusqu'à maintenant ils se sont plutôt cantonnés dans les activités d'assemblage.

A LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPARATION AUTOMOBILE

M. Puijalon remplace M. Bernasconi

De notre correspondant

Aix-les-Bains. — Après vingt et une années passées à la tête de la Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobiles (CSNCR), M. René Bernasconi, âgé de soixante-dix ans, a cédé la présidence du syndicat patronal. Réuni en congrès du 5 au 7 juin à Aix-les-Bains, le conseil national de la CSNCR a désigné à sa place M. Jean Puijalon, qui a occupé jusqu'aux fonctions de vice-président — et qui était le « poulain » de M. Bernasconi (le Monde du 17 mai). Ce dernier ne décrochera pas totalement de la CSNCR, puisqu'il représentera la Chambre syndicale auprès des organisations interprofessionnelles, au travers d'une délégation permanente, votée par le congrès, lui permettant de demeurer notamment à la tête de la Confédération générale de la petite et moyenne entreprise (CGPME).

L'autre liste conduite par M. Henri Royer de Linclaye, président de Paris-Rhône de France de la CSNCR, entendait « réintroduire la démocratie dans le syndicalisme patronal ». Privée du droit de s'exprimer dans la presse professionnelle dépendant de la chambre, privée d'accès jusqu'au 26 mai au fichier des grands électeurs, mais aussi interdite — comme la liste adverse — de la possibilité de s'exprimer devant les congressistes, la liste de M. Royer de Linclaye, qui se voulait « rénovatrice », n'aura finalement obtenu que 57 voix contre 249 à la liste conduite par M. Puijalon.

En coulisse, la bataille fut âpre, la liste « contestataire » hésitant pas à dénoncer « une gérontocratie qui veut conserver ses rhinocéros » et qui « n'a jamais, en vingt ans, donné un réel coup de pioche à la Chambre ». Il était reproché également à M. Bernasconi de n'avoir pu obtenir la liberté des prix dans le domaine de la réparation automobile.

G. F.

La France est devenue — après une longue « légalité » le premier pays d'Europe pour l'accueil des investissements industriels japonais : 22 unités de production nouvelles depuis trois ans, au lieu de 12 au Royaume-Uni et de 7 en RFA. Aujourd'hui, il y a 40 usines (ou sociétés de service) japonaises en France employant 10 200 personnes, au lieu de 37 en Grande-Bretagne (12 400), 23 en Espagne (11 600) dont 6 600 pour Nissan à Barcelone, 31 en RFA (9 200). Le tableau ci-contre illustre cette situation. Installées naguère à la périphérie de l'Europe, les Japonais préfèrent désormais son centre, comme en témoigne par exemple la décision d'installation récente de Sony à

Ribeauvillé en Alsace ou de Panasonic en Lorraine du Nord.

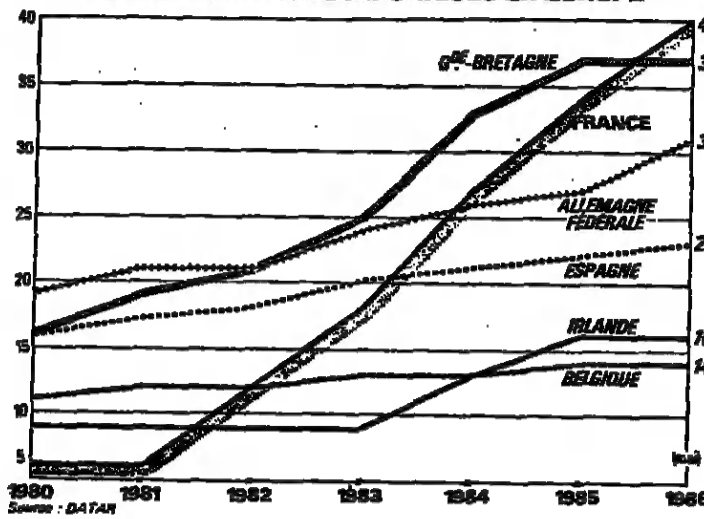
Presque toutes les régions ont maintenant des implantations japonaises, sauf le Massif Central et la région Rhône-Alpes. Les régions du Sud-Ouest en ont 9, l'Ouest 6, la Normandie 5, le Nord 3, l'Est 7, l'Île-de-France 6, le Centre 2, et le Sud-Est 2.

La quasi-totalité des établissements japonais se situe à l'ouest d'une ligne Colmar-Carcassonne.

F. GR.

(1) Il s'agissait de la trente-septième mission de ce type organisée par le MITI à l'étranger, la dixième en Europe, et la première en France.

LES IMPLANTATIONS JAPONAISES EN EUROPE



ENTREPRISES

Un avion signé MBB et General Electric

Le motoriste américain General Electric et le constructeur aéronautique allemand Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB) ont signé un accord pour le développement d'un avion de transport régional. Celui-ci emporterait environ quatre-vingts passagers. Il serait disponible en 1995 et serait équipé d'un moteur à hélice rapide de la nouvelle génération. MBB projette d'associer la Chine à la construction de ce nouvel appareil baptisé MPC-75, concurrent de l'ATR-72 franco-italien.

Accord franco-allemand pour les instruments de vol

Deux équipementiers aéronautiques, SPENA (France) et Nord-Micro (RFA), s'allient pour développer et commercialiser un nouveau système informatique embarqué. Avec leur IFS-86 (Instrument Flight System), les deux firmes espèrent prendre 20 % d'un marché mondial évalué à 2 milliards de dollars dans les quinze prochaines années. L'IFS-86 sera proposé pour les avions de taille moyenne et pour les hélicoptères.

Sanofi met l'accent sur les États-Unis

Le deuxième groupe pharmaceutique français Sanofi, filiale d'ELF-Aquitaine, veut accentuer son développement international par une politique d'acquisitions. A commencer par les États-Unis où Sanofi compte acquérir une

société locale. A cet effet, elle a sollicité et obtenu de ses actionnaires l'autorisation d'émettre à hauteur d'un montant maximal de 1,6 milliard de francs, diverses formes de titres (obligations à bons de souscriptions d'actions, obligations convertibles, certificats d'investissement...). Bien décidé à faire de 1986 l'année des États-Unis où Sanofi compte « mobiliser les quelques milliards de francs nécessaires à cette acquisition », le groupe envisage de porter à plus de 1,2 milliard de francs ses dépenses de recherche et développement qui avoisinaient le milliard de francs en 1985.

La GAN s'implante au Japon via Yasuda

Le Groupe des assurances nationales (GAN) vient de signer un accord avec Yasuda Fire and Marine Insurance Company aux

termes duquel le deuxième groupe nippon d'assurances dommages facilitera l'implantation et le développement du GAN au Japon. Le groupe japonais qui se situe dans les dix premières compagnies mondiales dans sa catégorie, a réalisé en 1985 un chiffre d'affaires de près de 900 millions de yens (plus de 35 milliards de francs) et qui appartient au groupe Fuyo (Canon, la Banque Fuji, Hitachi, Nissan, Marubeni, Kubota, les aciéries Nippon Kokan...) fête l'année prochaine son centième anniversaire.

La Banque Worms reprend une filiale londonienne de l'American National Bank

Sous réserve de l'accord de la Banque d'Angleterre, la Banque Worms reprendra l'activité et le personnel de l'Agence de Londres de l'American National Bank and Trust Company of Chicago, filiale de la First Chicago Corp. La Banque française, qui dispose déjà de trois agences à l'étranger (New-York, Hongkong et Singapour) et deux filiales en Italie et au Brésil, inscrit cette opération dans sa stratégie de développement sur les grands marchés financiers internationaux.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CREDIT LYONNAIS 1985

RÉSULTATS ET FOND PROPRES EN PROGRESSION

1985 aura été au Crédit Lyonnais sous le signe du **DYNAMISME COMMERCIAL**, comme en témoignent le nombre record des ouvertures de comptes (466 000 dont plus d'un tiers auprès des jeunes) et les avancées dans le domaine de la monétique (+19 % pour les cartes bleues, +44 % pour les terminaux de paiement électronique chez les commerçants) ou encore le succès des actions en faveur des entreprises qui innovent et exportent. À l'étranger, les implantations nouvelles en Chine, aux États-Unis (Dallas et Boston) et celles en cours en Suède et en Australie complètent un réseau mondial déjà remarquablement dense.

Année de profonde **MUTATION** aussi, pour le Crédit Lyonnais. Le monde bouge et il a choisi de bouger avec lui. Sur les tout nouveaux marchés des billets de trésorerie et des instruments financiers, il s'est d'emblée assuré une part importante. La priorité donnée au développement de la banque à domicile (télébanque), des guichets automatiques et des services informatisés aux entreprises procède du même esprit.

L'adaptation passe par l'**INVESTISSEMENT**. Le Crédit Lyonnais a consacré en 1985 près d'un milliard de francs à sa modernisation, qu'il s'agisse de ses équipements informatiques, de ses agences ou de ses dispositifs de sécurité. Il a pu le faire grâce à une grande **RIGUEUR** de gestion qui lui a assuré une bonne maîtrise de ses frais généraux (+5,7 % en France).

Pour l'ensemble du Groupe, le bénéfice avant amortissements, provisions et impôts s'établit à F 8 219 millions au lieu de F 7 930 millions l'année précédente. Pour apprécier à sa juste mesure la signification de ces chiffres en termes de **RENTABILITÉ**, il faut noter que le produit net des opérations en devises a subi, lors de sa traduction en francs dans les comptes au 31 décembre 1985, l'effet de la baisse des cours d'un certain nombre de devises, en particulier du dollar (-21 % de fin 1984 à fin 1985).

Les dotations nettes du Groupe aux provisions d'exploitation portent sur F 5 263 millions : l'amélioration de la situation financière de la clientèle d'entreprises a permis de renforcer notablement la **COUVERTURE DES RISQUES** sur les pays connaissant des difficultés pour assurer le service de leur dette extérieure.

Année d'effort, 1985 a été aussi pour le Crédit Lyonnais une année de **PROGRESSION DES RÉSULTATS**. Le bénéfice net consolidé (part du Groupe) s'élève de F 1 021 millions en 1984 à F 1 204 millions en 1985 (+17,9 %).

Après affectation des résultats 1985, mais sans tenir compte d'importantes plus-values latentes, et avant l'émission de certificats d'investissement lancée avec succès le 26 mai 1986, les **FONDS PROPRES** du Groupe Crédit Lyonnais atteignent F 14 425 MILLIONS. Ensemble avec les provisions ils représentaient un total de F 36 844 millions, soit 10,6 % des crédits à la clientèle.

Millions de francs	1982	1983	1984	1985
Crédit Lyonnais seul				
Produit net bancaire	15 529	18 279	19 741	20 334
Bénéfice net	311	359	369	442
Encours des provisions d'exploitation	9 733	13 839	17 184	20 955
Fonds propres	5 122	6 326	8 502(2)	10 269(2)
Groupe Crédit Lyonnais				
Produit net bancaire	18 792	21 818	23 580	24 025
Bénéfice net (part du groupe)	803	1 008	1 021	1 204
Encours de provisions	11 200	15 836	19 501	22 419
Fonds propres	7 026(1)	8 706(1)	12 567(2)	14 425(3)

(1) avant répartition
(2) y compris les titres participatifs (2 milliards)
(3) y compris les titres participatifs (2 milliards)
et les T.S.D.I. (1,5 milliard)



LE POUVOIR DE DIRE OUI



CREDIT LYONNAIS

LE PARTENAIRE DE VOTRE AVENIR

La brochure du rapport annuel sera disponible fin juin. Elle peut être obtenue (ou sa micro-fiche) sur simple demande adressée dès à présent à CREDIT LYONNAIS (Communication) 19, bd des Capucins - 75002 Paris. EUROPARTENAIRES : BANCO DI ROMA - BANCO HISPANO AMERICANO - COMMERZBANK

une réflexion collective
on du syndicalisme

SICAV
TE GENERALE
RYTHME
SPORTIF

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

This announcement appears as a matter of record only

April 16, 1986



FF 400,000,000

REPUBLIC OF FINLAND

7 1/2 per cent Bonds due 1996

Issue Price: 100 1/2 per cent.

Application has been made to list the Bonds on the Luxembourg Stock Exchange.

The Bonds will initially be represented by a temporary certificate which will be deposited with a common depository for Cedel S.A. and Euroclear on or about May 6th, 1986 which will be exchangeable for definitive Bonds on or about August 6, 1986.

Banque Nationale de Paris

Credit Suisse First Boston Limited

Dresdner Bank

Algemene Bank Nederland N.V.

Banque Bruxelles Lambert S.A.

Banque Indosuez

Caisse des Dépôts et Consignations

Citicorp Investment Bank Limited

Crédit Commercial de France

Crédit Lyonnais

Daiwa Europe Limited

Deutsche Bank Capital Markets

EBC Amro Bank Limited

Goldman Sachs International Corp.

Kansallis Banking Group

Morgan Guaranty Ltd

Morgan Stanley International

Postipankki

Société Générale

Swiss Bank Corporation International Limited

Union Bank of Finland Ltd

Union Bank of Switzerland (Securities) Limited

S.G. Warburg & Co. Ltd.

FINOVETRON

NATIO-INNOVATION

DU CAPITAL RISQUE POUR GIGA INSTRUMENTATION

A l'occasion d'une récente augmentation de capital, la société GIGA INSTRUMENTATION voit se renforcer ses fonds propres de près de 10 millions de francs. Les sociétés de capital-risque FINOVETRON et NATIO-INNOVATION, ainsi que des fonds communs de placement à risque (dont certains de la BNP et de la SOCIÉTÉ NANCEIENNE ET VARIN BERNIER), assurent ainsi à GIGA INSTRUMENTATION les moyens de ses ambitions.

La société, spécialisée dans les instruments de mesures hyperfréquences (pour le domaine de la communication, radar, etc...), entend continuer à croître dans ce secteur où elle a déjà acquis une belle notoriété. Après avoir réalisé plus de 60 MF de chiffre d'affaires en 1985, GIGA compte prendre une place de leader dans ce créneau grâce à son analyseur de spectre programmable, le GA 4000, annoncé à la presse en Janvier 1986.



GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS

L'assemblée générale ordinaire du Groupement foncier français s'est tenue le 2 juin 1986 sous la présidence de M. Bertrand Balaureque.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1985 qui ont dégagé un bénéfice net, après impôts, amortissements et provisions, de 6.905 millions de francs, en hausse de 70 % par rapport à celui de 1984.

A cette occasion, le président a fait le point de l'activité de l'exercice écoulé, et des cinq premiers mois de 1986 en forte progression par rapport à la même période de l'exercice précédent, et qui garantit, pour l'exercice en cours, un résultat au moins équivalent à celui de 1985.

Le Groupe s'est en outre enrichi, depuis le début de 1986, de deux importants ensembles de gestion et de syndic d'immeubles, l'un à Lyon, l'autre à Paris, et a mis en œuvre une nouvelle SICOMI au capital initial de 200 millions de francs.

L'action du GFF, qui valait 250 F en 1983 et 336 F en 1984, était estimée en valeur comptable à 404 F au 31 décembre 1985. C'est sur cette base, qui ne tient compte ni de la valeur du fonds de commerce ni des plus-values latentes du patrimoine, que les actionnaires pourront exercer, d'ici le 20 juin prochain, l'option du versement du dividende en actions qui leur a été offerte par l'assemblée générale.

Celle-ci a également ratifié la nomination comme censeur de M. Michel Periat, en remplacement de M. Claude Rivé.

AUSSEDAT REY

L'assemblée générale extraordinaire du 5 juin 1986 n'ayant pu se tenir, faute de quorum, les actionnaires sont convoqués à nouveau pour le 24 juin 1986. L'assemblée générale extraordinaire se tiendra au siège social, 1, rue du Petit-Clamart à Vélizy-Villacoublay (Yvelines), vers 10 h 30, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire convoquée pour 9 h 30.



Société immobilière et de construction hôtelière

L'Assemblée générale ordinaire réunie le 29 mai 1986, sous la présidence de M. Serge Housin, a approuvé les comptes de l'exercice 1985, qui se soldent par un bénéfice net de 59 743 327,55 F. Elle a décidé la distribution d'un dividende de 24 F par action (contre 22,50 F pour l'exercice antérieur) qui sera mis en paiement à compter du 1^{er} juillet 1986.

Le conseil d'administration qui a suivi l'assemblée a approuvé plusieurs nouvelles opérations, pour un montant de 45 MF, qui devraient prochainement s'ajouter aux 46,6 MF d'engagements signés par SICOtel depuis le début de l'année, répartis par moitié entre crédit-bail et location simple.

AFFAIRES

EN BOURSE

SCREG : le pari de Bouygues

Par achats en Bourse, Bouygues a porté à 51 % sa participation dans le capital de la SCREG, assurant, ainsi, ses arrières (on ne sait jamais) pour mener à bien le renflouement de cette société, lourdement endettée, déficitaire de 1,7 milliard de francs, et désormais sans fonds propres. Pour les reconstruire, son capital va être augmenté de 1,2 milliard de francs, dont Bouygues fournira 80 %, essentiellement par abandon de créances. Elles ont été rachetées à 65 % de leur valeur (1,5 milliard de francs) au consortium de banques conduit par la BNP, le Crédit lyonnais, la Société générale et Indosuez, qui, elles-mêmes, ont prêté 700 millions de francs à Bouygues, sur douze ans, avec trois ans de différé, et lui ont versé 15 % des 2 milliards de francs de cautions consenties à la SCREG.

En échange, Bouygues termine les chantiers et prend à sa charge les cautions. L'opération est « audacieuse », selon Francis Bouygues, avec des aléas sur les chantiers étrangers. « Un minimum de risque », en revanche, sur SCREG-Routes et sur les filiales Coles et SAGER, « belle organisation ». Objectif : retour aux bénéfices en 1987 (100 millions à 200 millions de francs en 1988).

Tout cela devrait coûter, au maximum, 500 millions de francs à Bouygues, qui apporte, outre la prise en charge des cautions, ses hommes, son organisation et sa trésorerie (près de 4 milliards de francs). Les banques font l'essentiel de l'effort financier, mais elles auraient pu prendre plus de 2 milliards de francs en cas de dépôt de bilan de la SCREG.

F. R.

ÉNERGIE

SELON L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE

Les stocks des compagnies pétrolières sont au plus bas depuis treize ans

Les stocks pétroliers détenus par les compagnies devraient tomber à la fin du mois de juin à leur plus bas niveau depuis treize ans. Selon les estimations de l'Agence internationale de l'énergie, dans son dernier bulletin mensuel de conjoncture, les stocks des compagnies, dégonflés par cinq mois de déstockage continu (janvier à mai), devraient représenter, le 1^{er} juillet, 309 millions de tonnes, soit seulement soixante-douze jours de consommation.

Depuis le premier choc pétrolier, ils n'étaient jamais tombés à cette période de l'année en dessous de soixante-quinze jours de consommation (en 1979).

La faiblesse des stocks des compagnies, jointe à la reprise prévue de la consommation et au plafonnement de la production des pays non membres de l'OPEP, devrait permettre à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole de maintenir d'ici à la fin de l'année un rythme d'extraction nettement supérieur à l'an passé.

Selon le Market Monitoring Bulletin, publié chaque mois par la société Enerfinance, la demande adressée à l'OPEP devrait atteindre 17,5 millions de barils/jour en juin et 17,7 millions en juillet, pour retomber en août à 17 millions de barils/jour, soit près de 20 % de plus que l'an dernier à la même époque.

L'AIE, qui prévoit une hausse de la consommation d'environ 3 % d'ici à la fin de l'année et de 2,5 % au total en 1986 par rapport à l'an

passé, estime que la production de l'OPEP a été supérieure de 1,7 million de barils/jour, soit environ 10 %, en moyenne au cours du premier trimestre par rapport à l'an passé. En revanche, la production des pays non membres de l'Organisation aurait diminué de 0,2 million de barils/jour au cours de la même période, soit 0,7 % de moins que l'an passé.

Ces statistiques montrent que la stratégie de reconquête des parts de marché adoptée par l'OPEP depuis décembre 1985, si elle a entraîné une chute des prix de près de moitié, a été relativement efficace. Elle a permis aux pays de l'Organisation d'accroître notablement leur production et leurs ventes aux dépens des autres producteurs. La reprise de la demande devrait favoriser la conclusion d'un accord au sein de l'OPEP lors de sa prochaine conférence ordinaire, le 25 juin à Briaoui (Yougoslavie) a indiqué le ministre indonésien du pétrole, le 6 juin.

« Les choses ont changé, a-t-il dit, la production OPEP nécessaire pour faire face à la demande mondiale aux troisième et quatrième trimestres cette année sera plus élevée », ce qui permettra de relever le plafond prévu et de répartir des quotas pays par pays. Quant aux prix, qui oscillent actuellement autour de 13 dollars le baril, ils devraient augmenter jusqu'à 17 ou 18 dollars, mais pas avant la fin de l'année, a prédit le ministre.

LE PREMIER GROUPE FRANÇAIS DU CAOUTCHOUC INDUSTRIEL

AUGMENTE

SON CAPITAL

PAR ÉMISSION DE 312 500 ACTIONS NOUVELLES
AU PRIX D'OFFRE DE 800 FRANCS.
JOUISSANCE: 1^{er} JANVIER 1986.

OUVERTURE DE LA SOUSCRIPTION LE 9 JUIN 1986 (clôture sans préavis)



hutchinson

Une note d'information (N° 008 n° 86-18) en date du 27.05.1986 est tenue gratuitement à la disposition du public. BAIO du 09.06.1986

مركز الامن لاصول

Le Monde

L'AFFAIRE DU CARREFOUR DU DEVELOPPEMENT

Un prêt garanti par l'Etat

Nouveau rebondissement dans l'affaire Carrefour du développement : l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci au ministère de la Coopération, M. Yves Chailier, a bénéficié, par l'intermédiaire d'une association, d'un prêt garanti par l'Etat pour l'acquisition et la réfection d'un château, le domaine d'Orléans, situé à Salbris (Loir-et-Cher).

Dans le milieu de la coopération, personne n'ignorait l'existence de ce château, qui devait être utilisé pour des stages de formation de cadres africains. Les personnes informées semblaient néanmoins ignorer les conditions pour le moins étonnantes de cet achat. Trésorier de Carrefour du développement, association subventionnée par le ministère de la Coopération, M. Chailier a acquis, en juillet 1985, ce domaine du dix-neuvième siècle au nom d'une autre association, La Promotion française - créée le 27 mars précédent - pour un million de francs.

Un prêt de 2,3 millions de francs pour financer cet achat et les travaux de remise en état du château, partiellement détruit par un incendie en mars 1978, est accordé à la Promotion française par la FINEMEP (Financement des initiatives nouvelles et économiques publiques) en juillet 1985. Cette information, révélée par le Figaro et Valeurs actuelles, a été confirmée le lundi 9 juin par un responsable de la FINEMEP : celle-ci

n'accorde de prêts que s'ils sont accompagnés d'une garantie publique.

Pour ce prêt sur quatorze ans, d'un taux de 11,8 % et remboursable à partir de juin 1986, selon ce responsable, l'Etat a apporté sa garantie par le biais d'une lettre d'accompagnement signée par le ministre de la Coopération de l'époque, M. Christian Nucci. Les spécialistes relèvent, cependant, qu'une telle demande d'emprunt ne peut se faire sans la signature du contrôleur financier du ministère de la Coopération et d'un haut responsable du ministère des finances.

Selon ce responsable de la société FINEMEP, l'établissement bancaire a assuré une partie du financement prévu, « le reste étant couvert par des subventions » correspondant à ce qui est l'apport personnel dans le cas d'un emprunt par un particulier. C'est la première fois qu'il est fait mention de subventions à l'association La Promotion française, qui, fondée par M. Chailier et M. Marie-Danielle Buisson, sous-préfet, avait un objet beaucoup plus large que la seule promotion de l'aide au développement.

Acheté avec un emprunt garanti par l'Etat, le domaine d'Orléans est finalement vendu en décembre pour le même prix à une société civile immobilière dont les deux associés sont M. Chailier et M. Buisson.

C. L.

M. Jospin plaide pour la « modernisation » et « l'ouverture » du PS

« Si vous voulez que François Mitterrand soit notre candidat, ne le lui demandez pas dès maintenant, vous ne feriez que l'affaiblir. » Tel est, en substance, l'un des messages que M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a lancé à ses amis du courant A (mitterrandistes) réunis à huis clos, samedi 7 juin au gymnase de Masy (Essonne). (Le Monde daté 8-9 juin). M. Jospin a en effet appelé les mitterrandistes à ne pas être obsédés par l'échec de la présidentielle, à ne pas poser le problème trop tôt et à savoir patienter, s'ils veulent la candidature de M. Mitterrand. Le premier secrétaire du PS, qui a rappelé que le parti, en tout état de cause, aurait à désigner son candidat, a souligné que l'unité du courant A est son meilleur atout pour peser face aux autres courants et donc pour obtenir que son candidat soit celui du PS.

Tout en admettant des « différences » au sein du courant, M. Jospin a constaté qu'il n'y a pas d'opinions particulières « parmi les mitterrandistes et en a tiré la conclusion : « Il faut, à-t-il dit, éviter les structures particulières dans le courant, s'il n'y a pas d'opinions particulières ».

Le premier secrétaire du PS a rappelé que la tâche immédiate de l'ensemble des socialistes est de commencer à préparer la plateforme présidentielle du parti. Plaidant, selon la formule de l'un des participants, pour « la modernisation et l'ouverture », M. Jospin a notamment affirmé : « On doit faire bouger le langage, quand même, car il ne faut pas avoir peur des faits, à condition de concevoir ce langage autour des valeurs du socialisme. Celles-ci ne sont pas caduques. Mais il faut partir des problèmes vécus, tenir compte des réalités ».

Une alliance Fabius-Poperen ?

M. Jospin a été rejoint, dans sa volonté d'avoir une « approche concrète » des problèmes, par la plupart des intervenants. L'un des participants, jugeant en l'absence d'échecs politiques proches, cette réunion a « peut-être été la réunion de réflexion la plus importante du courant A », a vu à Masy « des gens qui sont à gauche mais qui ont des réformistes ».

Parmi les anciens ministres, sont notamment intervenus MM. Laurent Fabius et Pierre Bérégovoy. L'ancien premier ministre a jugé que le PS doit se préoccuper de savoir garder le pouvoir, s'il le reconquiert. M. Fabius a rappelé qu'il ne souhaite pas que le PS devienne un parti social-démocrate ou un parti démocrate à l'américaine.

Pour sa part, l'ancien ministre de l'économie et des finances s'est prononcé pour une « constellation démocratique » autour du PS qui doit être, selon lui, « à l'avant-garde » de la réflexion économique, « face aux ultras du libéralisme sauvage et aux conservateurs de l'étatisme pompéien ».

Quant à la cohabitation, la plupart des intervenants ont jugé peu probable qu'elle dure jusqu'en 1988, tout en estimant que cet échec ne se produirait pas du fait des socialistes.

Bien que « très calme » et marquée par un « bon climat », aux dires de certains des présents, la réunion a été l'occasion d'une sorte de mise au point à propos des initiatives de M. Jean Popperen, numéro deux du PS. M. Popperen, qui a lancé avec ses amis « l'appel du 23 mars » (le Monde du 25 mars) et a l'inten-

tion de créer des « lieux de rencontre » autour de cet appel, a suggéré que les thèmes de cet appel soient repris par l'ensemble du courant. M. Marcel Deburge, membre du secrétariat national chargé des fédérations, lui a rétorqué que, en dépit de l'enthousiasme de cet appel, la méthode utilisée par M. Popperen n'est pas la bonne, puisqu'il a entrepris cette démarche en dehors de toute concertation avec les autres dirigeants du courant. Quant à la remarque de M. Jospin, demandant d'éviter les « structures particulières » au sein du courant, elle visait directement, selon plusieurs participants, M. Popperen.

En revanche, nous rapporte notre correspondant régional Claude Régent, M. Popperen, qui animait précisément à Feyzin (Rhône), dimanche 9 juin, le premier « lieu de rencontre » de ses proches, membres du courant A, a « sans doute » évoqué directement la réunion de Masy. — fait valoir que MM. Fabius et Bérégovoy ont repris à leur compte la notion de « contrat pour une nouvelle croissance » qu'il défend. Certains n'hésitent pas à y voir un rapprochement, voire une alliance, entre MM. Fabius et Popperen.

JEAN-LOUIS ANDREANI.

Sur le vif

De la confiture pour les veaux

Un lecteur m'a envoyé une coupure du Monde sur cette gigantesque motte de beurre, stockée à grande frais par la Communauté européenne. Ça revient à 7 millions de francs par heure, rien que pour l'emmagasiner, ce beurre. Comme on ne sait pas quoi en faire, on a décidé de le fourguer aux éleveurs, comme ça les veaux pourront en mettre dans leurs pâtées. Ce sera pas donné, mais ça coûtera un peu moins cher que de l'entreposer. Je n'ai pas d'accord, mon lecteur. Je l'ai appelé, il trouve pas ça réjouissant.

— Bouffer du beurre, ça fait grossir. Les veaux vont finir par ressembler à des vaches, des vaches à lait. Et le lait, ça donne quoi ? Du beurre. Voyez, on n'en sort pas.

— Qu'est-ce que vous voulez, ils ont bien pensé, j'ai vu ça dans Libé, transporter cette montagne de beurre au Groenland pour la mettre au frigo. Mais ça ferait moche dans le paysage. Autre possibilité : la broder aux marchands de canons et en faire de la graisse pour joints de

culasses. Ça, ils ont pas osé : les pacifistes auraient gueulé comme des veaux.

— Ah ! ça, sûrement. Mais alors, dites donc, les industriels qui fabriquent des aliments pour les veaux, à qui ils vont les vendre, à présent ? Aux hôpitaux ?

— Ouais, pourquoi pas ? Vous me dites : au lieu de tordre les vaches et de transformer leur lait en poudre et en beurre pour les refiler aux veaux, on aurait peut-être pu les laisser sous la mère.

— Non, ça, je vous le dirai pas, chère madame. Faut être raisonnable. On peut pas demander aux yonds-de-cuir de Bruxelles de faire simple quand ils peuvent faire compliqué.

— Pauvres petits veaux, on les élève à la dure quand même. Moi, les miens, je veux dire mes gosses, pour leurs tartines du matin, ils avaient le choix entre beurre et confiture. Eux, la confiture, ils y ont pas droit.

— Ça viendra, il y aura bien des surplus, vous inquiétez pas.

CLAUDE SARRAUTE.

M. Raymond Barre célèbre Robert Schuman

De notre correspondant

Metz. — M. Raymond Barre, qui participait, le samedi 7 juin, à Montigny-la-Metz (Moselle) aux cérémonies marquant le centenaire de la naissance de Robert Schuman, a, pour sa première intervention publique depuis les élections du 16 mars dernier, proposé une relance de la construction européenne dans trois directions : l'économie, la défense, la politique.

Arrivé à Metz en train spécial, en compagnie de deux membres du gouvernement, M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, et M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale, M. Barre a été accueilli par le président du conseil régional de Lorraine, M. Jean-Marie Rausch (CDS, sénateur, maire de Metz).

Il répondait à l'invitation de l'Association des amis de Robert Schuman et du CDS, qui organisent, en hommage à l'un des pères de l'Europe, une fête devant rassembler quelque deux mille jeunes.

Tout au long de la journée, l'ancien premier ministre s'en est tenu strictement à son sujet. Cette discipline n'excluait toutefois pas l'autoportrait. Ainsi, dans son évocation du défenseur de la réconciliation franco-allemande, M. Barre a déclaré : « Ce catholique mosellan, comme il se définit lui-même, est toujours resté fidèle à ses convictions et à ses principes de la politique, malgré les critiques et les sarcasmes dont il fut l'objet, même parmi ses amis politiques. Aussi fut-il estimé et respecté de tous, plus peut-être qu'aimé, comme le sont les politiciens, d'autant plus chaleureux qu'ils sont superficiels dans leur opinion et les rapports humains ».

Le trait est encore renforcé si l'on se réfère aux citations empruntées à

Robert Schuman. « J'écoute les discours, disait-il, mais j'attends les réactions ». L'ancien premier ministre, visiblement à l'adresse de toute la classe politique pour rappeler le passage de Robert Schuman au ministère des finances en 1946.

L'Europe de la défense

M. Barre a également exposé sa vision de l'avenir du Vieux Continent. « Le pragmatisme et l'imaginaire », sont, à ses yeux les clés pour combler « l'attente de l'Europe occidentale ». M. Barre a souligné que soit mis sur pied un grand marché intérieur des services et des industries de haute technologie. Ainsi, outre « l'indispensable réforme de la politique agricole commune, le renforcement du système monétaire européen et du rôle de l'ECU », M. Barre considère que le principal défi économique à relever est celui de la transformation des modes de production. Des pas importants ont déjà été faits, selon lui, avec le lancement des programmes européens de recherches ESPRIT, RACE, BRIT et le projet Eurêka.

Reste que « la politique des champions nationaux doit être reconsidérée », affirme M. Barre, en préconisant le développement de l'usage de normes communes, le rapprochement d'entreprises pour « faire naître le vrai marché unique des matériels de pointe dont l'Europe a besoin ». La construction européenne passe également par l'accroissement des pouvoirs législatifs de l'Assemblée de Strasbourg.

Face au problème de la défense, M. Barre suggère l'étude de la création auprès du conseil européen d'« une agence chargée de coordonner les programmes d'armements des pays de la Communauté ». Il est en effet essentiel, selon lui, que les Européens puissent édifier « une industrie européenne d'armements hautement spécialisée très performante et capable de concurrencer les industries d'armements des autres pays ».

« L'Europe de la sécurité est indissociable de l'Europe politique », a-t-il prévenu, avant d'appeler de ses vœux « une Europe debout (...). En d'autres termes, ni dictat du dehors ni veto du dedans ».

JEAN-LOUIS THIS.

En Espagne

UN GARDE CIVIL TUÉ AU PAYS BASQUE

Saint-Sébastien (AFP-Reader). — Un garde civil a été tué par balles près de Saint-Sébastien dans la nuit du dimanche 8 au lundi 9 juin. Plusieurs inconnus se sont approchés du véhicule où il se trouvait et ont tiré sur lui. L'attentat n'a pas été immédiatement revendiqué mais la police en attribue la responsabilité à l'ETA militaire. Il porte à onze le nombre des victimes de la violence politique en Espagne depuis le début de l'année.

D'autre part, des incidents violents ont éclaté dimanche soir à Bilbao entre manifestants et policiers, après le mort d'un détenu basque espagnol à la prison de haute sécurité de Herrera-de-la-Mancha, au sud de Madrid. On ne signalait cependant ni blessés ni arrestations. Le détenu, Joseph Ascaso, purgait une peine de neuf ans de prison pour détention d'armes. D'après la police, il aurait succombé à une crise cardiaque.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

PCHEBDO

Le 1^{er} STANDARD DE LA PRESSE INFORMATIQUE

N°5 EN VENTE EN KIOSQUE

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 9 JUI

Indicateur de séance (%) : + 1,54

VALEURS	Cours précédent	Cours actuel	Différence
Accor	389 10	372	-17
Agropar	1480	1480	0
Alcatel	710	718	+8
Alstom	421	422	+1
Banque Paribas	1011	1015	+4
Bouygues	1720	1720	0
Bouygues	1040	1044	+4
B.S.A.	1180	1180	0
Carrefour	2720	2700	-20
Chargem SA	1030	1065	+35
Châtelain	488	482	-6
Châtelain	1180	1200	+20
Dunlop	2818	2870	+52
ELF-Aquitaine	299 10	305	+6
Elf	2818	2870	+52
Elf	1025	1025	0
L. Walston S.A.	1025	1025	0
Michelin	2570	2580	+10
Midi (Cie)	5270	5250	-20
Midi (Cie)	1170	1180	+10
Midi (Cie)	301	315	+14
Orléans	3151	3180	+29
Parafin-Holland	375	388	+13
Peugeot S.A.	380	380	0
Saatchi	847	847	0
Sources Pariet	671	678	+7
Télécom	3030	3030	0
Thomson C.S.I.	1170	1180	+10
Toutat-CF	358	368	+10
T.A.T.	2600	2600	0
Veolia	465	467	+2

Le numéro du « Monde » daté 8-9 juin 1986 a été tiré à 476 605 exemplaires

CHARTER ISRAEL
SUN D'OR FILIALE DE LA COMPAGNIE ELAL
2 550 F
Départ Paris Orly le 10 juin 1986 à 10h00
Retour Israël le 12 juin 1986 à 10h00
ZENITH
100 rue de la République, 75001 Paris

A B C D F G H

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique/permanence télé.
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

GEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

TELEMATIQUE INDUSTRIELLE

Une croissance à 3 chiffres pour le marché du siècle

Si vous avez une bonne connaissance du terrain principal de votre région, un apport d'environ 50.000 F, un bureau et un véhicule, nous pouvons vous aider à développer votre activité.

Si vous avez une bonne connaissance du terrain principal de votre région, un apport d'environ 50.000 F, un bureau et un véhicule, nous pouvons vous aider à développer votre activité.

Nom _____
Société _____
Adresse _____

TELEMATIQUE INDUSTRIELLE 30, rue Vignon 75009 PARIS - 42 45 49 78 ou 79

LE ROY
by BAUME & MERCIER
combio
Cadran classique - affichage digital de 7 fonctions sur simple rotation de la couronne.
Acer inox revêtu de carbure de titane.
Détails plaqué or.
Référence : FF 3.950.-

Aldebert
PARIS : 16, place Vendôme - 1, bd de la Madeleine
70, fg Saint-Honoré - Palais des Congrès, Porte Maillot
CANNES : 19, La Croisette

AVANT INVENTAIRE
CONDITIONS EXCEPTIONNELLES
Sur tous les instruments en stock du 7 ou 28 juin 1986

hamm
135-139, rue de Rennes. Paris 6^e. Tél. 45.44.38.66.
Parking à proximité.

عبدالله بن عبدالمطلب